

Les Institutions coopératives agricoles du Canton de Genève

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES

PAR

AZIZOLLAH RASSEKH

LICENCIÉ ÈS SCIENCES SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

DE

TÉHÉРАН (IRAN)

THÈSE N° 159

GENÈVE
COOPÉRATIVE D'IMPRIMERIE DU PRÉ-JÉRÔME
1956

Les Institutions coopératives agricoles du Canton de Genève

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES

PAR

AZIZOLLAH RASSEKH

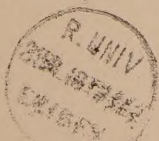
LICENCIÉ ÈS SCIENCES SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

DE

TÉHÉRAN (IRAN)

THÈSE N° 159

GENÈVE
COOPÉRATIVE D'IMPRIMERIE DU PRÉ-JÉRÔME
1956



La Faculté des sciences économiques et sociales, sur le préavis d'une commission formée de Messieurs les professeurs Antony Babel, Roger Girod, Jacques L'Huillier, ainsi que de Messieurs Henri Tanner, privat-docent, et Charles-Henry Oederlin, autorise l'impression de la présente thèse, sans entendre par là exprimer d'opinion sur les propositions qui y sont énoncées.

Le Doyen de la Faculté :
C. TERRIER.

Thèse n° 159.

Genève le 12 juin 1956.

*A mes parents, à ma femme,
en témoignage de reconnaissance
et d'affection.*

AVANT - PROPOS

Le retard des pays insuffisamment développés au point de vue économique est, à notre connaissance, moins l'effet de la pénurie de richesses naturelles que celui d'un certain manque d'organisation. Ceci est bien le cas de notre pays, l'Iran, où l'inexistence d'une telle organisation, particulièrement dans le secteur agricole, a empêché jusqu'ici les paysans d'élargir leurs possibilités d'exploitation et d'adopter les méthodes et techniques modernes du travail. C'est ce fait qui nous a incité à entreprendre l'étude des coopératives agricoles dans le canton de Genève, celles-ci pouvant, à notre avis, servir aux paysans iraniens de modèle de travail.

Nous avons donc eu un double mobile dans l'élaboration de ce travail : d'une part, nous avons voulu présenter à nos compatriotes un document qui pourrait éventuellement stimuler leur intérêt pour une expérience qui nous paraît riche de promesses ; et, d'autre part, nous avons pensé, en portant notre attention sur les coopératives agricoles de Genève, témoigner à la fois notre admiration pour un système qui se rapproche, plus que tout autre, de l'idéal de justice économique, et notre gratitude envers un canton et une ville accueillants et pleins de charme, auxquels nous devons notre formation intellectuelle et scientifique.

Nous n'aurions pu mener à bien cette étude si nous n'avions pas eu le privilège de bénéficier des encouragements continuels, des conseils précieux et de la direction érudite de M. le professeur Antony Babel, ancien recteur de l'Université. Qu'il nous soit permis de lui adresser ici nos plus vifs remerciements et l'expression de notre profonde reconnaissance. Nous nous sentons aussi très redevable envers MM. les professeurs Jacques L'Huillier, Roger Girod, Charles Burky, ainsi qu'envers MM. Henri Tanner, privat-docent, et Charles-Henry Oederlin, ancien directeur du Cercle des Agriculteurs, pour l'intérêt qu'ils ont porté à cet ouvrage.

Nos sentiments de gratitude vont également aux dirigeants et responsables des coopératives agricoles genevoises et du Service de l'Agriculture du département de l'Intérieur et de l'Agriculture, qui ont si aimablement mis à notre disposition documents et sources diverses, ajoutant de la façon la plus utile à notre information. Nous pensons très spécialement à MM. Marc Dugerdil, chef du Service de l'Agriculture ; Alfred Addor, directeur du Cercle des Agriculteurs ; André Nicod, secrétaire général des Laiteries Réunies ; Louis Chillier, secrétaire de l'Union Maraîchère de Genève ; Paul Marti, secrétaire de la Fédération genevoise des syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge ; Marcel Serex, fondé de pouvoir de Vin-Union Genève ; Jules Turian, secrétaire du Syndicat chevalin de Genève ; Charles Bochet, secrétaire des Moulins Agricoles Genevois ; Pierre Boissonnas, secrétaire du Syndicat d'élevage du petit bétail du canton de Genève.

En nous limitant au seul canton de Genève, nous avons voulu analyser en profondeur notre sujet et faire une étude concentrée, disons plus concrète que celle que l'on retrouve communément dans les ouvrages traitant des coopératives agricoles en général. D'autre part, nous avons délibérément laissé de côté la question des « Caisses de crédit mutuel, système Raiffeisen ». Celle-ci ayant été traitée par M. Arif. H. Ozümerzifon, dans sa thèse intitulée « *Les Coopératives rurales de crédit en Suisse* », et présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, en 1943.

Le corps de notre travail comprend trois parties. Dans l'introduction, nous rappelons brièvement des causes ayant conduit à l'apparition de la coopération dans les milieux ruraux, des principes et caractères de celle-ci et enfin de son rôle économique, social et éducatif. La première partie représente une vue d'ensemble des coopératives agricoles genevoises, étudiées dans leur contexte géographico-politique. La seconde partie est consacrée à l'étude du *Cercle des Agriculteurs*, la plus ancienne, la plus importante aussi, des coopératives rurales de Genève, celle qui constitue en effet le pivot de toute activité paysanne du canton et fut à l'origine de bien d'autres associations agricoles. La troisième partie passe en revue les autres coopératives rurales genevoises. Enfin, la conclusion n'est autre que la synthèse de toutes ces activités coopératives, avec les réflexions qu'elles nous ont inspirées.

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

CAUSES DE L'APPARITION DE LA COOPÉRATION DANS LES MILIEUX RURAUX

Le développement considérable qu'a pris le mouvement coopératif dans de nombreux pays, spécialement dans ceux de l'Occident, tant dans les milieux urbains que ruraux, administre la preuve la meilleure de son utilité.

En effet, l'organisation coopérative qui, de par sa nature, touche à plusieurs aspects de l'activité économique et sociale, « constitue l'un des moyens propres à améliorer les conditions du travail, à accroître la productivité et à élever le niveau de vie des populations laborieuses, urbaines et rurales ». ¹

Dans les milieux agricoles des Etats où domine la petite propriété, la coopération a joué et continue à jouer un rôle particulièrement important et utile. Celui-ci consiste d'une part à attacher le petit propriétaire paysan à sa terre, empêchant ainsi l'exode rural, d'autre part à améliorer le niveau de vie et les conditions du travail, en d'autres termes la situation économique, sociale et intellectuelle du paysan.

Les bons résultats que signale le mouvement coopératif dans les milieux ruraux de certains pays et l'action heureuse de la coopération en agriculture ont encouragé les gouvernements à prendre des mesures favorables à son développement. De son côté, l'Organisation Internationale du Travail, qui étudie depuis trente-cinq ans les problèmes concernant l'amélioration des conditions de vie et du

¹ B.I.T., *Informations Coopératives*, Nos 5-6, Genève, 1953, p. 1.

travail, s'intéresse aux diverses formes de l'activité coopérative, notamment aux coopératives agricoles. C'est ainsi que le Service de la Coopération fut créé au B.I.T., en mars 1920, pour centraliser les informations à ce sujet et entretenir des relations avec les organisations coopératives. D'autre part, ce service étudie « les liens étroits qui existent entre les questions du travail et les questions de la coopération »². Il poursuit également « l'étude des différents aspects de la coopération qui intéressent le relèvement de la situation économique et sociale des travailleurs »³. Le B.I.T. encourage la création de coopératives agricoles dans les pays insuffisamment développés et collabore avec leur gouvernement, contribuant ainsi au relèvement économique et social du monde paysan de ces pays.

Le mouvement coopératif a ses racines dans la révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e. Bien que l'histoire économique nous présente plusieurs personnalités, dont l'œuvre et la pensée méritent de retenir l'attention comme précurseurs de la coopération, l'honneur de la fondation de la première coopérative véritable avec ses principes qui n'ont guère changé depuis, revient aux « Equitables Pionniers de Rochdale » qui, en 1844, fondèrent la première boutique coopérative dans la région industrielle de Rochdale (Lancaster), en Angleterre. En effet, si les précurseurs, avec leur pensée philosophique, leur doctrine et même leurs réalisations, exercèrent une certaine influence sur leur milieu, en visant à soulager les maux qui affligeaient la société des pays de l'Europe occidentale des XVIII^e et XIX^e siècles, leurs idées, doctrines et réalisations n'eurent jamais une grande portée pratique, ni un champ d'influence étendu⁴. Certains économistes pensent toutefois que les précurseurs anglais ne furent pas sans agir sur la pensée et l'œuvre des ouvriers de Rochdale, berceau du mouvement coopératif⁵.

Une fois né, ce mouvement trouva des défenseurs ardents et des protagonistes en divers pays. Mais, bien que la doctrine ait été commentée et développée par des économistes coopératistes, Charles Gide, Bernard Lavergne, Georges Lassere et le Dr G. Fauquet, et beaucoup d'autres encore, les principes fondamentaux énoncés à Rochdale restèrent presque inchangés.

² Ibid., p 2.

³ B.I.T., *Initiation à la pratique de la Coopération*, Genève 1952, p. 1.

⁴ En France, la doctrine de Charles Fourier, le Fouriérisme, l'Atelier social de Louis Blanc, en Angleterre, la doctrine de Robert Owen et de William King.

⁵ André Cramois pense que « les idées nouvelles de Robert Owen et de Charles Fourier furent à l'origine du mouvement coopératif ». cf. A. Cramois. *Coopératives agricoles*, Paris, 1951, p. 13.

La coopération est donc née lors de la révolution industrielle. Mais, comment celle-ci fut-elle à l'origine du mouvement coopératif, et pour quelles raisons ce dernier s'introduisit-il dans les milieux agricoles ?

La révolution industrielle apporta d'importants changements à la structure économique des Etats. Ces changements eurent à leur tour des répercussions sur les autres aspects (politique, moral et social) de la vie collective.

En effet, avec les inventions mécaniques de cette période, une ère nouvelle s'ouvre dans l'histoire de l'humanité. Elle est marquée, d'une part, par un des plus graves troubles économiques, politiques et sociaux que l'histoire ait jamais enregistrés, d'autre part, par le progrès rapide de la science, dans toutes ses branches.

Le cadre de notre travail nous interdit de nous en occuper. Contentons-nous de dire que par l'évolution des couches sociales déjà existantes et la création de nouvelles classes sociales dans la population des pays les plus industrialisés, et par le heurt des intérêts de chacune de celles-ci, l'action collective s'imposait. Cette dernière se manifeste dans les milieux urbains par la création des syndicats, associations formées librement pour la défense d'intérêts professionnels définis (correspondant à un métier, à une profession ou à des métiers et professions étroitement connexes), et dont la définition est, selon G. L. Duprat⁶, « La manifestation d'une tendance des classes laborieuses à s'organiser par groupements professionnels, avec l'union locale interprofessionnelle, les fédérations régionales, nationales, internationales, professionnelles et interprofessionnelles ou confédérales, de façon à opposer à la puissance capitaliste, représentée par les associations patronales également fédérées ou locales, une hiérarchie de puissances collectives défendant efficacement les intérêts de chaque profession en particulier et du système des métiers et professions solidaires ».

D'autre part, dans ces mêmes milieux urbains et industriels, une autre forme de l'action collective se traduisit par la création des Coopératives de production et de consommation. Leur intention était de contribuer à l'émancipation de la classe ouvrière, c'est-à-dire d'aider le prolétariat à échapper à la domination capitaliste et à devenir indépendant. La coopération, dit Charles Gide, « est née des entrailles mêmes des peuples »⁷. Le coopératisme « correspond à

⁶ G. L. Duprat, *Coopératisme et Syndicalisme*, Revue Internationale de Sociologie, éditions Marcel Girard, Nov.-Déc. 1931, Paris, p. 17.

⁷ Lucien Coutant, *L'évolution du droit coopératif de son origine à 1950*, Reims 1950, page préface.

une tendance manifeste des sociétés contemporaines les plus civilisées, à réagir contre l'arbitraire des dirigeants capitalistes de toutes sortes qui prélèvent le plus possible de gain ou de bénéfice sur les opérations grâce auxquelles se constituent et se répartissent les biens et les services » ⁸.

« Le coopératisme est un mode d'organisation du travail et de l'échange qui se propose de répartir les avantages résultant de la libre association, soit des producteurs, soit des consommateurs, placés sur un pied de parfaite égalité, entre tous les collaborateurs d'une même entreprise coopérative ou d'entreprises fédérées » ⁹.

Le coopératisme est un groupement d'associés fondant l'entreprise commune avec des droits et des responsabilités égaux. « C'est un groupement qui s'est créé pour une contribution de chacun des éléments aux fins de production, de consommation ou d'échange de l'ensemble, mais sans contrainte extérieure et sans qu'il y ait d'autre contrainte intérieure que celle qui résulte d'un libre contrat de collaboration définie » ¹⁰.

Le mouvement coopératif s'est développé dès le début de la révolution industrielle et surtout depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle, dans les milieux urbains, industriels et agricoles.

La coopération, au cours de son développement, fut et est encore l'objet d'une concurrence acharnée de la part des sociétés commerciales et capitalistes. En outre, dans certains pays, le gouvernement et la législation empêchaient ou entravaient son développement. Dans les campagnes, ces difficultés s'ajoutaient aux obstacles naturels et à ceux que dressait l'individualisme paysan.

Surmontant toutes ces difficultés, « la coopération a ouvert la voie à une organisation professionnelle plus complète de l'agriculture. Elle a, malgré l'individualisme proverbial du paysan, développé l'action collective à la campagne » ¹¹.

Le progrès et l'essor considérables des coopératives agricoles dans les pays économiquement les plus développés montrent bien que les paysans, soucieux de leurs intérêts économiques et matériels, se rendent compte des avantages de l'association et se montrent favorables à la création de coopératives.

Envisageant seulement le problème de la transformation industrielle des produits agricoles, G. Pirou constate que « l'agriculteur ne tarde pas à s'apercevoir que s'il reste isolé, il est très mal placé

⁸ G. L. Duprat, *op. cit.*, p. 12.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*, p. 3.

¹¹ André Cramois, *op. cit.*, Introduction, p. 5.

pour effectuer la transformation industrielle même de technique très simple des produits de son exploitation, parce qu'il n'a le temps, ni la compétence nécessaire, et aussi parce que le traitement de petite quantité n'est pas économiquement avantageux » ¹².

« Dans les milieux ruraux, sans doute, plus encore qu'ailleurs, les institutions coopératives ont été filles de la nécessité » ¹³. Cette nécessité a ses racines dans les grandes transformations techniques, économiques et commerciales, fruits de la révolution industrielle. Ces transformations qui ont été les causes de la naissance du syndicalisme et du coopératisme dans les milieux urbains, ont été aussi la cause de l'apparition de la coopération dans les milieux ruraux, mais plus tardivement que dans les villes. Pour quelle part chacune de ces transformations a-t-elle contribué à l'apparition des coopératives rurales ?

1. Transformations techniques

Avec les inventions mécaniques, une transformation profonde s'est produite dans la technique agricole. Dans la production industrielle, l'homme est presque totalement maître de son œuvre, de sa production : c'est lui qui en décide l'accélération ou le ralentissement. Il n'en va pas de même dans la production agricole : là, l'homme « n'est plus que l'auxiliaire de la nature ; celle-ci joue le rôle principal. En augmentant sa part dans l'œuvre qu'il poursuit en collaboration avec la nature, l'homme rapproche les conditions de la production agricole des conditions de la production industrielle » ¹⁴.

Pour augmenter sa part dans l'œuvre de la nature, deux éléments sont venus à l'aide du paysan :

1) Le progrès considérable qui s'est produit durant ces deux derniers siècles, dans les diverses branches de la science en rapport avec l'agriculture, comme la chimie, la physique, la géologie, etc. Grâce à l'aide de celles-ci, l'agriculture, sortie de sa situation primitive, est devenue, elle-même, une science collaborant avec les autres.

Il n'est pas nécessaire de mentionner ici le rôle important des divers engrais chimiques, des produits antiparasitaires, des études géologiques pour la rationalisation de la culture, des études botaniques pour l'amélioration des produits agricoles de toutes sortes,

¹² G. Pirou, *Cours d'Economie politique*, Paris 1946, p. 263.

¹³ André Cramois, *op. cit.* Introduction, p. 5.

¹⁴ Coll-Escluse, *Coopératives agricoles*, thèse Montpellier, 1912, p. 23.

de la science vétérinaire enfin, pour la guérison des maladies des animaux domestiques et l'amélioration de leur race.

2) Les inventions mécaniques qui accroissent la force productive du monde paysan. Les machines agricoles apportent non seulement une économie de travail et de force musculaire, puisqu'elles ont précisément pour but de diminuer le nombre de bras employés, mais aussi une réduction des frais correspondants et, par là, une baisse du coût de production. Elles se substituent à la main-d'œuvre agricole de façon non négligeable.

Ces deux éléments contribuent donc de manière efficace à la création de coopératives en milieu rural.

En ce qui concerne le premier élément, c'est-à-dire l'achat d'engrais chimiques, le paysan isolé se heurte à beaucoup de difficultés ; il est à la merci du marchand qui lui procure sa marchandise avec gros bénéfice. L'engrais n'est pas toujours de première qualité et ne donne alors pas le résultat escompté. Pourquoi le paysan n'envisagerait-il pas de s'associer avec d'autres pour créer une coopérative d'achat d'engrais chimiques offrant les garanties nécessaires ?

Le deuxième élément concerne l'achat des machines agricoles. Celles-ci et les instruments aratoires coûtent en général trop cher pour que le paysan ait, à lui seul, les moyens de les acheter. D'autre part, l'amortissement du capital engagé s'étendrait sur une période trop longue, les machines agricoles, à la différence des machines industrielles, n'étant employées que pendant de courts espaces de temps. La coopérative, en venant à l'aide du paysan, résout le problème. Grâce à une Coopérative d'achat de machines et instruments agricoles, et selon une règle convenue, chaque paysan peut, à son tour, disposer des machines nécessaires, gratuitement ou contre une faible rétribution. Enfin, en ce qui concerne l'amélioration de la production agricole, la rationalisation des cultures, la prévention des épizooties, etc., il est clair que les organisations agricoles, notamment les coopératives rurales, sont beaucoup mieux placées que le paysan pour obtenir tout renseignement désirable et prendre les mesures qui s'imposent.

2. Transformations économiques

La transformation technique n'a pas été seule à imposer au paysan l'abandon de ses anciens procédés de culture ; la transformation économique y a aussi contribué.

En effet, autrefois, dans les milieux ruraux, régnait une autarcie économique plus ou moins totale ; l'agriculteur entretenait peu de

relations avec le dehors. La famille paysanne se suffisait à elle-même, produisant à peu près tout ce qui lui était nécessaire, et ne produisant guère que cela, elle ne se préoccupait pas du prix de revient, de la valeur du capital et du travail dépensés. « Les difficultés des communications rendaient impossible, sinon très onéreux, le transport à grande distance des produits agricoles, en général lourds et volumineux » ¹⁵ ; elles obligeaient l'agriculteur à vendre ses produits excédents de la consommation familiale, dans les villes les plus proches, et cela à un prix généralement bas.

Mais cette économie domestique fermée s'est fortement modifiée au cours des siècles, au fur et à mesure que l'échange et la division du travail se développaient. De plus en plus, le paysan prend contact avec le marché. « S'il produit pour sa consommation immédiate, il produit aussi pour le marché des marchandises, c'est-à-dire des denrées destinées à être vendues » ¹⁶.

Presque toujours, la production agricole a eu ce double objectif ; mais, au cours du temps, « il s'est effectué une modification profonde quant à l'importance relative des deux objectifs poursuivis. Celui qui était au premier plan est passé au second, cédant à son rival la première place. L'influence du débouché est devenue prépondérante » ¹⁷. Cela est dû au développement des moyens de transport.

En effet, l'invention de la machine à vapeur, la création des lignes de chemin de fer continentales et transcontinentales, la construction de bâtiments transocéaniques, la création de routes et de canaux ont créé des marchés mondiaux pour tous produits et notamment pour ceux de l'agriculture.

Avec le perfectionnement des voies de communication, le coût du transport des marchandises par mer et voie ferrée baissa considérablement. Les produits agricoles pouvaient être dorénavant transportés facilement et rapidement d'un marché à l'autre, sans que leur prix en soit sensiblement augmenté. La production nationale se trouvait ainsi aux prises avec la concurrence étrangère.

En outre, le progrès technique aidant, le frigorifique entre autres, wagon et bateau, même les marchandises périssables non transportables par les moyens ordinaires, sont amenées sur les marchés mondiaux dans les meilleures conditions.

Ainsi, les produits agricoles trouvent des débouchés où ils seront vendus aux meilleurs prix. L'exploitation agricole est devenue une

¹⁵ Coll.-Escluse, *op. cit.*, p. 27.

¹⁶ *Ibid.*, p. 28.

¹⁷ *Ibid.*, Coll.-Escluse, p. 28.

manufacture de produits destinés à la vente, à titre principal, comme la manufacture des produits industriels proprement dits¹⁸.

La concurrence des produits internationaux oblige le paysan à abaisser, d'une part, ses prix en réduisant le coût de sa production, d'autre part, à se spécialiser dans les travaux agricoles plus rentables, ceux qui résistent mieux à la concurrence étrangère.

Pour abaisser ses prix de revient, le paysan est obligé de se procurer les matières nécessaires à son activité (semences, engrais, machines et instruments agricoles) au meilleur compte possible. Encore une fois, il ne saurait le faire seul ; il a donc recours à nouveau à la Coopérative agricole spécialisée.

Il convient, en outre, de travailler pour des produits qui, non seulement, s'adaptent mieux aux conditions naturelles (climat, sol, etc.), mais qui s'assurent également un débouché économique, c'est-à-dire qu'en les vendant, le paysan réalise le bénéfice le plus élevé. L'importance du débouché pour les produits agricoles est telle que toute déficience à ce propos annihilerait les avantages, même considérables, du milieu naturel pour l'exploitation.

L'entreprise agricole, nous l'avons vu, se dirige par la force des choses vers la spécialisation. C'est cette « spécialisation qui a amené la dépendance de l'agriculture à l'égard des marchés, les cours des produits, les prix de vente prenant une importance considérable »¹⁹.

Beaucoup de produits agricoles, le lait, les fruits, les légumes, etc., ne peuvent être conservés longtemps ; les paysans sont en général obligés de les vendre dans un délai assez court et au prix offert par l'acheteur.

Les coopératives qui sont constituées en vue de l'écoulement de produits agricoles comme le lait, les fruits, les légumes, etc., ainsi que de la transformation de certains d'entre eux et de leur conservation, sont les meilleurs moyens pour subvenir à l'aide du paysan. Leur activité et leurs résultats sont des plus appréciables.

3. Transformations commerciales

Autrefois, le paysan écoulait sa production lui-même. Le marché n'était pas éloigné de son domicile et, comme il n'y avait pour ainsi dire pas d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur, il vendait ses produits directement à ce dernier. Mais, avec l'apparition des machines et les inventions mécaniques, l'exode rural entraîne une partie de la population des campagnes vers les centres indus-

¹⁸ Ibid., p. 29.

¹⁹ Ibid., p. 32

triels. La charge des paysans attachés à leur terre devient lourde. La production des villages et des bourgs ne suffit plus à la consommation de ces grandes agglomérations industrielles : il faut faire venir des denrées alimentaires d'autres régions. Une classe d'intermédiaires se crée. Les moyens de transport sont devenus assez rapides et peu onéreux pour que les matières à consommer soient facilement acheminées des régions lointaines vers les centres urbains. Intermédiaires et commerçants vont donc chercher au loin la production paysanne pour la revendre dans les régions industrielles.

La spéculation en matière de produits agricoles devient aussi fréquente que dans la production industrielle. Producteur et consommateur sont les victimes d'abus nombreux : manœuvres de spéculation exagérant la baisse au moment de la récolte et la hausse en cas de pénurie, falsifications diverses pour augmenter artificiellement la masse des produits, exploitation du petit cultivateur pauvre et besogneux. L'intermédiaire agissant dans son intérêt personnel n'a qu'un souci : acheter le meilleur marché et vendre le plus cher possible. Cette intervention procurant de gros bénéfices, le nombre des intermédiaires ira croissant, au détriment des classes exploitées, celles du producteur et du consommateur.

Afin de mieux profiter de la situation, les intermédiaires vont se coaliser ; ils fonderont de grandes entreprises d'achat et de vente et imposeront leurs prix au consommateur individuel comme au paysan isolé, les fixant trop chers pour les premiers, trop bas pour les seconds.

C'est pour s'opposer à cet état de choses, se débarrasser de ces intermédiaires que les paysans organiseront les coopératives rurales destinées à satisfaire, dans les meilleures conditions possibles, chacun de leurs besoins communs : approvisionnement, écoulement, crédit, etc.

* * *

« La variété de types est particulièrement marquée parmi les Coopératives agricoles »²⁰. Elle se manifeste autant par les opérations que ces coopératives sont appelées à accomplir (production, conservation, transformation, vente, achat) que par les produits qu'elles traitent. Cette variété de types n'empêche cependant pas la

²⁰ Dr. Fauquet : *Principaux types de relations coopératives entre producteurs et consommateurs de produits agricoles dans Les Annales de l'Economie collective*, Genève, janvier-mars 1927, p. 4.

coopération d'exiger des membres qu'ils fassent un effort pour que soient atteints les objectifs du groupe entier.

Le développement des coopératives agricoles prend deux formes distinctes : d'une part, un mouvement de fédéralisme rassemble les coopératives d'une même activité agricole, d'abord sur le plan régional, ensuite sur le plan national, pour former la fédération régionale ou nationale de telle ou telle branche d'activité rurale (exemple : Syndicats agricoles de Genève qui, en se groupant, forment d'abord le Cercle des Agriculteurs — ou Fédération des Syndicats agricoles du canton de Genève et environ — lequel se joindra, à son tour, à ceux des autres cantons romands pour former l'Union des Syndicats agricoles romands (U.S.A.R.).

A chaque stade de ce développement, « la Constitution est démocratique, la liberté sauvegardée et renforcée par le mécanisme prévu pour l'action collective » ²¹.

Le rôle des Unions de Coopératives agricoles peut être de deux ordres ²² :

1. Les Unions qui n'ont qu'un but moral et professionnel, qui d'ailleurs pourrait être très judicieusement confié à des fédérations placées sous le régime des associations ;
2. Les Unions agissant comme groupements économiques et qui sont de véritables fédérations des coopératives.

Au point de vue économique, le rôle de ces dernières est très important. Elles procèdent à des achats, ventes et stockages pour le compte des organisations adhérentes. Elles entreprennent même, à l'occasion, « les opérations de transformation qui sont la prolongation et, parfois, l'achèvement de celles commencées par des coopératives affiliées » ²³.

D'autre part, un mouvement intercoopératif se dessine entre coopératives de formes différentes. « Toutefois, les relations intercoopératives entre formes différentes du mouvement coopératif ne se nouent pas toujours selon le processus simple et presque automatique des coopératives semblables qui cherchent à résoudre des problèmes identiques » ²⁴. Il arrive que ces liaisons coopératives aient quelque peine à s'établir, car il peut exister, entre partenaires, des divergences d'opinion sur certaines questions économiques et sociales, du fait même qu'ils se sont assignés au départ des objectifs

²¹ B.I.T., *Initiation à la pratique...*, p. 4.

²² A. Cramois, *op. cit.*, p. 28.

²³ Ibid., p. 30.

²⁴ B.I.T., *Commission Consultative de la Coopération, 1re session, Genève, octobre 1949*, p. 1.

différents. C'est le cas de l'Union Laitière, née à la suite de longues discussions entre les Laiteries Réunies, d'une part, et la Société Coopérative Suisse de Consommation (S.C.S.C.), de l'autre : elle créa une relation entre ces deux coopératives, dont l'une était rurale et, l'autre urbaine.

Ainsi donc, ces coopératives agricoles, par le fait des relations qu'elles nouent avec les coopératives de consommation, assurent l'écoulement, auprès de ces dernières, des produits de leurs membres. Cette « chaîne coopérative continue » présente « des avantages pour les catégories sociales placées aux deux extrémités du processus économique. Elle permet l'élimination de certaines dépenses, laquelle se traduit pour les producteurs par une meilleure rémunération. Elle assure aussi un écoulement régulier, surtout si coopératives agricoles et coopératives de consommation se lient entre elles par des contrats à long terme de livraison et d'achat ou encore par des liens organiques (gestion commune) » ²⁵.

* * *

Nous avons ainsi pu constater quelles furent les causes essentielles qui provoquèrent l'apparition et le développement du mouvement coopératif dans les milieux ruraux. Toutefois, il importe de signaler que leur effet ne fut pas le même en tous pays ou même pour toutes les régions d'un même pays. L'institution et les progrès de la coopération dans les campagnes ne dépend pas seulement de la bonne volonté et du désir des paysans de s'associer pour fonder une entreprise commune, mais aussi, en une forte mesure, du degré de leur développement intellectuel, des conditions naturelles, de l'état d'évolution de l'agriculture, etc. La coopération s'est donc développée inégalement, selon les régions, par le fait de la diversité de ces conditions.

En outre, l'esprit individualiste qui caractérise le paysan joue aussi son rôle en ralentissant la marche progressiste du mouvement coopératif dans les campagnes. C'est un travail souvent difficile de convaincre les paysans des avantages d'une action commune. Mais, la coopération rencontre encore d'autres obstacles dans les milieux ruraux, obstacles qui peuvent varier d'une région à l'autre. Ce sont, notamment, les difficultés d'amener le paysan à assumer sa part de responsabilité, son ambition et sa jalousie, les querelles politiques et religieuses, parfois le manque d'esprit d'entreprise, le manque de persévérance dans l'action commune, etc...

²⁵ B.I.T., *L'action coopérative en milieu rural*, Genève, 1939, p. 27.

Premières coopératives en agriculture

Certains historiens et économistes donnent à la coopération en milieu rural une origine fort ancienne. Ils prétendent même que la coopération en agriculture remonte jusqu'à l'antiquité et que, notamment, « à Babylone, vers 3000 ans avant Jésus Christ, existaient des sociétés de fermage collectives »²⁶. On pense également qu'une sorte de coopérative agricole existait en France, qui remontait à une époque très antérieure à la féodalité : « Les communautés serviles et roturières ». Celles-ci avaient pour but et pour tâches les travaux d'utilité commune : « Construction de routes ou de chemins d'exploitation »²⁷.

Ces communautés avaient parfois pour objet l'exploitation du sol. Il semble que « quelques-unes d'entre elles aient persisté dans le centre de la France jusqu'au milieu du XIX^e siècle et que le Code Civil Français contienne encore des vestiges de leurs anciens règlements »²⁸.

On mentionne également comme anciennes coopératives agricoles, les *fruitières* du Jura. Ce sont des associations pour la fabrication du fromage qui remontent au XII^e siècle. « Au début, chacun des associés était chargé à tour de rôle de faire le fromage avec le lait de tout le troupeau que l'on apportait chez lui, et gardait pour sa part le fromage fait chez lui »²⁹. Ce système a, depuis lors, subi de nombreuses modifications.

Mais, quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas considérer ces associations, qu'il s'agisse des « Communautés serviles » ou des « Fruitière du Jura », comme de véritables coopératives. En effet, on ne nous dit pas que ces associations en aient eu tous les caractères. Parlons plutôt de corporations, mais non pas de coopératives. Elles pratiquaient peut-être l'entraide, mais non la coopération telle que nous l'entendons. La première coopérative fut vraiment fondée, le 21 décembre 1844, par les vingt-huit ouvriers tisserands de la ville de Rochdale, ceux qui s'intitulèrent : « Les Equitables Pionniers de Rochdale et qui ont été, en effet, les premiers à poser les principes écrits de la coopération et notamment celui de la répartition des excédents au prorata du montant des achats »³⁰. Certes, la coopération avait eu des précurseurs dans le domaine des idées,

²⁶ Cramois, *op. cit.*, p. 11.

²⁷ *Ibid.*, p. 11.

²⁸ *Ibid.*, p. 11.

²⁹ *Ibid.*, p. 12.

³⁰ *Ibid.*, p. 12.

aussi bien que dans celui des faits. Mais, ni les uns, ni les autres, n'avaient trouvé la forme actuelle de la coopération, à principes et caractères propres précis.

A quel moment la coopérative a-t-elle été introduite dans le milieu rural, autrement dit quelle fut la première coopérative agricole, le lieu et la date de sa naissance ? Il est impossible de le dire exactement. Cependant, si les historiens et les économistes ne sont pas du même avis sur les origines de la coopération urbaine ou rurale, ils s'accordent du moins sur le fait que c'est la révolution industrielle qui donna son essor au mouvement coopératif et décida de la rapidité de son développement dans le monde.

CHAPITRE II

CARACTERES ET PRINCIPES DES COOPERATIVES AGRICOLLES

La définition de la coopérative donnée par le B.I.T. permet d'en dégager les caractères et, par là, de la distinguer des sociétés de capitaux, qui ont des buts lucratifs, ou des institutions désintéressées, créées et gérées par des groupements philanthropiques ou des collectivités publiques.

Le B.I.T. donne, des sociétés coopératives, la définition suivante :

« Une société coopérative est une association de personnes économiquement faibles qui, unies librement sur la base de l'égalité de leur droit et responsabilité, gèrent et utilisent pour leur commun avantage, matériel et moral, et dans une commune collaboration, une entreprise à laquelle elles ont transféré une ou plusieurs de leurs fonctions économiques correspondant à un ou plusieurs besoins économiques qui leur sont commun et que chacune d'elles ne peut satisfaire convenablement par ses seuls moyens individuels. » ¹

Ailleurs, le B.I.T. donne encore une autre définition :

« La coopération est une forme d'organisation dans laquelle des personnes s'associent volontairement, en tant qu'être humains, sur un pied d'égalité, pour défendre leurs intérêts économiques. » ²

De cette définition, nous pouvons dégager les deux caractères essentiels de la coopération, et notamment des coopératives agricoles.

1° Il s'agit d'associations de personnes et non de capitaux : « C'est une association de personnes généralement de faibles moyens qui ont reconnu et continuent à reconnaître, d'une part, la similitude de certains de leurs besoins, et, d'autre part, la possibilité de

¹ B.I.T., *Action coopérative...*, p. 5.

² B.I.T., *L'initiation à la pratique...*, p. 3.

mieux satisfaire ces besoins par une entreprise commune que par leurs moyens individuels » ³.

Dans cette association, les associés ont tous les mêmes droits : La règle d'égalité y règne : « Un homme, une voix » ;

2° Il s'agit d'une entreprise commune dont l'objet particulier est précisément de satisfaire les besoins communs. Dans cette entreprise commune, les avantages sont proportionnés aux montants des services que chaque associé lui demande. « C'est la règle d'équité : Un même prix pour un même service » ⁴.

L'association coopérative a donc des fins qui présentent un intérêt commun pour les membres et dont la réalisation exige la participation de chacun.

Travailler ensemble, travailler en commun, voilà la signification exacte du mot « Coopération ». Considérant cette signification, l'association coopérative n'est autre que « le groupement d'un certain nombre de personnes qui, grâce à cette association, peuvent se trouver à même d'obtenir les avantages qu'elles ne pourraient s'assurer individuellement » ⁵.

L'objet de la coopération, en termes très généraux, est « de permettre à celui qui n'a que cinq kilos d'une marchandise donnée de la vendre, de la transformer ou de la transporter, et de le faire aux conditions qui sont celles des opérations à grande échelle, grâce à l'action collective » ⁶.

Voici les principes de la coopération agricole :

1) L'adhésion et la constitution sont libres.

Les coopératives agricoles sont ouvertes à tous. Toutefois, « il est normal que ces coopératives agricoles n'admettent comme membres que les personnes exerçant la profession dont elles ont précisément pour objet de faciliter l'exercice » ⁷. Non seulement les coopératives agricoles sont ouvertes à toutes les personnes, mais tous leurs membres participent à l'administration. Leur fonctionnement est donc démocratique, il diffère profondément de celui des sociétés capitalistes.

2) « Dans les coopératives agricoles, le capital est formé de parts sociales et non d'actions. » ⁸

³ Dr. G. Fauquet : *Regards sur le mouvement coopératif*, Bâle, U.S.C. 1949, p. 30.

⁴ *Ibid.*, p. 31.

⁵ B.I.T., *Initiation à la pratique...*, p. 3.

⁶ *Ibid.*, p. 4.

⁷ Cramois, *op. cit.*, p. 65.

⁸ *Ibid.*, p. 65.

Les parts sociales sont nominatives et ne reçoivent pas de dividende, mais seulement un intérêt, dont le taux est fixé chaque année par l'assemblée générale, en tenant compte des résultats de l'exercice écoulé. Les statuts de certaines coopératives agricoles n'envisagent même pas un intérêt aux parts sociales.

Les parts sociales sont nominatives, parce qu'il s'agit d'une association de personnes et non de capitaux : « c'est la personne du sociétaire qui importe, et non pas le capital qu'il apporte. La coopérative se constitue pour rendre service aux personnes qui la composent » ⁹.

3) Les excédents de recette (bénéfice) ne sont pas partagés entre les membres selon le nombre de leurs parts sociales, mais proportionnellement au montant des opérations faites par chacun des sociétaires avec la société (règle de la ristourne).

Cette règle, qui a pour origine l'idée de « Mutual help » des pionniers de Rochdale, constitue « le principe fondamental de la coopération » ¹⁰.

Cette règle de ristourne ne s'applique pas de même façon dans les diverses coopératives. En effet, tandis que dans les coopératives de consommation, la répartition de l'excédent des recettes sur les dépenses (bénéfices) est faite entre les adhérents, proportionnellement aux achats de chacun, « dans les coopératives ouvrières de production, la base de la répartition est le nombre de journées ou d'heures de travail de chaque ouvrier » ¹¹.

Dans la plupart des coopératives agricoles de transformation et de vente, cette répartition s'effectue selon la quantité de la récolte ou des produits apportés par chacun des membres.

Au sujet du partage des bénéfices, l'avis des économistes est différent. Ceux d'entre eux qui pensent qu'il existe une analogie entre les coopératives agricoles de transformation et de vente, d'une part, et les coopératives ouvrières de production et les coopératives de consommation, d'autre part, affirment que dans ces diverses formes de coopérative « les bénéfices se partagent au prorata de l'apport en nature de chacun des associés ; mais ce n'est jamais au prorata du capital » ¹². Ceci ne diffère guère du partage des bénéfices dans les sociétés capitalistes. C'est ainsi que plusieurs économistes sont d'avis qu'il n'est pas de différence entre les sociétés

⁹ Ibid., p. 65.

¹⁰ Ibid., p. 66.

¹¹ Ibid., p. 66.

¹² Gaëtan Pirou : *Cours d'économie politique*, Paris 1946, p. 267.

capitalistes et ces sociétés coopératives agricoles qui, au lieu de posséder un capital, disposent des produits agricoles de leurs membres, entre qui les bénéfices sont partagés au prorata de l'apport de chacun d'eux en produits agricoles, comme au prorata de l'argent de chaque sociétaire, dans les S. A.

Dans une laiterie capitaliste, les actionnaires apportent des capitaux avec lesquels se font les achats de lait. Dans les laiteries coopératives, le capital est remplacé par l'apport du lait de chaque associé. Mais, dans un cas comme dans l'autre, « ce sont les gros apporteurs, soit du capital, soit du lait, qui touchent la plus grosse part de bénéfice » ¹³.

Il existe également une autre différence entre les objectifs que poursuivent ces diverses formes de coopérative. Alors que les coopératives ouvrières de production et les coopératives de consommation ont des ambitions de transformation sociale, « envisageant de remplacer le régime capitaliste par un régime fondé sur un principe différent » ¹⁴, c'est-à-dire que la coopérative ouvrière de production a pour but essentiel « d'abolir le salariat ou, si l'on veut, de remplacer le « patron » par le « client », la coopérative de consommation visant à abolir le profit ¹⁵, les coopératives agricoles sont, selon l'expression de G. Pirou, « essentiellement conservatrices de l'ordre des choses existant » ¹⁶.

En effet, l'objectif de ces coopératives agricoles est de « permettre aux agriculteurs, petits et moyens, d'organiser en grand les opérations de transformation et de vente de produits, d'associer les avantages de la petite culture et ceux de large trafic » ¹⁷.

Les coopératives agricoles sont donc aux antipodes des coopératives de consommation et des coopératives ouvrières de production, par la différence existant entre leurs objectifs, ainsi qu'entre leurs techniques ;

4) Dans les coopératives agricoles, les sociétaires peuvent tous faire partie de l'assemblée générale ¹⁸.

En effet, l'assemblée générale est l'organe suprême de la démocratie coopérative. Tous les membres sont égaux en droit ; chaque membre a une voix, et non plus. C'est la personne du membre

¹³ Ibid., p. 267.

¹⁴ G. Pirou, *op. cit.*, pp. 267-268.

¹⁵ Aldo Dami : « *Coopération et Démocratie* », publication de l'U.S.C. Bâle, 1954, p. 15.

¹⁶ Pirou, *op. cit.*, pp. 267-268.

¹⁷ Ibid., p. 268.

¹⁸ Cramois, *op. cit.*, p. 67.

qui compte, et non la quantité de ses parts sociales ou de ses apports à la société. Si un membre ne peut assister à la séance de l'assemblée générale, il lui est loisible de désigner une autre personne pour le représenter ; et cette personne aura une voix, non davantage ;

5) Les fonctions d'administration, dans les coopératives agricoles, sont gratuites ¹⁹.

Toutefois, dans les coopératives agricoles qui ont pris un degré d'importance considérable, et dont les fonctions d'administration exigent beaucoup d'efforts et de temps, l'assemblée générale peut fixer le montant d'un salaire pour les administrateurs.

¹⁹ Ibid., p. 67.

CHAPITRE III

ROLE DES COOPERATIVES RURALES

Dans les milieux ruraux, les coopératives ne jouent pas seulement un rôle économique, il faut aussi prendre en considération leur rôle social et éducatif, l'un et l'autre très importants.

I. Fonction économique :

Au point de vue économique, les sociétés coopératives rurales, quel que soit leur objet, rendent un grand service au peuple des campagnes. Nous admettons, en effet, le grand avantage que représente l'action collective du point de vue économique. Nous avons montré plus haut quelles furent les causes de l'apparition des coopératives dans le milieu rural et pu voir que c'était par la force des choses que le paysan, malgré son esprit individualiste prononcé, s'était converti au coopératisme.

Voici le rôle que les coopératives jouent du point de vue économique :

1. L'approvisionnement en articles nécessaires à l'agriculture, tels que les matières fourragères, les engrais, les semences et même les machines et instruments agricoles. « Avec le progrès technique qui commande, pour une large part, le progrès économique et social, les paysans sont obligés de réduire le coût de la production, d'améliorer la qualité de leurs produits afin d'en augmenter la valeur et, par conséquent, d'élever leur niveau de vie tout en maintenant leur indépendance économique » ¹ ;
2. L'approvisionnement domestique : les paysans trouvent un grand avantage dans les coopératives destinées à les approvi-

¹ B.I.T. : *L'action coopérative...*, p. 12.

sionner en objets nécessaires à leur ménage. Cette tâche est réalisée, dans certaines régions, par des coopératives créées à cet effet ; ailleurs, par des coopératives à fonctions multiples. Dans les deux cas, l'achat en commun des objets nécessaires à la consommation du ménage rural est profitable aux sociétaires ;

3. L'écoulement des produits : nous avons vu à quelles difficultés se heurte le paysan isolé, lorsqu'il s'agit de vendre ses produits, et constaté qu'avec les transformations techniques et le perfectionnement des moyens de transport, il avait subi les effets de la concurrence internationale et se trouvait réduit à vendre à perte. Il devait, en outre, se contenter des marchés voisins. Grâce aux organisations coopératives, souvent fédérées régionalement et nationalement, le simple paysan, le petit agriculteur, incorporés dans le grand organisme coopératif, peuvent désormais vendre leurs produits à un prix rémunérateur, tant sur le marché national que sur les marchés internationaux. Les exemples abondent ;
4. Dans le domaine agricole, « l'usure est un fléau qui paralyse le travailleur indépendant ou semi-indépendant » ². C'est la coopérative rurale de crédit qui lui vient en aide, en éliminant l'usurier « qui, sans elle, serait dans beaucoup de pays, le seul et indispensable dispensateur du crédit nécessaire » ³. En général, l'usurier n'est pas seulement prêteur, mais encore marchand du village, ramassant et écoulant les produits des paysans débiteurs, leur procurant, en outre, les objets nécessaires à leurs cultures ou à leur consommation.

Pour se substituer à ce marchand-prêteur, les coopératives rurales de crédit doivent pouvoir assumer toutes les fonctions qu'il remplissait. Elles ne prêtent donc pas seulement à leurs membres, mais souvent travaillent aussi à l'écoulement de leurs produits. Ces coopératives rurales de crédit sont fréquemment les instigatrices des autres sortes de coopératives en milieux agricoles. Elles peuvent aider à « supprimer le risque d'endettement, qui constitue un facteur important dont il conviendrait peut-être de tenir compte davantage dans l'éta-

² Jean Orizet, *Le mouvement coopératif et le bien-être des travailleurs*, Genève, 1951, p. 10.

³ B.I.T., *L'action coopérative...*, p. 11.

blissement des plans généraux de sécurité sociale, si l'on veut apporter un maximum de bien-être aux travailleurs » ⁴.

5. Les coopératives de transformation industrielle des produits agricoles sont des plus importantes. Les paysans s'associent pour effectuer en commun ces opérations concernant certains de leurs produits (lait en produits laitiers, raisin en vin, etc.). L'action collective procure au paysan de grands avantages sur l'action individuelle :
- a) D'abord une économie de matières premières : « Tandis que pour la fabrication d'un kilo de beurre, le paysan isolé doit sacrifier 33 litres de lait, avec les machines de beurrerie, il en faut seulement 22 » ⁵. La différence est, on le voit, considérable ;
- b) Puis une économie de temps pour la transformation ;
- c) Ensuite transformation et fabrication de produits de meilleure qualité (Industrie laitière) ;
- d) Et en outre, utilisation des déchets et sous-produits, devenant engrais ou, pour les produits laitiers, nourriture pour les porcs ;
6. Enfin, aide économique et matérielle sous d'autres formes de coopératives : Assurances, fonctions diverses (occupations d'appoint, revenu de complément, remaniement parcellaire, etc.).

II. Action sociale et éducative

En plus des importants avantages matériels précités, la coopérative en offre encore d'autres, non moins estimables. Elle est une école où les paysans reçoivent, à côté d'un enseignement économique, une éducation administrative et sociale. « La coopérative est une excellente école de démocratie » ⁶. Tous les membres y sont égaux et chacun ne dispose que d'une voix aux assemblées générales auxquelles il peut assister et donner son avis. Or, l'assemblée générale est le pouvoir suprême, et chacun apprend à s'incliner devant la volonté de la majorité. L'association coopérative est fondée sur deux bases : « solidarité matérielle et solidarité morale ». « La devise même de la coopération rappelle cette solidarité morale qui en est

⁴ Jean Orizet, *op. cit.*, p. 11.

⁵ Gaëtan Pirou, *op. cit.*, p. 263.

⁶ G. Fauquet, *Regards sur...*, p. 123.

le principe essentiel et qui figure dans la devise suisse : « Un pour tous, tous pour un » ⁷.

Les associations coopératives agricoles, comme les autres coopératives d'ailleurs, ne créent pas seulement des liens économiques entre leurs membres, elles contribuent, en outre, à tisser des liens moraux entre associés.

« Dans l'institution coopérative, des liens économiques unissent chacun des usagers à l'entreprise commune. Mais il n'y a association coopérative que si, en outre, des liens moraux unissent les sociétaires entre eux, comme des personnes consciemment solidaires. Solidarité matérielle dans l'entreprise, mais aussi solidarité morale dans l'association et, de proche en proche, dans tout le mouvement, pour l'affirmation en commun des mêmes principes, du même idéal, noble et juste, de vie personnelle et de vie sociale » ⁸.

Faisant allusion à l'importance du côté moral de l'association coopérative, le Dr Fauquet conclut : « Le danger pour le mouvement coopératif, serait de se méconnaître lui-même et de ne se manifester que sous son aspect purement économique. Toute conduite pratique des affaires coopératives qui ne voit dans le sociétaire qu'un être économique, et non pas une personne, je veux dire un être moral et social, compromet tout aussi bien le rayonnement spirituel de la coopération que sa prospérité matérielle » ⁹.

Citons encore ce passage de Fauquet : « La fin première de l'institution coopérative est de relever la situation économique de ses membres, mais par les moyens qu'elle met en œuvre, par les qualités qu'elle demande à ses membres et qu'elle développe en eux, elle vise et atteint plus haut. Le but de la coopération est alors de faire des hommes, des hommes responsables et solidaires pour que chacun d'eux s'élève à une pleine vie personnelle et, tous ensemble, à une pleine vie sociale » ¹⁰.

Grâce à la coopérative qu'ils sont appelés à gérer, les paysans s'initient aux affaires administratives et, grâce au caractère démocratique qu'elle présente, ils reconnaissent que c'est par esprit de solidarité qu'ils acceptent la volonté de la majorité pour la prospérité de leur entreprise et, par là, pour le bien-être de chacun de ses membres.

⁷ Ibid., p. 123.

⁸ Ibid., p. 123.

⁹ Ibid., p. 116.

¹⁰ G. Fauquet, *Le secteur coopératif*, Paris, 1942, p. 44.

Le mouvement coopératif donc, « par son mécanisme même, n'est pas un simple instrument de progrès économique, il est éducatif dans son essence » ¹¹.

La fondation d'une association coopérative dans le milieu rural n'est-elle pas la meilleure preuve que les paysans, en dépit de leur individualisme, ont compris les avantages matériels et moraux d'une telle association ? C'est la première étape. Avec une organisation bien étudiée et l'esprit de solidarité et de confiance qui unit tous les membres, avec une bonne comptabilité enfin, le succès de l'entreprise et par là le bien-être de ses membres sont assurés.

L'expérience universelle montre le rôle important que les diverses catégories de coopératives rurales peuvent jouer dans le relèvement économique et social des populations campagnardes. En outre, ces associations coopératives « peuvent devenir d'efficaces instruments d'éducation en inculquant des habitudes de prévoyance, d'épargne, d'hygiène, en diffusant l'instruction générale parmi leurs membres et en les entraînant au maniement des problèmes économiques, en développant, grâce à leurs méthodes démocratiques de gestion, les qualités d'initiative et le sentiment de responsabilité de leurs membres » ¹².

« Le mouvement coopératif se montre particulièrement précieux en ce qu'il donne à l'effort volontaire la possibilité d'appliquer à plein son énergie, car il permet d'atteindre l'objectif désiré en combinant l'action collective avec l'initiative des individus intéressés eux-mêmes. » ¹³

Non seulement les coopératives agricoles contribuent par leur fonction et leur caractère propre à l'élévation du niveau de vie et de la situation sociale du monde paysan, mais ces associations, et surtout celles qui ont atteint un certain degré de développement, contribuent aussi à élever le niveau intellectuel des paysans. « Ces associations coopératives agricoles centrales, à travers le réseau de leurs sociétés locales, par leurs organes périodiques, par des causeries radiophoniques, par des cours, des conférences, des chaires ambulantes et quelquefois de véritables écoles, s'appliquent à mettre à la disposition des agriculteurs les connaissances techniques et économiques utiles à l'exercice efficace de la profession agricole. Mais elles font plus. Elles rendent accessible aux petits exploitants

¹¹ Orizet, *op. cit.*, p. 21.

¹² B.I.T., *Commission consultative de la Coopération*, Genève, octobre 1949, p. 2, annexe II.

¹³ *Ibid.*, p. 37.

les procédés de culture ou d'élevage à meilleur rendement, les méthodes de classement de produits et les modes d'emballage qu'elles recommandent » ¹⁴.

« Les coopératives rurales, à la fois par la discipline qu'elles imposent et par les moyens qu'elles offrent de s'y soumettre aisément, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'elles constituent des écoles professionnelles pratiques pour les exploitants. » ¹⁵

Dans le domaine social, les coopératives d'une certaine importance (coopératives régionales ou nationales) s'intéressent également à la condition de logement, à l'état de santé, aux loisirs, à la culture et à la vie intellectuelle et sociale du paysan.

C'est un fait que le rôle des coopératives dans les milieux ruraux ne se réduit donc pas seulement à l'économique, mais aussi et surtout au social et à l'éducatif. « Les coopératives ne sont pas seulement des facteurs de progrès technique et de mieux-être matériel ; elles se manifestent encore comme des instruments d'organisation économique, de formation et de discipline professionnelle, comme des centres de vie morale et d'éducation générale, comme des cellules d'un nouveau tissu social qui reconstitue ou prolonge la solide et vivante cohésion, le système de protection collective que les liens de famille, les relations de voisinage et les traditions d'entraide entretenaient dans les anciennes communautés villageoises » ¹⁶.

¹⁴ B.I.T., *L'action coopérative...*, p. 32.

¹⁵ Ibid., p. 33.

¹⁶ Ibid., p. 34.

PREMIERE PARTIE

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES
AGRICOLES DE GENÈVE

CHAPITRE PREMIER

SITUATION GEOGRAPHIQUE ET AGRICOLE DU CANTON DE GENEVE

Située au sud-ouest de la Suisse, à laquelle il n'est rattaché qu'à l'est, le Canton de Genève est entouré partout ailleurs de territoire français. Sa superficie de 28 220 hectares en fait l'un des plus petits cantons de la Confédération Suisse, dont il ne représente que $\frac{1}{146}$ de la superficie totale : 4 128 790 hectares¹. Le canton est divisé en 45 communes, y compris la ville de Genève, toutes situées dans la vallée du Rhône. La superficie productive et improductive du canton, en 1952, se répartissent comme suit² :

Terres productives (ha)					Sol improductif (ha)		Répartition %		
Champs et Vignes	Prés et Prairies	Forêts	Autres surfaces productives	Total	Total	dont lac	Superficie totale (ha)	Sol productif	Sol improductif
7 450	7 670	2 480	4 460	22 060	6 160	3 620	28 220	78,4	21,6

La superficie « improductive » comprend la partie du lac appartenant au canton de Genève, le Rhône, l'Arve, la Ville, les villages, le terrain d'aviation, les routes, etc... Des terres productives,

¹ Bureau fédéral de statistique, « *Annuaire statistique de la Suisse* », 1954, p. 139.

² Ibid., p. 139.

seuls 14 817 ha, soit environ la moitié de la superficie totale, sont consacrés à la culture proprement dite.

Le tableau ci-dessous présente les exploitations agricoles de Genève, par ordre de grandeur ³ :

Surface des exploitations (ha)	jusqu'à								plus de 30	Total
	0,50	0,50-1	1-2	2-3	3-5	5-10	10-15	15-30		
Nombre des exploitations	455	236	205	103	174	302	175	254	118	2 022

La surface moyenne d'exploitation agricole est donc de 7,3 ha environ. Ainsi, le régime de petite propriété domine. En considérant comme grands propriétaires ceux qui possèdent plus de 30 ha, on leur attribuera 6 % des exploitations seulement, alors que le nombre des petites exploitations (jusqu'à 3 ha) s'élève à 999, ce qui représente environ la moitié de toutes les exploitations agricoles de Genève. Cette prédominance de la petite propriété rurale a certainement favorisé l'extension de la coopération dans le canton.

La situation géographique de Genève est spéciale. « La ville est entourée d'une minuscule région rurale, qui constitue le canton de Genève, alors que son bassin naturel, très exactement délimité par des chaînes de montagnes : le Jura, le Vuache, le Mont de Sion et le Salève, se trouve sur territoire français. Cette anomalie séculaire de la non-concordance de la frontière géographique et économique, d'une part, et des limites politiques, de l'autre, a donné lieu, au cours de l'histoire, à des adaptations qui ne manquent pas d'intérêt » ⁴.

La ville de Genève étant le seul débouché important de ces régions françaises limitrophes, presque tous leurs produits agricoles se dirigent vers elle, concurrençant fortement la production indigène. Cette question de l'entrée en franchise en Suisse des produits agricoles des zones et la réglementation de celle-ci, devait devenir le sujet de nombreuses discussions et négociations diplomatiques entre les deux pays intéressés, sans avoir toujours donné de résultats satisfaisants.

³ Ibid., p. 140.

⁴ A. Babel, *Un arbitrage international, la question des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*, Bulletin de la Société belge d'Etude et Expansion, Liège, mars 1934.

Genève est un canton essentiellement urbain. La paysannerie ne représente qu'une faible partie de la population :

Année	1888	1900	1910	1940	1950
Population totale du canton	105 509	132 609	154 906	174 855	202 918
Population active dans l'agriculture	15 509	14 586	13 321	7 480	8 926
‰ de la population totale	147	110	86	42	44 ⁵

Alors qu'en 1900, la population rurale active représentait 110 ‰ de la population totale du canton, cette proportion s'est réduite à 44 ‰ en cinquante ans, c'est-à-dire en 1950. Tandis que le nombre total des habitants du canton augmentait fortement de 1900 à 1950, celui des personnes actives dans l'agriculture a beaucoup diminué. Les chiffres concernant l'année 1950 affirment nettement le caractère urbain du canton de Genève. L'industrie développant ses branches d'activité attire naturellement beaucoup de main-d'œuvre, des campagnes très particulièrement. Or l'exode rural, en faveur de l'industrie urbaine, provoque inévitablement la rareté et, par conséquent, la cherté de la main-d'œuvre agricole.

La proportion de la population active en agriculture est également beaucoup plus faible à Genève que dans le reste de la Suisse : ⁶

Année	Population totale			Population active dans l'agriculture			en ‰ de la population totale		
	1930	1941	1950	1930	1941	1950	1930	1941	1950
Genève	171 366	174 855	202 918	7 285	7 480	8 926	42	42	44
Suisse	4 066 400	4 265 703	4 714 922	867 123	866 720	834 685	213	203	177

Alors qu'en 1950, la population paysanne suisse active représente 177 ‰ de l'ensemble de celle du pays, cette proportion n'est — on l'a vu — de 44 ‰ seulement pour le canton de Genève.

⁵ Bureau fédéral de statistique : *Annuaire statistique*.

⁶ *Ibid.*

A ces difficultés s'ajoutent d'autres désavantages pour l'agriculture genevoise. Il s'agit, d'une part, de la qualité médiocre du sol qui, pour pouvoir donner un rendement satisfaisant, doit être traité et amendé par divers engrais : d'autre part, la ville de Genève, en s'agrandissant à la suite de l'accroissement de la population, absorbe une partie croissante de la superficie cultivable. La naissance de nouvelles fabriques et usines, la construction de nombreuses maisons d'habitation dans le canton en fait de même.

Toutes ces difficultés, ajoutées à celle de la concurrence des denrées alimentaires provenant des pays européens ou d'outre-mer, qui se déversaient sur le marché genevois à un prix bas, allaient peut-être porter un coup fatal à l'agriculture genevoise. Heureusement, on allait assister à une intervention du gouvernement et du peuple. Or, d'une part, des mesures et règlements gouvernementaux, fédéraux et cantonaux, sont décrétés et promulgués, qui protégeront et encourageront la production agricole indigène. Et, par ailleurs, un mouvement de solidarité se traduira par la constitution d'associations et de coopératives de toutes sortes, les paysans genevois pourront ainsi subvenir à leurs besoins et mieux protéger leurs intérêts professionnels. L'agriculture genevoise sera sauvée. Paysans et gouvernement collaboreront à sa prospérité. On cherchera à tirer le plus grand profit de l'agriculture en améliorant la culture, d'une part, et le sol, de l'autre.

« Les améliorations foncières sont à la base de toute la production agricole genevoise » ⁷. En effet, l'exiguïté du territoire agricole, à proximité immédiate d'un grand centre de consommation, demande une culture intensive. Il est impossible de s'y adonner si, en même temps que les plantes et le bétail, on n'améliore aussi le sol, partout où cela est nécessaire. « En tenant compte des conditions géographiques spéciales du canton de Genève, le gouvernement a toujours jugé indispensable que les améliorations foncières fissent intégralement partie de l'agriculture, en général, et ne fussent en aucune manière séparées de quelque façon que ce soit. » ⁸

La diminution des régions cultivables, résultat de l'agrandissement de la ville, etc., se voit ainsi contrebalancée, d'un côté, par les remaniements parcellaires, de l'autre, par les assainissements et

⁷ Département de l'Intérieur et de l'Agriculture. *Les améliorations foncières et l'agriculture dans le canton de Genève*, Genève, 1945, p. 8.

⁸ Ibid., p. 8

les drainages. L'amélioration foncière contribue, en outre, au maintien de la classe paysanne, aux effectifs singulièrement réduits.

« Chaque mètre carré de sol agricole doit être économiquement productif. » Telle est la politique du Service de l'Agriculture de Genève. C'est ainsi que, depuis sa création, en 1905, et jusqu'en 1944, on a effectué le drainage de 7 132,2 ha, ce qui représente 43,91 % du sol agricole, puis le remaniement de 3 649 ha, soit 21,36 % du sol agricole⁹. De 1944 à 1950, on a drainé, en outre, 2 861 ha, ce qui porte le total du drainage à 9 993,2 ha¹⁰.

Tandis qu'à Genève, en 1944, sur 100 ha de sol agricole, 43,91 ha étaient drainés et 21,36 ha remaniés, ces mêmes travaux se chiffraient pour le reste de la Suisse par 6,65 ha drainés et 8,57 remaniés. Cela démontre l'importance considérable des améliorations foncières à Genève.

Ainsi, grâce à une collaboration étroite entre paysans et autorités gouvernementales, grâce à une activité intensive et rationnelle déployée dans le domaine du canton, l'agriculture genevoise est devenue une branche importante dans l'économie de la République de Genève, tout en occupant une bonne place dans l'agriculture suisse. Genève est le premier canton de toute la Suisse pour la production maraîchère, aussi bien pour la quantité que pour la diversité des légumes¹¹. Son vignoble se classe au quatrième rang, après ceux du Valais, de Vaud et du Tessin. Avec sa production de céréales panifiables, Genève peut nourrir en pain, pendant 6 jours, la population entière de la Suisse ou, pendant 134 jours, les habitants du canton¹². Ses 3 820 quintaux de céréales au km² la mettent au premier rang en Suisse. Des treize centrales cantonales de blé indigène, instituées par la Confédération dans toute la Suisse, celle de Genève est la septième pour les livraisons de blé¹³ !

⁹ Ibid., p. 15.

¹⁰ Renseignements donnés par le Service de l'Agriculture du Département de l'Intérieur et de l'Agriculture.

¹¹ Renseignement fourni par M. L. Chillier, secrétaire de l'Union Maraîchère de Genève.

¹² Renseignement donné par M. A. Addor, secrétaire du Cercle des Agriculteurs.

¹³ Ibid.

CHAPITRE II

VUE D'ENSEMBLE DES COOPERATIVES AGRICOLES DE GENEVE

L'économie rurale de Genève est presque entièrement régie par les coopératives. Le mouvement coopératif s'est infiltré dans la plupart des branches d'activité agricole du canton. Quand la nécessité l'exigeait, les paysans genevois fondaient une coopérative afin de répondre à l'un de leurs besoins communs. Le mouvement coopératif n'a pas seulement trouvé un champ d'action favorable à son expansion dans les domaines de la production, de la transformation, de la conservation et de la vente des produits agricoles, mais encore dans celui de l'achat des machines et matières nécessaires à la culture. D'autre part, les coopératives rurales de crédit mutuel (système Raiffeisen) ont pris un développement considérable et rendent des services signalés aux paysans genevois. Le degré de développement des coopératives agricoles de Genève est différent pour chaque coopérative ; il dépend de sa nature et de son champ d'activité. Certaines d'entre elles ont connu un développement suffisant pour se grouper, selon la loi, en une Fédération ou Union réunissant toutes les coopératives de même activité. C'est le cas notamment des Fédérations suivantes :

1) Dans le domaine de la production, de la conservation, de la transformation et de la vente : les *Laiteries Réunies* (L. R.), Fédération de 116 sociétés laitières de Genève, de la Zone et d'une partie du canton de Vaud (jusqu'à Saint-Prex). Les sociétés laitières des villages sont des associations coopératives ;

2) Dans le même domaine : *Vin Union Genève*, Fédération ou Union des trois caves coopératives de la Souche, du Mandement de Satigny et de Lully-Bernex ;

3) Dans le domaine de l'achat et de l'approvisionnement en matières premières, engrais, semences, machines et articles agricoles : le *Cercle des Agriculteurs*. Celui-ci comprend les trente-deux Syndicats agricoles locaux du Canton de Genève et environs, unis en Fédération. Il s'agit d'associations coopératives. Le Cercle se charge également de la vente de tous les produits agricoles, produits liquides exceptés (lait, vin) ;

4) Dans le domaine de l'encouragement à l'élevage et à l'amélioration du bétail bovin de la race tachetée rouge : la *Fédération Genevoise des Syndicats d'élevage bovin*. Elle groupe trente-deux Syndicats d'élevage. Ce sont également des coopératives ;

5) Pour faciliter les activités agricoles : la *Fédération cantonale des Caisses de Crédit mutuel* (système Raiffeisen). S'y rattachent les trente-cinq coopératives rurales du Crédit mutuel du Canton.

Outre ces coopératives qui ont atteint le stade de l'Union ou de la Fédération régionale, plusieurs autres associations coopératives moins importantes se sont constituées dans la région rurale du canton, répondant aux besoins divers des associés.

Ce sont notamment :

1) Le *Syndicat chevalin de Genève* : association coopérative qui a pour but de favoriser, par tous les moyens dont il dispose, l'élevage de chevaux, le cheval d'artillerie et le cheval postier (article 2 des statuts) ;

2) Le *Syndicat d'élevage du petit bétail du canton de Genève*, coopérative agricole qui vise à l'amélioration des races caprine, ovine et porcine du canton ;

3) Les *Moulins agricoles genevois*, coopérative qui veut permettre à ses associés de tirer le parti le plus avantageux des céréales produites par eux, en les transformant en farine panifiable et en denrées fourragères ;

4) L'*Union Maraîchère de Genève*, coopérative formée pour écouler les produits maraîchers du canton.

De plus, il existe certaines coopératives agricoles à champ d'activité très restreint, ne comprenant, en général, que quelques membres. C'est le cas notamment de la *Société de battage et labourage mécanique de Satigny*, coopérative ayant pour objet « de mettre à la disposition de ses membres, dans les conditions les plus avantageuses, un matériel de battage et de labourage, ainsi que d'autres machines agricoles » (article 3 des statuts).

Certaines coopératives agricoles furent dissoutes après un certain nombre d'années d'existence précaire. Ce fut, entre autres, le cas de « *l'Etable collective de Satigny* », société coopérative fondée en 1912, dissoute en 1932¹. Elle avait pour but « l'acquisition d'un terrain, la construction d'une étable et de ses dépendances, l'achat d'un troupeau ; puis, ces buts préparatoires atteints, la transformation en lait de tous les produits des prés et des champs des sociétaires »². C'était donc une coopérative de production. Parmi les motifs de sa création, citons la rareté et la cherté de la main-d'œuvre agricole, pour les raisons déjà exposées ; le souci, également, de trouver de bons bergers, de rénover les vieux bâtiments et de reconstruire des étables privées ; enfin, le peu de temps dont disposaient eux-mêmes les paysans, accaparés aussi par d'autres activités agricoles, notamment par leurs cultures. L'étable collective fut créée le 19 octobre 1912³.

Le nombre des membres fut, à l'origine, d'une dizaine. La Société était régie par le titre 27 du Code Fédéral des Obligations. Les membres se voyaient « personnellement et solidairement responsables des engagements de la société, proportionnellement à leur part de capital social »⁴. Un terrain de trois hectares fut acheté près de la gare de Satigny et un vaste bâtiment (43 mètres sur 26) construit pour servir d'étable⁵. Le lait produit à l'étable était livré à la laiterie de Satigny, société à laquelle l'association de l'étable collective s'était affiliée et qui faisait elle-même partie des Laiteries Réunies. L'étable, grâce à ses installations, produisait un lait excellent, répondant à toutes les exigences de l'hygiène moderne. Il était pris directement en charge par les camions des Laiteries Réunies. L'étable s'était même imposée la tâche de livrer un lait spécial, pasteurisé, pour la nourriture des enfants.

Mais les obstacles que rencontra la société en eurent raison ; après quelques années, elle fut dissoute. En effet, elle avait subi de grandes pertes dans ses achats de vaches, effectués pourtant avec une extrême prudence. On dut souvent réformer ces animaux pour maladie de la tétine et autres affections localisées ou générales. La vente de ces bêtes ne pouvait se faire qu'à perte. D'autre part, la hausse du prix du lait se trouvait largement compensée par

¹ Ed. Jacky, *L'agriculture dans le Canton de Genève*, Genève, 1938, p. 225.

² Ibid., p. 226.

³ Ibid., p. 225.

⁴ Jacky, *op. cit.*, p. 226.

⁵ Ibid., p. 228.

celle des frais généraux de toutes sortes, si bien que la société subit une perte de 1,75 centime par litre durant les années 1917 et 1918⁶. Les profits de certaines années ne couvraient pas les pertes des mauvaises. Les déficits occasionnés annuellement par la vente du bétail réformé s'accumulaient. La production fourragère se voyait de plus en plus limitée par l'extension des cultures de céréales panifiables, le prix des fourrages renchérissant de jour en jour. La vente du lait spécial, florissant pendant des années, ne couvrit plus les frais, du fait de la crise générale, et les ressources de la société baissèrent dans des proportions inquiétantes. L'Assemblée générale de l'Etable collective décida la liquidation de la Société en 1932⁷, après vingt années de travail !

Autre coopérative agricole également dissoute : la C.A.M., *Coopérative Agricole et Maraîchère*⁸, dont l'objet était l'écoulement rationnel des légumes et l'organisation de la culture maraîchère genevoise. Elle se constitua en 1929. Mais, malgré l'aide considérable du Cercle des Agriculteurs, qui mit à sa disposition une partie de ses locaux, de ses camions et de son personnel, la C.A.M. dut renoncer à son activité à cause de la concurrence des importateurs de légumes, de l'incompréhension en général des milieux producteurs et des divergences d'opinion existant entre producteurs eux-mêmes (au point de vue de la qualité des produits, etc.). La dissolution fut prononcée le 30 novembre 1936.

Il en fut de même d'une autre coopérative agricole : la « *Centrale de ramassage des endives de Genève* », constituée le 15 novembre 1948. Elle entendait « sauvegarder les intérêts professionnels et économiques de ses membres, organiser un centre de ramassage d'endives à Genève, améliorer la qualité de celles-ci et assurer leur écoulement »⁹. De 1949 à 1953, ses affaires furent gérées, à sa demande, par l'Union Maraîchère de Genève. A partir de cette date, elle cessa toute activité propre, l'abandonnant à l'U.M.G. Elle reste inscrite au Registre du Commerce. Ainsi, juridiquement, elle existe encore, mais non au point de vue économique¹⁰.

Les *Boulangeries Coopératives agricoles de Genève* présentent un cas particulier. En effet, elles ne sont plus gérées depuis longtemps comme coopératives. Il n'existe actuellement que trois

⁶ Ibid., p. 232.

⁷ Ibid., p. 233.

⁸ E. Derobert, *Paysans choisis*, Genève, 1943, p. 67.

⁹ Art. 2 des statuts de la *Centrale de ramassage des endives de Genève*.

¹⁰ Renseignements fournis par M. Louis Chillier.

boulangeries dites coopératives, à La Plaine, Bernex et La Pallanterie ; toutes trois ont à leur tête des gérants.

Dans quelles conditions furent-elles créées ? Avant 1914, les paysans genevois vendaient leur blé à un prix dérisoire. L'importation du blé tranger n'était pas encore sous le contrôle ou le monopole de l'Etat. Ce blé était vendu sur le marché genevois à un prix inférieur au blé indigène. C'est ainsi que les paysans des communes du canton furent amenés à créer des boulangeries coopératives, pour y apporter leur blé et en recevoir du pain. Chacune de ces boulangeries desservait les sociétaires dispersés dans plusieurs communes. L'intérêt de ces boulangeries diminua au fur et à mesure que la Confédération édictait, pendant et après la guerre, des mesures concernant le ravitaillement du pays en céréales panifiables, le contrôle de l'importation des blés étrangers et la protection du blé indigène. La prise en charge des céréales panifiables indigènes, le paiement de ces céréales à un prix rémunérateur par la Confédération et, d'autre part, la diminution de la main-d'œuvre agricole, ainsi que la dispersion des sociétaires qui causait des frais considérables de transport du pain firent que ces boulangeries coopératives périclitèrent, abandonnant enfin aux boulangers particuliers l'exploitation des entreprises moyennant le paiement d'une location, ainsi que d'une redevance d'exploitation.

Les *Caisses de Crédit Mutuel, système Raiffeisen*, ont pris, à Genève, un développement considérable¹¹, montrant le terrain favorable que le canton offrait de ces coopératives rurales de crédit. En effet, il existait, en 1954, 35 Caisses de Crédit Mutuel dans le canton. Sur 45 communes de ce dernier, la plupart possédaient donc leur propre caisse (il en existait cependant 36 en 1951). Le fait est d'autant plus remarquable que le nombre de ces caisses, en Suisse, à la même date, s'élevait, pour 3093 communes, à 934¹² (704 en 1941)¹³. Alors qu'en 1951, il existait des Coopératives rurales de Crédit dans les quatre cinquièmes (80 %) des communes genevoises, en Suisse, le pourcentage n'était que de 33. La différence est énorme ; elle montre clairement le succès particulier remporté par les Caisses de Crédit Mutuel dans le canton de Genève.

¹¹ V. Arif Hikmet Ozümerzifon: *Les Coopératives rurales de Crédit en Suisse*. Thèse Genève, 1943.

¹² Union Suisse des Caisses de Crédit Mutuel (système Raiffeisen), *rapport annuel 1951, 49me exercice*.

¹³ Arif Hikmet Ozümerzifon, op. cit., p. 44.

Telle est la vue d'ensemble que l'on a des coopératives rurales de Genève. Etudions maintenant de plus près la fondation et l'activité de chacune d'entre elles, après avoir jeté un coup d'œil sur les mesures officielles prises en faveur de l'agriculture.

CHAPITRE III

MESURES OFFICIELLES EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE

Si l'agriculture genevoise et, d'une façon générale, l'agriculture suisse sont restées prospères, si elles constituent une branche importante de l'économie nationale, ce n'est pas seulement grâce à l'action collective, à la création d'associations et de coopératives dans les milieux ruraux, mais aussi, et dans une large mesure, grâce aux textes légaux édictés par l'Etat, la Confédération, afin de protéger l'agriculture nationale et, par là, laisser la voie libre à la création ou à l'extension des associations agricoles, qu'elles soient coopératives ou non. Sans ces mesures officielles, l'activité de ces associations eût été fortement réduite, sinon totalement entravée.

En effet, jusqu'à la Constitution Fédérale de 1848, il n'existait pas de mesures protectrices en faveur de l'agriculture. On vivait sous le régime du libéralisme économique. La Constitution Fédérale de 1848 marque pour la Suisse, selon le professeur E. Laur, « le début de conditions nouvelles qui devaient transformer de plus en plus la Suisse en un Etat moderne, soucieux de la prospérité de la population »¹. A ce moment, les intérêts du paysan étaient les mêmes que ceux de l'industrie d'exportation. « Des deux côtés, on désirait que les matières premières importées fussent grevées le moins possible et que l'exportation fût exempte de droits et de taxes »².

La production agricole du pays jouissait encore d'une bonne partie de la protection due à l'éloignement des marchés mondiaux. Etant donné le coût élevé des transports, les produits agricoles

¹ E. Laur, *Le paysan suisse, sa patrie, son œuvre*, Brougg, 1939, p. 169.

² E. Durtschi, *La nouvelle loi sur l'agriculture*, Brougg, 1949, p. 5.

étrangers ne pesaient guère sur le prix des denrées nationales. D'autre part, le grand développement de l'industrie et du commerce et l'augmentation de la population assuraient aux paysans un bon écoulement de leurs produits, ceci à des prix rémunérateurs. Dans de telles conditions, une législation en faveur de l'agriculture ne paraissait pas nécessaire. « C'est ainsi qu'on n'a pas fait la moindre mention de cette branche dans la Constitution de 1848 »³. Cette situation ne subit pas de modifications importantes jusqu'à la révision de la Constitution, en 1874. « De 1848 à 1884, la Confédération n'a alloué que quelques subventions pour des expositions agricoles, l'encouragement à l'élevage du cheval, la lutte contre les parasites de la vigne, ainsi qu'en vue d'appuyer les efforts que faisaient les sociétés principales d'agriculture pour améliorer la formation professionnelle »⁴. Mais la situation de l'agriculture changea rapidement dès le milieu des années soixante-dix, avec l'introduction des voies ferrées qui facilitaient la circulation des marchandises d'une façon appréciable. Les denrées alimentaires étrangères, à bon compte, qui venaient de régions toujours plus éloignées, se déversaient sur le pays, frappant d'un rude coup la production nationale.

Pour Genève, « la première moitié du XIX^e siècle marque sans doute le triomphe et l'apogée de l'agriculture genevoise, au service du marché local. Mais la situation devait changer peu après le milieu du siècle. La construction des routes nouvelles, et surtout des chemins de fer, allait mettre en contact facile toutes les parties de l'Europe et même du monde. On assistait à la formation d'un vaste marché dont les limites étaient celles du globe. D'un système régional, on passait à un régime de concurrence internationale »⁵. Jusqu'alors, l'agriculture genevoise resta prospère. « Le régime semi-autarcique, sous lequel on vivait, facilitait aux paysans du canton et des régions voisines l'écoulement de leurs produits »⁶. Mais la situation changea soudainement avec « l'inauguration en 1858, à quelques mois de distance, des deux voies ferrées, qui unissaient Genève à Lyon et à la France d'une part, à la Suisse d'autre part. Elles mirent le canton, du jour au lendemain, en contact étroit

³ Ibid., p. 5.

⁴ Ibid., p. 5.

⁵ A. Babel, *La Caisse hypothécaire et le développement économique du canton de Genève*. Genève, 1947, p. 72.

⁶ Ibid., p. 254.

avec le reste du monde »⁷. L'ouverture de ces voies permit aux pays lointains et parfois très fertiles de déverser sur Genève des denrées dont le coût de production n'avait aucune commune mesure avec celui du canton, conditionné par un climat et un sol médiocres. Genève devenait ainsi ouverte aux marchés mondiaux. « Elle allait être approvisionnée en blé par les terres européennes ou américaines les plus riches, en vin par les coteaux de France, d'Italie ou d'Espagne, en bétail par des pays de grands élevages. Jusqu'alors, ces denrées avaient été grevées de frais de transports si lourds que les terres médiocres du canton, malgré leur coût de production très élevé, avaient pu lutter souvent victorieusement contre elles. »⁸ Genève devait subir tous les effets de la concurrence internationale des produits agricoles. Ceci contribua davantage à l'abandon des terres et à l'exode rural qu'entraînait déjà le développement de l'industrie dans la ville. Le régime de libéralisme économique facilitait ces événements. Ceux des paysans qui restaient à la campagne consacraient leurs efforts à la production de certaines denrées alimentaires qui n'étaient pas sujettes à la concurrence étrangère, ou qui en subissaient moins les effets. « Un magnifique effort d'adaptation fut tenté. Aux cultures déficitaires, on substitua l'élevage du bétail, grâce au développement des prairies artificielles »⁹. Les paysans étaient surtout dirigés vers la production laitière qui échappait à la concurrence. Cette activité agricole prit donc un grand essor, à cette époque, et les produits laitiers suisses devinrent réputés dans le monde et furent exportés au loin dans de nombreux pays. Cependant, le recul de l'agriculture et de la production agricole devenait inquiétant. Cette adaptation causait tout naturellement le gros désavantage de rendre le pays de plus en plus dépendant de l'étranger pour les denrées alimentaires végétales, tandis que la production laitière dépassait toujours les besoins du pays. « Dépourvue de protection, l'agriculture n'avait d'autre ressource que celle de se tourner vers les productions pour lesquelles les conditions convenaient le mieux et qui pouvaient supporter la concurrence mondiale, c'est-à-dire le bétail d'élevage, le fromage et le lait condensé »¹⁰. Toutefois, l'écoulement et l'exportation des produits laitiers n'étaient pas toujours chose facile ; ils se heurtaient à des obstacles de plus en

⁷ Ibid., p. 254.

⁸ Ibid., p. 254.

⁹ Ibid., p. 255.

¹⁰ Durtschi, *op. cit.*, p. 7.

plus grands. En même temps, « aux difficultés d'écoulement et à la chute des prix vint s'ajouter une hausse des salaires et des intérêts, hausse déterminée par les besoins accrus de l'industrie, en main-d'œuvre et en capitaux » ¹¹. Le monde paysan demandait alors une protection contre la concurrence étrangère et des mesures légales tendant à encourager l'agriculture. « Une protection douanière ne fut accordée à l'agriculture qu'au prix d'une âpre lutte et après que, du fait de l'attitude des grands Etats voisins, la Suisse se vit dans l'impossibilité de maintenir sa politique libre-échangiste traditionnelle » ¹². C'est ainsi qu'elle modifia son orientation en matière de politique agraire, tendant vers le protectionnisme. L'arrêté fédéral du 27 juin 1884 inaugura cette ère nouvelle. La première subvention fédérale de 1884, proposée par le conseiller national von Planta, sur le rapport du professeur Kraemer ¹³, envisageait l'encouragement à donner à l'agriculture.

Les paysans purent enregistrer avec cet arrêté fédéral le premier succès de leur revendication tendant à ce que l'Etat prît des mesures pour la protection de l'agriculture. L'arrêté fédéral de 1884 se transforma, le 22 décembre 1893, en « loi fédérale concernant l'amélioration de l'agriculture par la Confédération » ¹⁴. Cette loi règle, en vingt-deux articles, les prestations financières de la Confédération, pour la formation professionnelle agricole, l'organisation des essais agricoles, l'encouragement de l'élevage, ainsi que l'amélioration foncière, les mesures à prendre encore contre les dommages qui menacent la production agricole, l'activité des principales sociétés d'agriculture, les expositions et les travaux de statistique. La loi souleva beaucoup de critiques, spécialement dans les milieux non agricoles, à cause des subventions accordées ainsi à l'agriculture. Cependant, « ces subventions n'ont pas moins constitué un puissant levier dans l'œuvre qui s'est accomplie pour accroître et améliorer les surfaces cultivées, développer la formation professionnelle, perfectionner la technique et la rationalisation des exploitations » ¹⁵. La loi de 1884 fut révisée sur quelques points en 1929 ¹⁶, ce qui a permis de mieux tenir compte des régions de montagne et des petites exploitations paysannes, d'accorder un appui à l'enseignement

¹¹ Ibid., p. 6.

¹² Ibid., p. 6.

¹³ Laur, *op. cit.*, p. 169.

¹⁴ Durtschi, *op. cit.*, p. 7.

¹⁵ Durtschi, *op. cit.*, p. 7.

¹⁶ Ibid., p. 8.

agricole post-scolaire, aux cours spéciaux, aux inspections des fromageries, des étables et des alpages, de procéder à des recensements plus simples du bétail, ainsi que plus fréquents, de même que d'encourager le renouvellement du vignoble avec des cépages résistant au phylloxera, etc...

Cependant, l'importance de l'agriculture indigène ne se révéla que lorsqu'éclata la première guerre mondiale. En effet, « privée de tout accès direct à la mer et, de plus, encerclée par les puissances belligérantes, la Suisse subit, dans toute leur rigueur, les effets du blocus britannique et du contre-blocus allemand »¹⁷. Elle se vit contrainte de se tourner vers la production agricole de son sol. La Confédération décréta plusieurs mesures, d'une part, d'encouragement et d'extension de la culture, et d'autre part, de consommation rationnelle des denrées alimentaires. Le 9 janvier 1915, la Confédération adopta un arrêté qui prévoyait dans son article premier que « l'importation des céréales, froment, épautre, orge, seigle, maïs, avoine et des produits de leur mouture sont réservés exclusivement à la Confédération »¹⁸. Cet arrêté était adopté pour la durée de la guerre. C'est ainsi que l'importation des céréales panifiables devint monopole de l'Etat. Plusieurs autres mesures efficaces furent prises par le Conseil Fédéral en étroite collaboration avec les autorités cantonales, pour augmenter la production nationale, étendre les cultures, ainsi que pour réduire la consommation durant la guerre. Répondant à l'appel du gouvernement suisse, les paysans redoublèrent leurs efforts afin d'appliquer le plan de ravitaillement du pays en denrées alimentaires tel que l'avait conçu la Confédération.

La superficie cultivée de la Suisse, qui était d'environ 170 000 hectares¹⁹ à la veille de la guerre mondiale de 1914-1918, atteignit 300 000 hectares pendant la guerre²⁰. Mais peu après l'armistice déjà, l'agriculture se retrouva aux prises avec des difficultés. Avec l'ouverture des frontières, l'importation de denrées concurrençant les produits indigènes augmenta rapidement. En même temps, l'exportation des produits laitiers suisses ralentit fortement. Une crise agricole se déclencha. En effet, « cette prospérité reconquise

¹⁷ Dérobert, op. cit., p. 7.

¹⁸ A. Babel, *La législation fédérale suisse sur le ravitaillement du pays en blé*, paru dans l'« *Annuaire de législation étrangère* », Paris, 1939, p. 193.

¹⁹ René Lalive d'Epinay, *L'agriculture suisse et la guerre*, Genève, 1942, p. 14.

²⁰ Ibid., p. 14.

grâce à la fermeture des frontières et à l'insuffisance de notre ravitaillement était factice ; elle ne pouvait être qu'éphémère ²¹. La dépression s'amorça. La superficie cultivée diminua progressivement de 300 000 ha à 180 000 ha, pour tomber même à 120 000 ²². C'est dans l'intention de surmonter cette crise et de sauver l'agriculture, que divers règlements et lois vont être successivement promulgués par l'Etat. Ces mesures visent la protection de la production indigène, l'encouragement à la paysannerie, la réglementation du ravitaillement du pays en denrées alimentaires, etc. En 1922 ²³, la Confédération intervient en faveur des producteurs de lait et accorde des subsides pour faciliter la vente du bétail. L'arrêté fédéral du 29 septembre 1927 permit aux cantons d'accorder des avances à court terme aux paysans dans le besoin, pour l'achat de semences, d'engrais, de fourrages, de bétail, afin de les mettre en mesure de maintenir leur exploitation dans une période critique ²⁴.

Mais l'agriculture suisse s'était à peine remise de la crise d'après-guerre qu'une nouvelle crise, pire encore, s'annonça, en 1928, sur le marché international. La nouvelle dépression mondiale exigea des mesures radicales. Les arrêtés fédéraux se suivirent désormais sans interruption. « On cherchait à remédier à la crise en réglant les importations et en favorisant les exportations par des mesures destinées à assurer les prix et l'écoulement par la réglementation de la production, etc... afin d'atténuer, autant que possible, la disproportion existant entre les frais de production et les prix » ²⁵.

En ce qui concerne le monopole de la Confédération sur l'importation des céréales panifiables, il rencontra une forte opposition après la guerre. Il fut soumis au referendum le 5 décembre 1926 ²⁶ ; le peuple le rejeta. Le 3 mars 1929 ²⁷, celui-ci accepta l'initiative populaire concernant l'approvisionnement du pays en céréales panifiables par la Confédération, mais sans monopole de l'Etat. C'est le 20 juin 1929 qu'un nouvel article (ar. 23 *bis*) fut inséré dans la Constitution Fédérale ²⁸. Enfin, sur la base de l'article

²¹ A. Babel, *La Caisse hypothécaire...*, p. 255.

²² Eugène Dérobert, *L'avenir de l'agriculture suisse*. Paru dans la « *Revue économique et sociale* », Lausanne, n° 3, juillet 1945, p. 238.

²³ Durtschi, *op. cit.*, p. 9.

²⁴ *Ibid.*, p. 9.

²⁵ *Ibid.*, p. 10.

²⁶ Babel, *La législation fédérale suisse sur...*, p. 194.

²⁷ *Ibid.*, p. 194.

²⁸ *Ibid.*, p. 195.

23 bis de la Constitution ²⁹, le Conseil Fédéral proposa à l'Assemblée Fédérale une loi concernant le ravitaillement du pays en blé, qui fut acceptée par la dite Assemblée. C'est « la loi fédérale sur le ravitaillement du pays en blé, du 7 juillet 1932 » ³⁰. Elle fixe la réserve en céréales à 80 000 tonnes et contient les clauses concernant le prix du blé imposé par la Confédération, le montant des primes de mouture, etc.. D'autre part, l'article 29 de la Constitution Fédérale ³¹ envisage divers droits sur l'importation et notamment sur celle des produits agricoles, pour empêcher, dans une certaine mesure, les effets de la concurrence des produits agricoles étrangers et encourager du même coup la production agricole nationale.

Avant qu'éclate la seconde guerre mondiale, le Conseil Fédéral, adoptant la proposition du Dr K  pli, Directeur de la Division

²⁹ V. rédaction de l'art. 23 bis de la Constitution Fédérale sur le ravitaillement du pays en blé :

« La Confédération entretient les réserves de blé nécessaires pour assurer l'approvisionnement du pays. Elle peut obliger les meuniers à emmagasiner du blé et à faire l'acquisition du blé de réserve pour en faciliter le renouvellement. La Confédération encourage la culture du blé dans les pays ; elle favorise la sélection et l'acquisition de semence indigène de qualité et accorde, en tenant particulièrement compte des régions de montagne, une aide au producteur cultivant le blé pour ses propres besoins. Elle achète le blé indigène de bonne qualité, propre à la mouture, à un prix qui en permet la culture. Les meuniers peuvent être tenus de racheter ce blé sur la base de sa valeur marchande. La Confédération assure le maintien de la meunerie nationale ; elle sauvegarde également les intérêts des consommateurs de farine et de pain. Elle surveille, dans les limites de ses attributions, le commerce et le prix du blé, de la farine panifiable et du pain. La Confédération prend les mesures nécessaires pour régler l'importation de la farine panifiable et elle peut se réserver le droit exclusif d'importer ce produit. La Confédération accorde, en cas de besoin, des facilités aux moulins, afin de réduire leurs frais de transport à l'intérieur du pays. Elle prend en faveur des régions de montagne les mesures propres à égaliser les prix de la farine. Le droit de statistique frappant toutes les marchandises qui franchissent la frontière douanière suisse sera prélevé. Le produit de ce droit contribuera à couvrir les dépenses occasionnées par l'approvisionnement du pays en blé. »

³⁰ Babel, *op. cit.*, p. 199.

³¹ V. rédaction de l'art. 29 de la Constitution Fédérale :

« La perception des p  ages fédéraux sera réglée conformément aux principes suivants : 1. Droits sur l'importation : a) Les matières nécessaires à l'industrie et à l'agriculture du pays seront tax  es aussi bas que possible ; b) Il en sera de même des objets nécessaires à la vie ; c) Les objets de luxe seront soumis aux taxes les plus élevées. A moins d'obstacles majeurs, ces principes devront être aussi observés lors de la conclusion des traités de commerce avec l'étranger ; 2. Les droits sur l'exportation seront aussi modérés que possible ; 3. La législation des p  ages contiendra des dispositions propres à assurer le commerce frontalier et sur les marchés. Les dispositions ci-dessus n'empêchent point la Confédération de prendre temporairement des mesures exceptionnelles dans des circonstances extraordinaires. »

de l'Agriculture, prit des mesures selon lesquelles la superficie totale des terres cultivées en céréales et pommes de terre ne doit pas diminuer au-dessous de 300 000 ha, en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre. L'arrêté fédéral « sur les mesures à prendre en vue d'étendre la culture des champs » fut approuvée par les Chambres au printemps 1939, et mis en vigueur le 6 avril 1939³². Cinq mois plus tard, la guerre éclatait. L'arrêté fédéral du 6 avril 1939 fournissait à la Confédération les moyens d'intervenir pour adapter la production agricole aux besoins du pays, pour garantir les prix et l'écoulement des produits des champs, maintenir la parité entre les prix des cultures et ceux de l'exploitation du bétail. De plus, il autorisait, par son article 7 a, le Conseil Fédéral à « édicter des dispositions générales sur l'orientation de la production agricole et prescrire dans quelle mesure chaque exploitation doit participer au changement d'orientation »³³.

A la fin de la guerre, d'autres mesures protectrices viennent compléter les anciennes en faveur de l'agriculture. Déjà nous voyons qu'en 1944, le Conseil Fédéral prenait les mesures suivantes (art. 3 de son arrêté du 3 novembre de cette même année) « afin d'assurer l'écoulement des produits de l'agriculture suisse à des prix adaptés aux frais moyens de la production d'une exploitation rationnellement conduite, la Confédération peut subordonner l'importation et l'exportation des produits agricoles à des conditions appropriées. Dans ce cas, les intérêts de l'économie nationale et les conditions matérielles des autres classes de la population seront pris en considération »³⁴.

En 1944, la culture des champs couvrait une superficie de 365 000 ha³⁵. Une nouvelle législation agricole paraissait nécessaire à la reprise de la paix. Diverses commissions compétentes furent chargées par la Confédération d'étudier la question. Ces commissions travaillèrent pendant deux ans, de 1944 à 1946, pour remettre le résultat de leurs délibérations à M. le Professeur Oswald, de Fribourg, afin qu'il en élaborât un avant-projet de loi. Le projet Oswald fut soumis en novembre 1947 aux membres du

³² Durtschi, *op. cit.*, p. 11.

³³ *Ibid.*, p. 12.

³⁴ F. Fauquex, *L'intervention de l'Etat dans l'économie agricole et viticole*, paru dans la Revue de « *L'Information au service du travail social* », n° 2, Lausanne, février 1953, p. 20.

³⁵ Durtschi, *op. cit.*, p. 12.

Conseil Fédéral³⁶ et présenté aux grandes associations économiques pour que celles-ci fissent part au Conseil Fédéral de modifications éventuelles. Enfin, il fut approuvé par la Confédération le 27 juillet 1948. L'article premier de « la nouvelle loi sur l'agriculture » prévoit que « la Confédération prend, en sauvegardant les intérêts de l'économie nationale et dans les limites de la présente loi, les mesures nécessaires pour conserver une forte population paysanne et assurer la productivité de l'agriculture ».

Ces mesures visent en particulier à « améliorer la situation de l'agriculture, par une production plus forte et de meilleure qualité, par le placement des produits agricoles à des prix équitables ; à assurer ainsi, aussi complètement que possible, l'approvisionnement du pays en denrées alimentaires »³⁷. Dans cette loi, on voit la Confédération prendre en considération deux buts ; d'une part, le maintien d'une forte population paysanne, indispensable à une agriculture productive, et d'autre part, l'approvisionnement aussi complet que possible du pays en denrées alimentaires. Enfin, la « loi fédérale sur l'amélioration de l'agriculture et le maintien de la population paysanne » du 3 octobre 1951 prévoit des dispositions en vue de conserver une forte population paysanne et de faciliter l'approvisionnement du pays en assurant la production agricole et en encourageant l'agriculture, compte tenu des intérêts de l'économie nationale. Cette loi revise et complète la loi fédérale du 27 juillet 1948 sur l'agriculture. Elle contient 123 articles. Le titre premier de la loi s'occupe de la « formation professionnelle et des recherches agricoles ». Il traite de l'apprentissage agricole, des cours post-scolaires agricoles, ainsi que de l'enseignement agricole, des examens et des certificats de capacité, de l'encouragement donné à la formation professionnelle, ménagère et agricole des jeunes paysannes, de l'entretien des stations fédérales de recherches dans différentes parties du pays, de l'encouragement à donner aux stations cantonales d'essais agricoles, etc. Le titre deuxième contient des dispositions spéciales visant la « production et le placement, l'importation et l'exportation, les prix ». Il traite notamment de l'adaptation de la production aux possibilités de placement, de l'adaptation du cheptel à la production fourragère, de la fixation des surfaces à cultiver dans les différents cantons, de la limitation des importations en produits agricoles, de la perception de droits de douanes supplé-

³⁶ Ibid., p. 15.

³⁷ Ibid. p. 21.

mentaires pour les importations de produits agricoles de même genre que ceux du pays, de l'encouragement à donner à l'exportation du bétail de rente et d'élevage, des produits de l'économie animale et laitière et de la façon d'assurer un bon ravitaillement du pays en lait et en produits laitiers, etc. Le chapitre II de ce titre traite des « enquêtes, statistiques et expositions ». Eu vue d'obtenir les données indispensables à l'application judicieuse de la loi, la Confédération encourage le développement de l'ensemble de la statistique agricole. Le titre troisième est consacré aux « dispositions spéciales pour certaines branches de la production ». Ces branches sont notamment la production végétale, la viticulture, l'élevage du bétail et l'industrie laitière. Toutes sont subventionnées, encouragées d'une façon ou de l'autre par l'Etat. Le titre quatrième envisage la « protection des plantes et matières auxiliaires de l'agriculture » (la protection des cultures contre les maladies et parasites constituant un danger d'ordre général). Selon ce titre, l'Etat contrôle des matières auxiliaires de l'agriculture, telles que semences, engrais, fourrages, produits destinés à combattre les maladies des plantes, les mauvaises herbes, puis les matières d'un emploi courant dans l'industrie laitière, etc. Le titre cinquième traite des améliorations foncières. Le titre sixième se rapporte aux « conditions d'engagement dans l'agriculture » (contrat de travail et assurances contre les accidents). Le titre septième fixe les « dispositions générales sur les contributions fédérales et les fonds ». Enfin, le titre huitième et dernier règle la « protection juridique et les dispositions pénales ».

Telles sont les principales mesures législatives que la Confédération a prises en faveur de l'agriculture. Notons d'emblée qu'il est beaucoup d'autres mesures, arrêtés, lois et règlements destinés à organiser telle ou telle branche de l'activité agricole. Le cadre de notre travail ne nous permet pas de nous en occuper. De 1884 à nos jours, le réseau des lois et règlements protégeant l'agriculture d'une manière ou d'une autre n'a cessé de s'élargir. Le maintien d'une paysannerie forte, d'une agriculture prospère, choses nécessaires à la sécurité économique du pays et au bien-être du peuple, face aux conditions naturelle du pays, au développement technique, à la situation politique internationale, ainsi qu'à d'autres facteurs économiques et sociaux, exigeait une telle protection. C'est grâce à cette politique agraire que l'agriculture reste vivante et prospère et, par là, que les associations agricoles, coopératives ou non, peuvent déployer leur activité bienfaisante.

DEUXIEME PARTIE

CERCLE DES AGRICULTEURS

(Fédération des Syndicats agricoles du Canton de Genève)

Section I

HISTORIQUE ET ACTIVITES DU CERCLE DEPUIS SA NAISSANCE EN 1868 JUSQU'EN 1895

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE : FONDATION, DEBUTS ET DEVELOPPEMENTS

C'est en 1868, que le cercle des Agriculteurs du Canton de Genève fut fondé¹. A cette époque, les agriculteurs du canton ressentaient depuis longtemps la nécessité de créer un groupement solide qui leur permît d'être au courant des prix et de défendre leurs intérêts communs. Il existait bien certains groupes peu nombreux, mais ils manquaient de cohésion et surtout étaient éphémères. Les lieux de rencontre les plus importants et les plus fréquentés par les cultivateurs étaient la Grenette et l'Étal des Agriculteurs. C'est dans ce même local de la Grenette que paraissaient les mercuriales officielles grâce auxquelles les paysans pouvaient se rendre compte des fluctuations du marché. Ces réunions plus ou moins régulières d'agriculteurs avaient pour but principal d'examiner les conditions de vente de leurs produits agricoles (la viande surtout), en profitant des statistiques offi-

¹ Henri Dumuid, *Cercle des Agriculteurs du Canton de Genève*, première notice, Genève, 1896, p. 7.

cielles. Mais la Grenette fut malheureusement démolie par ordre du gouvernement au début d'avril 1868², le bâtiment qui était très vieux n'offrant plus une suffisante sécurité. Sa disparition entraîna celle des mercuriales officielles. Les cultivateurs genevois, de même que ceux des régions voisines (Pays de Gex et Haute-Savoie) qui vendaient en général leurs produits sur le marché de Genève, ressentirent alors la nécessité de créer un groupement, non seulement par le besoin de s'associer éprouvé à l'époque dans toutes les branches de l'industrie, — les paysans l'éprouvaient comme les autres —, mais aussi et surtout pour se tenir au courant des prix des denrées et produits agricoles, ainsi que de leurs fluctuations.

D'autres institutions agricoles existaient depuis longtemps à Genève, dont les plus importantes étaient :

- 1) La Classe d'Agriculture de la Société des Arts, fondée en 1776³, et
- 2) La Section de l'Industrie et d'Agriculture de l'Institut National Genevois des Sciences, des Lettres, fondé en 1852⁴.

Ces institutions, et surtout ces deux dernières, s'intéressaient spécialement aux questions théoriques de l'agriculture. Elles étaient destinées à encourager les agriculteurs et à leur donner des conseils. Ceux-ci, tout en profitant de ces institutions, désiraient encore avoir un local pour pouvoir se rencontrer, sans perdre de temps, pour traiter de leurs affaires en se tenant au courant des fluctuations du marché agricole, et s'entendre afin de défendre leurs intérêts communs toutes les fois que cela s'avérerait nécessaire.

C'est ainsi que, le 2 mai 1868⁵, dix-sept cultivateurs réunis dans le local de l'Etal des Agriculteurs, projetèrent et décidèrent de fonder un Cercle agricole qui serait ouvert à tous les paysans genevois. Dans leur pensée, ceux du Pays de Gex, de la Savoie et du Canton de Vaud, régions voisines de Genève, pourraient également en faire partie.

Cette réunion préparatoire fut l'œuvre de Louis Archinard. On y envisagea toutes questions concernant l'agriculture et élaborer un projet de statuts qui fut présenté à une deuxième réunion, qui

² Ibid., p. 7.

³ Jacky, *op. cit.*, p. 19.

⁴ Ibid., p. 19.

⁵ Dumuid, *op. cit.*, p. 8.

eut lieu le 9 mai 1868⁶, au Restaurant Jaquet, à Rive. Les trente-cinq cultivateurs qui avaient répondu à la convocation adoptèrent provisoirement le projet de statuts avec quelques modifications de peu d'importance. Le nom de « Cercle des Agriculteurs », proposé dans le projet, fut remplacé par celui de « Cercle agricole et commercial »⁷. Il parut, en effet, nécessaire d'unir le commerce et l'agriculture en conjuguant leurs buts. Les autres articles furent tous approuvés et adoptés avec la clause « provisoirement » en ce qui concerne notamment la cotisation, fixée par les statuts à Fr. 5.—⁸.

Au cours de cette réunion, il fut décidé que le Cercle pourrait commencer son travail dès que le nombre de ses membres atteindrait le chiffre de 150. Un comité provisoire, de 6 membres⁹, fut désigné pour recruter de nouveaux membres, trouver un local convenable pour les réunions, convoquer l'assemblée et organiser le Cercle définitivement. L'enthousiasme des paysans était grand. En peu de temps, adhésions et offres de locaux furent si nombreuses que le comité put convoquer l'assemblée constitutive le 20 juin 1868 déjà. En quelques semaines, on avait recueilli plus de 200 signatures de membres adhérents¹⁰.

L'assemblée constitutive s'est réunie dans la salle de la Société Germania, rue du Rhône 10, avec la participation de 80 membres, sous la présidence de Marc-Antoine Plan, de Bourdigny (commune de Satigny)¹¹. Louis Archinard présenta le rapport du comité provisoire qui fut attentivement écouté.

Ainsi fut créé le Cercle des Agriculteurs — le titre primitif ayant été à nouveau adopté pour l'association.

Voici le texte des statuts provisoires de 1868 :

« *Article premier* : Il est créé, à Genève, un Cercle des Agriculteurs, dont les habitants du canton de Genève, du canton de Vaud, du Pays de Gex et de la Savoie sont invités à faire partie.

Art. 2 : Le Cercle a pour but d'établir entre ses membres des relations utiles et amicales, de leur faciliter les tractations d'affaires et de contribuer au progrès de l'agriculture.

⁶ Ibid., p. 10.

⁷ Ibid., p. 10.

⁸ Ibid., p. 10.

⁹ Ibid., p. 11.

¹⁰ Jacky, *op. cit.*, p. 63.

¹¹ Dumuid, *op. cit.*, p. 11.

Art. 3 : Le Cercle fournit un local pour les transactions de ses membres entre eux et avec le public.

Art. 4 : Les membres du Cercle peuvent y dîner pour un prix modique.

Art. 5 : Le Cercle s'abonne aux principaux journaux agricoles et les tient en lecture dans la salle.

Art. 6 : La cotisation annuelle est de Fr. 5.—.

Art. 7 : Elle est exigible dans le premier mois d'exercice.

Art. 8 : Le Cercle est administré par un comité de 19 membres, nommés chaque année par l'assemblée générale, quinze jours au moins avant la fin de l'exercice.

Art. 9 : Ce comité choisit lui-même, dans son sein, un bureau composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Art. 10 : Le comité se réunit au moins une fois par mois.

Art. 11 : Le comité convoque l'assemblée générale pour les élections et toutes les fois qu'il aura à lui proposer des objets d'un intérêt général.

Art. 12 : Les personnes qui demandent à faire partie du Cercle doivent être présentées par deux membres et être acceptées par le comité.

Art. 13 : Dans le cas où un membre commettrait des actes de nature à porter atteinte à la considération du Cercle ou à la sienne propre, le comité pourra, sur une demande d'au moins cinq membres, prononcer sa radiation. Cette radiation devra être votée par les deux tiers au moins des membres présents.

Art. 14 : L'assemblée générale du Cercle des Agriculteurs pourra nommer, en dehors du comité, un président honoraire sans fonctions, qui aura le droit d'assister aux séances du comité.

Art. 15 : Le comité est chargé d'élaborer, dans un délai de six mois, un projet de statuts à soumettre à la prochaine assemblée générale. Il pourra provisoirement compléter les présents statuts par un règlement et reçoit les pleins pouvoirs les plus étendus pour administrer la Société sous réserve de la ratification de l'assemblée générale pour les objets importants. » ¹²

¹² H. Dumuid, *op. cit.*, pp. 13 et 14.

Mais ces statuts subirent plusieurs changements au cours des années qui suivirent la création du Cercle. Nous mentionnerons les plus importants par la suite. Ainsi que le stipule l'article 3 des statuts, le Cercle fournissait à ses membres une salle pour leurs affaires. Cette salle fut gratuitement mise à la disposition du Cercle par le propriétaire du café situé à la place de Hollande, du nom de Magnin¹³. C'est dans cette salle que se réunissait, en principe une fois par mois, le jour du marché de préférence, le Cercle des Agriculteurs pour traiter tous les problèmes qui l'intéressaient. Ces discussions se déroulaient avant ou après le repas en commun. Dans ce local, des journaux et diverses publications étaient à la disposition des membres. Les sujets examinés dans ces réunions mensuelles, des plus variés, concernaient, entre autres, la fixation des prix, l'écoulement des produits agricoles, la création d'une bourse de ces produits, le salaire des ouvriers agricoles, etc.

Mais le dîner, presque obligatoire, au local du Cercle, entraînant une diminution continue du nombre des participants au détriment des séances du Cercle, l'assemblée générale, dans sa séance du 12 décembre 1868, décida, à la majorité des voix, qu'il devenait facultatif, sauf celui du deuxième samedi de chaque mois, qui restait officiel¹⁴. Il serait précédé de la bourse agricole destinée à faciliter les affaires si variées des paysans et suivi d'une conférence ou d'une discussion sur un sujet choisi d'avance. Le projet de cette bourse fut adopté dans cette même séance¹⁵.

Ce fut là le premier changement que les statuts du Cercle subirent, mais, à la suite du rapport présidentiel, l'assemblée générale du 26 juin 1869 modifia et simplifia encore les règlements en vigueur et décida¹⁶ :

- 1) d'abaisser la cotisation annuelle de Fr. 5.— à Fr. 2.—,
- 2) de réduire le nombre des membres du comité de 19 à 15,
- 3) de supprimer l'abonnement aux journaux,
- 4) de fixer le nombre des séances du comité à 6 au minimum par année,
- 5) de supprimer la clause relative à un local servant de siège permanent au Cercle.

¹³ Ed. Jacky, *op. cit.*, p. 63.

¹⁴ *Ibid.*, p. 64.

¹⁵ H. Dumuid, *op. cit.*, p. 16.

¹⁶ Jacky, *op. cit.*, p. 64.

L'exercice de 1868-1869 accusait un boni de Fr. 400.—. Par décision de l'assemblée générale, ce boni constituerait le fonds de réserve¹⁷.

A la fin de l'année 1869, le Cercle adopta comme local le Restaurant Odier, situé à la rue du Rhône¹⁸. Une salle lui fut réservée spécialement : elle reste ouverte toute la journée et les agriculteurs peuvent y déposer leurs annonces. Le repas du deuxième samedi du mois s'y tient, suivi de discussions sur divers sujets concernant l'agriculture, notamment la création des banques agricoles mutuelles, la culture intensive, les projets d'exposition et de marché des vins, etc.

En 1870, le comité du Cercle présente un projet proposant d'adresser au gouvernement genevois une pétition pour la construction d'une Halle aux grains. En peu de temps, le comité put recueillir plus de 2000 signatures et remettre le projet aux autorités cantonales¹⁹.

Ce projet demandait que la Halle soit construite par l'Etat, qu'elle soit spacieuse, pourvue de caves, de magasins, de greniers et des engins nécessaires au pesage et à la conservation des produits non vendus sur le marché.

Le gouvernement promulgua, le 10 novembre 1871, une loi concernant la création de la Halle, dont le bâtiment fut construit sur l'emplacement compris entre la rue du Rhône, la rue Pierre-Fatio, le boulevard Helvétique et Rive²⁰. En attendant la construction de la « Halle aux grains »²¹, le Cercle s'installa provisoirement, sur l'invitation du Cercle populaire, dans l'ancien grenier à blé de Rive.

L'assemblée générale du Cercle du 16 mai 1874 se tint dans le bâtiment de « la Halle aux grains » et c'est dans ce nouveau local que le Cercle eut, quelque temps, ses réunions. Le 26 mai de la même année, l'édifice fut inauguré dans un banquet organisé par le Cercle. Mais, après plusieurs années, pendant lesquelles il avait lui-même encouragé les agriculteurs à fréquenter la Halle, le Conseil d'Etat, constatant que les producteurs agricoles ne profitaient pas comme il eût fallu des bâtiments mis à leur disposition, présenta un projet de loi selon lequel l'administration du marché

¹⁷ Ed. Jacky, *op. cit.*, p. 64.

¹⁸ *Ibid.*, p. 64.

¹⁹ *Ibid.*, p. 65.

²⁰ *Ibid.*, p. 66.

²¹ *Ibid.*, p. 67.

appartiendrait dorénavant à la Municipalité de Genève, la Halle devenant une place de marché permanent. C'est ainsi que le Cercle, au regret des dirigeants, dut céder la place à la Municipalité de Genève. Après avoir cédé la « Halle », le Cercle transféra son local successivement au Restaurant de Villard, situé à la rue du Rhône, au Café Reymond, à Rive, puis au Collège de Carouge²².

Le règlement modifié du 26 juin 1869 régit le Cercle des Agriculteurs jusqu'en 1891. A cette date, les statuts subissent de nouvelles modifications. On y fixe notamment les séances de l'assemblée générale deux fois l'an (art. 3), au printemps et en automne²³. La séance de printemps est consacrée plutôt aux questions administratives (fixation du montant de la cotisation, nomination du comité, organisation des concours, des expositions et des promenades, des commissions d'études, désignation des vérificateurs des comptes, etc.), tandis que la séance d'automne est réservée à la discussion des questions relatives aux intérêts de l'agriculture²⁴. Le Comité de Direction est composé de 15 membres, renouvelés par tiers tous les ans et rééligibles²⁵. Les statuts et règlements de 1891 contiennent quinze articles.

Ce règlement fut à son tour légèrement modifié par l'assemblée du 4 mai 1892. Elle éleva à nouveau le nombre des membres du comité, de 15 à 24, ce qui permettait au comité d'avoir un représentant direct dans toutes les parties du canton²⁶.

De plus, l'article 7 du nouveau règlement prévoyait que « chaque commune ayant au moins dix membres faisant partie du Cercle, mais sans représentant au sein du comité, aura le droit d'envoyer un délégué aux assemblées du comité, au même titre que ceux qui sont nommés par l'assemblée générale »²⁷.

Ces statuts restèrent valables jusqu'en 1895, date à laquelle le Cercle des Agriculteurs devint une association coopérative régie dès lors par l'article 27 du Code des Obligations. C'est aussi celle qui marque la fin de la période initiale de l'histoire du Cercle et le début d'une nouvelle phase de son développement. Les anciens statuts furent abandonnés et l'association coopérative dut en éla-

²² Dumuid, *op. cit.*, p. 33.

²³ *Ibid.*, p. 17.

²⁴ Art. 4 et 5 des Statuts du Cercle des Agriculteurs, les statuts de 1891.

²⁵ Art. 7 des Statuts du Cercle des Agriculteurs, datés de 1891.

²⁶ Dumuid, *op. cit.*, p. 20.

²⁷ Art. 7 du nouveau règlement du Cercle, daté du 4 mai 1892.

borer de nouveaux, conformément aux dispositions légales de sa situation.

* * *

Cette première période de l'existence du Cercle, qui s'étend sur vingt-sept années, fut particulièrement remarquable par les efforts consentis, la diversité des affaires, l'élimination de toutes difficultés d'ordre interne et externe ; remarquable aussi par la vigilance d'esprit, la persévérance et le courage de ses dirigeants.

La fréquence des modifications apportées aux statuts et les successifs changements de local du Cercle, au cours de ces vingt-sept années, prouvent que celui-ci lutte pour consolider son existence, s'adaptant aux besoins du jour pour mieux surmonter les obstacles qui se présentent.

Que de discussions, de démissions et d'abstentions la seule question de cotisation n'a-t-elle pas entraînées ! Combien de fois son montant dut-il être modifié ! La question du dîner, si mesquine qu'elle puisse paraître à première vue, fut également le sujet de nombreuses discussions, les premières années ; elle suscita beaucoup de mécontentement parmi les paysans. La clause concernant ce repas en commun fut enfin soumise à de successives modifications. On a vu comment une pétition, signée de plus de 2000 cultivateurs et présentée au gouvernement pour lui affirmer l'absolue nécessité et l'ardent désir de ceux-ci de disposer d'une Halle aux grains, malgré l'acceptation de la requête et la promulgation d'une loi concernant la dite Halle, sa construction et sa mise en service par l'Etat, fut néanmoins une grande déception pour le Cercle, à cause de son peu de fréquentation par les agriculteurs.

Ces quelques exemples — et il en est bien d'autres — donnent une faïbe idée des difficultés internes provenant des membres eux-mêmes qui avaient pourtant exprimé leur désir de voir se créer un groupement pour défendre leurs intérêts communs. Nous nous dispenserons de citer les difficultés d'ordre externe : chaque mouvement, chaque groupement rencontre sur son chemin des obstacles, mais si ses membres s'unissent pour les surmonter, il avance rapidement vers la réalisation de son programme. Si, par contre, ses forces se neutralisent par suite de divergences internes, par manque d'unité, on ne parvient alors qu'avec peine à surmonter ces obstacles et des retards en résultent inévitablement.

C'est ainsi qu'on voit, par exemple, le nombre des membres du Cercle, de 200 à sa fondation, diminuer progressivement jusqu'en

1873, date à laquelle il atteint le chiffre de 84 ²⁸, le plus bas qu'il ait jamais atteint depuis sa création, après quoi, heureusement, le nombre de ses membres ne cesse d'augmenter continuellement jusqu'à ce jour.

Les ressources financières du Cercle se composaient presque exclusivement des cotisations de ses membres. Le Cercle profitait bien de la subvention de l'Etat, destinée à encourager les producteurs, les concours, etc., mais celle-ci ne constituait qu'un faible appoint pour ses finances.

La cotisation annuelle, qui était, la première année, de Fr. 5.—, dut être réduite par les règlements de l'année suivante à Fr. 2.— ²⁹. Et les recettes de la première année, Fr. 1054.—, tombent la deuxième année à Fr. 331.—, pour ne remonter, depuis lors, que très lentement. En effet, ce n'est qu'à partir de 1884, date à laquelle le Cercle commence à s'occuper d'achats en commun, qu'on voit sa situation financière s'améliorer considérablement.

²⁸ Dumuid, *op. cit.*, p. 37.

²⁹ Ibid., p. 35.

CHAPITRE II

ACTIVITES DU CERCLE

Les activités que le Cercle déploya pendant ces vingt-sept années d'existence sont si nombreuses, si diverses, qu'il est malaisé de les ramener à un ou deux ordres distincts. Il s'intéressait, en effet, à toutes les questions qui, de près ou de loin, touchaient à l'agriculture genevoise, intervenait dans toutes les affaires agricoles, et cela pour deux raisons principales : d'abord, parce qu'il était la première association relativement importante à s'occuper des affaires, surtout pratiques, des paysans genevois, ensuite parce que les statuts même du Cercle lui fixaient comme but « de favoriser les relations de ses membres entre eux, de faciliter leurs tractations d'affaires et de contribuer au progrès de l'agriculture ». (Art. 1 des statuts de 1891.)

Déjà cet article, qui devint dans ceux de 1892 l'article 2 et n'avait pas été modifié dans son texte au cours de tous les changements que subirent les règlements du Cercle, établit à l'évidence que celui-ci est créé pour traiter de l'ensemble des questions touchant l'agriculture, qu'elles soient d'ordre économique, social, pratique ou même théorique, puisqu'il se propose de contribuer à ses progrès. D'où la complexité et la diversité des tâches qui incombaient au Cercle et qu'il était chargé d'accomplir.

Mais celles-ci vont encore varier avec les années, à mesure que la technique agricole se perfectionne, que l'agriculture progresse et qu'augmentent parallèlement les exigences des producteurs agricoles, d'une part, des consommateurs, de l'autre. La spécialisation devient ici nécessaire comme dans toute autre activité.

C'est ainsi qu'on voit le Cercle créer des associations soit coopératives, soit de l'ordre d'un simple groupement, pour leur confier une tâche définie et spéciale. Les exemples sont assez

nombreux et nous verrons ailleurs les associations agricoles qui furent fondées par le Cercle des Agriculteurs.

Ainsi, sans nous occuper maintenant des statuts régissant le Cercle actuellement, déclarons simplement que ses tâches sont beaucoup moins vagues et moins complexes, beaucoup mieux définies et plus spécialisées. Il ne déploie peut-être pas autant d'activités qu'autrefois, mais remplit de façon plus approfondie les tâches qui lui sont confiées.

Revenons aux activités du Cercle pendant la première période de son existence. Nous l'avons dit, elles sont d'ordres divers. Toutes concernent les questions agraires, notamment la législation, les douanes, le commerce, l'instruction, etc.

Il serait trop long d'envisager tous les domaines et d'étudier tous les sujets qui, de façon ou d'autre, ont préoccupé le Cercle pendant ces vingt-sept années de travail. Cela dépasserait le cadre de notre étude. Bornons-nous donc à examiner ici quelques-uns des plus importants travaux — en les groupant par rubriques — en laissant de côté ceux qui sont restés au second plan de ses préoccupations.

1. COMMERCE

En matière de commerce, rappelons que les membres du Cercle se réunissaient dès le début, en assemblée générale tous les samedis pour y traiter certaines de leurs affaires, ventes des céréales, de vins et autres produits agricoles. Ces réunions, suivies d'abord d'un dîner, avaient un aspect commercial, mais — ce fut dit — elles furent très vite abandonnées, tandis que les réunions mensuelles du comité du Cercle restaient seules vivantes, gardant sous le titre « *Mercuriale* » un peu de ce caractère mercantile.

A. Ventes

En ce qui concerne la vente du vin, le Cercle s'en préoccupait déjà en 1868, c'est-à-dire dès sa fondation. Il existait un registre ouvert dans lequel chaque producteur de vin inscrivait son nom et les vins qu'il avait à vendre. Un commis était chargé de la vente des vins ainsi groupés. C'était là la première idée de l'association vinicole dans le canton de Genève, et c'est à la suite de cette idée même que, plus tard, en 1894, l'*Association Vinicole Genevoise*¹ fut créée par le Cercle des Agriculteurs.

¹ Dumuid, *op. cit.*, p. 83.

Pour faciliter la vente des produits agricoles de leurs membres et multiplier leurs transactions commerciales, le Cercle — nous l'avons vu — s'était fait le porte-parole des producteurs paysans de Genève auprès du gouvernement genevois pour construire une Halle aux grains, en remplacement de l'ancienne, démolie par la Municipalité parce qu'offrant peu de sécurité. Nous connaissons déjà le résultat de cette tentative et l'échec que le Cercle subit à cause du manque de fréquentation de la « Halle » par les paysans.

Pour la vente des produits agricoles, notamment vin, blé et lait, produits en quantités relativement importantes, le Cercle s'en occupe largement. Nous le verrons pour le premier en parlant des tarifs douaniers.

En ce qui concerne la vente du lait, le Cercle a fait beaucoup de démarches auprès des autorités genevoises, afin que le lait destiné à la consommation des établissements publics de l'Etat, hôpital, etc., soit acheté auprès des producteurs genevois, et non en dehors du canton, comme cela était le cas auparavant.

B. *Achat en commun*

Pour l'achat en commun des produits nécessaires à la production agricole, le Cercle des Agriculteurs éprouva beaucoup moins de difficultés que lorsqu'il s'agit de la vente en commun. Les agriculteurs montraient autant de bonne volonté dans un cas qu'ils offraient de résistance dans l'autre. Le paysan, tant qu'il n'a pas atteint un degré suffisant d'éducation, ignore les effets de la solidarité : il croit toujours que son produit est d'une qualité supérieure à celle des autres et qu'en vendant en commun, il est lésé. En revanche, il se montre assez favorable à l'achat en commun des produits dont il a besoin.

Dès les premières années après sa fondation, le Cercle fit des achats pour le compte de ses membres.

En 1878, il acheta de la graine de maïs Caragua². L'achat en commun des engrais chimiques commença dès 1884, puis ce fut le tour des graines fourragères, des échalas, du sulfate de cuivre³ et, enfin, ceci à différentes reprises, des tourteaux.

Les engrais chimiques achetés par le Cercle furent toujours soumis à un contrôle officiel, afin que l'acheteur soit sûr de leur

² Ibid., p. 86.

³ Charles H. Oederlin, *L'activité du Cercle des Agriculteurs*. « Journal d'Agriculture Suisse », n° 25, Genève, 26 juin 1943.

qualité. Il se procurait de même les graines fourragères auprès de maisons placées sous le contrôle de la Station Fédérale d'essai des semences, à Zurich ⁴.

C. Prix du sel pour le bétail

En matière d'achat en commun, le Cercle fit un autre effort en faveur du sel pour le bétail. Il avait présenté des revendications à ce sujet au gouvernement dès 1881 ⁵, pour obtenir notamment une baisse du prix de ce produit, baisse déjà obtenue par certaines industries. La quantité de sel employé en agriculture est considérable et le Cercle pouvait en tirer argument. Malheureusement, ses pétitions renouvelées n'aboutirent qu'en 1890 ⁶. A cette date, les autorités genevoises consentent à un rabais de Fr. 2.— par 100 kg., le réduisant à Fr. 10.— pour l'agriculteur. Cet abaissement de prix ne paraissant pas suffisant — on avait demandé un prix de Fr. 8.— pour les membres — le comité continua ses démarches. Le 13 avril 1890 enfin, le Conseil d'Etat prit un arrêté spécial, accordant un prix du sel destiné au bétail de Fr. 8.75 à la condition toutefois que la quantité d'achat ne fût pas inférieure à 500 kg ⁷.

Cette clause présentait certains inconvénients, surtout pour les petits paysans qui ne pouvaient disposer d'un local pouvant contenir une telle quantité. Pour les quantités inférieures, il fallait s'adresser au dépôt de sel de chaque commune, qui demandait une commission pouvant s'élever à Fr. 0.85, 1.30 et 1.75 le quintal, suivant la distance de la commune à la ville. Cette disposition ne convenant pas aux paysans, le Cercle continua ses démarches. Enfin, le 20 janvier 1894, le Conseil d'Etat, sur la proposition du comité du Cercle, admit que la quantité minima exigée pour bénéficier du prix de Fr. 8.75 fût réduite à 200 kg. ⁸. Cette mesure causa une vive satisfaction ; les paysans du canton chargèrent le Cercle d'exprimer leurs remerciements aux autorités cantonales.

2. ASSURANCE

La question d'assurance également a toujours sollicité l'attention des paysans et de leur Cercle. Jusqu'en 1887, il n'existait

⁴ Dumuid, *op. cit.*, p. 91.

⁵ *Ibid.*, *op. cit.*, p. 95.

⁶ *Ibid.*, p. 95.

⁷ *Ibid.*, p. 95.

⁸ *Ibid.*, p. 97.

aucune assurance agricole dans le canton de Genève. C'est à cette date que la première proposition fut faite par Victor Pérusset, membre du comité⁹. Pérusset proposa de créer dans le canton une société d'assurance contre la grêle, qui serait au bénéfice d'une subvention de la Confédération. Avec ce subside et les cotisations à recevoir des membres, la Société arriverait à constituer un fonds suffisant pour payer une indemnité, en cas de sinistre. La proposition, longtemps discutée, tomba dans l'oubli. En juillet 1892¹⁰, la question fut reprise par Louis Plan, ancien président du Cercle ; la participation de l'Etat de Genève était alors prévue. En 1893¹¹, après une assez longue discussion, le nouveau projet était présenté au gouvernement. La commission chargée par le département de l'Intérieur et de l'Agriculture d'examiner cette proposition émit un préavis favorable, ayant constaté la possibilité d'une participation financière du canton. Celui-ci paie, en effet, le quart de la prime, la Confédération un quart également, l'assuré n'en ayant ainsi à sa charge que la moitié¹².

En ce qui concerne l'assurance du bétail, nombreuses furent aussi les démarches du Cercle pour obtenir des indemnités en faveur des propriétaires. En 1889, une proposition du comité envisageait la création, dans le canton, d'une société d'assurance du bétail subventionnée par l'Etat. En 1890, cette proposition fut développée par Lehmann, membre du comité, au sein de celui-ci et à l'assemblée générale¹³. Après avoir été discutée et approuvée, la proposition, selon laquelle l'Etat de Genève était invité à prendre à sa charge une grande partie des indemnités à allouer aux propriétaires de bétail, fut remise au gouvernement. Le département de l'Intérieur et de l'Agriculture l'étudia et, le 10 novembre 1893, un règlement fut adopté, selon lequel une partie de la valeur de la viande du bétail abattu, impropre à la consommation, devait être payée au propriétaire. De nouvelles démarches du Cercle pour augmenter la part du gouvernement aboutirent au « règlement du 6 février 1894 »¹⁴, qui remplaça celui de 1893. Selon le nouveau

⁹ Ibid., pp. 98 et 99.

¹⁰ Ibid., mêmes pages.

¹¹ Dumuid, *op. cit.* p. 99.

¹² Ibid., p. 99.

¹³ Ibid., p. 100.

¹⁴ I. Anken, *Vingt années d'assurance mutuelle et obligatoire du bétail bovin à Genève*. Genève, 1929, p. 233. Règlement du 10. XI. 1893, sur les indemnités à payer pour le bétail bovin, tué ou abattu, dont la viande est déclarée impropre à la consommation, règlement remplacé successivement par ceux du 6. II. 1894, du 25. III. 1898 et du 27. IX. 1898.

règlement, la moitié de la valeur de la viande est payée par l'Etat au propriétaire, l'autre moitié restant à la charge du propriétaire ou de la société d'assurance contre la mortalité du bétail. Toutefois, cette indemnité n'est payable qu'après un rapport de deux experts, l'un désigné par le département de l'Intérieur et de l'Agriculture, l'autre par le propriétaire du bétail, experts appelés à estimer la valeur de la viande du bétail abattu. Encore fallait-il que la bête ait séjourné dans le canton sans interruption depuis au moins trois mois et qu'au moment de son entrée dans le canton, elle fut indemne et saine.

C'était la première étape de l'assurance du bétail. Peu à peu, les institutions en cette matière se développent. On verra qu'après un certain temps, dans plusieurs communes du canton, des « Sociétés d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail » vont se créer. Ces sociétés, qui représentent les caisses libres d'assurance du bétail, se développeront à leur tour, devenant les précurseurs des « Caisses d'assurance à caractère obligatoire » contre la mortalité du bétail, telles que nous les connaissons aujourd'hui.

L'activité du Cercle en matière d'assurance s'étend aussi aux ouvriers agricoles, pour les garantir contre les accidents du travail. En 1895, après une longue étude, le Cercle des Agriculteurs créa, sous son initiative personnelle, la « Société d'assurance des employés de ferme contre les accidents »¹⁵. Le projet d'une telle société se discutait depuis 1861. L'assemblée générale du Cercle de 1893 se montra favorable à cette création. Dans cette même assemblée, il fut décidé d'imprimer le texte du projet, ainsi qu'un bulletin d'adhésion pour tous les membres du Cercle, présents ou absents. Les membres répondirent favorablement et les bulletins d'adhésion parvinrent nombreux au comité.

Une assemblée générale des adhérents fut convoquée ; elle nomma une commission chargée de convoquer une assemblée constitutive. Celle-ci, réunie le 7 septembre 1895¹⁶, désigna les membres du Conseil d'administration et fixa la finance d'entrée et le montant des primes d'assurances.

¹⁵ Dumuid, *Op. cit.* p. 102 et 103.

¹⁶ *Ibid.* p. 103.

3. AMELIORATION DE L'AGRICULTURE

A. *Instruction et enseignement professionnels*

Le Cercle voulut assurer tant l'enseignement pratique que théorique.

Pour ce qui est de l'enseignement théorique, le Cercle organisa des cours, des conférences, distribua et vendit des brochures et des livres concernant l'agriculture. Il bénéficiait pour cette action d'une partie du subside fédéral accordé à la Fédération romande des agriculteurs, dont le Cercle faisait partie. Pendant les années 1886-88-89¹⁷, il fut donné aussi des cours sur le greffage des vignes dans les différentes communes genevoises. On y organisa également de nombreuses conférences sur des sujets tels que l'emploi rationnel des engrais, l'alimentation du bétail, l'amélioration de certains produits agricoles par des procédés nouveaux.

En matière d'instruction pratique, le Cercle a contribué, pour une bonne part, à enseigner l'usage des divers engrais chimiques à l'agriculteur. Il en distribuait même des échantillons à titre gratuit. Même gratuité pour les semences nouvelles. Ces distributions avaient aussi un but expérimental : on apprenait à connaître la qualité des nouvelles semences, leur rendement, également le degré d'amélioration aux cultures qu'apportent les diverses sortes d'engrais. Le Cercle pouvait ainsi se faire une opinion à cet égard, compte tenu des conditions naturelles du canton.

Le Cercle organisa également des démonstrations pratiques dans les diverses régions genevoises pour montrer au cultivateur les services que peuvent rendre les machines et les instruments agricoles. L'agriculture dans le canton en a grandement bénéficié.

Un autre moyen pratique employé avec succès par le Cercle pour l'instruction des paysans fut d'organiser des visites par groupes, soit à l'intérieur du canton, soit à l'extérieur, parfois même jusqu'aux régions de la Suisse les plus éloignées. Ces visites d'expositions, d'entreprises nouvelles, ces concours, donnèrent de très bons résultats. A chaque visite le paysan entendait une conférence sur un sujet d'actualité.

¹⁷ Ibid., p. 46.

B. Culture

Le Cercle a aussi beaucoup fait pour l'amélioration de la culture : il organisa quelquefois des concours de culture de telle ou telle plante. C'est ainsi qu'on vit, en 1868 déjà, le Cercle ouvrir un « concours sur la culture intensive de la betterave »¹⁸ grâce à l'emploi d'engrais chimiques. Les résultats furent satisfaisants. Il organisa dans les années suivantes et surtout en 1876 des « concours concernant diverses variétés de pommes de terre et d'avoine »¹⁹. Le Cercle contribua ainsi, dans une large mesure, à augmenter le rendement des cultures et à améliorer la qualité des produits agricoles. Il distribua des engrais chimiques et de nouvelles graines, souvent gratuitement, et organisa des démonstrations de toutes sortes relatives aux machines agricoles.

Le Cercle a donc contribué au progrès de l'agriculture genevoise, notamment en achetant pour le compte de ses membres les engrais, les semences et les graines de bonne qualité indispensables à une bonne culture.

C. Bétail

Les assemblées générales et le comité du Cercle se sont fort occupés de la question de l'amélioration du bétail, ceci dès les premières années après la fondation du Cercle.

Ce dernier, au commencement de 1874²⁰, nomma une commission spéciale chargée de l'étude de la question de l'élevage du bétail dans le territoire genevois. Cette commission arriva à la conclusion que l'élevage du bétail bovin pourrait être très profitable dans le canton, qu'il y aurait avantage à le développer et surtout à améliorer l'espèce bovine en introduisant d'autres races dans le canton, spécialement la race Durham, comme c'était l'ardent désir des agriculteurs genevois.

Le gouvernement genevois, pour encourager l'amélioration de l'espèce bovine, avait mis en 1878 à la disposition du Cercle une somme de Fr. 4500.—²¹. Le Cercle s'était engagé « à employer cette somme soit pour l'achat et l'importation de types reproducteurs des races de Schwyz, du Simmenthal, de Durham, soit pour

¹⁸ Ibid. p. 53.

¹⁹ Ibid., p. 53.

²⁰ Ibid., p. 55.

²¹ Dumuid, *Op. cit.*, p. 56.

l'institution de primes à décerner aux meilleurs élèves qui en seront issus »²². Une commission spéciale était chargée de la direction et de la surveillance de tout ce qui serait fait dans ce but par le Cercle, dont ferait partie le conseiller d'Etat, président du département de l'Intérieur et de l'Agriculture.

Cette commission acheta d'abord trois taureaux, un Durham, un Schwyz et un Simmenthal pour la reproduction, ainsi que trois génisses et vaches de race Durham. « Le prix total de revient des animaux achetés s'éleva à Fr. 7200.— et ils furent revendus aux enchères publiques pour environ Fr. 4200.— aux agriculteurs genevois, lesquels furent obligés de respecter les dispositions du règlement élaboré par le Cercle à cet effet »²³. Ce règlement²⁴ envisage notamment que seuls les agriculteurs domiciliés dans le canton pourraient acquérir ces animaux, aussi longtemps qu'ils seraient aptes à la reproduction, et seulement un taureau. L'animal doit rester toujours à Genève ; les adjudicateurs des taureaux devront les tenir à la disposition des agriculteurs du canton pour la monte de leurs vaches, sans que le prix de la saillie puisse dépasser Fr. 3.—.

D'autres dispositions du règlement montrent, en particulier, la nécessité de tenir un registre pour chaque adjudicateur de taureaux, registre où il inscrirait le signalement (âge et race) de la vache saillie, la nécessité d'un certificat de santé pour les vaches et le nombre limite de saillies de chaque taureau par semaine.

Un registre « Herd-Book » est ouvert par la commission de surveillance pour inscrire les animaux issus de ces reproducteurs importés.

Malheureusement, les résultats obtenus, plusieurs années durant, ne donnèrent pas satisfaction. On s'est alors tourné vers la race indigène, tachetée rouge et blanche, et l'on s'efforça de l'améliorer.

D. *Exposition et Concours*

Le Cercle des Agriculteurs, sans prendre une part active à l'organisation des expositions fédérales d'agriculture, a toujours engagé ses membres à les visiter. Il leur en facilitait même l'accès, spécialement en organisant des courses à prix réduit. C'est ainsi

²² Jacky, *op. cit.*, p. 152.

²³ Dumuid, *op. cit.*, p. 56.

²⁴ Ce règlement, qui fut adopté le 13 juillet 1878, contient 7 articles. Il peut être consulté dans l'ouvrage de H. Dumuid, première notice.

que les membres du Cercle visitèrent les expositions de Weinfelden en 1873, de Fribourg en 1877, de Lucerne en 1881, de Neuchâtel en 1887 et de Berne en 1895²⁵. A l'exposition fédérale de Fribourg, le Cercle participa comme exposant et il obtint une médaille d'argent et une somme de Fr. 110.— pour ses collections de produits agricoles et de fruits.

Pour encourager l'amélioration du bétail et montrer les progrès réalisés, le Cercle des Agriculteurs a organisé un nombre considérable de concours de bétail. Ces concours représentaient pour les uns un enseignement pratique, une récompense pour les autres. Ils étaient surtout destinés au bétail bovin. Bien que le département de l'Intérieur et de l'Agriculture se soit officiellement chargé d'améliorer la race, la part du Cercle à ce propos fut considérable. C'est lui qui fit les démarches nécessaires auprès des autorités cantonales et fédérales pour que non seulement les taureaux soient au bénéfice des subsides de l'Etat, mais aussi les vaches, étant donné leurs qualités laitières. Cette démarche aboutit après une longue période de négociations et, dès 1895, le paysan peut aussi recevoir un subside de l'Etat pour ses vaches²⁶. De 1875 à 1895, onze concours de bétail furent organisés, soit directement par le Cercle, soit par le département de l'Intérieur et de l'Agriculture, avec l'aide du Cercle²⁷. Ces concours eurent toujours lieu au printemps ou en automne.

Pour améliorer la qualité des semences, le Cercle eut aussi recours aux concours. Les exposants, dont le nombre ne dépassa jamais quinze, ne se bornèrent pas à vendre les marchandises exposées. Ils considérèrent en quelque sorte celles-ci comme échantillons sur lesquels se faisaient des ventes plus importantes. A remarquer que le blé du pays ne se cotait pas moins que le blé étranger ; parfois même son prix était supérieur de quelques francs. Cependant le nombre des exposants et des intéressés à ces concours diminua graduellement et, malgré la bienveillance des dirigeants du Cercle et les dépenses assez considérables engagées à cet effet, on décida, après douze années, de les abandonner. Le premier avait eu lieu en 1868, le dernier se tint en 1880²⁸.

Le Cercle avait étudié également l'organisation d'un autre concours, et cela déjà en 1877, un concours pour « la bonne tenue

²⁵ Dumnid, *op. cit.*, p. 59.

²⁶ Jacky, *op. cit.*, pp. 165 à 170.

²⁷ Ibid., pp. 147 à 165.

²⁸ Dumuid, *op. cit.*, p. 62.

des fermes et des domaines ». Malheureusement, les gros frais qu'une telle manifestation eût pu causer au Cercle obligea ce dernier à en abandonner l'idée et à en laisser l'initiative à la « Fédération romande d'agriculture » : celle-ci, outre ses propres ressources, bénéficie d'un subside fédéral à cet effet. Néanmoins, le Cercle collabore étroitement avec la Fédération pour l'organisation et la bonne marche des concours.

4. LEGISLATION MESURES OFFICIELLES

Un autre domaine de l'activité du Cercle est celui de la défense des intérêts de ses membres, en particulier, de ceux de l'agriculture genevoise en général. Le Cercle défend leur cause auprès des autorités cantonales, pour aboutir aux législations et réglementations officielles au profit des cultivateurs du canton. Ces démarches n'ont pas toujours abouti à un résultat positif, mais les réalisations du Cercle dans ce domaine ne sont tout de même pas négligeables.

A. *Mesures contre les vins fabriqués*

A Genève, en ces années 1880, on fabriquait beaucoup de vins falsifiés, cela naturellement au préjudice des viticulteurs. Le Cercle ne restait pas indifférent à cet état de chose. Il accepta la proposition du comité, du président Demole particulièrement, de solliciter des autorités la promulgation d'une loi concernant l'étiquetage obligatoire des tonneaux de vin, mentionnant leur provenance, leur producteur, leurs qualités, etc. Cette résolution, appuyée vivement par la Classe d'Agriculture, fut présentée en 1882 au gouvernement, qui l'accepta après longue discussion. Il en résulta la loi de 1883²⁹ qui rendait obligatoire l'étiquetage des vins. Bien que cette loi ne fut pas appliquée rigoureusement, ce qui ne fut pas sans susciter quelque mécontentement, on ne peut pour autant nier sa valeur, car elle diminue tout de même fortement les cas de falsification des vins.

²⁹ Dumuid, *op. cit.*, p. 68.

B. Mesures protégeant la vigne contre les maladies

En ce qui concerne la lutte contre les parasites, notamment le phyloxéra, signalons les efforts méritoires du Cercle pour l'élaboration de lois spéciales. Il fut le premier à intervenir en ce sens auprès des autorités cantonales.

Dans sa séance de 1875, le Cercle rédigea à ce sujet les deux propositions suivantes, votées à l'unanimité de ses membres :

1) « Le Grand Conseil est chargé d'inviter le Conseil d'Etat à enquérir auprès du Conseil Fédéral, pour qu'il décrète une loi relative aux mesures à prendre contre l'invasion du phyloxéra » ;

2) « En attendant le décret fédéral, le Conseil d'Etat restera chargé des frais de destruction des vignes phyloxérées, mais n'allouera aucune indemnité » ³⁰.

Le meilleur moyen de lutter contre le phyloxéra consistait en un traitement à faible dosage de sulfure de carbone ³¹. On pensait également à remplacer les vignes actuelles par des vignes résistant à ce redoutable parasite, les vignes américaines.

Mais, étant donné que la Confédération avait interdit toute importation de plants américains, dans l'idée que le phyloxéra avait été introduit dans le canton par des vignes américaines importées par M. Rothschild, il devenait impossible de reconstruire sur cette base.

Ce sont les conférences de Gustave Foëx, directeur de l'Ecole Nationale d'Agriculture et de Viticulture de Montpellier, invité à venir à Genève pour renseigner les viticulteurs en ce qui concerne les vignes américaines, qui élucidèrent la question, montrant que les plants américains sont les plus résistants à cette maladie. A la suite de ces exposés, les agriculteurs, avec la collaboration efficace de la Classe d'Agriculture, firent des démarches auprès des autorités cantonales et fédérales, pour obtenir l'autorisation d'entrée des plants américains. Le gouvernement cantonal, d'accord avec cette demande, sollicita, avec les deux institutions précitées, un décret fédéral à ce sujet. Le Conseil Fédéral l'arrêta le 29 janvier 1889 ³² ; il accordait l'importation des plants américains et la création des champs d'essai à Genève. A partir de ce moment, la reconstruction des vignes en plants américains progressa rapide-

³⁰ Ibid., p. 70.

³¹ Jacky, *op. cit.*, p. 38.

³² Jacky, *op. cit.*, pp. 38 et 39.

ment. En 1896, elle se trouvait réalisée pour toute la rive gauche et le Mandement à partir de Satigny³³.

C. Mesures contre les maladies du bétail

En matière de maladies contagieuses du bétail, comme nous l'avons vu à propos des Assurances, le Cercle a obtenu du gouvernement genevois la promulgation d'un règlement daté du 10 novembre 1893, qui devait être remplacé par un autre du 6 février 1894³⁴.

D. Mesures contre les fraudes du lait

Le lait constitue toujours un aliment de première nécessité pour chaque peuple, incitant pour cette raison le producteur malhonnête à le falsifier, au préjudice du consommateur.

Le Cercle, dès le début de son existence, s'est toujours efforcé d'empêcher les fraudes dans le commerce du lait et des produits laitiers. Nombreuses furent ses réclamations auprès du gouvernement genevois pour en obtenir des mesures de contrôle dans le canton. Il attira notamment l'attention des autorités genevoises sur le fait que, dans le canton de Vaud, le commerce du lait était soumis au contrôle de l'Etat depuis 1876 déjà³⁵.

Les diverses mesures adoptées par le département de Justice et Police, qui soumit les délinquants à des peines et à des amendes, ne diminuèrent pas sensiblement les cas de fraude. L'idée de monopoliser alors le lait dans une laiterie centrale où les producteurs apporteraient leur lait, fut l'objet d'une longue discussion dans les séances du comité en 1886³⁶. On y estima la mesure insuffisante et le Cercle demanda à plusieurs reprises que les noms des fraudeurs soient publiés dans la « Feuille d'Avis », en cas de récidive, l'amende étant alors doublée ou triplée. Hélas ! les demandes du Cercle en 1894 à ce sujet ne furent pas prises en considération par le département de Justice et Police. Le Cercle ne se découragea pas pour autant et nous verrons comment, grâce aux efforts constants qu'il déploya les années suivantes, il prit une part active à la solution du problème, en collaborant efficacement à la création des Laiteries Réunies.

³³ Dumuid, *op. cit.*, p. 72.

³⁴ *Ibid.*, p. 73.

³⁵ *Ibid.*, p. 78.

³⁶ *Ibid.*, p. 78.

E. Mesures de protection en faveur de la culture indigène

Le Cercle des Agriculteurs s'occupa également de la question des tarifs douaniers, présentant au législateur les revendications de l'agriculteur genevois. Parfois il demandait un abaissement, voire même une suppression de droit de douanes pour certaines matières nécessaires à l'agriculture, notamment en 1872, quand il s'agit de faire entrer à Genève, en franchise, les phosphates³⁷. Il demanda plus souvent une élévation du tarif douanier. Il visait alors certains produits agricoles étrangers pouvant faire une concurrence dommageable aux produits indigènes. Ce fut le cas notamment, en 1876, lorsque le Cercle, considérant l'état de l'agriculture genevoise, insista auprès du gouvernement fédéral pour qu'il n'abaissât pas le tarif en faveur de l'Italie pour ce qui était des farines, des vins et des céréales³⁸.

La question des zones et des zones franches préoccupait le Cercle depuis longtemps. Les denrées alimentaires et les produits laitiers provenant de ces régions faisaient aux produits indigènes une concurrence désastreuse. Le Cercle intervint auprès des autorités cantonales pour défendre les intérêts des paysans genevois, s'adressant à elles, entre autres, à l'occasion de chaque renouvellement des traités de commerce entre Genève et la France. Reconnaissons toutefois que ses efforts à ce sujet ne furent pas toujours couronnés de succès.

Nous avons étudié ainsi les premières décennies de la vie du Cercle des Agriculteurs du canton de Genève, de 1868 à 1895, date à laquelle cette association devint une association coopérative, régie par le titre 27 du Code des Obligations. Nous ne nous sommes arrêtés qu'aux principales activités déployées par le Cercle pendant ces vingt-sept premières années de son existence, ne pouvant nous attarder à décrire les autres, moins importantes. Et même pour les principales d'entre elles, nous avons dû nous contenter de ne les exposer que dans leurs grandes lignes, ceci pour ne pas sortir des cadres que nous impose notre travail.

Notons que, malgré les difficultés de tout ordre que le Cercle eut à surmonter pendant cette période, difficultés non seulement d'ordre externe, mais surtout interne (nous voulons parler de l'incompréhension et du manque de solidarité de quelques-uns de

³⁷ Ibid., p. 79.

³⁸ Ibid., p. 80.

ses membres), il a travaillé avec conscience, sans se laisser décourager, contribuant ainsi dans une large mesure, comme il se l'était proposé, au progrès de l'agriculture genevoise.

Mentionnons aussi l'activité bienfaisante, l'aide matérielle et surtout morale, la collaboration sincère enfin que lui apportèrent la Classe d'Agriculture de la Société des Arts et la Section d'Agriculture de l'Institut National Genevois.

SECTION II

DEUXIEME PERIODE (1895-1913)

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE ET DEVELOPPEMENT

En 1895, le Cercle des Agriculteurs entre dans une nouvelle phase de son existence ; elle se terminera en 1913, date à laquelle il devient la « Fédération des Syndicats Agricoles du Canton de Genève ».

En 1894, le département de l'Intérieur et de l'Agriculture décida de favoriser la création de syndicats agricoles dans les communes genevoises. A son avis, les statuts et les règlements du Cercle ne répondaient plus convenablement aux besoins du moment, et le département songeait à créer lui-même des groupements dont les statuts et directives pouvaient donner de meilleurs résultats. Le Cercle des Agriculteurs, qui avait contribué si fidèlement au progrès de l'agriculture dans le canton, vit dans cette initiative de l'Etat une menace non équivoque. Non seulement son champ d'activité allait être limité considérablement, mais son existence même était en question. Pour parer à ce grave danger, le Cercle se mit en contact avec le département intéressé, lui faisant connaître son point de vue. Après de longues discussions, « le Cercle est admis à se substituer aux syndicats projetés, mais à condition de modifier ses statuts et règlements pour les adapter aux besoins du moment »¹.

Plusieurs commissions furent chargées par le Cercle de préparer les nouveaux statuts en prenant naturellement en considération les

¹ Ch. H. Oederlin, *loc. cit.*

points de vue du département de l'Intérieur et de l'Agriculture. Après une année d'étude des commission mixtes du département et du Cercle qui ne parvinrent pas toujours à les satisfaire l'un et l'autre, un projet de règlement fut enfin élaboré et soumis à l'assemblée générale du Cercle, le 13 juillet 1895, qui l'adopta². Ainsi prit fin la première période de l'existence du Cercle.

D'après les nouveaux statuts, « le Cercle des Agriculteurs du canton de Genève continuera d'exister sous la même dénomination, mais sous la forme d'une association régie par le titre XXVII du Code des Obligations » (Art. I des statuts). Cet article nous montre clairement la transformation qui s'opère. En effet, le Cercle, de société de personnes se réunissant pour discuter des affaires de l'agriculture genevoise, compagnie comparable à tant d'autres, notamment aux cercles politiques très nombreux à cette époque, devient une association coopérative inscrite au Registre du Commerce. L'article 2 des nouveaux statuts nous dit : « La Société a pour but le développement de l'agriculture dans toutes les branches, l'achat en commun de toutes les marchandises employées pour l'agriculture, telles que fourrages, denrées fourragères, engrais, de toute nature, semences fourragères, sulfate de cuivre, échalas, litières, instruments agricoles, etc. : pour les faire revendre sans bénéfice aux membres de l'association, et dans la règle contre paiement comptant ».

Enfin, on voit, aux autres dispositions des statuts, que « tous les membres actuels du Cercle des Agriculteurs seront de plein droit membres de l'association, à moins qu'ils n'envoient leur démission par écrit dans le courant de l'année 1895 » (Art. 4). « Les sociétés locales ou spéciales poursuivant le même but que le Cercle seront admises à en faire partie et à se constituer en sections du Cercle. Les membres d'une commune ou d'une même région peuvent également se grouper en sections » (Art. 6). « L'assemblée générale d'automne fixera chaque année la cotisation de l'année suivante. Les cotisations sont exigibles dès le premier mois de l'exercice et peuvent être perçues par remboursement postal » (Art. 12). « Le comité se compose de 24 membres : il doit être renouvelé par tiers tous les ans dans l'ordre déjà établi : les membres sortant sont rééligibles. Le comité devra être composé de telle sorte que les diverses sections y soient représentées autant que possible » (Art. 14). « Le comité choisit dans son sein un bureau chargé de

² Dumuid, *op. cit.*, p. 21.

l'expédition des affaires courantes. Ce bureau sera composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier, d'un secrétaire, d'un vice-secrétaire » (Art. 16). « A l'exception du secrétaire, les membres du comité ne sont pas rétribués. Le traitement du secrétaire est fixé par le comité » (Art. 21). « Le bureau représente l'association vis-à-vis des tiers, de l'Etat de Genève et de la Fédération de la Suisse Romande » (Art. 22). « Le bureau devra se réunir une fois par mois au moins » (Art. 23). « L'assemblée générale des sociétaires doit être convoquée au moins deux fois par année à la diligence du secrétaire. Les deux assemblées générales ordinaires ont lieu au printemps et en automne. Les décisions y seront prises à la majorité absolue des membres présents » (Art. 24). « L'assemblée générale ordinaire du printemps sera principalement consacrée aux questions administratives... » (Art. 25). « L'assemblée générale d'automne discutera spécialement les questions relatives aux intérêts de l'agriculture. Elle fixera la cotisation des membres pour l'année suivante » (Art. 26). « Le conseiller d'Etat chargé du département de l'Agriculture a le droit d'assister avec voix consultative à toutes les séances de l'assemblée générale et du comité comme représentant de l'Etat. Il doit être convoqué à ces fins par le secrétaire. Il pourra s'opposer à tel ou tel emploi des subventions cantonales » (Art. 30). « Le registre des agriculteurs du canton de Genève sera inscrit au Registre du Commerce comme association conformément à la loi » (Art. 33). « Conformément à l'article 688 du Code des Obligations, les sociétaires seront exonérés de toutes responsabilités personnelles quant aux engagements de l'association. Ces engagements ne seront garantis que par les biens du Cercle des Agriculteurs du canton de Genève » (Art. 34).

Ces statuts contiennent 34 articles, divisés en trois parties : la première partie consacrée à la dénomination, au but, au siège et à la durée de la société ; la seconde partie contenant les articles concernant l'administration de l'association ; la troisième et dernière partie englobant le texte relatif à la dissolution et la liquidation de l'association.

Remarquons, en outre, que la règle de ristourne n'est pas envisagée dans les statuts, probablement parce que les règlements et les statuts de 1895 ne prévoient pas un bénéfice ou, en d'autres termes, un « trop perçu » dans les activités commerciales du Cercle. L'article 2 des statuts déclare que le Cercle achètera des matières indispensables et nécessaires à l'agriculture « pour les revendre sans bénéfice aux membres de l'association ».

CHAPITRE II

ACTIVITES DU CERCLE PENDANT LA DEUXIEME PERIODE DE SON HISTOIRE

1. CREATION DU CERCLE

A. Créations du « Secrétariat Central Agricole »

Poursuivant ses anciennes activités, le Cercle prit, pendant cette deuxième phase de son existence, l'initiative de nouvelles entreprises en faveur de l'agriculture genevoise et dans l'intention d'augmenter la prospérité et le bien-être des habitants du canton.

Bien que les nouveaux statuts du Cercle donnent beaucoup plus d'importance à la question d'achat en commun des produits nécessaires à l'agriculture, le Cercle ne perd pas de vue les autres domaines qui peuvent, d'une façon ou d'une autre, favoriser le développement de l'agriculture dans toutes ses branches. Il contribue à la création de nouvelles institutions agricoles ; il crée lui-même certaines associations ayant des buts spéciaux et bien définis, à l'avantage des milieux ruraux.

Parmi les créations les plus importantes du Cercle, on notera celle du « Secrétariat Central Agricole ».

Au cours des années précédant 1900, le manque d'un organe facilitant les rapports entre l'association centrale qu'était le Cercle des Agriculteurs et les sections locales se faisait sentir. Le Cercle avait pris une place importante dans les milieux paysans ; il était devenu le Centre d'informations et de renseignements des agriculteurs, leur centre commercial, surtout en ce qui concerne l'achat en commun des engrais et instruments agricoles. Les rapports entre le Cercle et les autres associations agricoles du canton, ainsi que les cultivateurs, se multipliaient. Les séances du comité, une ou deux

fois par mois, ne répondaient plus aux exigences du moment. On avait maintenant besoin d'un centre ouvert tous les jours, d'un bureau permanent où, à tout moment, paysans et sociétés agricoles pourraient se procurer les renseignements et les matières nécessaires, et grâce auquel ils entreraient en contact permanent avec le Cercle pour leurs affaires. C'est ainsi qu'on songea à fonder un Secrétariat Central Agricole. On l'étudia longtemps ; toutes les sociétés agricoles donnèrent leur approbation. Le projet fut soumis à l'Etat qui, l'approuvant aussi, accorda une subvention annuelle de Fr. 4500.—¹. C'est en décembre 1901 que le Cercle inaugura ce secrétariat. Celui-ci avait son siège à la rue de Cornavin 6². Le secrétariat fut confié au secrétaire du comité et de l'assemblée générale du Cercle, Henri Dumuid. On le plaça sous le contrôle de diverses associations agricoles, toute nomination leur étant soumise. Le Secrétariat Central avait pour mission de servir de point de ralliement aux agriculteurs, de lien entre les cultivateurs et le Cercle, de siège de ce dernier, de bureau d'information en matière agricole, de centre de ramassage des commandes et d'expéditions des matières premières, toutes questions intéressant le bien-être des agriculteurs.

Dès le début, c'est-à-dire dès 1902, le Secrétariat prouva son utilité. Il intervint principalement dans les opérations commerciales, à savoir l'achat en gros des matières nécessaires à l'agriculture.

Pour ces transactions, le Secrétariat s'adressa tout naturellement aux commerçants et aux fabricants pour tout ce qui concerne l'achat en gros des machines et instruments agricoles et des engrais chimiques.

Il est donc devenu un bureau central renseignant non seulement les associations agricoles et répondant à leurs commandes, mais aussi satisfaisant aux demandes des paysans pris individuellement, des commerçants et autres visiteurs désireux d'entrer en contact avec l'agriculture genevoise.

Toutes les questions, de quelque importance qu'elles fussent, faisaient l'objet de discussions et d'études. Les paysans exposaient leurs problèmes au secrétaire, sollicitant de lui avis et conseil. Les questions d'ordre général, comme l'assurance du bétail, celle du personnel agricole, celles se rapportant à l'économie laitière, au choix des machines agricoles, à l'alimentation du bétail, à l'alpage du jeune bétail, tous problèmes journaliers, étaient d'abord étudiées

¹ Oederlin, *loc. cit.*

² Ibid.

par le Secrétariat Central Agricole, lequel, quand il s'agissait de décisions hors de sa compétence, transmettait le dossier pour décision au comité du Cercle.

En 1911, Dumuid se retira pour raison de santé. Rosset lui succéda³. Mais, après quelques mois, il démissionnait, le 7 août 1912, pour céder la place à F. Addor, de Bourdigny⁴. L'activité de Dumuid avait été féconde et bienfaisante. Dans l'hommage qui lui fut rendu à sa mort, le président de la Classe d'Agriculture, Ad. Audéoud, insista sur l'efficacité de son travail et l'importance des tâches qu'il assumait pendant des années, dans ses fonctions de secrétaire du comité et de l'assemblée générale du Cercle, doublées par celles du Secrétariat Central Agricole.

Le Secrétariat, centre des activités agricoles, joua un rôle de premier plan dans l'union toujours plus complète des sociétés d'agriculture. C'est à lui qu'on doit en grande partie la Fédération des syndicats et associations agricoles, fédération alors à l'état de projet, mais qui allait devenir une réalité en 1913.

Ainsi, le champ d'activité du Secrétariat et du Cercle est demeuré le même que précédemment ; le genre des travaux entrepris par le Cercle n'a pas beaucoup varié, et, cependant, tout a pris une ampleur considérable. Chaque jour, le nombre des paysans s'adressant au Cercle et au Secrétariat augmente, le rayon d'activité de ces deux institutions qui se complètent s'étend de plus en plus dans le canton. Les affaires, qui s'accroissent, comme le nombre des adhérents, suscitent de nouveaux problèmes.

Avant la création du Secrétariat Agricole, en 1901, le Cercle possédait des membres individuels dans toutes les communes du canton. Mais au fur et à mesure que leur nombre augmentait, le problème des contacts entre membre et Cercle se compliquait. Pour le résoudre, le Cercle favorisa la création de syndicats agricoles locaux ou communaux. Il réussit à convaincre les paysans des grands services que ces syndicats pourraient leur rendre.

Le Cercle voulait grouper les commandes de chaque commune, en réalisant ainsi des économies, au bénéfice de chacun. Au lieu d'être en contact avec chaque paysan en particulier, il l'était avec le syndicat de chaque commune.

Le Cercle était arrivé à créer quelques syndicats agricoles dans le canton. Cette tâche fut reprise et menée rondement par le Secrétariat Central Agricole.

³ Jacky, *op. cit.*, p. 71.

⁴ Oederlin, *loc. cit.*

Dans une notice rédigée par le secrétaire du Cercle des Agriculteurs, à l'occasion de la 8^e exposition suisse d'agriculture qui se tint à Lausanne en 1910, il constate qu'« actuellement, les agriculteurs genevois sont très bien outillés en ce qui concerne l'achat de toutes les matières premières, machines et instruments dont ils ont besoin. Avec un peu de discipline et de solidarité bien comprises, ils peuvent, au moyen de la Société Coopérative d'achat qu'ils ont réussi à former, faire face à toutes les exigences du commerce. Le Cercle des Agriculteurs ne se borne plus à des opérations commerciales concernant ses membres isolés, mais les sociétés locales lui ayant été affiliées, il concentre les besoins du canton tout entier »⁵. On voit ainsi qu'en 1910 déjà, le Cercle était dispensé de s'occuper des paysans individuellement pour leurs affaires commerciales, et cela grâce à la création des syndicats agricoles locaux.

Voici les associations agricoles affiliées, à la date de 1910, au Cercle des Agriculteurs⁶ :

- 1) L'association agricole de Satigny, avec 86 membres,
- 2) L'association agricole de Dardagny (34),
- 3) L'association agricole de la Champagne (164),
- 4) L'association agricole du Cercle de Jussy (46).

Ces associations n'ont pas un caractère tout à fait local ; elles englobent quelquefois plusieurs localités, notamment dans l'association agricole de la Champagne.

Le nombre des membres du Cercle, qui était de 200 à sa formation, diminua graduellement jusqu'en 1873 pour atteindre le chiffre de 84 ; il s'accrut depuis cette date, comptant 158 membres en 1880, 195 en 1885, 323 en 1890 pour atteindre le chiffre de 493 en 1895, date du début de la deuxième phase de la vie du Cercle. Ce chiffre s'accroît rapidement depuis : 585 membres en 1900, 790 en 1905, 1014 en 1910. On voit qu'en quinze ans, le nombre des membres adhérant au Cercle a doublé⁷.

Ce dernier a dû réviser ses règlements à deux reprises. Une première fois quand il fut question de la création du Secrétariat Central Agricole. La modification nécessitée par cette innovation fut approuvée à l'assemblée générale du 21 décembre 1901. Une

⁵ H. Dumuid, *Cercle des Agriculteurs du canton de Genève*, seconde notice, Genève 1910, p. 9.

⁶ Ibid., p. 9.

⁷ Statistique des membres du Cercle publiée dans la seconde notice Dumuid, Genève, 1910, p. 11.

autre fut apportée aux règlements par l'assemblée générale du 3 mai 1902. On y élève d'abord le nombre des membres du comité du Cercle, qui passe de 14 à 24, et invite, en outre, les représentants des associations locales à assister aux réunions mensuelles du comité, leur permettant ainsi de participer aux travaux communs.

B. *Création de l'« Association des Viticulteurs Genevois »*

En 1900, le Cercle créa une société par actions ayant pour but la vente du vin du pays dans le canton exclusivement. En effet, les producteurs genevois éprouvaient jusqu'alors de grandes difficultés à cet égard. La nouvelle société fut baptisée « Association des Viticulteurs Genevois »⁸. Mais, comme elle ne vendait que les vins du pays, elle faisait maigre recette quand la vendange donnait peu de résultats ; les frais généraux demeuraient, en effet, les mêmes ! Par la suite, toutefois, elle put ouvrir quatre magasins de vente en ville. En 1910, elle comptait 255 membres ayant souscrit 713 actions⁹. Cette association continua son activité pendant dix-huit ans. En 1917, vu sa situation financière (fortes recettes limitées) elle dut être liquidée¹⁰. D'autres associations de même but la remplacèrent bientôt ; nous en parlerons dans le chapitre consacré à Vin-Union Genève.

C. *Création du « Syndicat Genevois d'Alpage »*

Le Cercle des Agriculteurs créa aussi un « Syndicat Genevois d'Alpage », en 1910¹¹.

Il s'intéressait, depuis longtemps déjà, à l'amélioration de l'élevage bovin dans le canton. Pour atteindre ce but, il eut recours à divers moyens. On se souviendra des concours de bétail qu'il organisa et de sa collaboration étroite avec les autorités genevoises à cet effet. Le Cercle, depuis 1905, s'intéressa surtout à la question de l'alpage des bêtes. Il contribuait ainsi à l'œuvre du gouvernement en ce qui concerne l'amélioration de l'espèce bovine dans le canton. On critiquait alors beaucoup l'absence d'un séjour des jeunes bêtes à l'alpage et la stabulation permanente. Le Cercle put obtenir du gouvernement « l'élaboration d'une loi inscrivant au

⁸ Dumuid, *op. cit.*, p. 19.

⁹ Ibid., p. 19.

¹⁰ Oederlin, *loc. cit.*

¹¹ Dumuid, *op. cit.*, p. 23.

budget cantonal une subvention annuelle en faveur des animaux conduits en estivage sur des montagnes suisses »¹². Il élaborait un règlement spécial à ce sujet et remplissait la fonction d'un syndicat d'alpage dont tous ses membres pouvaient faire partie. Dès la mise en pratique de ce règlement, recettes et dépenses de l'entreprise firent l'objet d'une comptabilité spéciale. Et vu l'augmentation des affaires, le Cercle fut amené tout naturellement à créer, de toutes pièces, un « Syndicat Genevois d'Alpage », en 1910. On lui remit un capital de réserve de Fr. 4000.—¹³, résultat des bonis des quelques années d'activité du Cercle dans cette branche (excédent des recettes sur les dépenses de l'alpage).

Les démarches du Cercle auprès du gouvernement eurent pour résultat une subvention non seulement pour les génisses, mais aussi pour les jeunes taureaux, et ceci non seulement sur les montagnes suisses, comme cela était prévu par la loi cantonale, mais aussi sur les montagnes françaises. La nouvelle société a rendu les plus grands services dans la tâche qui lui avait été confiée.

Par suite de la création, en 1914, de la Fédération des syndicats d'élevage bovin du canton de Genève, laquelle, désormais, s'occupera de toutes les questions concernant l'amélioration du bétail, qu'il s'agisse d'alpage, de concours, de méthodes d'élevage, etc., le Syndicat Genevois d'Alpage a procédé, le 17 janvier 1914, à la liquidation de la société¹⁴.

Ainsi, un syndicat, qui avait rendu des services considérables, cède la place à une Fédération beaucoup plus forte et bien mieux placée pour s'occuper de toutes les questions relatives à l'amélioration du bétail dans le canton.

D. *Création de dépôts*

La question du ravitaillement et de l'approvisionnement de diverses régions du canton préoccupa également le Cercle. Avec le développement de ses affaires, l'augmentation du nombre de ses membres et l'accroissement de son chiffre d'affaires (achats en commun), la création d'entrepôts répondait à un besoin. Il fallait construire des entrepôts dans lesquels on pourrait emmagasiner les articles reçus du dehors : engrais, échalas, tourteaux, machines et instruments agricoles, etc., et d'où pourraient être distribués,

¹² Ibid., p. 21.

¹³ Ibid., p. 23.

¹⁴ Jacky, *op. cit.*, p. 240.

beaucoup plus facilement qu'auparavant, aux membres des associations locales et aux particuliers, les produits qui leur sont nécessaires. Aussi le Cercle acheta-t-il, au commencement de 1910, une parcelle de terrain située près de la gare de Satigny et propriété d'Henri Turian¹⁵.

Un bâtiment y fut construit, grâce à l'aide de l'Etat et du Syndicat agricole de Satigny ; une place y est réservée pour les machines possédées en commun par les membres du dit Syndicat, une autre l'étant pour l'emmagasiner des approvisionnements des membres. Nul doute que cet entrepôt ne rende de grands services à ceux-ci, leur permettant de réaliser une économie de temps et d'argent.

Au cours des années suivantes, le Cercle créa d'autres entrepôts dans diverses régions du canton. En 1912, vu l'augmentation des affaires, un nouvel entrepôt s'avéra indispensable. Le Cercle le construisit à Laconnex, le raccordant à la voie étroite¹⁶.

E. Création du « Syndicat Chevalin Genevois »

Dans la même année, le Cercle des Agriculteurs suscita une association coopérative pour l'élevage du cheval dans le canton de Genève¹⁷. Cette activité avait toujours intéressé la population. A toutes les époques, aussi bien en ville qu'à la campagne, on s'occupa de la question de la remonte. Mais, l'absence de pâturages dans le canton, et surtout en montagne, puis les divergences de vue quant à la race et au type de cheval à élever, exercèrent une influence restrictive à ce propos.

Pour remédier à cet état de choses, il fallait une organisation qui s'occupât de l'élevage du cheval, en envisageant toutes les modalités nécessaires à l'amélioration de la race choisie. C'est pourquoi, en février 1912, quarante-cinq personnes se réunirent pour créer une association¹⁸. Naturellement, la proposition allait d'abord en être faite au Cercle des Agriculteurs. Sous la présidence de M. John Rochaix, chef du Service de l'Agriculture, une assemblée constitutive, organisée par le Cercle des Agriculteurs, se réunit, le 22 mai 1912, à laquelle prirent part vingt-cinq éleveurs.

¹⁵ Dumuid, *op. cit.*, p. 30.

¹⁶ Oederlin, *loc. cit.*

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Jacky, *op. cit.*, p. 301.

Le projet de statuts y fut adopté et un Comité d'administration nommé, à la tête duquel L. Dugerdil fut désigné comme président ¹⁹. L'association prit le nom de « Syndicat Chevalin Genevois ». Cette coopération existe encore ; nous la retrouverons dans un autre chapitre.

F. Création des « Moulins Agricoles Genevois »

Dans cette deuxième période de son histoire, le Cercle des Agriculteurs créa aussi les Moulins Agricoles Genevois, désirés par les agriculteurs du canton. Ce fut L. Wuarin qui, en 1910 ²⁰, demanda, à plusieurs reprises, au Cercle d'étudier la possibilité de créer des moulins agricoles dans les communes genevoises, ceux-ci rendant de grands services aux agriculteurs dans d'autres régions de la Suisse. Le Cercle nomma alors une commission spéciale pour étudier la question. Elle fut d'avis qu'il ne fallait construire qu'un établissement central de ce genre, lequel, muni d'installations modernes, pourrait répondre aux besoins de toutes les communes du canton. L'assemblée constitutive, convoquée par le Cercle des Agriculteurs, se réunit le 15 novembre 1911, nomma le comité, en adoptant les statuts de l'association. En janvier 1912 déjà, on avait souscrit des parts sociales pour un montant de Fr. 14 475.— ²¹. Le 25 juin, le moulin de La Plaine fut acheté ; il entra en fonction le 24 août 1912.

Cette association est une coopérative ; nous en étudierons l'histoire dans un autre chapitre.

2. AMELIORATION DE L'AGRICULTURE

A. Enseignement agricole

Le Cercle des Agriculteurs — on s'en souviendra — s'était donné pour tâche de dispenser un enseignement agricole. Dans la première phase de son histoire déjà, un enseignement et des instructions d'ordre théorique et pratique étaient à la disposition des paysans genevois. Le Cercle avait été, en outre, invité à étudier la création d'une école d'agriculture à Genève. Depuis 1890, les milieux

¹⁹ Ibid., p. 301.

²⁰ Oederlin, *loc. cit.*

²¹ Procès-verbal des Moulins Agricoles Genevois, novembre 1911, janvier et février 1912.

agricoles genevois l'attendaient de l'Etat, les enfants des agriculteurs se voyaient alors obligés de fréquenter l'école d'agriculture d'hiver à Lausanne ou celle de la Rütti, dans le canton de Berne ²².

Le département de l'Instruction Publique demanda l'avis du Cercle à ce sujet : et l'assemblée générale du 28 novembre 1896 fit répondre au gouvernement qu'une telle création était non seulement désirable, mais absolument nécessaire ²³. L'âge d'admission envisagé par le Cercle était de 16 ans, à peu près celui des élèves à leur sortie de l'école secondaire. Mais les divergences de vue au sujet de la forme à donner à l'école constituèrent une sérieuse entrave à la réalisation du projet. En effet, certains demandaient une ferme-école, pour mettre les élèves en contact direct avec la pratique agricole. L. Plan, président du Cercle des Agriculteurs, dans un rapport présenté à l'assemblée générale du 24 avril 1897, envisageait la création d'une « école pratique pour la formation de bons domestiques de campagne ». Il la voyait subventionnée par le Canton et la Confédération ²⁴, étant donné le coût élevé et la rareté du bon personnel de ferme. Cependant, cette formule fut rejetée à la majorité des voix. Une commission du Cercle, chargée d'étudier la question, présenta au Cercle un rapport favorable à la création d'une école d'agriculture à Genève. Dans sa séance du 11 mars 1899, le comité s'occupa du projet de loi concernant la réorganisation de l'enseignement agricole et se prononça pour la création d'une école d'agriculture complètement indépendante de l'école d'horticulture de Châtelaine ²⁵. Le Cercle exprima son désir d'y accorder une grande place à la viticulture et aux soins du bétail ; la durée des études, à l'entendre, devait être de deux ans ²⁶. Cette école fut fondée par l'Etat : elle prit le nom d'« Ecole d'agriculture de Genève ». John Rochaix, chef du Service d'Agriculture, I. Anken, son successeur, et Georges Favon, conseiller d'Etat chargé du département de l'Instruction Publique, prirent une grande part à sa fondation.

B. *Expositions et Concours*

Le Cercle des Agriculteurs, malgré sa préoccupation principale, l'achat en commun, n'a jamais perdu de vue tout autre moyen

²² Jacky, *op. cit.*, pp. 90 et 91.

²³ Ibid., p. 91.

²⁴ Ibid., p. 92.

²⁵ Jacky, *op. cit.*, pp. 93 et 94.

²⁶ Ibid., p. 94.

pouvant être utile à l'agriculture, en contribuant au progrès de celle-ci et, de ce fait, à l'élévation du niveau de vie des paysans genevois. Durant ces années 1895 à 1913, il organisa et subventionna, à l'intention des paysans genevois, des séries de cours, conférences, promenades ou visites en groupes, nécessaires pour élever leur niveau intellectuel et leurs connaissances professionnelles. Ainsi, en 1898, les paysans genevois visitent les fermes modernes de Cery et de Joutens. En 1910, ils s'intéressent au grand concours de bétail, à Bulle. En 1901, c'est la visite à Vevey, de l'exposition cantonale vaudoise. En 1903, les voici à Frauenfeld. Enfin, en 1909, ils sont à Sion, à l'exposition cantonale valaisanne, visitant la fabrique de Saxon, à cette occasion²⁷.

Le Cercle, d'autre part, a continué à organiser des concours divers. Chaque année, à Meyrin et à Carouge, il y a concours cantonal de bétail bovin et porcin pour le compte et avec les ressources de l'Etat²⁸. Egalement des concours de vignes reconstituées en plants américains, des concours de vergers, de bonne tenue des fermes, etc., etc.

Malgré tout cela, le Cercle ne se désintéresse pas de toutes les questions économiques touchant à l'agriculture, notamment du crédit agricole, des tarifs douaniers, de la main-d'œuvre agricole et de son recrutement, des traités de commerce, etc.

Le Cercle a toujours entretenu de bons rapports avec les pouvoirs publics cantonaux. Souvent il fut aidé par le gouvernement ; réciproquement, il donna ses avis chaque fois que les autorités le consultèrent sur une question importante, assurance obligatoire du bétail, concours, drainage, etc.

C. Concours de bétail

Aux fins d'améliorer la qualité du bétail bovin dans le canton, le Cercle organisa, pour le compte de l'Etat, des concours de l'espèce bovine, un chaque année, depuis 1895 jusqu'en 1900, en général à la fin d'octobre, à Carouge, où l'on amenait non seulement les taureaux, mais aussi les vaches de la variété rouge et blanche, reconnues pour leur qualité laitière²⁹. A chaque fois,

²⁷ Dumuid, *seconde notice*, Genève, 1910, pp. 13 et 14.

²⁸ Depuis 1890, c'est l'Etat de Genève qui prend à sa charge les frais de ces concours, le département de l'Intérieur et de l'Agriculture étant chargé de leur organisation.

²⁹ Jacky, *op. cit.*, pp. 165 à 170.

l'Etat mettait à la disposition du jury une somme, qui variait beaucoup, il est vrai, pour primer les meilleurs taureaux, vaches et génisses. En général cette prime se montait à quelque Fr. 2000.— ; elle s'éleva en 1900 à Fr. 5000.—³⁰. Résultat : une amélioration, lente évidemment, de la qualité des animaux. On constate la pureté progressive de leur sang, ainsi qu'une amélioration notable des aptitudes laitières. Le concours de 1900 fut le dernier qu'organisa le Cercle des Agriculteurs pour le compte de l'Etat. Depuis 1901, le département de l'Intérieur et de l'Agriculture (Service de l'Agriculture) en assume personnellement l'organisation, toutefois avec la collaboration du Cercle³¹. Le département désigne lui-même les commissaires de concours. Dès 1913, il s'entendra à cet effet avec la Fédération genevoise des syndicats d'élevage bovin³². Ces manifestations, par leur souci de perfection, contribuent grandement à l'amélioration de l'espèce bovine du canton.

3. ACTIVITES DIVERSES

A. *Achat en commun*

L'achat en commun représente l'activité principale du Cercle. Les marchandises achetées ainsi sont de nature très diverse. Ce sont les engrais chimiques de toutes qualités, les tourteaux, le sulfate de cuivre, le soufre, les échalas, les semences, les grains et farines, le sucre, le sel pour le bétail, les machines et instruments agricoles, etc. L'augmentation considérable du chiffre d'affaires du Cercle, depuis 1895, montre le développement réalisé par cette branche de son activité et la prospérité parallèle de l'agriculture genevoise. Sans vouloir donner ici la statistique détaillée, pour chaque année, des opérations commerciales du Cercle en matière d'achat en commun, nous comparerons simplement les résultats à quatre dates distantes de cinq années, pour nous rendre compte, de façon relative d'ailleurs, des progrès obtenus par le Cercle en ce domaine³³ :

³⁰ Ibid., p. 169.

³¹ Ibid., p. 170.

³² Ibid., p. 170.

³³ Statistique empruntée à la seconde notice de H. Dumuid, p. 16.

	Engrais		Tourteaux		Sulfate de cuivre		Semences		Machi- nes agri- coles	Chiffre d'affaires
	Quant. Kg.	Valeur Fr.	Quant. Kg.	Valeur Fr.	Quant. Kg.	Valeur Fr.	Quant. Kg.	Valeur Fr.	Quant. Kg.	Valeur Fr.
1895	113 000	19 700	44 000	5 000	3 760	1 650	3 000	2 200	—	35 800
1900	314 000	28 400	27 000	4 200	10 700	5 300	2 500	1 900	1 200	52 500
1905	1 060 000	78 500	230 000	35 000	65 000	32 000	10 500	6 600	23 900	224 600
1909	944 000	78 400	123 000	22 500	40 000	25 000	15 800	9 200	12 100	191 000

Bien que cette statistique établisse les tendances à la hausse générale du chiffre d'affaires, prouvant d'une manière générale l'amélioration de l'agriculture, on notera que l'augmentation annuelle du chiffre d'affaire n'est pas nécessaire pour témoigner de la prospérité de l'agriculture et de l'utilité du Cercle.

Certains articles, comme le sulfate de cuivre et le soufre, ne marquent pas, par l'augmentation de leur vente, une amélioration de la situation agricole. Cette augmentation est, bien plutôt, le signe que le paysan s'est trouvé devant de grosses difficultés ; en se procurant ces matières, il luttait contre celles-ci. La grande consommation de fourrages concentrés correspond aussi à de faibles récoltes de fourrages naturels dans le canton.

B. Assurance des employés de ferme contre les accidents

Parmi les activités déployées par le Cercle des Agriculteurs, pendant la première période de son histoire, figurait — nous l'avons vu — la création, en 1895, d'une société d'assurance contre les accidents. Cette « Société mutuelle contre les accidents », une fois constituée, devait marcher par ses propres moyens. Elle se heurta à la difficulté de trouver un gérant. Le Cercle dut s'adresser à une société d'assurance, « La Préservatrice », qui, moyennant une prime relativement faible et relative à l'étendue de l'exploitation, se chargea de l'assurance des domestiques de ferme. La prime annuelle à payer fut fixée à Fr. 1,65 par hectare de culture, en 1900. La prime s'élève à Fr. 2,20 par hectare de vigne³⁴. En 1908, la compagnie demanda une augmentation de 25 % de la prime, soit Fr. 2,05 par hectare de champ ou pré, et de Fr. 2,75 par hectare de vigne³⁵. Les garanties données par la compagnie se montent à

« Fr. 1200.— en cas de mort,
3000.— en cas d'infirmité,
2,50 par journée d'incapacité de travail,
3000.— en cas de responsabilité civile »³⁶.

Cette assurance donna entière satisfaction. Elle fit oublier la Société mutuelle d'assurance. Celle-ci n'avait pas plutôt vu le jour qu'elle disparaissait.

C. *Fabrication d'engrais*

Une autre activité où le Cercle a rendu un important service à l'agriculture cantonale est représentée par la fabrication « d'engrais chimiques », en 1904.

Un règlement de police stipule qu'aucune bête abattue ou ayant péri ne peut être enfouie à la campagne; elle doit être transportée au clos d'équarissage de la ville pour y être détruite. En 1904, le Cercle se voit autorisé par l'Etat d'exploiter le clos d'équarissage. Les cadavres des animaux, ramassés dans tout le canton, y sont dépecés; on en retirera des cuirs et des peaux, des graisses qu'utilisera l'industrie. La viande, dissoute à l'aide d'acide sulfurique et autres substances chimiques, et, additionnée de phosphates, fournira un superphosphate azoté excellent pour la culture.

Ce produit chimique se vend au prix de revient, Fr. 7,50 le quintal. En ajoutant au superphosphate du sulfate d'ammoniaque de potasse, le Cercle obtient un autre engrais, également indiqué pour la culture; il le vend au prix de Fr. 10,50 les 100 kg.³⁷ Ainsi il fabrique, chaque année, des milliers de kilogrammes de ces engrais. En 1912, l'Etat ayant repris l'exploitation du clos d'équarissage, le Cercle obtint de lui l'exclusivité de vente de ces produits³⁸.

D. *La question du lait*

La question de la vente du lait et des produits laitiers ainsi que celle de leur qualité avait longtemps préoccupé le Cercle — on se

³⁴ Dumuid, *seconde notice*, précitée, p. 17.

³⁵ Ibid., p. 18.

³⁶ Ibid., p. 18.

³⁷ Ibid., p. 25.

³⁸ Ch. H. Oederlin, *loc. cit.*

souviendra des efforts aussi qu'il fit pour empêcher les fraudes à ce sujet. Nous avons également constaté que les demandes présentées par le Cercle au gouvernement n'ont pas toujours abouti aux résultats voulus; elles conduisirent tout de même à des améliorations. Il en est résulté notamment des arrêtés cantonaux concernant la qualité du lait, les ustensiles destinés au transport de celui-ci, à la vente en magasin, etc.

Le Cercle et surtout le Secrétariat agricole n'ont pas cessé de s'intéresser à cette question qui était de l'intérêt professionnel de leurs membres. Mais, faire augmenter le prix de vente du lait, c'était se heurter à la forte opposition des consommateurs qui n'en voulaient rien savoir, puisqu'il s'agissait d'un aliment quotidien de forte consommation. Intérêts des consommateurs et des producteurs s'opposent les uns aux autres. De chaque côté, des groupements se créent pour les mieux défendre. « Le Secrétariat agricole s'occupa depuis 1907 de la question de la fourniture et de la vente du lait à Genève »³⁹. Déjà en 1890, les divers groupements régionaux de producteurs de lait s'étaient unis en association dénommée « Laiterie Centrale »⁴⁰. Celle-ci avait pour objectif de faciliter la vente du lait et des produits laitiers. Depuis longtemps, la vente du lait n'apportait aucun profit aux producteurs. Aussi le Secrétariat agricole s'occupait-il, dès 1907, d'obtenir une hausse du prix du lait, hausse qui devait se justifier par la hausse du prix des autres articles. C'est à ce moment que, pour empêcher cette hausse, la Société Coopérative Suisse de Consommation organisa pour ses membres un service de vente du lait depuis le 1^{er} janvier 1908. La concurrence de ces deux grands services n'eut pas d'heureux effets. La Société Coopérative déclara qu'elle ne visait pas à abaisser le prix du lait pour le producteur, mais seulement à supprimer les intermédiaires. Cette déclaration allait bientôt conduire à la réunion en une seule et même association de toutes les grandes laiteries du canton. Un mouvement en faveur de celles-ci se dessina d'ailleurs à ce moment. La part prise par le Secrétariat Agricole pour la réalisation de cette union est appréciable, et même importante. Henri Dumuid eut le mérite de faciliter les tractations, persuadant les deux parties de l'utilité d'une telle fusion. En 1910, enfin, après deux années de tâtonnements, d'hésitations, de discussions et de difficultés, les deux associations (Lai-

³⁹ Ed. Jacky, *op. cit.*, p. 222.

⁴⁰ Ibid.

terie Centrale et Laiterie Agricole) fusionnent pour faire place aux « Laiteries Genevoises Réunies »⁴¹. Le 31 décembre 1911 déjà, trente-neuf laiteries avaient adhéré à la nouvelle association⁴². Dès 1923, les Laiteries Réunies, englobant aussi les laiteries de la région vaudoise limitrophe, sont devenues une forte association coopérative. Celle-ci a rendu de très grands services, nous le verrons dans un chapitre qui leur sera spécialement consacré.

E. *Achat de l'immeuble de la Laiterie Centrale*

L'assemblée générale du Cercle des Agriculteurs du 3 mai 1913 chargea le comité de l'achat de l'immeuble de la Laiterie Centrale sis à la rue de la Servette ; on y transféra les magasins et bureaux jusqu'alors disséminés — ce qui était fort malcommode — dans différentes parties de la ville. L'acquisition de cet immeuble, le 28 juin 1913, revint à Fr 90 000.—. Mais on lui fit encore subir diverses transformations pour mieux répondre à toutes les exigences, et une somme supplémentaire de quelque Fr. 15 000.— dut être allouée à cet effet. En plus de l'hypothèque sur l'immeuble, un crédit de Fr. 80 000.—, constitué auprès de la Caisse hypothécaire de Genève, dut être garanti par caution solidaire des membres du comité.

L'immeuble fut ouvert le 1^{er} novembre de la même année. Les magasins et bureaux du Cercle y avaient été transférés.

⁴¹ Jacky, *op. cit.*, p. 224.

⁴² *Ibid.*, p. 223.

Section III

TROISIEME PERIODE : DE 1913 A NOS JOURS

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

Le 13 décembre 1913¹ marque une date importante dans l'histoire de l'agriculture genevoise : celle de la dissolution du « Cercle des Agriculteurs de Genève » et de la création de la « Fédération des Syndicats agricoles du Canton de Genève ».

Ainsi prend fin la deuxième période de la vie du Cercle et commence la troisième phase de son histoire. Elle nous conduira jusqu'à aujourd'hui. En effet, depuis un certain temps, les milieux agricoles genevois ressentaient la nécessité de grouper toutes les associations existantes en une fédération rassemblant les forces jusqu'alors dispersées en une force puissante, plus apte à défendre les intérêts de l'agriculture genevoise toute entière et à satisfaire les besoins de ses membres. Bien que le Cercle des Agriculteurs fut devenu depuis longtemps l'association principale de la campagne, il ne répondait plus aux besoins. En effet, à côté du Cercle, d'autres sociétés agricoles ayant presque mêmes buts s'étaient créées dans le canton. D'autre part, un grand nombre de paysans genevois ne faisaient partie d'aucune organisation.

L'agriculture cantonale, arrivée au stade des associations locales, était maintenant prête à constituer, avec ces noyaux, un organisme véritable, une fédération d'associations locales.

¹ Jacky, *op. cit.*, p. 73.

Cette nécessité de la concentration des forces agricoles était apparue non seulement aux dirigeants du Cercle des Agriculteurs, mais aussi à certains villageois avisés. En 1912 déjà ², le président du syndicat agricole de Bardonnex, Mabut, proposa à l'assemblée générale du Cercle l'idée de fédérer les associations agricoles ; une année plus tard cette suggestion se réalisait.

Le 29 octobre 1913 ³, sur initiative du Cercle, les représentants de toutes les associations agricoles du Canton se réunissaient dans le local des viticulteurs genevois (4, rue de Cornavin). Dans son discours présidentiel, Fernand Borel, après avoir tracé un historique du Cercle des Agriculteurs et avoir exposé la situation de l'agriculture genevoise, ainsi que des associations agricoles du canton, démontra la nécessité de réunir les forces dispersées de l'agriculture. Une forte association du monde agricole genevois arriverait à mieux défendre les intérêts et les justes revendications de celui-ci. Des statuts furent immédiatement rédigés grâce à la collaboration éclairée de John Rochaix ; ils furent approuvés après une courte discussion. On avait là les bases de la nouvelle Fédération des Syndicats agricoles du Canton de Genève.

Les syndicats agricoles locaux allaient être les bases solides d'une telle fédération. Mais il fallait d'abord convaincre les paysans isolés des avantages de l'association et fonder des syndicats agricoles là où ils n'existaient pas. Ensuite, on les réunirait tous en fédération. Une campagne fut donc lancée dans cette intention à laquelle, à côté du Cercle lui-même, John Rochaix et I. Anken prirent une part active.

L'assemblée constitutive fut convoquée le 13 décembre 1913. Soixante-dix délégués de onze syndicats existants et quelques autres des syndicats en formation y assistèrent ⁴. Après avoir entendu le rapport du comité et celui de l'assemblée du 29 octobre, l'assemblée générale vota la dissolution de l'ancienne société et la création de la « Fédération des syndicats agricoles du Canton de Genève », baptisée par la même assemblée « Cercle des Agriculteurs de Genève et environs » ⁵. Tous les délégués présents apportèrent l'adhésion

² Oederlin, *loc. cit.*

³ Jacky, *op. cit.*, p. 72.

⁴ *Ibid.*, p. 73.

⁵ *Ibid.*, p. 73.

de leur association. Un comité directeur de 22 membres fut également nommé à la même séance ⁶.

On peut mesurer le développement remarquable réalisé par l'ancien Cercle. En 45 ans, c'est-à-dire de 1868 à 1913, il a connu les avatars les plus divers, s'adaptant chaque fois aux exigences nouvelles. De simple lieu de réunion qu'il était d'abord, le Cercle se voit en quelques années, transformé en une association coopérative qui compte des membres dans toutes les régions du canton. Progressant encore, il devient bientôt une coopérative régionale. Créateur de beaucoup d'associations et de syndicats, il devient enfin le pivot de toutes les activités agricoles du canton. En moins d'un demi-siècle, il est devenu la Fédération des Syndicats agricoles, l'association agricole la plus importante du canton, qui ne travaille plus avec les paysans isolés, mais qui a pour membres des syndicats constitués dans les diverses communes du canton. L'ancien Cercle des Agriculteurs de Genève s'est transformé en Coopérative des Coopératives agricoles, autrement dit en Coopérative de deuxième degré.

L'ancienne Fédération était régie par le titre 27 du Code fédéral des Obligations et avait été inscrite au Registre du Commerce. Ses statuts et règlements furent plusieurs fois l'objet de modifications diverses, sans toutefois que la forme en ait été changée.

Ceci notamment dans les années 1913, 1924, 1927, 1930, 1932 ⁷ et 1947 ⁸. Actuellement « le Cercle est régi par ses statuts et subsidiairement par le titre 29 du Code fédéral des Obligations, notamment par son chapitre VIII, articles 921 à 925 réservés aux fédérations. Il est inscrit au Registre du Commerce » (Art. premier de ses statuts). Il représente ainsi le terme d'une évolution. Quelles furent les plus importantes de ses modifications ?

L'une d'elles consista à obtenir la garantie collective des syndicats agricoles, membres de la Fédération, qui devaient eux-mêmes la tenir de leurs membres. En effet, les anciens statuts (élaborés en 1913) prévoyaient seulement la garantie solidaire, non de tous les membres du Cercle, mais seulement des membres du comité ⁹. Cette

⁶ Ibid., p. 74.

⁷ Jacky, *op. cit.*, p. 74.

⁸ Renseignement donné par M. Oederlin, ancien directeur du Cercle.

⁹ Oederlin, *loc. cit.*

modification, introduite dans les statuts de 1924, avait été donc proclamée longtemps auparavant par les membres du Cercle^{9a}.

En effet, à l'assemblée constitutive de la Fédération des syndicats agricoles, en décembre 1913, Rivollet, membre du comité, proposa que la garantie fournie par les cautions individuelles des membres du comité soit reprise par les sections du Cercle, c'est-à-dire par les syndicats locaux. On ignore pour quelle raison cette proposition parfaitement logique ne fut pas même discutée par l'assemblée du Cercle. La question avait été soulevée par le prénommé à la suite de l'achat, à la Laiterie Centrale, de l'immeuble sis rue de la Servette, d'une valeur totale de 105 000 fr.. Le crédit de 80 000 fr. obtenu de la Caisse Hypothécaire dut être garanti par la caution solidaire des membres du comité¹⁰.

En 1923, la question avait été reprise. Une commission spéciale fut chargée par le comité du Cercle d'étudier la suppression des cautions individuelles des membres du comité auprès de la Caisse Hypothécaire. De plus, une campagne de conférences, organisée par le Cercle, et à laquelle le président Rochaix et son adjoint Anken prirent une part active, permit d'exposer aux paysans genevois, membres des syndicats locaux, les avantages de la responsabilité solidaire de tous les membres du Cercle et des syndicats locaux. Le résultat de cette campagne fut concluant : l'assemblée générale du 8 mars 1924 donna son approbation à l'unanimité des voix¹¹. C'est ainsi que la clause de la responsabilité fut alors introduite dans les statuts du Cercle.

L'article 3 des statuts prescrit, en effet, que « peuvent seuls devenir membres du Cercle des Agriculteurs de Genève et environs les Syndicats agricoles exerçant leur activité sur territoire genevois ou dans les régions avoisinantes, inscrits au Registre du Commerce et dont les sociétaires sont obligés solidairement, mais subsidiairement sur tous leurs biens, conformément à l'article 869 du Code des Obligations ».

Autre modification : celle de la création d'un comité de direction remplaçant l'ancienne commission administrative, laquelle n'était pas statutaire. Ce changement fut adopté à l'assemblée générale du 26 mars 1930¹².

^{9a} Ibid.

¹⁰ Oederlin, *loc. cit.*

¹¹ Ibid.

¹² Ibid.

Jusqu'en 1910, le Cercle des Agriculteurs avait pour membres des syndicats agricoles, mais aussi des membres isolés. Depuis cette date, et surtout depuis la création de la Fédération des syndicats agricoles de Genève et environ en 1913, la Fédération cherche à supprimer les membres individuels, en les remplaçant par des syndicats locaux. En 1923, ceux-ci avaient complètement disparus ; les membres du Cercle étaient tous des syndicats agricoles. Les statuts du Cercle, rédigés depuis cette date, contiennent désormais la clause importante, rendue à la page précédente, que « peuvent seuls devenir membres du Cercle... les syndicats agricoles, etc. ». On y excluait tacitement les isolés.

En ce qui concerne les engagements de la Fédération également, ils sont garantis solidairement par tous les membres, comme le précise l'article 10 des statuts : « La fortune sociale répond des engagements de la Fédération. Toutefois, et conformément à la faculté laissée par l'article 869 du Code des Obligations, ces engagements sont également garantis solidairement, mais à titre subsidiaire, par tous les membres (syndicats fédérés) ».

* * *

L'immeuble de la Servette ne répondant plus aux exigences du Cercle, le comité fut chargé de trouver un autre local plus spacieux. L'ancienne Rizerie, aux Noirettes (Acacias), visitée par le comité put satisfaire aux besoins du Cercle. L'assemblée générale du 12 août 1930 décida de l'acheter¹³. Au cours de cette même année, le Cercle s'installa à la Rizerie ; il y plaça les machines nécessaires à ses travaux, notamment un moulin pour produits fourragers, une station de triage qu'il exploitera pour le compte de l'Association suisse des Sélectionneurs, tout en conservant une partie des installations de l'ancienne Rizerie, etc.

L'assemblée générale du Cercle inaugura officiellement les locaux des Noirettes le 28 mars 1931¹⁴.

Le Cercle des Agriculteurs installa, en 1932, des trieurs nécessaires au traitement des trèfles, des luzernes, etc...¹⁵. En 1935¹⁶, le

¹³ Oederlin, *loc. cit.*

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Oederlin, *loc. cit.*

¹⁶ Ibid.

Cercle construisit dans ces locaux des silos dotés des installations les plus modernes de ventilation par aspiration, ce qui permet le stockage des céréales pendant une assez longue durée, sans déchet, ni autres inconvénients. Pour financer cette opération, le Cercle eut recours aux syndicats-membres, lesquels répondirent très favorablement. En 1938 ¹⁷, un service de sacherie vint s'ajouter aux installations précédentes.

Aujourd'hui, au moment où nous rédigeons ces lignes, les locaux des Noirettes ont été transformés et agrandis, les instruments et les machines destinées aux divers travaux modernisés et perfectionnés pour mieux répondre aux exigences du temps.

Le Cercle est doté d'installations destinées à ses divers services, notamment pour le triage des céréales (orge, maïs, blé, etc.), ainsi que des graines fourragères et potagères ; on y a ajouté des moulins pour les matières fourragères, un service de sacherie pour nettoyer et raccommoder les sacs qu'on envoie ensuite dans le pays ou à l'étranger pour le transport du blé, selon l'ordre de la Confédération ; enfin on a construit des silos, etc. Ceux-ci ont une contenance d'environ 80 wagons de 10 tonnes, ce qui représente 8000 quintaux ¹⁸. Ils sont divisés en cases qui peuvent chacune loger une quantité considérable de céréales. Actuellement, le Cercle est en train de construire dans ses locaux des Noirettes de nouveaux silos à petites cases d'une contenance de 2 wagons et où l'on peut loger le produit total de la récolte d'un paysan sans qu'il y ait guère de place perdue. La contenance des silos en construction est d'environ 35 wagons ¹⁹. Le Cercle dispose encore de silos métalliques destinés à sécher les produits du sol.

Outre les Noirettes, le Cercle possède plusieurs autres propriétés ;

1) l'immeuble de la Servette, ancien local du Cercle (rue de la Servette) actuellement loué ;

2) trois dépôts dans le Canton de Genève, à savoir celui de la Pallanterie, celui de la Champagne et celui de Satigny.

Le dépôt de la Pallanterie a été construit par le Cercle ; il contient un magasin ouvert tous les jours ; le tenancier est désigné et payé par le Cercle. La région de la Pallanterie étant éloignée de la ville et n'ayant pas de chemin de fer pour la desservir, le magasin

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Renseignement donné par M. Addor, sous-directeur du Cercle.

¹⁹ Rapport annuel du Cercle des Agriculteurs, 1954.

des produits nécessaires aux exploitations devait rester ouvert en permanence.

Les deux autres dépôts ont été construits, il y a longtemps, par les syndicats agricoles de ces régions ; mais, après la fondation de la nouvelle Fédération des Syndicats agricoles, ils furent transférés au Cercle et sont devenus propriété de la Fédération.

Au moment où la Fédération fut créée, en 1913, il n'existait, on s'en souvient, que 11 syndicats agricoles. Ils y adhèrent tous. Au cours des années, le nombre de ces syndicats augmenta ; 32 font aujourd'hui partie du Cercle. Presque 80 % des paysans genevois sont membres des syndicats locaux. Ce nombre peut paraître insignifiant, mais si l'on pense que dans chaque commune, il y a beaucoup de gens qui ne vivent pas directement de l'agriculture (qu'il s'agisse de petits commerçants, d'ecclésiastiques, de fonctionnaires, de membres du corps enseignant, etc.), il n'y a là rien qui doivent nous étonner.

Le Cercle des Agriculteurs est, depuis 1921 ²⁰, membre de la Chambre Genevoise d'Agriculture (fondée en 1921 et réorganisée en 1926). Cette dernière s'occupe des problèmes économiques et de la politique agraire de Genève. Presque toutes les associations agricoles de Genève y sont représentées proportionnellement au nombre de leurs sociétaires. « La Chambre Genevoise d'Agriculture est une émanation directe des sociétés agricoles cantonales, régionales et communales » ²¹. Elle a pour but « la représentation et la sauvegarde des intérêts de l'agriculture. Elle n'exerce pas d'activité politique. Toutefois, elle se réserve d'intervenir dans tous les problèmes intéressant l'agriculture traités sur le plan politique » (Art. 2 des statuts). La Chambre Genevoise d'Agriculture est membre de l'Union Suisse des Paysans. D'autre part, le Cercle est rattaché à l'U.S.A.R. (Union des Syndicats Agricoles Romands), échelon plus élevé dans la hiérarchie fédérative, laquelle, à son tour, est membre de l'Union Suisse des Paysans, organe suprême de l'agriculture suisse.

A côté de son rattachement à ces deux Unions (Chambre genevoise d'Agriculture et U.S.A.R.), le Cercle des Agriculteurs entretient des relations très étroites avec les autres associations agricoles genevoises. Il travaille avec elles, dans un esprit de compréhension et de collaboration. Il les assiste dans la mesure du possible et prend

²⁰ Oederlin, *loc. cit.*

²¹ Art. 3 des statuts de la Chambre Genevoise d'Agriculture.

ainsi une part non négligeable à l'amélioration et au développement de l'ensemble de l'agriculture du Canton de Genève.

L'U.S.A.R. fut fondée en 1916. C'est une Association coopérative qui a son siège à Lausanne et a pour but :

« a) de servir les intérêts de ses membres par l'achat collectif de matières premières nécessaires à l'agriculture, en s'efforçant, avec le concours de ses sections, d'assurer la mise en valeur et l'écoulement de leurs produits agricoles ;

b) de développer l'esprit coopératif et d'entraide entre les Fédérations agricoles romandes » (Art. 2 des statuts).

CHAPITRE II

ORGANES OFFICIELS DU CERCLE DES AGRICULTEURS

Selon les statuts (art. 12), il s'agit des organes suivants :

- a) Assemblée des délégués,
- b) Administration,
- c) Direction,
- d) Contrôle.

a) *Assemblée des délégués*

L'assemblée des délégués est l'organe suprême de la Fédération (art. 13). C'est en somme le pouvoir législatif du Cercle. L'Assemblée générale des délégués se convoque ainsi : au moins vingt jours avant la réunion, l'administration envoie un avis à chaque syndicat agricole. L'ordre du jour de l'assemblée générale y est joints vingt jours avant la réunion, l'administration envoie un avis à chaque syndicat le nombre des délégués à envoyer à l'assemblée générale. On y compte :

a) un délégué de droit, quel que soit le nombre des membres du syndicat ;

b) un délégué par trente membres effectifs ou fraction de quinze membres en sus.

Le nombre des membres de chaque syndicat agricole étant connu de l'administration du Cercle, le nombre des délégués que chaque syndicat a le droit d'envoyer sera donc indiqué par elle. L'administration, par l'avis de convocation, publié dans le *Journal d'Agriculture Suisse*, prie les syndicats de lui faire savoir, au plus tard cinq jours avant la réunion, le nom de leurs délégués.

Après avoir reçu l'avis, chaque syndicat agricole se réunit en assemblée générale pour nommer ses délégués et suppléants, ainsi que pour décider des propositions à présenter à l'assemblée générale ou à l'administration. Le nom des délégués est aussitôt communiqué à l'administration du Cercle qui leur envoie une carte d'invitation individuelle et nominative. Les statuts du Cercle prévoient que si les noms ne sont pas communiqués à temps à l'administration (au plus tard cinq jours avant la réunion de l'assemblée générale), les délégués ou suppléants en cause ne sont pas admis à délibérer (art. 13). La participation à l'assemblée des délégués est obligatoire. Toute absence non motivée est passible d'une amende de Fr. 10.— (art. 14).

Les membres des syndicats agricoles fédérés ont tous le droit d'assister aux assemblées de délégués. Ils ne peuvent toutefois prendre part aux délibérations. Seuls, les délégués régulièrement nommés ont droit de vote (art. 16). Le Cercle invite également à ces assemblées le Conseiller d'Etat chargé du département de l'Intérieur et de l'Agriculture et son adjoint, le président de la Chambre genevoise d'Agriculture, les représentants d'autres associations agricoles de Genève, etc., quelquefois d'autres cantons, enfin d'associations agricoles régionales ou fédérales.

Selon les statuts (art. 15), l'assemblée générale des délégués se réunit une fois l'an, et ceci dans les trois mois qui suivent la clôture d'un exercice. Toutefois, si les circonstances l'exigent, on peut convoquer une assemblée extraordinaire. Le font :

- a) l'administration, chaque fois qu'elle le juge nécessaire,
- b) l'organe de Contrôle,
- c) les membres (syndicats fédérés), à la demande d'un dixième au moins d'entre eux.

De toute façon, le motif de la convocation de cette assemblée extraordinaire doit être mentionné dans la convocation.

L'assemblée générale est présidée par le président de l'administration ou son remplaçant. Le directeur en tient le procès-verbal. Les scrutateurs sont désignés à l'ouverture de chaque assemblée. On les choisit hors de l'administration.

Voici l'ordre du jour de l'assemblée générale :

- 1) Ouverture de l'assemblée par le président ;
- 2) Lecture du procès-verbal de l'assemblée générale précédente ;
- 3) Rapport par le directeur du Cercle des activités de celui-ci pendant l'exercice écoulé ;

- 4) Rapport de comptabilité (compte de pertes et profits) ;
- 5) Rapport des vérificateurs des comptes ;
- 6) Fixation de la ristourne ;
- 7) Fixation de la cotisation ;
- 8) Discussion et approbation des rapports présentés ;
- 9) Propositions individuelles.

Dans la règle, cette partie administrative est suivie d'une conférence donnée par une personnalité sur un sujet scientifique et technique concernant l'agriculture.

L'assemblée générale des délégués étant l'organe suprême de la Fédération, elle a dans ses attributions (art. 19 des statuts) les pouvoirs suivants :

- a) d'adopter et de modifier les statuts,
- b) de nommer le président, les administrateurs et les contrôleurs ;
- c) d'examiner et d'approuver la gestion et le compte de l'exercice, ainsi que d'en donner décharge à l'administration (art. 887 et 908 du Code des Obligations),
- d) de statuer sur la répartition de l'excédent et notamment de décider de la quote-part à répartir aux membres,
- e) de fixer la cotisation annuelle pour l'exercice suivant (éventuellement le droit d'entrée),
- f) d'approuver tout projet d'emprunt à effectuer au cours de l'exercice suivant,
- g) de recevoir de nouveaux membres,
- h) de pénaliser les infractions aux statuts et de prononcer, cas échéant, l'exclusion de membres,
- i) de trancher (art. 30 des statuts) les différends et d'examiner les plaintes éventuelles ¹,
- j) de décider de la dissolution de la Fédération.

Dans les assemblées générales, chaque délégué n'a droit qu'à une voix. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

¹ Art. 30 des statuts du Cercle : « Les décisions relatives à la modification des statuts, à la dissolution ou à la fusion de la Fédération, ainsi qu'à l'emploi de la fortune sociale en cas de dissolution, doivent, pour être valables, réunir les deux tiers des voix émises et les deux tiers des syndicats fédérés.

Cependant, l'article 30 prévoit certaines exceptions pour lesquelles est exigé une majorité des deux tiers.

b) *Administration*

L'administration représente l'organe exécutif de la Fédération des syndicats agricoles. Elle est nommée par l'assemblée générale des délégués et se compose de huit membres : un président et sept autres membres choisis (art. 21 des statuts) parmi les membres des syndicats fédérés, ceci de la façon suivante : trois pour la Rive droite, deux pour « Arve et Lac », et deux pour « Arve et Rhône ». Les membres de l'administration sont élus pour trois ans et sont tous, président compris, rééligibles à la fin de leur mandat. C'est l'assemblée des délégués qui élit le président de l'administration. Les autres fonctionnaires sont élus par l'administration elle-même. Ce sont, notamment, le vice-président qui remplacera le président en l'absence de ce dernier, un secrétaire qui assumera la charge de diriger la Fédération, et un sous-secrétaire, sous-directeur du Cercle, les deux derniers choisis hors des membres de l'administration. Secrétaire et sous-secrétaire ont voix consultative, n'ont pas le droit de vote.

Les fonctions d'administrateurs du Cercle sont gratuites. Toutefois, ses membres ont droit à une indemnité pour déplacements. Les membres de la direction, chargés des affaires courantes, sont rétribués et leurs appointements sont fixés par l'administration.

Cette dernière est chargée de diriger les affaires de la Fédération, conformément aux dispositions légales et statutaires, ainsi qu'aux décisions de l'assemblée des délégués (art. 22). A la fin de chaque année, soit à la clôture de l'exercice, elle dresse un bilan et un compte d'exploitation, toujours selon les prescriptions légales.

Les attributions de l'administration (art. 22 des statuts) sont les suivantes :

a) représenter la Fédération en justice, comme d'ailleurs dans toutes ses relations extérieures ;

b) examiner les contrats à passer avec la Fédération ;

c) décider des emprunts à effectuer en cours d'exercice ;

d) nommer le Directeur et ses employés qui lui sont adjoints, ainsi que fixer la condition de leur emploi.

En règle générale, l'administration se réunit une fois par mois, sur convocation du président. Il y a réunion extraordinaire toutes les fois que les affaires de la Fédération l'exigent.

Les statuts du Cercle prévoient l'institution d'une commission spéciale, lien de contact plus étroit entre le Cercle et ses membres. L'article 25 des statuts la mentionne ainsi : « Dans le but de maintenir entre le Cercle et ses membres un contact aussi étroit que possible et de les intéresser à la bonne marche de la Fédération, il est constitué une *Commission Consultative*, composée de délégués des syndicats fédérés, choisis à raison d'un délégué par syndicat ayant 50 membres au moins, de deux délégués par syndicat ayant de 51 à 100 membres et de trois délégués par syndicat de plus de 100 membres.

L'administration prendra avis de cette commission pour tous les actes importants de sa gestion.

La commission se réunira aussi souvent que le président le demandera. Le président, à son défaut le vice-président, dirigera les séances de cette commission.

Cette institution est heureuse. Chaque fois que l'administration se trouve devant un problème important ou une décision délicate à prendre et qu'il faut connaître l'avis des membres, sans cependant que la chose soit assez importante pour qu'on convoque une assemblée générale extraordinaire de délégués, la commission pourra être convoquée. Ainsi, l'administration pourra avoir indirectement l'avis des paysans.

Alors que la convocation d'une assemblée générale extraordinaire des délégués est une entreprise compliquée, onéreuse, celle de cette commission consultative est simple et aisée. Toutefois, nous venons de le voir dans la partie (a) concernant l'assemblée des délégués, l'assemblée extraordinaire sera convoquée chaque fois que l'administration ou l'organe de contrôle le jugera nécessaire ou encore sur demande d'un dixième des membres (syndicats fédérés) au moins.

En somme, c'est à l'administration de la Fédération de juger de l'importance des affaires ou de la gravité de la décision qu'elle doit prendre, et pour lesquelles une consultation supplémentaire avec les représentants des paysans devient nécessaire. A elle de voir si la convocation de la commission suffit ou s'il vaut mieux avoir l'avis d'un plus grand nombre de représentants des syndicats pour trancher la question et demander, cas échéant, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire.

La Commission Consultative se réunit au moins une fois par trimestre. Les délégués choisis pour assister à cette Commission ne sont pas forcément les délégués choisis par l'assemblée générale.

La convocation de la Commission Consultative se fait par annonce dans le *Journal d'Agriculture Suisse*, également par convocation individuelle. Le mandat de chaque délégué est valable pour un exercice, c'est-à-dire pour une année.

c) *Direction*

On se souvient que dans les attributions de l'administration figurait aussi la nomination d'un directeur (secrétaire-gérant) et celle d'un sous-directeur. L'un et l'autre sont choisis hors des huit membres de l'administration. Leur nomination fait l'objet d'un règlement spécial et d'un cahier de charges. Comme le prévoit l'article 26 des statuts du Cercle, le directeur gère les entreprises de la Fédération, conformément aux instructions de l'administration et de son cahier des charges.

Directeur et sous-directeur possèdent la signature sociale. Le directeur assiste, avec voix consultative, aux assemblées des délégués, aux séances de l'administration et de la Commission Consultative. Secrétaire de ces réunions, il en rédige des procès-verbaux. Le directeur n'a pas le droit de vote aux réunions de l'assemblée générale ni à celles de l'administration.

d) *Organe de contrôle*

Selon l'article 27 des statuts, l'organe de contrôle se compose d'un expert comptable et de trois contrôleurs, choisis parmi les membres des syndicats fédérés.

C'est l'assemblée des délégués qui les nomme. Leur mandat porte sur une durée de trois ans. Ils sont immédiatement rééligibles. Chaque année, l'assemblée des délégués élit l'un des contrôleurs : pour trois ans, après quoi elle le réélit ou le remplace. Tous sont naturellement rétribués. Les attributions de l'organe de contrôle sont prévues par les articles 907 et 908 du Code des Obligations.

CHAPITRE III

ACTIVITES DU CERCLE

L'article 2 des statuts du Cercle est ainsi rédigé : « Le Cercle des Agriculteurs de Genève et environs a pour but de favoriser l'agriculture en général par le groupement des agriculteurs, par la concentration de leurs intérêts, ainsi que par l'étude des questions d'ordre professionnel, selon la conception de l'entraide coopérative.

Il se propose d'atteindre son but plus particulièrement

- a) par l'achat et la vente des articles nécessaires à l'exploitation agricole ;
- b) par la mise en valeur en commun des produits agricoles, et
- c) par le développement chez ses membres des connaissances professionnelles et de l'esprit coopératif ».

Quelles sont les activités déployées par le Cercle des Agriculteurs pour atteindre son but dans ces trois secteurs des tâches qui lui sont assignées ?

Disons au préalable qu'outre les tâches signalées dans les statuts du Cercle, ce dernier exécute encore une série d'autres travaux qui lui sont confiés par l'Etat et la Confédération, ainsi que par d'autres associations simples et coopératives.

Du fait qu'il est désigné par la Confédération comme « Centrale Cantonale des Blés Indigènes », le Cercle est devenu une entreprise semi-officielle. Il est, de plus, l'« Agence, pour le Canton de Genève, de la Société Suisse d'Assurance contre la Grêle », assurance mutuelle (coopérative) dont le siège est à Zurich. En outre, le Cercle s'est chargé de la « Gérance du groupe genevois de l'Association Suisse des Sélectionneurs », qui a pour objet l'amélioration des céréales par sélection généalogique.

Nous traiterons des activités du Cercle dans deux autres chapitres distincts : les activités qui ressortissent aux statuts du Cercle

et que nous mentionnons sous le nom d'activités principales, et les autres tâches qui lui *sont confiées sans figurer dans les statuts* et que nous appellerons les activités accessoires.

* * *

A. ACTIVITES PRINCIPALES DU CERCLE

a) *L'achat et la vente des articles nécessaires à l'exploitation agricole*

Le Cercle achète en gros, pour les vendre ensuite aux agriculteurs membres des syndicats, des matières et autres articles nécessaires à l'agriculture. Très divers, on peut, grosso modo, les ramener aux catégories suivantes :

- 1) Les engrais de diverses sortes,
- 2) Les semences,
- 3) Tout produits insecticides et anticryptogamiques,
- 4) Les produits et mélanges fourragers,
- 5) Les outils,

6) Les machines agricoles de toutes sortes, à savoir : pulvérisateurs, tracteurs, charrues, les machines pour récolter, moissonneuses, batteuses, les machines à traire électriques, les frigorifiques, etc.

Ces produits et articles sont entreposés dans les divers dépôts du Cercle, à Satigny, à La Pallanterie, aux Noirettes.

Pour l'achat des matières premières, le Cercle s'adresse presque toujours à l'Union des Syndicats Agricoles Romands, à Lausanne, qui veut servir les intérêts économiques de ses membres par des achats coopératifs.

Le Cercle s'adresse aux maisons spécialisées pour l'achat des machines et outils agricoles, ainsi que pour certains produits antiparasitaires.

Quelquefois, les Syndicats agricoles membres du Cercle passent pour ceux qui en font partie des commandes concernant tel ou tel article ne se trouvant pas dans les entrepôts du Cercle et on les leur procure. Les syndicats agricoles ont l'obligation morale — les statuts le précisent d'ailleurs — de répondre à toute demande de leurs membres par l'entremise du Cercle des Agriculteurs.

C'est ainsi que l'article 7 des statuts prévoit que : « Les syndicats fédérés sont tenus de se procurer par l'intermédiaire du Cercle des Agriculteurs de Genève et environs les marchandises qui leur

sont nécessaires. Ils sont, quoi qu'il arrive, responsables de leurs commandes ou de leur ordre de vente ».

Mais, tandis qu'ils sont astreints moralement à faire l'achat, au Cercle, des articles dont ils ont besoin, pour la vente de leurs produits agricoles, en revanche, sauf pour ceux qui sont monopole de la Confédération ou sous sa surveillance, les syndicats agricoles, comme leurs membres pris individuellement, ont complète liberté à cet égard.

Pour la vente des matières premières, le Cercle dispose de voyageurs qui visitent régulièrement les membres du Cercle et recueillent leurs demandes. En principe, chaque syndicat agricole doit présenter ses commandes groupées au Cercle des Agriculteurs. En fait, cela ne se passe pas ainsi bien que ce soit pourtant la voie normale des relations entre agriculteurs, les syndicats locaux et le Cercle des Agriculteurs. Nous verrons la raison de cette anomalie dans le chapitre où nous parlerons des syndicats agricoles locaux.

Les voyageurs du Cercle passent donc dans chaque localité et auprès de chaque agriculteur membre d'un syndicat, à son tour membre du Cercle, collectent les commandes d'achat, les réunissent au Cercle et c'est ce dernier qui donne l'ordre de livraison des marchandises demandées. Naturellement, celle-ci sera confiée aux dépôts du Cercle le plus rapproché de chaque localité. La répartition des dépôts dans tout le canton évite des frais de transport et permet de réaliser une économie de temps.

En ce qui concerne la question du paiement, si le Cercle des Agriculteurs reste lui-même fidèle à ce principe coopératif qu'est l'achat et la vente comptant, le plus souvent par contre, il est obligé de renoncer à cette règle en ce qui concerne la vente aux agriculteurs. En effet, presque partout, dans le monde paysan, l'acheteur ne dispose de fonds de roulement pour payer ses achats ou régler ses dettes qu'au moment de sa récolte. S'il n'a pas d'argent liquide pour subvenir à ses besoins pendant l'année et qu'il veuille quand même procéder à des achats, il donnera à la rigueur comme garantie, selon l'exigence des prêteurs, le futur produit de son exploitation.

Il est sans doute regrettable que la règle du paiement immédiat si chère aux coopératistes ne puisse, dans la majorité des cas, être respectée par l'agriculteur, mais sa situation exige généralement cette renonciation.

Pour le Cercle des Agriculteurs, cette situation n'est pas l'exception. En général, 10 % seulement du chiffre d'affaires résulte de ventes au comptant ; 90 % n'est prélevé chaque année qu'au

moment de la récolte¹. Du fait que le paysan ne dispose souvent d'aucun argent liquide au moment où il passe ses commandes, le Cercle des Agriculteurs doit être très prudent en ce qui concerne les disponibilités du paysan au moment de la vente de ses produits ; il s'efforcera de savoir si le produit de sa récolte couvrira ou non la dette qu'il a contractée auprès de lui.

C'est pour cela qu'en général il vend au paysan proportionnellement à l'importance de son exploitation. Le paysan se voit donc limité à une certaine mesure dans ses demandes au Cercle.

C'est l'Administration du Cercle qui fait l'estimation des récoltes de chaque membre avant de lui accorder la livraison à crédit. Le Cercle des Agriculteurs, sur avis des experts voyageurs, ne livre qu'après avoir obtenu du paysan l'engagement de s'acquitter de sa dette lors de la vente de ses produits.

Réserves et capital liquide du Cercle n'étant pas suffisants pour tous les achats, les agriculteurs ne payant pas comptant, il a besoin pour s'approvisionner en marchandises qu'il revendra ensuite au paysan, de contracter des emprunts auprès des banques, notamment l'Union de Banques Suisses, la Société de Banques Suisses, emprunts garantis par ses avoirs. Lui, paiera comptant ; il obtiendra la marchandise à un prix moins élevé et de meilleure qualité. Si le paysan, à son tour, peut payer dans les 30 jours, il bénéficiera d'un escompte de 4 %. Le paiement dans un délai de trois mois est net, c'est-à-dire sans escompte, ni intérêt ; au-delà, on lui demandera un intérêt de 5 % par an².

Mais, puisqu'en règle générale, le paysan n'est pas en mesure de s'acquitter ainsi, le Cercle lui demande de lui céder ses droits en ce qui concerne l'argent qu'il reçoit de la Confédération pour le compte de ce paysan, par exemple le prix des blés qu'il a livré, par l'intermédiaire du Cercle, à la Confédération. Au moyen d'une feuille dite Cession-Délégation, qui doit être munie de la signature du paysan, celui-ci cède au Cercle le montant de son compte débiteur sur la valeur qui doit lui être versée par l'Administration fédérale des Blés, en paiement de ses livraisons de céréales. Sur cette feuille doit figurer également la superficie emblavée, le montant du crédit du paysan auprès du Cercle variant selon la grandeur de celle-ci.

¹ Renseignement donné par M. Addor, directeur du Cercle.

² Renseignement de MM. Oederlin et Addor, respectivement ancien directeur et directeur du Cercle.

Le chiffre d'affaires du Cercle oscillait, après la deuxième guerre mondiale, autour de 3 200 000.— francs suisses.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution du chiffre d'affaires du Cercle pour une vingtaine d'années (1935-1955) ³ :

Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires
1935 920 000	1936 1 057 000	1937 1 088 000	1938 1 283 000	1939 1 422 000
1940 1 411 000	1941 1 571 000	1942 2 122 000	1943 2 447 000	1944 2 555 000
1945 2 680 000	1946 2 794 000	1947 2 974 000	1948 3 012 000	1949 3 146 000
1950 3 186 000	1951 3 084 000	1952 3 190 000	1953 3 346 000	1954 3 531 000
1955 4 886 000				

Les commissions perçues par le Cercle pour les travaux qu'il effectue en tant qu'agence de certaines autres associations ou encore l'Etat pour le ramassage des blés indigènes ne sont pas comprises dans cette somme.

La marche de l'association est bonne. Celle-ci réalise chaque année, en général, un bénéfice selon le bilan des comptes de pertes et profits. Mais la marge du profit n'est jamais excessive, l'opération n'ayant pas un but lucratif, effectuée seulement pour rendre service au monde paysan. Pendant ces vingt-cinq dernières années, le bilan du Cercle accusa régulièrement un bénéfice net, sauf en 1938.

Le bénéfice annuel est réparti entre les membres du Cercle selon la règle de la ristourne (au prorata des transactions effectuées par les syndicats agricoles locaux avec le Cercle). Bien entendu, toutes les dépenses du Cercle, qu'il s'agisse des frais d'administration, des dettes, de l'amortissement des installations, etc., sont défalquées du bénéfice brut ; le bénéfice net donne lieu au paiement de la ristourne.

Cette dernière ne sera pas payée directement à l'agriculteur ; elle l'est toujours aux personnes morales, c'est-à-dire aux syndicats, membres du Cercle. On procède ainsi : à la fin de chaque année, le Cercle établit le bilan de son compte de pertes et profits, évaluant le bénéfice net réalisé durant l'exercice écoulé. Dans son rapport annuel à l'assemblée générale, son bilan présenté, il propose le pourcentage de la ristourne. On en discutera et c'est finalement l'assemblée qui acceptera ou modifiera les propositions du comité. Ceci, à l'unanimité ou à la majorité des voix. Après quoi, le Cercle

³ Ce chiffre d'affaires est relevé dans les rapports annuels du Cercle. Pour plus de clarté, nous l'avons reproduit en chiffres ronds. Le montant du chiffre d'affaire de l'exercice 1955 nous fut donné récemment par M. Addor, étant donné qu'au moment où nous reproduisions ce tableau, le rapport annuel de cet exercice n'était pas encore établi.

calculera le montant de la ristourne à payer à chaque syndicat, y ajoutant la liste des membres de ces syndicats agricoles locaux ainsi que le montant des transactions de chacun des membres de ces syndicats.

Le pourcentage annuel du bénéfice à payer comme ristourne oscille en général autour de $1\frac{1}{2}\%$. Le reste de ce bénéfice est affecté à la modernisation des installations du Cercle, à des œuvres sociales, enfin à un versement au fonds de réserve, etc.

Auparavant, le gérant de chaque syndicat agricole local se présentait au Cercle sur l'invitation de celui-ci et recevait la liste des membres de son syndicat, le montant de leurs transactions avec le Cercle et un chèque de banque, somme de la ristourne calculée au prorata de toutes les opérations. Ce mode de faire présentait certains inconvénients (perte du chèque ou de l'argent reçu en échange à la banque, etc.). Ces risques disparaissent avec le système actuel : le Cercle donne l'ordre de virement d'une somme égale à la ristourne à payer à chaque syndicat, virement devant être effectué de la banque dans laquelle il y a de l'argent à la caisse de Crédit mutuel qui existe dans presque toutes les communes du canton. D'autre part, le Cercle envoie à chaque syndicat agricole la liste des membres et la somme des transactions de chacun d'eux ainsi que le montant de ristourne qu'il fait envoyer à la Caisse locale de Crédit mutuel⁴.

Les syndicats agricoles locaux ne sont pas tenus de payer intégralement à leurs membres la ristourne ainsi perçue du Cercle des Agriculteurs. Ils sont libres de se prononcer sur le sort de la ristourne. En général, c'est l'assemblée générale des membres de chaque syndicat qui décide. Elle peut arrêter qu'une fraction en soit prélevée pour telle ou telle affaire ou réalisation, par exemple l'achat de machines ou instruments agricoles, ou affectée à des œuvres sociales, etc. Le Cercle n'a pas à intervenir quant au partage de la ristourne.

Après décision de l'assemblée générale de chaque syndicat, le gérant donne à chacun des membres le chèque, montant de la ristourne qu'il doit recevoir, tiré sur la caisse de Crédit Mutuel de sa localité. Et comme, généralement, chaque paysan a un compte dans ces banques rurales, il lui confiera son chèque. Ainsi, l'argent ne passe pas de main à main et les risques sont moindres⁵.

⁴ Renseignements donnés par M. Addor.

⁵ Renseignement fourni par M. Addor.

Le paiement des produits agricoles achetés par le Cercle, qui les revend par la suite, s'effectue exactement de la même façon par l'intermédiaire des banques, et avec la même sécurité.

Voyons maintenant l'activité du Cercle, en matière d'achat et de vente des articles nécessaires à l'exploitation agricole.

1) *Vente des engrais :*

Une des principales activités du Cercle consiste à acheter les engrais nécessaires à la culture, pour les revendre ensuite à ses membres. Ces engrais sont de composition diverse, notamment azotés, potassiques, phosphatés, complets et composés, calciques et organiques. Le Cercle s'intéresse également à l'achat et à la vente des tourbes de provenance de Hollande.

Le tableau suivant montre la quantité d'engrais et de tourbe vendue par le Cercle aux paysans genevois, dans la période de 1935-1955 :

	Azotés divers	Potas- siques	Phos- phatés	Com- plets à com- posés	Calci- ques	Orga- niques	Total	Tour- bes (en balles) ⁶
1935	291	108	440	—	—	—	839	—
1936	160	1 200	1 390	117	—	470	3 337	—
1937	138	620	—	68	—	120	946	—
1938	180	940	—	189	—	206	1 515	—
1939	—	—	—	—	—	—	—	—
1940	—	—	—	—	—	—	—	285
1941	200	1 040	187	440	—	54	1 921	200
1942	422	785	303	348	—	145	1 993	180
1943	603	1 763	136	302	—	507	3 311	165
1944	615	1 605	—	499	63	—	2 782	300
1945	767	930	127	315	32	—	2 171	—
1946	572	1 061	371	167	77	—	2 248	407
1947	559	980	441	101	67	—	2 148	647
1948	276	736	1 372	611	70	—	3 065	647
1949	443	784	1 366	373	55	—	3 021	615
1950	561	813	1 439	368	26	—	3 207	615
1951	576	897	1 231	526	30	—	3 260	850
1952	581	1 053	1 005	375	40	—	3 054	600
1953	860	850	934	607	40	—	3 291	800
1954	990	740	1 314	725	45	—	3 814	830
1955	1 226	1 026	1 685	670	350	—	4 957	740

7

⁶ Une balle de tourbe est égale à 1/3 m³.

⁷ Statistique tirée des rapports annuels du Cercle. Les rapports annuels des années antérieures à 1935 n'étant pas disponibles, nous ne pourrions pas faire remonter plus haut nos statistiques.

2) *Vente de semences et semenceaux :*

C'est une autre des tâches du Cercle. Il vend aux paysans des semences de céréales (blé, avoine, orge, seigle) et des semenceaux de pommes de terre. Le tableau suivant, tiré des rapports annuels du Cercle, énumère les quantités vendues par le Cercle durant ces vingt dernières années :

	Se- mences (Quin- taux)	Semen- ceaux (Quin- taux)		Se- mences (Quin- taux)	Semen- ceaux (Quin- taux)		Se- mences (Quin- taux)	Semen- ceaux (Quin- taux)
1935	—	930	1942	—	2 561	1949	8 926	11 200
1936	—	710	1943	—	2 881	1950	8 642	9 700
1937	—	311	1944	—	3 122	1951	8 108	4 100
1938	—	518	1945	—	2 969	1952	9 314	6 100
1939	—	—	1946	—	4 488	1953	10 795	6 300
1940	—	—	1947	3 570	2 605	1954	10 128	5 800
1941	—	—	1948	7 226	8 600	1955	7 627	6 200 ⁸

3) *Vente des produits insecticides et anticryptogamiques :*

L'activité du Cercle est ici fort importante. Les rapports annuels du Cercle montrent le chiffre d'affaires réalisé par cette vente :

1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Fr. 284 814	154 574	150 175	156 280	185 359	163 413	152 760	204 885	230 000	166 112	186 173

Les rapports précédant l'année 1945 ne montrent pas le montant du chiffre d'affaires, résultat de la vente de ces matières.

4) *Vente de matières fourragères :*

Le Cercle s'en occupe aussi. Le tableau suivant indique la quantité de diverses matières fourragères : avoine, orge, maïs, froment, mélange fourrager, tourteaux, etc., vendue de 1948 à 1955. Nous ne produisons pas la statistique des années précédentes étant donné que les chiffres exacts ne figuraient pas dans les rapports annuels.

⁸ Statistique tirée des rapports annuels. Les chiffres qui manquent ne figuraient pas dans les rapports annuels.

⁹ Ibid.

Année	Avoine	Orge	Maïs	Fro- ment	Méteil	Tour- teaux	Autres	Total
(En quintaux)								
1948	880	724	1753	326	1049	783	173	5688
1949	904	854	777	247	1946	1920	1026	7674
1950	1250	570	700	300	2330	1150	905	7205
1951	797	318	714	302	1515	475	400	4511
1952	1522	833	1219	1019	1962	845	180	8480
1953	1320	1530	1200	980	—	1020	700	6750
1954	720	550	1190	1000	600	190	2503	6753
1955	280	497	593	817	—	427	2985	5599

10

5) Vente de matériel :

Ce matériel consiste en échalas, piquets, tuteurs et fil de fer. La quantité de ce matériel vendue par le Cercle de 1935 à 1955 est indiquée dans le tableau suivant :

Année	Echalas de fer, fil de fer (kg.)	Echalas de bois, pi- quets, tu- teurs (pièces)	Année	Echalas de fer, fil de fer (kg.)	Echalas de bois, pi- quets, tu- teurs (pièces)
1935	63 000	28 000	1936	96 000	339 000
1937	57 000	293 000	1939	52 000	72 600
1940	27 000	158 645	1941	19 500	97 450
1942	32 500	213 392	1943	14 338	89 230
1944	—	167 000	1945	15 000	250 000
1946	13 000	118 900	1947	15 647	190 150
1948	10 000	114 450	1949	36 590	135 850
1950	106 700	126 000	1951	39 400	106 900
1952	35 000	118 610	1953	37 000	116 600
1954	36 000	69 000	1955	60 900	60 820

11

6) Vente de machines agricoles :

Ces machines sont de nature diverse. Il s'agit notamment de tracteurs, de pulvérisateurs, de machines à traire électriques, de batteuses, etc.

¹⁰ Statistique tirée des rapports annuels du Cercle des Agriculteurs.

¹¹ Statistique tirée des rapports annuels du Cercle.

Le Cercle a réalisé les chiffres d'affaires suivants par leur vente, ces dernières années :

	1952	1953	1954	1955
Montant en Fr.	323 326	265 414	376 557	499 113

12

Bien que ces ventes s'effectuassent chaque année, leur prix ne figure pas dans les rapports annuels du Cercle précédant 1952.

B. *La vente des produits agricoles*

Le Cercle des Agriculteurs a pour deuxième tâche la mise en valeur commune des produits agricoles. Toutefois, le Cercle ne s'occupe pas de la vente des produits agricoles liquides que sont le lait et le vin. Pour le lait, ce sont les Laiteries Réunies et pour le vin, Vin-Union Genève qui s'en chargent. L'Union Maraîchère s'entremet de même pour la vente des légumes et produits maraîchers. Pour tous les autres produits agricoles (pommes de terre, foin, paille, céréales de toutes sortes, betteraves, etc.), le Cercle s'engage à les vendre. Les associés ne sont pas obligés de remettre leurs produits au Cercle en le chargeant de leur vente. Ils sont libres de s'adresser aux commerçants ou à d'autres acheteurs, sauf en ce qui concerne le blé, puisque la Confédération en a le monopole et que les producteurs, famille comprise, ne peuvent conserver que les quantités nécessaires à leur consommation. Cela selon la disposition de l'arrêté fédéral pris chaque année, qui réglemente le prix des blés indigènes, le montant de la subvention et la prime des moutures, etc.

Malgré cette liberté, blé excepté, les paysans ont avantage à traiter avec leur entreprise, le Cercle des Agriculteurs. Celui-ci offre à l'agriculteur une garantie majeure pour l'écoulement de ses produits. Dans la règle, l'expert-voyageur du Cercle passe chez le sociétaire qui déclare approximativement les quantités de produits qu'il livrera, en indiquant le prix qu'il en demande. L'expert est au courant des conditions du marché ; il tiendra compte de la qualité du produit et examine le cas particulier. S'il arrive à s'entendre avec le paysan, un contrat, en double exemplaire, sera

¹² Ibid.

rédigé entre le Cercle (sur l'estimation de son expert) et l'agriculteur. Un des exemplaires restera au Cercle ; l'autre reviendra au paysan, tenu dès lors de livrer le produit mentionné dans le contrat au prix convenu avec le Cercle. Ce dernier s'engage, à son tour, à payer au paysan le prix du produit, après livraison au dépôt du Cercle. Ainsi, quelles que soient les fluctuations du marché, les deux parties contractantes sont obligées de tenir leur promesse ; elles ne peuvent changer d'avis, ni renoncer au contrat. Le paysan, par ce contrat, s'assure pour ainsi dire contre les fluctuations du marché et contre une baisse éventuelle des denrées agricoles.

Fort souvent, lorsqu'il achète au Cercle des Agriculteurs certains articles indispensables, il n'est pas en mesure de payer comptant, il conclut avec le Cercle un contrat de vente de tel ou tel de ses produits, en contrepartie.

En ce qui concerne les pommes de terre, le prix est fixé chaque année par la Régie Fédérale des Alcools, institution de la Confédération. Toutefois, la pomme de terre printanière n'est pas soumise à cette mesure ; son prix est libre et le cultivateur peut par conséquent la vendre au prix qui lui convient.

La culture du colza est aussi ordonnée et contingentée par la Confédération, qui fixe la superficie que chaque canton doit lui consacrer. Pour Genève, cette superficie est de 190 hectares¹³. C'est le Cercle qui la distribue entre les sociétaires et naturellement entre les plus expérimentés en cette culture. La Confédération fixe aussi auparavant le prix du quintal de graine de colza qui doit être payé au paysan. Le Cercle des Agriculteurs ramasse la production (en 1953, 284 tonnes pour le canton) de ses membres et l'envoie à l'Huilerie Randon pour la production de l'huile comestible. Cette société paie le colza selon le prix fixé par la Confédération au Cercle, lequel, à son tour, s'acquitte envers les cultivateurs. Puis, la Confédération désigne à l'huilerie le prix de vente de l'huile de colza et la marge de son bénéfice. Le prix varie très peu d'une année à l'autre. Son prix, en 1942-1943, fut de Fr. 1,20 à 1,30 le kg. Après la guerre, il descendit à Fr. 1,07 (1949) et, depuis, oscilla toujours aux environs de Fr. 1,10.

La culture du colza fut réintroduite dans le canton à la suite de la seconde guerre mondiale. Autrefois, les paysans en produisaient, mais en très petites quantités, et seulement pour leur consommation

¹³ Renseignement donné par M. Addor.

propre. Dans son rapport annuel de 1941 le Cercle se fit représenter à la conférence convoquée, en août 1941, par le Dr Kaeppli, en vue d'assurer dans la plus large mesure possible le ravitaillement du pays en huiles indigènes (pavot, colza, tabac) ¹⁴. La production de colza, en cette année, n'était à Genève que de 100 kg. Dans le projet officiel, on envisageait alors que des mesures de rationnement et de coercition. Les rapports précédents du Cercle ne font pas mention de la culture, preuve qu'on ne la cultivait pas ou que sa production était minime.

Dorénavant la production de colza, toujours d'après le projet gouvernemental, prendra un essor considérable. A Genève, elle saute à 20 405 kg. en 1942, à 60 460 kg. en 1943 et à 282 718 kg. en 1944 ¹⁵ ! Depuis 1946, la culture n'est plus obligatoire. Toutefois, selon le rapport du Cercle de 1947, la Confédération prend en charge encore, au prix de Fr. 1,20 le colza que les cultivateurs lui livrent ¹⁶. On constate une grande baisse de la production en 1947. De 294 556 kg. en 1946, la production tombe à 73 333 kg ; elle remonte cependant à 79 795 kg. en 1948. La culture du colza étant intéressante, les paysans n'y renoncent pas. D'autre part, la Confédération continuant à contingenter la production, il n'y a pas risque de mévente pour le producteur. Depuis 1948, la production reprend sa marche ascendante, pour arriver à la quantité produite dans les années 1945-1946 et la dépasser même largement et battre tous ses records dès 1950.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la production à Genève (livraisons aux huileries, pour compte de la Confédération, par le Cercle des Agriculteurs) :

Année	Quantité	Année	Quantité	Année	Quantité
1941	100	1942	20 405	1943	60 460
1944	282 718	1945	296 993	1946	294 556
1947	73 333	1948	79 795	1949	161 305
1950	161 399	1951	363 675	1952	425 115
1953	284 342	1954	320 034		

17

Le Cercle des Agriculteurs met tout en œuvre pour écouler les produits agricoles de ses membres. Cette politique de la sauve-

¹⁴ Rapport annuel du Cercle des Agriculteurs, 1941.

¹⁵ Rapports annuels du Cercle des Agriculteurs, 1941 à 1954.

¹⁶ Rapport de 1947.

¹⁷ Rapports de 1941 à 1954.

garde de leurs intérêts, il la poursuit avec plus de vigueur encore depuis 1943, date à laquelle le paysan prévoyait déjà les difficultés qu'il connaîtrait après la guerre, et en prévision desquelles il demandait que soient promulguées des prescriptions et mesures légales pour que se continue sans à-coups son travail.

Sans nous attarder au résultat favorable de ces efforts, arrêtons-nous à ceux du Cercle. A part certains produits (lait, vin, légumes) dont se sont chargés d'autres associations coopératives, à part aussi le blé, monopole de l'Etat, le colza et la pomme de terre, dont le prix est fixé chaque année par la Confédération, le Cercle, pour le reste des produits, s'est donné pour tâche de les écouler au prix le plus favorable pour le producteur. Il entre en relations de vente avec d'autres sociétés ou entreprises, notamment la Société Coopérative Suisse de Consommation, pour la pomme de terre, avec la sucrerie d'Aarberg pour la betterave, avec une brasserie en Suisse allemande pour l'orge trié, etc. Ses membres n'ont pas intérêt à se charger de cette besogne, le Cercle ayant admirablement organisé ses relations commerciales.

D'après les rapports annuels du Cercle, une quantité de 1 312 tonnes de betteraves sucrières en 1954, de 1 852 en 1955, ont été livrées par l'Association Genevoise des producteurs de betteraves à la sucrerie d'Aarberg¹⁸. La culture de betteraves à sucre est fort récente à Genève. Le résultat, après deux années de culture, est satisfaisant.

Le Cercle a livré aux brasseries de la Suisse allemande les quantités suivantes d'orge de brasserie :

Quantité tonnes		Quantité tonnes		Quantité tonnes		Quantité tonnes	
1952	105	1953	480	1954	140	1955	180

19

En ce qui concerne l'écoulement des pommes de terre, voici quelle en fut la vente par le Cercle :

Quantité tonnes		Quantité tonnes		Quantité tonnes		Quantité tonnes	
1948	900	1949	450	1950	500	1951	230
1952	124	1953	400	1954	1200	1955	380

20

¹⁸ Rapports annuels du Cercle. Les rapports précédant 1954 ne contiennent pas de chiffres correspondants.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Ibid.

C. *Développement des connaissances professionnelles
et de l'esprit coopératif chez les membres du Cercle*

Un des buts du Cercle des Agriculteurs, ainsi qu'il est mentionné au paragraphe (C) de l'article 2 des statuts, est aussi de développer chez ses membres les connaissances professionnelles et l'esprit coopératif.

En ce qui concerne les premières, il a rendu des services appréciables au monde paysan du canton. Mais pour ce qui est du développement de l'esprit coopératif, les dirigeants mêmes du Cercle avouent qu'ils n'ont pas remporté grand succès.

Revenons aux connaissances professionnelles. Le Cercle contribua à les développer de plusieurs façons. D'abord par le *Journal d'Agriculture suisse*, organe officiel du Cercle et de presque toutes les associations agricoles du canton, toujours au courant des progrès techniques et des améliorations qui peuvent être apportées à l'exploitation agricole. Ses articles d'ordre technique et professionnel sont rédigés par des spécialistes. La plupart des paysans reçoivent ce journal. Ils y apprendront comment semer telle ou telle graine, employer tel engrais, se servir des machines agricoles, etc. Les membres des syndicats agricoles reçoivent gratuitement le journal.

Toujours pour développer ces connaissances, le Cercle des Agriculteurs organise des conférences, pendant l'hiver, saison durant laquelle le paysan est moins occupé. Il les tient dans chaque localité où existe un syndicat agricole. Les sujets y sont des plus variés. Le paysan étant maintenant assez au courant des questions au point de vue technique et professionnel, les conférences aujourd'hui portent plutôt sur des sujets d'économie agricole.

Ces conférences furent moins fréquentées ces dernières années. Le paysan n'y apprenant guère plus que ne lui en disait son journal. Ces conférences ne donnant pas entière satisfaction au Cercle, celui-ci a envisagé de les remplacer par un autre système, plus efficace, paraît-il, employé aux Etats-Unis et en Allemagne, et qui consiste en soirées d'études ou en clubs agricoles. L'idée de se réunir ainsi à la campagne est du professeur Knoll, du Wurtemberg. En Allemagne, elle a reçu un accueil favorable et, aux Etats-Unis le terrain, chez les farmers, était déjà préparé²¹.

Ces soirées s'y organisent à intervalles réguliers pour les membres d'une localité agricole. Le programme comporte généralement une

²¹ Renseignement donné par M. Ch. Oederlin.

causerie portant sur un sujet si possible inédit. Après quoi, il y a discussion, qui peut d'ailleurs déborder sur les affaires courantes de l'agriculture et spécialement les questions de coopération. Ces soirées attirent beaucoup plus l'attention des cultivateurs, surtout des jeunes paysans, qui trouvent là l'occasion de confronter leurs idées. L'avantage est considérable sur les conférences non suivies de discussion. Il l'est plus encore par le fait que les paysans d'une même commune discutent ensemble des affaires courantes de leur village, peuvent s'entraider pour résoudre les problèmes qui se posent aux uns et aux autres. Ces contacts réguliers et ce climat d'aide mutuelle développe chez eux l'esprit coopératif. La séance se termine par une partie récréative, ajoutant à la fraternité.

Ce nouvel esprit de coopération contrebalance heureusement l'individualisme originel du paysan.

En Suisse, ce procédé ne fut introduit que tout récemment. Le canton de Vaud est, pour le moment, le seul canton suisse où on ait organisé ces soirées d'études rurales, et ceci même dans une seule localité ²².

A Genève, une organisation analogue est à l'étude au Cercle des Agriculteurs. Celui-ci espère pouvoir commencer, l'hiver prochain, dans quelques communes. S'il obtient les résultats espérés, il généralisera ces soirées dans les autres localités genevoises et pour tous les syndicats. Il pense contribuer ainsi au développement de l'esprit de mutualité jusqu'ici presque totalement absent.

On élève aussi le niveau culturel des membres du Cercle en organisant des conférences, à la fin des assemblées générales, presque chaque année, où le conférencier, un expert, expose un sujet technique ou scientifique concernant l'agriculture. En général, il s'agit de matières n'ayant pas encore été traitées auparavant. Les délégués à l'assemblée en transmettent les éléments à leurs amis agriculteurs. D'ailleurs, le texte intégral ou des extraits paraîtront dans le *Journal d'Agriculture suisse* où chacun peut en prendre connaissance.

Le Cercle, dans la même intention, organise des voyages en groupe. Le but est autant récréatif qu'éducatif. On visite une foire agricole, une entreprise modèle ou une institution agricole importante.

Ajoutons qu'à côté de ses efforts louables, le Cercle met gratuitement à la disposition des paysans genevois la *Revue Romande*

²² Renseignement donné par M. Ch. Oederlin.

d'Agriculture, de Viticulture et d'Arboriculture, publiée par l'Union des Syndicats Agricoles Romands. Elle contient des articles sur les dernières recherches scientifiques en matière d'agriculture, d'autres sur toutes activités rurales, progrès techniques et théoriques, enfin des renseignements utiles.

B. *Activités accessoires du Cercle*

Ces activités sont du ressort du Comité d'administration du Cercle. Toutefois, elles ne peuvent être entreprises sans l'accord des sociétaires, l'assemblée générale des délégués devant ratifier. Voici ces activités :

1) *Gérance de la Centrale Cantonale des Blés indigènes.*

La législation fédérale suisse charge la Confédération de ravitailler le pays en blé et autres céréales panifiables. C'est celle-ci qui en a le monopole commercial.

La Confédération a créé dans plusieurs cantons (13 sur 22) des Centrales cantonales des blés indigènes. Au point de vue de la quantité de blé fournie, Genève se place au septième rang, avec une production annuelle d'environ 1000 wagons de 10 tonnes, soit 100 000 quintaux, quantité suffisant à ravitailler la Suisse entière pendant six jours ou la population du canton de Genève pendant cent trente-quatre jours. Mais, relativement à sa superficie, Genève devient le premier canton producteur de blé en Suisse (3820 q. par km² en 1953) ²³.

Précisons les deux faits suivants :

1° Dans le canton de Genève, on ne cultive que le blé et le seigle ;

2° La quantité de blé que chaque producteur est autorisé, par la loi fédérale sur le ravitaillement direct, à prélever (au minimum 150 kg. par personne à sa charge, notamment les membres de sa famille, les ouvriers qui travaillent pour lui et 75 kg. pour les enfants de 5 ans ou moins), n'est pas comprise dans ce chiffre.

Le Cercle des Agriculteurs — nous l'avons dit — a la gérance de la Centrale cantonale des Blés indigènes pour la Confédération ; il a créé à cette fin dans chaque commune genevoise un service local

²³ Renseignements donnés par M. Addor.

de blé pour lequel on désigne un gérant. Celui-ci est, en général, nommé par le syndicat agricole de la commune et accepté par le Cercle des Agriculteurs et l'Administration Fédérale des blés, à Berne. La nomination est faite une fois pour toutes, et ce n'est qu'en cas de décès ou de démission qu'on lui désignera un successeur.

Voici comment on procède pour l'achat et la livraison des blés : Au moins dix jours avant de livrer, le gérant avise l'Administration Fédérale, en indiquant la quantité de céréales que chaque producteur peut vendre à la Confédération. L'Administration donne alors au Cercle des Agriculteurs l'ordre d'envoyer le nombre voulu de sacs propres, préparés d'avance à la commune dont les céréales sont prêtes pour la livraison. Le gérant de chaque commune est responsable des sacs. Puis, le Commissaire-acheteur nommé par l'Administration fédérale des blés se rend à la place de réception, moulin de la commune ou gare, et, en présence du gérant, le meunier, appelé aussi par l'Administration des blés, est chargé de prendre réception des blés, de les emmagasiner ou de les moudre. Le commissaire, selon la qualité du blé et le barème des prix déjà fixé par la Confédération, décide des prix. Si le producteur est d'accord avec l'estimation, l'affaire est conclue. Le nom du producteur, la quantité de céréales qu'il vend, la qualité et le prix seront mentionnés sur les formulaires officiels, dont une copie sera envoyée au Cercle des Agriculteurs et une autre à Berne. En cas de désaccord entre le producteur et le Commissaire-acheteur, sur le prix, un échantillon est envoyé à Berne, à l'Administration des blés, qui décide en dernière analyse. Le cas se présente rarement, car le paysan se soumet presque toujours à l'avis du Commissaire²⁴.

Quand toutes les communes ont vendu leur blé à Berne, l'Administration des blés fait parvenir au Cercle la liste des producteurs, les quantités vendues, les prix et la somme revenant à chaque paysan, le tout accompagné d'un chèque sur la Banque Nationale correspondant à la somme totale que l'ensemble des producteurs de blé du canton doit toucher. Le paiement au producteur est, depuis quelques années, des plus simples et des plus sûrs, grâce aux Caisses de crédit mutuel. Ayant déjà détaillé cette procédure, nous nous dispensons d'y revenir.

Pour le travail effectué pour compte de la Confédération, le Cercle des Agriculteurs est rétribué de la manière suivante :

- 1) 20 cts par quintal de blé livré ;
- 2) Fr. 4.— par producteur ayant participé à la livraison ;

²⁴ Renseignements donnés par A. Addor.

- 3) Fr. 3,50 pour l'allocation de la carte de mouture ;
- 4) Fr. 30,— par service local pour les frais généraux de l'administration.

A Genève, le Cerele a organisé quarante services locaux de blé ayant chacun son gérant. Il n'y a pas uniformité dans la rétribution de celui-ci, mais il est en général rétribué ainsi :

- 1) 12 cts par quintal de blé livré à la Confédération ;
- 2) 70 % sur la prime de la carte de mouture (de Fr. 3,50).

Le gérant touche toujours un peu plus de la moitié de la commission que le Cerele reçoit de la Confédération. Quant au Commissaire-acheteur, il est rétribué directement par l'Administration des Blés, à Berne ²⁵.

La statistique suivante, tirée des rapports annuels du Cercle des Agriculteurs, de 1935 à nos jours, montre les quantités de céréales panifiables livrées à la Confédération par le Cercle, et le montant dont il fut rétribué par celle-ci ²⁶.

	Quantité (t.)	Rétribution (Fr.)		Quantité (t.)	Rétribution (Fr.)		Quantité (t.)	Rétribution (Fr.)
1935	7 050	—	1936	4 900	6 681	1937	6 150	—
1938	9 750	15 770	1939	4 800	7 588	1940	5 120	10 439
1941	5 440	7 940	1942	5 020	7 259	1943	5 560	7 279
1944	6 330	9 368	1945	3 080	4 768	1946	6 460	9 966
1947	4 440	8 085	1948	5 880	8 953	1949	8 443	13 178
1950	8 354	10 821	1951	7 200	8 594	1952	8 420	10 559
1953	7 780	8 461	1954	12 100	14 025	1955	10 860	12 389

2) Agence générale de la « Société suisse d'Assurance contre la grêle »

Fondée en 1879, cette Société coopérative fut constituée selon le principe de la mutualité, au sens du Code Fédéral des Obligations. Elle a pour but, non de réaliser des bénéfices, mais d'indemniser ses membres pour dommages causés par la grêle aux produits du sol, et cela dans les limites de ses statuts et conditions d'assurance ²⁷.

²⁵ Renseignements donnés par M. Addor.

²⁶ Rapports antérieurs à 1935 non disponibles.

²⁷ Art. 1 des statuts de la « Société suisse d'assurance contre la grêle. »

Le siège de la société se trouve à Zurich ²⁸. Le Cercle des Agriculteurs en est l'agence générale pour Genève depuis le printemps 1920 ²⁹. La Confédération, ainsi que l'Etat, subventionnent les producteurs pour qu'ils assurent leurs produits auprès de cette compagnie. De cette façon, le paysan ne s'appauvrit pas en cas de grêle ; il sera indemnisé et, par conséquent, pourra payer ses impôts et contributions à l'Etat. Il ne court plus un danger redoutable, surtout dans les régions fréquemment exposées à la grêle.

A Genève, par exemple dans les communes du pied du Jura (Satigny, Dardagny, Russin), beaucoup moins dans celles de Meyrin, Cointrin, mais fortement à nouveau sur la Rive gauche, dans les communes de Meinier, Corsier, Bernex ³⁰, quelque 90 % des cultivateurs sont assurés auprès de l'agence.

Les autres (10 %), qui n'assurent pas leurs récoltes, habitent en général des communes où la grêle est rare.

Le taux de l'assurance varie selon les produits. En ce qui concerne les céréales, le taux s'élève, pour tout le canton, à 2 % du prix auquel ce produit est estimé. Pour la vigne, le taux diffère d'une commune à l'autre, variant, selon la fréquence de la grêle, de 7 à 12 %.

Voici les conditions de l'assurance. Si le paysan contracte celle-ci pour la première fois, il ne paie que 80 % de la prime d'assurance. Dans ce pourcentage ne sont pas comprises les subventions de la Confédération et du canton. Si, pendant six années consécutives, ses produits ne sont pas atteints par la grêle, le paysan paiera toujours 80 % de la prime totale, mais, la septième année, on ne lui demandera que 70 %. Admettons que, pendant deux années supplémentaires, il n'y ait pas de grêle, le taux de la prime pour la neuvième année descendra à 60 %, le minimum. Si, par contre, avant la septième année, la grêle atteint les cultures, le taux de 80 % sera relevé à 90. En cas de grêle dans les années suivantes, le taux peut être augmenté jusqu'à 120 %, taux maximum ³¹.

Le taux de la prime d'assurance varie donc entre 60 et 120 %. Le paysan qui bénéficie du taux inférieur, grâce à l'absence de grêle, verra le taux de son assurance s'élever de 10 % par année chaque fois que son produit aura été atteint par la grêle.

²⁸ Art. 2.

²⁹ Oederlin, *loc. cit.*

³⁰ Renseignement donné par M. Addor.

³¹ Renseignement donné par M. Addor.

La subvention de la Confédération et du canton pour l'assurance des vignes est d'environ 20 % de la prime totale de l'assurance et de 14 % pour les autres produits du sol ³².

Quel est en ceci le rôle du Cercle ? Contrairement aux autres assurances qui établissent une police une fois pour toutes ou au moins pour plusieurs années, la police d'assurance des produits du sol doit être renouvelée chaque année, et cela à cause des conditions même de la culture. En effet, le genre de celle-ci, de même que la superficie ensemencée peuvent changer d'une année à l'autre, ce qui nécessite le renouvellement annuel de la police. Le travail du Cercle consiste donc à renouveler les polices des paysans genevois. D'autre part, le Cercle est chargé d'encaisser les primes d'assurance pour le compte de la Société d'assurance, à Zurich ³³.

Le Cercle est rétribué de la façon suivante par la Société d'Assurance suisse contre la grêle, dont il représente l'agence :

- 1) 3,5 % sur la prime totale encaissée pour la compagnie d'assurance ;
- 2) Fr. 5.— sur 1000 sur la somme d'assurance pour chaque nouvel assuré (pour Fr. 100 000.— une somme de Fr. 500.—) ;
- 3) Fr. 1,30 pour les frais de police principale et 30 cts pour la deuxième police. En règle générale, si le paysan n'a assuré qu'un seul produit, le Cercle touchera de la compagnie d'assurance Fr. 1,30 pour les frais de sa police d'assurance ; s'il la fait pour plusieurs, le Cercle recevra de la Société d'assurance Fr. 1,30 pour le premier produit et 30 cts pour chacun des autres ³⁴.

En cas de grêle, le paysan atteint doit avertir directement Zurich, dans un délai de quatre jours. La société d'assurance enverra un expert pour estimer les dégâts. Il est, en général, choisi dans un canton autre que l'intéressé. Dans chaque commune, la Compagnie d'assurance désigne un guide qu'elle rétribue et charge de montrer à l'expert les champs endommagés par la grêle. Pour que l'estimation soit exacte, l'expert renouvelle sa visite, à un intervalle de quelques jours. Il envoie ensuite à la Compagnie un rapport détaillé, sur la base duquel le paysan sera indemnisé.

³² Renseignements donnés par MM. Oederlin et Addor.

³³ Ibid.

³⁴ Renseignements donnés par MM. Oederlin et Addor.

Rappelons que le montant du subside de la Confédération et du canton ne dépasse pas, pour la vigne, Fr. 60.— l'are, quels que soient les dégâts subis. Il n'existe pas de telles limites pour les autres cultures.

Voici, depuis la période précédant la guerre et jusqu'à nos jours, selon les rapports annuels du Cercle, le nombre des polices d'assurance établies pour les vignes et autres cultures, ainsi que le montant des subsides fédéral et cantonal à cette assurance, et enfin, la rétribution du Cercle pour son activité dans ce domaine ³⁵.

	Nombre de polices établies par l'agence de Genève			Subsides de l'Etat et de la Confédération (en francs)			Rétribu- tion du Cercle (Fr.)
	Vignes	Autres cultures	Total	Vignes	Autres cultures	Total	
1935	—	—	1691	—	—	76 296	—
1936	—	—	1525	—	—	75 458	9 375
1937	939	522	1461	66 404	7 638	74 042	—
1938	1018	499	1517	37 108	5 889	42 997	5 143
1939	—	—	—	—	—	—	—
1940	817	460	1277	73 812	6 102	79 941	7 725
1941	834	470	1304	50 369	5 791	56 160	8 214
1942	654	495	1349	48 775	7 023	55 798	8 817
1943	776	484	1260	68 120	11 937	80 057	13 441
1944	867	404	1271	74 213	9 245	83 458	13 431
1945	500	456	956	17 939	9 156	27 095	3 028
1946	791	439	1230	75 048	9 895	84 944	14 821
1947	756	402	1158	73 462	8 413	81 874	13 195
1948	734	365	1099	69 349	8 581	77 930	13 942
1949	684	339	1023	67 935	7 945	75 860	12 962
1950	700	350	1050	67 833	7 033	74 866	13 143
1951	706	360	1066	86 469	8 464	94 933	16 302
1952	696	325	1021	88 157	9 470	97 627	16 882
1953	544	353	897	62 624	8 956	71 580	11 570
1954	588	343	931	79 001	9 242	88 243	14 232
1955	565	326	891	72 716	9 463	81 772	13 341

³⁵ Le rapport de 1939, ainsi que les rapports antérieurs à 1935 ne sont pas disponibles.

3) *Gérance du « Groupe de Genève de l'Association suisse
des Sélectionneurs »*

Le siège est à Lausanne. Genève n'en représente qu'un des groupes. L'association a pour but « l'amélioration des céréales par sélection généalogique, sous le contrôle de l'Etablissement fédéral d'essai et de contrôle des semences, à Lausanne, et celui de l'Association suisse des Sélectionneurs, à Lausanne »³⁶. Elle est régie par les dispositions du Chapitre II du Titre II du Code Civil Suisse. L'A.S.S. s'occupe de la sélection et du triage de toutes les semences, trèfles, luzernes. Elle les livrera selon les indications données par la Station fédérale des Essais. Elle reçoit les semences, prélève des échantillons, traite les premières contre les maladies, spécialement contre la carie. Tous ces travaux l'obligent à disposer de certaines installations et machines.

A Genève, en vertu d'un contrat conclu entre le Groupe de Genève de l'A.S.S. et le Cercle des Agriculteurs, ce dernier a mis à la disposition de l'association ses propres locaux des Noirettes, locaux actuellement en voie d'agrandissement. Là donc sont logées les machines appartenant au groupe de Genève de l'A.S.S. De façon générale, les installations mobiles sont propriété de l'A.S.S., les installations immobiles en possession du Cercle. La station de triage récemment installée est la plus moderne en son genre de toute la Suisse. C'est le Cercle des Agriculteurs qui exploite ces machines et cela pour le compte de l'A.S.S. A la fin de l'année, un bilan est établi et les profits et pertes sont partagés à raison de moitié pour le Cercle et l'Association³⁷.

Le travail de triage et de sélection est important. La station de triage travaille pour le compte de la Confédération, de l'Association précitée, du Cercle lui-même, etc. Et voici les résultats obtenus par le Cercle pendant ces vingt dernières années :

³⁶ Art. 3 des statuts du « Groupe de Genève de l'Association suisse des sélectionneurs ».

³⁷ Renseignement donné par M. Oederlin.

Triage blé Confédé- ration	Station de triage		Triage blé Confédé- ration	Station de triage		Triage blé Confédé- ration	Station de triage	
	Fr.	Fr.		Fr.	Fr.		Fr.	Fr.
1936	634	76	1937	—	—	1938	967	1721
1939	165	1499	1940	811	1647	1941	253	1884
1942	711	1568	1943	673	910	1944	231	571
1945	647	468	1946	261	398	1947	177	102
1948	556	1182	1949	192	340	1950	129	826
1951	736	417	1952	264	829	1953	1545	936
1954	136	736	1955	640	1437			38

Pendant la même période, les quantités triées et sélectionnées pour l'Association Suisse des Sélectionneurs étaient les suivantes :

Année	Quantité (t.)	Année	Quantité (t.)	Année	Quantité (t.)	Année	Quantité (t.)
1935	353	1936	171	1937	306	1938	412
1939	—	1940	366	1941	724	1942	940
1943	634	1944	719	1945	449	1946	920
1947	772	1948	1046	1949	764	1950	766
1951	750	1952	968	1953	1013	1954	1397
1955	1082						39

Avant que les semences soient livrées aux paysans, la station fédérale d'essais et de contrôle des semences doit donner son approbation basée sur les échantillons que le Cercle lui a envoyés. Si le résultat des analyses est bon, la dite station donnera l'ordre de livraison.

4) Service de la sacherie

Cette activité est exercée pour compte de la Confédération. Il s'agit de recevoir les sacs que la Confédération envoie pour les expédier ensuite aux endroits indiqués par celle-ci. Le Cercle doit nettoyer les sacs, les raccommorder, enlever la poussière les loger. Quand la Confédération achète du blé national ou étranger, elle donne ordre au Cercle d'envoyer une certaine quantité de sacs à telle ou telle destination, pour transporter les céréales. Pour ce travail, le Cercle est rétribué par la Confédération.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de sacs préparés pour la Confédération, ainsi que la rétribution du Cercle ⁴⁰.

³⁸ Statistique tirée des rapports annuels du Cercle.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Statistique avec certaines lacunes tirée des rapports annuels du Cercle.

	Pour la Confédération		nettoyés	Pour d'autres clients		
	racom- modés	Sacs triés		Prix payé (Fr.)	Sacs racom- modés	nettoyés
1935	44 722	118 988	—	—	—	—
1936	33 918	125 972	—	2 905	—	—
1937	33 651	123 653	—	—	—	—
1938	41 454	127 167	—	3 940	—	—
1939	—	—	—	4 558	—	—
1940	39 276	121 110	—	4 708	—	—
1941	56 049	182 810	—	6 358	—	—
1942	73 924	217 926	—	10 495	—	—
1943	94 735	237 161	—	13 027	—	—
1944	115 289	241 045	—	7 421	1 118	—
1945	38 217	133 515	—	3 386	11 087	—
1946	28 892	134 368	—	3 169	3 795	—
1947	25 891	193 550	—	3 141	1 780	—
1948	14 670	163 135	—	2 563	3 295	—
1949	37 798	261 627	—	6 515	557	—
1950	30 334	244 875	—	5 871	3 250	—
1951	50 970	162 132	—	2 200	1 000	—
1952	44 678	193 346	—	2 425	2 291	—
1953	27 911	174 627	98 333	3 742	2 592	2 486
1954	39 077	248 023	248 023	7 720	1 362	109
1955	34 450	176 678	171 216	4 950	—	—

Outre ces activités accessoires, le Cercle tire des profits de ses silos et moulins. Dans ses silos, il place non seulement les semences et les céréales qu'il se réserve, mais aussi celles de la station de triage, de l'Administration fédérale des blés, etc. Ses moulins font également du travail de mouture, le concassage et l'aplatissage et de même les mélanges fourragers, pour lui-même, les Laiteries Réunies et autres bénéficiaires. Ci-dessous la statistique des produits du travail des silos et moulins du Cercle, de 1936 à 1953 :

Année	Silos (Fr.)	Moulins (Fr.)	Année	Silos (Fr.)	Moulins (Fr.)	Année	Silos (Fr.)	Moulins (Fr.)
1936	139	2661	1937	—	—	1938	1245	3291
1939	2024	4658	1940	1691	1034	1941	1869	1961
1942	1954	19	1943	1545	300	1944	639	655
1945	1465	1468	1946	1664	1982	1947	2295	2447
1948	1576	2694	1949	1069	1410	1950	1379	2196
1951	889	1516	1952	1120	3117	1953	1024	3632
1954	1041	1210	1955	1527	7389	—	—	—

⁴¹ Statistique tirée des rapports annuels du Cercle.

CHAPITRE IV

RESSOURCES FINANCIERES DU CERCLE

La première organisation du Cercle (v. partie historique) était très différente de son organisation actuelle. A sa fondation, le Cercle des Agriculteurs était une société de personnes se réunissant, dans la règle, une fois par mois, d'habitude un jour de marché, pour discuter des affaires de l'agriculture du canton. C'était un cercle comparable à beaucoup d'autres, politiques, littéraires, etc. Aujourd'hui, le Cercle, après avoir fait toute une évolution dont nous avons essayé de retracer les grandes étapes, est devenu, tout en conservant son premier nom de Cercle des Agriculteurs du Canton de Genève, une Fédération des Syndicats agricoles déployant, entre autres, une vaste activité commerciale.

Quelles sont ses ressources financières ?

A) *Fortune initiale :*

N'étant pas, à sa création, une société coopérative, le Cercle des Agriculteurs ne pouvait pas souscrire de parts sociales, comme c'est la règle pour les coopératives en général. A l'origine, certaines personnes fortunées collaborèrent à la mise en marche du Cercle en lui assurant un capital de départ. Ces gens, amis de l'agriculture, qui dirigeaient le Cercle, se portaient caution auprès des banques pour les prêts consentis par celles-ci ; ils avançaient au Cercle l'argent devant couvrir ses activités. Les cautions changeaient avec leurs porteurs, qui assumaient en général la direction du Cercle et étaient membres du comité, seul organe administratif et directeur du Cercle.

Au fur et à mesure que ce dernier se lançait dans les affaires commerciales, en achetant des matières premières pour les paysans ainsi qu'en vendant des produits agricoles, il réalisait des bénéfices

qui constituèrent le capital roulant du Cercle, dont le montant augmentait chaque année. Après que le Cercle fut devenu une association coopérative, cette fortune initiale devint propriété du Cercle, le capital social de celui-ci.

« La fortune sociale initiale, dit l'article 8 des statuts du Cercle, est constituée par l'actif et le passif du Cercle des Agriculteurs préexistant auquel la présente Fédération s'est substituée. » « La fortune sociale répond des engagements de la Fédération. Toutefois, et conformément à la faculté laissée par l'article 869 du Code des Obligations, ces engagements sont également garantis solidairement, mais à titre subsidiaire, par tous les membres (syndicats fédérés) » ¹.

Cette fortune atteignait, à la fin de l'année 1953, le montant de Fr. 610 000.— et, à la fin de 1955, Fr. 634 864.—.

Outre la fortune sociale initiale du Cercle, celui-ci a d'autres ressources financières :

B.) *Cotisations des membres :*

Les statuts du Cercle les prévoient, ainsi qu'éventuellement un droit d'entrée. Celui-ci n'a jamais été perçu jusqu'à maintenant. Mais cette clause donne au Cercle le droit de l'exiger de ses membres, en cas de besoin.

La cotisation, elle, est obligatoire. Chaque section, c'est-à-dire chaque syndicat agricole paie une cotisation proportionnelle au nombre de ses membres. Le montant de la cotisation, de Fr. 4.— jusqu'à il y a quelques années, est maintenant de Fr. 5.—. Si un syndicat agricole se compose de cent membres, il paiera Fr. 500.— par année pour les cotisations de ses membres. Au cas où les syndicats fédérés ne paieraient pas leurs cotisations, elles seraient prélevées sur les ristournes que le Cercle leur paie chaque année.

La fixation de la cotisation annuelle des membres pour l'exercice suivant appartient à l'assemblée des délégués. C'est également cette assemblée des délégués qui fixera le montant du droit d'entrée éventuel.

Les cotisations ne constituent pas, à vrai dire, une importante source de recettes pour le Cercle. Sa valeur reste plutôt symbolique. En effet, seul l'envoi gratuit du *Journal d'Agriculture Suisse*, qui contient des informations et des renseignements fort utiles pour le paysan, coûte deux à trois fois plus cher au Cercle que la cotisation

¹ Art. 10 des statuts.

qu'il reçoit de ses membres. Il constitue donc pour le Cercle un sacrifice consenti pour atteindre son but : rendre service au monde paysan genevois.

Le montant de la cotisation de chaque année entre dans le bilan de l'année, dans le compte des pertes et profits du Cercle. Les voici pour la période 1936-1955 (en francs) :

1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
3357	—	3243	3522	3456	4758	5324	5616	5672	5708
1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
5708	5752	5656	5520	5524	5488	6745	6735	6610	10248

2

C) *Subventions, dons, legs.*

Le Cercle en tire une partie de ses ressources. Il n'a jamais reçu aucune subvention de la part de la Confédération ou du canton. Toutes les subventions de cette provenance vont directement aux bénéficiaires. Le Cercle n'est qu'un intermédiaire entre l'Etat et les bénéficiaires. Si le Cercle touche, par exemple, une subvention de la Confédération ou du canton pour l'assurance contre la grêle, cette subvention ne sera pas affectée au capital proprement dit du Cercle, mais payée, selon la superficie de leurs cultures et le genre de celles-ci, aux paysans assurés. Au cours de son existence, le Cercle a reçu plusieurs fois des subventions de la part du gouvernement cantonal ou fédéral, mais elles furent toujours redistribuées intégralement pour encourager les producteurs agricoles. Pendant plusieurs années, pour les concours de taureaux, la Confédération et Genève accordaient des primes aux meilleurs sujets, primes toujours payées par l'intermédiaire du Cercle.

Tout ce que le Cercle reçoit de l'Etat et de la Confédération n'est que la rétribution et le salaire des travaux qu'il effectue pour leur compte.

De temps à autre, le Cercle organise des concours. Pour le concours de culture maraîchère, par exemple, il reçut, il y a deux ans, de la Fédération des Sociétés d'Agriculture de la Suisse romande, société académique qui a son siège à Lausanne, une subvention pour l'attribution de prix aux lauréats. Dans ce cas aussi, le Cercle ne bénéficia aucunement de la subvention.

Le Cercle reçoit aussi des legs et des dons, surtout de ceux à qui la cause de l'agriculture est chère. Toutefois, de tels legs sont

² Rapports annuels du Cercle : Bilans.

assez rares dans l'histoire du Cercle. Ils sont portés dans ses fonds propres. Jusqu'à maintenant, le Cercle a bénéficié de deux legs de la part de M. H. Dumuid, ancien secrétaire et président du Cercle, et de M. Borel, ancien président du Cercle également ; il s'agit, au total, d'un montant de Fr. 1000.—³.

D) *Bénéfices :*

C'est une autre ressource du Cercle. Elle se compose des excédents provenant de l'exploitation des entreprises de la Fédération.

Une partie de ces bénéfices est affectée au paiement de la ristourne aux membres (syndicats agricoles), selon la règle coopérative, soit proportionnellement et au prorata de leurs achats au Cercle. Une autre partie sert à couvrir les dépenses et les dons de la Fédération ; le reste est attribué au Fonds de réserve.

E) *Commissions et rétributions :*

Cette dernière ressource consiste en commissions perçues. Elles ne sont pas le résultat d'une activité commerciale propre au Cercle, mais bien d'une activité accessoire, exercée pour le compte des autres institutions.

Ces commissions proviennent de sources différentes :

- 1) Les unes de la Confédération, en tant que gérant, pour Genève, de la Centrale Cantonale des blés indigènes ;
- 2) d'autres de la Société suisse d'assurance contre la grêle, en tant qu'agence de Genève de cette société ;
- 3) du partage, à parts égales, des bénéfices avec le groupe de Genève de l'Association suisse des Sélectionneurs, en tant que gérant de ses affaires ;
- 4) de la rétribution de ses travaux de sacherie, effectués pour compte de la Confédération.

Nous avons déjà mentionné le montant et le pourcentage de la commission, ainsi que la rétribution que le Cercle reçoit pour chacune de ces activités, nous n'y revenons pas.

Le Cercle bénéficie encore de deux autres petites ressources financières, à savoir : le rendement de l'immeuble de la Servette, propriété du Cercle, et les intérêts et escomptes qui s'ajoutent à

³ Rapports annuels du Cercle : Bilan.

l'avoir de celui-ci. Evidemment, leur montant n'est pas très élevé : intérêts et escomptes : Fr. 8567.— en 1955 ; rendement de l'immeuble de la Servette : Fr. 5980.— pour la même année ⁴.

En terminant ce chapitre, rendons encore compte de certaines dépenses spéciales incombant au Cercle, et n'apparaissant pas dans les frais et charges normales (frais généraux d'administration, amortissements des mobiliers, de la machinerie, des moulins, des silos ; en un mot, amortissement des installations) :

1) *Service de la « Revue Romande d'Agriculture, de Viticulture et d'Arboriculture ».*

Cette revue est publiée par l'Union des Syndicats agricoles Romands, sous la direction de la Station fédérale d'Essais agricoles, à Lausanne. Elle est mensuelle et paraît depuis 1944. Comme son nom l'indique, elle traite de toutes les questions relatives à l'économie rurale.

Depuis 1950, le Cercle des Agriculteurs participe aux frais de rédaction et d'impression de la revue ; il l'envoie gratuitement aux membres. Voici les sommes affectées par le Cercle à contribuer à cette revue :

1950	2359	1951	2194	1952	2128	1953	2070
1954	2041	1955	2001				

5

2) *Service du « Journal d'Agriculture Suisse ».*

Le Cercle et les L. R. s'en partagent les frais d'impression. Voici la contribution du Cercle pendant les vingt dernières années :

Année	Montant (Fr.)	Année	Montant (Fr.)	Année	Montant (Fr.)	Année	Montant
1935	5 650	1936	5 545	1937	—	1938	5 500
1939	5 700	1940	8 451	1941	8 261	1942	9 050
1943	9 657	1944	9 840	1945	9 911	1946	9 000
1947	9 000	1948	10 299	1949	11 763	1950	14 364
1951	15 878	1952	14 602	1953	14 412	1954	14 520
1955	13 539						

6

⁴ Rapport annuel du Cercle 1955 : Bilan.

⁵ Rapports annuels du Cercle des Agriculteurs : Bilans.

⁶ Ibid.

3) *Cotisations à la Chambre Genevoise d'Agriculture.*

Le Cercle, membre de celle-ci, paie une cotisation à raison d'un franc par membre individuel (jusqu'en 1952, 80 cts) ⁷.

Le tableau suivant établit le montant des cotisations payées à la Chambre Genevoise d'Agriculture par le Cercle :

Année	Montant (Fr.)	Année	Montant (Fr.)	Année	Montant (Fr.)	Année	Montant (Fr.)
1935	1080	1936	1080	1937	1080	1938	1080
1939	1080	1940	1080	1941	1080	1942	1080
1943	1080	1944	1080	1945	1080	1946	1080
1947	1080	1948	1080	1949	1080	1950	1080
1951	1080	1952	1350	1953	1350	1954	1350
1955	1350						

8

4) *Prime d'assurance, rente-invalidité en faveur du personnel du Cercle.*

Les montants des primes furent les suivants :

Année	Montant	Année	Montant	Année	Montant	Année	Montant
1936	7 808	1937	—	1938	4 720	1939	5 455
1940	16 495	1941	16 351	1942	7 129	1943	7 300
1944	9 080	1945	10 035	1946	9 609	1947	8 890
1948	7 450	1949	16 455	1950	17 695	1951	18 098
1952	19 389	1953	20 324	1954	18 390	1955	22 713

9

En plus de ces dépenses régulières et annuelles, le Cercle doit couvrir diverses dépenses occasionnelles :

a) *Allocations au Laboratoire Cantonal de Chimie agricole.*

Le Cercle encourage les travaux scientifiques du Laboratoire, surtout ceux qui l'intéressent spécialement : il l'aide également à s'équiper en instruments scientifiques de recherches agricoles.

Les rapports annuels du Cercle relèvent qu'une somme de Fr. 1915.—, en 1939, et une somme de Fr. 1000.—, en 1941, ont

⁷ Renseignements donnés par M. A. Addor.

⁸ Rapports annuels du Cercle : Bilans.

⁹ Ibid.

été allouées au Laboratoire. De plus, le Cercle a fait don de Fr. 3000.— chaque année, depuis 1946 à 1952, à ce Laboratoire. Grâce à la collaboration qui existe entre ces institutions, le Cercle bénéficie largement des conseils et recherches scientifiques du Laboratoire en matière de cultures ¹⁰.

b) *Allocation au Fonds de prévoyance du personnel du Cercle.*

Le Cercle alloua, de 1942 à 1951, un montant de Fr. 10 000.— au Fonds de prévoyance du personnel. Cette somme a cependant été majorée de Fr. 10 000.—, 1076.—, 2200.—, 2325.—, dans les années 1944, 1945, 1946 et 1948, respectivement ¹¹.

c) *Courses et voyages.*

Le Cercle, en organisant les courses d'études pour ses membres, a participé généreusement aux frais de ces voyages. C'est ainsi que les rapports annuels du Cercle relèvent une dépense de Fr. 1472.— pour l'excursion à Morat en 1935, de Fr. 2263.— pour la course au Righi en 1937, et de Fr. 4000.— pour le voyage en groupe à Zurich en 1938 ¹².

d) *Autres dépenses.*

En 1952, une somme de Fr. 1500.— est consacrée à la participation à la campagne en faveur de la loi sur l'agriculture.

En 1953, un don de Fr. 500.— est accordé aux sinistrés de Hollande ¹³.

Le Cercle aide et subventionne, en cas de besoin, les autres institutions. C'est le Conseil d'administration qui décide de ces aides monétaires et de leur montant. Si la somme est considérable, elle figure comme telle dans le bilan du Cercle, présenté chaque année, lors de l'assemblée générale des délégués. C'est le cas notamment, nous venons de le voir, des allocations en faveur du Laboratoire Cantonal de Chimie agricole, du Fonds de prévoyance du personnel, du don aux sinistrés de Hollande, etc. Mais, si le montant n'est pas considérable, il figure dans les frais généraux du Cercle. Celui-ci a souvent subventionné les institutions coopératives agri-

¹⁰ Rapports annuels du Cercle : Bilans.

¹¹ Ibid.

¹² Ibid.

¹³ Ibid.

coles. Il vient au secours des sinistrés et aide les œuvres et les institutions sociales, par exemple l'Hospice Général.

En cas de dissolution ou de fusion, les statuts de la Fédération prévoient en ce qui concerne l'emploi de la fortune sociale que si, après avoir fait face à tous ses engagements, un excédent subsiste, l'assemblée des délégués décide librement de son affectation. En cas de répartition du solde actif aux membres, les dispositions de l'article 865 du Code des Obligations¹⁴ sont réservées (Art. 30).

¹⁴ Article 865 du Code des Obligations Suisse :

« A défaut des dispositions des statuts, les associés sortants et leurs héritiers n'ont aucun droit à la fortune sociale.

Lorsque la société est dissoute dans l'année qui suit la sortie ou le décès d'un associé, et que l'actif est réparti, l'associé sortant ou ses héritiers ont les mêmes droits que les personnes qui étaient membres de la société lors de la dissolution. »

CHAPITRE V

SYNDICATS AGRICOLES LOCAUX BUTS ET ACTIVITES

Nous avons vu comment fut dissout l'ancien Cercle des Agriculteurs, que remplaça une « Fédération des Syndicats agricoles du Canton de Genève ». Nous avons aussi remarqué qu'au moment de cette création de la Fédération, onze syndicats agricoles seulement existaient, qui adhèrent à la nouvelle coopérative. Les dirigeants du Cercle étaient parfaitement conscients que plus nombreux seraient les paysans faisant partie de cette fédération, plus celle-ci pourrait leur rendre de services. Force et puissance d'action d'une association n'est-elle pas proportionnelle au nombre de ses adhérents ? Une fédération puissante ne défendra-t-elle pas mieux les intérêts de ses membres ? Une campagne active s'organisa donc pour créer de nouveaux syndicats locaux (qui seraient membres de la Fédération) dans les communes qui n'en avaient point encore et pour faire comprendre au paysan les avantages considérables de l'action collective en milieu rural. Le Cercle des Agriculteurs était aidé dans cette campagne par le Service de l'Agriculture du département de l'Intérieur et de l'Agriculture. Ses efforts aboutirent. Peu à peu, le nombre des syndicats agricoles augmenta, ainsi que celui de leurs membres.

Aujourd'hui, 1322 paysans genevois font partie des syndicats agricoles locaux, étant ainsi indirectement membres du Cercle¹. Ce nombre représente environ 80 % des paysans du canton. Celui des syndicats fédérés, de onze à la création du Cercle, s'élève maintenant à trente-deux². Au fond, chaque commune devrait avoir

¹ Rapport annuel du Cercle, 1954.

² Ibid.

son syndicat local mais, quelquefois, les communes d'une région s'entendent pour n'en avoir qu'un seul. C'est le cas de syndicats agricoles de la Rive Droite Centre qui englobe les communes de Petit-Saconnex, Grand-Saconnex, Vernier, Meyrin, Pregny, Genthod-Bellevue. C'est pour cette raison qu'au lieu de quarante-cinq syndicats agricoles (nombre des communes genevoises), le canton n'en compte que trente-deux.

Les syndicats locaux forment tous les sociétés coopératives régies par leurs statuts et les dispositions du Titre 29 du Code Fédéral des Obligations. Ils sont inscrits au Registre du Commerce. Le Cercle des Agriculteurs est donc une coopérative de coopératives, une coopérative au second degré.

Les statuts-type des syndicats agricoles présentent le but de ceux-ci comme suit : « Le syndicat a pour but de grouper les agriculteurs de la région pour la défense de leurs intérêts professionnels. A cet effet, il rassemblera les commandes d'articles de consommation pour les besoins de ses membres, ainsi que les produits qu'ils auront à livrer et procédera à l'achat et à la location des machines et des instruments aratoires importants. » (Art. 3.)

Tous les agriculteurs d'une région peuvent devenir membres du syndicat agricole de celle-ci, pourvu qu'ils remplissent les conditions exigées par le syndicat. Les voici : une demande écrite d'adhésion, qui doit être acceptée par le comité du Syndicat ; le paiement d'une finance d'entrée, dont le montant est fixé par l'assemblée générale de chaque année³, de même que le paiement d'une cotisation annuelle⁴. Les membres sont tenus de faire leurs achats auprès de leur syndicat⁵. La qualité de membre est perdue : par la démission écrite au comité avant le 1^{er} décembre, par la mort (les héritiers continuant l'exploitation peuvent, sur demande écrite, devenir membres du syndicat en lieu et place du défunt), par l'exclusion prononcée pour de justes motifs par l'assemblée générale⁶. La responsabilité des membres sortant subsiste à l'égard des dettes nées antérieurement, en tant que le syndicat décide la dissolution ou qu'il est déclaré en faillite dans un délai de deux ans à compter de l'inscription de la sortie⁷.

³ Art. 4 des statuts-type des syndicats agricoles.

⁴ Art. 5.

⁵ Art. 6.

⁶ Art. 7.

⁷ Art. 7 (3).

Les membres sortants n'ont droit qu'à la répartition de la ristourne annuelle, s'il y a lieu, et sous réserve des dispositions de l'article 860 du Code des Obligations. Ils perdent tout autre droit à l'avoir du syndicat ⁸.

L'article 9 des statuts-type déclare que les engagements de la société sont garantis solidairement, mais subsidiairement, par tous les sociétaires, conformément à l'article 869 du Code des Obligations. Les sociétaires sont donc indirectement responsables des engagements du Cercle des Agriculteurs, puisque les statuts du Cercle prévoient aussi la responsabilité et les garanties solidaires, mais subsidiaires de ses membres.

ORGANES DES SYNDICATS AGRICOLES ⁹

1) *Assemblée générale :*

Elle a lieu chaque année, cela généralement dans les deux mois qui suivent la clôture de l'exercice. Elle est convoquée par l'administration au moins dix jours avant la date de la réunion. La convocation se fait par publication dans le *Journal d'Agriculture Suisse*. L'objet et l'ordre du jour sont indiqués dans la convocation. L'assemblée générale ne décide pas sur les objets non portés à l'ordre du jour, sauf sur la proposition de convoquer une nouvelle assemblée générale.

L'assemblée générale nomme le comité (l'administration) et, pour un an, deux contrôleurs. Elle désigne de plus :

- 1) Les représentants du Syndicat pour l'assemblée des délégués du Cercle des Agriculteurs,
- 2) Les délégués à la Commission consultative du Cercle,
- 3) Les suppléants pour les deux fonctions mentionnées ci-dessus, en cas d'absence des délégués désignés.

Aux assemblées générales des Syndicats agricoles assiste un membre de l'administration du Cercle des Agriculteurs ; il a voix consultative.

L'assemblée générale décide en ce qui concerne :

- a) Les modifications des statuts et l'interprétation de ceux-ci ;
- b) l'exclusion des membres qui ont mérité cette mesure ;

⁸ Art. 8 des statuts des syndicats agricoles.

⁹ Chap. III de ces statuts.

- c) la dissolution du syndicat ;
- d) la répartition de l'excédent d'actif, en cas de dissolution ;
- e) le montant de la ristourne annuelle ;
- f) le montant du droit d'entrée ;
- g) le montant de la cotisation annuelle.

De plus, c'est l'assemblée générale qui doit approuver le compte de l'exploitation et donner décharge au comité. Elle doit discuter et décider quant à de nouvelles propositions.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par l'administration toutes les fois que celle-ci le juge nécessaire et, en outre, chaque fois que le dixième au moins des membres en font la demande. Les contrôleurs ont aussi le droit de la convoquer.

Chaque membre n'a droit qu'à une voix. Les membres peuvent être représentés soit par un fils majeur ayant l'exercice de ses droits civils, soit par un autre sociétaire muni d'un pouvoir écrit. Les décisions sont prises à la majorité absolue des votants ; toutefois, les décisions relatives à la révision des statuts et à la fusion du syndicat doivent, pour être valables, réunir une majorité représentant les trois quarts des voix des membres présents ou dûment représentés.

2) *Le comité* (l'administration).

Il est composé de cinq à sept membres et choisit dans son sein un président, un vice-président et un secrétaire-caissier, gérant. Il est chargé des affaires du syndicat ¹⁰. Il est nommé pour deux ans et est rééligible. Le secrétaire-caissier n'est pas obligatoirement membre de la société ; de toute façon, il aurait au moins voix consultative à l'assemblée générale.

Les fonctions des membres du comité sont gratuites, à l'exception de celles de secrétaire-caissier, dont la rétribution est fixée par le comité.

Sur l'excédent net, le syndicat prélève 5 % qui constitueront un fonds de réserve légal. Le solde est réparti, suivant décision de l'assemblée générale, entre les sociétaires, proportionnellement à la valeur des achats qu'ils ont effectués pendant l'exercice écoulé, sous forme de ristourne.

Les différends pouvant survenir entre membres du syndicat sont tranchés directement par le comité, avec faculté de recours à

¹⁰ Art. 12 des statuts.

la prochaine assemblée générale. Ceux qui surviennent entre organes du syndicat ou entre membres du syndicat et organes de celui-ci, sont tranchés sans appel par un arbitre nommé par les parties unanimes ou un tribunal arbitral de trois membres¹¹.

Les propositions de dissolution du syndicat devront parvenir au comité qui les examinera et donnera son préavis à une assemblée générale convoquée à cet effet, laquelle se prononcera conformément à l'article 11, alinéa 2 des statuts¹².

En cas de dissolution de la société, après paiement de toutes dettes, s'il reste un solde actif, celui-ci sera réparti entre membres, proportionnellement aux achats effectués pendant les cinq dernières années précédant la liquidation, les dispositions de l'article 865, alinéa 2, du Code des Obligations étant réservées¹³.

Activité des syndicats agricoles

Le but des syndicats agricoles est — comme nous l'avons dit — de grouper les agriculteurs pour défendre leurs intérêts professionnels. Dans cette intention, les syndicats font les achats en commun pour le compte de leurs membres. Les articles qui en font l'objet sont de tous genres. En principe, les syndicats achètent tout ce qui est nécessaire au paysan : articles de consommation, articles propres à l'exploitation agricole, semences, etc...

Les avantages de l'achat en commun sont évidents : on peut acheter les marchandises au meilleur prix et, de plus, exiger une meilleure qualité. En outre, certaines machines agricoles que les paysans pris individuellement ne pourraient acheter, peuvent l'être par les syndicats.

Les syndicats sont tenus de se procurer, selon l'article 7 des statuts du Cercle, par l'intermédiaire de celui-ci, les marchandises qui leur sont nécessaires. Il sont, quoi qu'il arrive, responsables de leurs commandes ou de leur ordre de vente. A la fin de chaque exercice, ils toucheront, s'il y a lieu, un bénéfice, une ristourne au prorata de leurs achats effectués au Cercle. A leur tour, ils paieront

¹¹ Chap. IV des statuts des syndicats agricoles.

¹² Art. 11, alinéa 2 : « La dissolution et la liquidation du syndicat ne peuvent être prononcées que dans une assemblée générale réunissant les 3/4 des membres et à une majorité des 3/4 des voix émises. Si une première assemblée ne réunit pas les 3/4 des membres, une seconde assemblée sera convoquée, qui pourra prononcer la dissolution quel que soit le nombre des membres présents et à la majorité des 2/3 des voix émises ».

¹³ Art. 20 des statuts-type des syndicats agricoles.

à leurs sociétaires, au cas d'un excédent d'actif, et selon avis de l'assemblée générale, la ristourne, également au prorata des achats que chaque sociétaire a effectués à son syndicat local.

Juridiquement, les trente-deux syndicats agricoles du canton existent ; pratiquement, toutefois, beaucoup d'entre eux n'ont plus d'activité ou n'en ont qu'une fort restreinte et cela pour les deux raisons que voici :

La première est que le canton de Genève n'a qu'une petite superficie et que la ville de Genève, où se trouvent les locaux du Cercle, est située presque au centre du canton. De ce fait, les paysans genevois, surtout ceux qui habitent au voisinage de la ville, peuvent facilement s'y rendre pour leurs achats.

La deuxième raison est le progrès des moyens de communication. Beaucoup de paysans ont leur voiture ou leur camionnette, grâce auxquelles ils peuvent venir sans difficulté se procurer les matières voulues, aux Noirettes.

Mais la diminution des activités des syndicats agricoles n'empêche pas ceux-ci d'exister juridiquement. Ils ont leurs statuts, leurs assemblées générales ou extraordinaires, leur administration, leur organes de contrôle, etc.

D'autre part, le Cercle des Agriculteurs garde la situation hiérarchique existant normalement dans une fédération. Si plusieurs paysans se ravitaillent directement auprès du Cercle, sans le faire à leurs syndicats locaux, cela ne veut pas dire qu'ils se passent de leur syndicat. Autrement dit, le Cercle, fédération de syndicats agricoles ou de coopératives agricoles, n'a pas changé de forme pour devenir une coopérative de premier degré. Sa place, dans cette hiérarchie fédérative, reste toujours au deuxième étage ; au premier étage, les syndicats agricoles locaux ; au rez-de-chaussée, les sociétaires de chaque village ¹⁴.

En réalité, le Cercle vend directement aux paysans qui viennent chercher les articles nécessaires, leurs comptes allant à leur syndicat respectif. A la fin de l'exercice, le Cercle envoie à chaque syndicat le compte annuel concernant les quantités achetées au Cercle en commun ou individuellement, avec le montant de la ristourne, fixée au prorata des achats effectués par chaque syndicat auprès du Cercle. Les paysans recevront la ristourne non pas directement du Cercle, mais de leur syndicat et le montant de celle-ci

¹⁴ Renseignements donnés par M. Addor.

payé aux sociétaires dépend de l'avis de l'assemblée générale qui en fixe chaque année le taux¹⁵.

Ainsi, la hiérarchie demeure et l'état fédéraliste du Cercle et des syndicats agricoles continue d'exister. Dans cette fédération, chaque syndicat fédéré garde son autonomie et son indépendance, conformément à leurs statuts.

¹⁵ Ibid.

CHAPITRE VI

PLANS D'AVENIR DU CERCLE DES AGRICULTEURS

Nous avons constaté que le Cercle des Agriculteurs, assez faible à sa création, avait rapidement gagné en importance pendant les quatre-vingt-huit ans qui se sont écoulés depuis sa fondation. Pendant cette période, il a passé par plusieurs stades et a rendu aux paysans genevois des services appréciables. Il s'est efforcé constamment de « favoriser l'agriculture en général par le groupement des agriculteurs, par la concentration de leurs intérêts, ainsi que par l'étude des questions d'ordre professionnel, selon la conception d'entraide coopérative » (c'était là le but que lui assignait ses statuts). Toutefois, si dans certaines activités, il a obtenu les meilleurs résultats, dans d'autres, il lui reste du chemin à parcourir.

Voici ses plans d'avenir :

1) il a d'abord en vue d'arriver à comprendre tous les agriculteurs du canton et des régions avoisinantes, cela naturellement par l'intermédiaire des syndicats agricoles locaux.

Jusqu'à maintenant, seulement 80.% des paysans genevois font partie des syndicats. Les autres ne paraissent pas encore convaincus des avantages dont ils pourraient bénéficier en devenant membres ; ils ne veulent pas prendre sur eux les responsabilités et les obligations matérielles et morales que les coopératives agricoles exigent de leurs membres. Quelle que soit la cause de leur éloignement, le Cercle des Agriculteurs envisage de faire tout son possible pour les convaincre des avantages de la coopération. Mais ses moyens d'action ne sont pas très puissants. Il voudrait que chaque paysan non membre se rende compte des services rendus par cette association et se persuade des avantages de l'action coopérative. Cette attitude est assurément très démocratique. Le Cercle ne dispose même pas d'un

service de propagande pour démontrer, par différents procédés éloquentes, les bons résultats obtenus dans l'agriculture grâce à l'entraide et à la coopération. La seule action indirecte est de mettre certains services organisés pour ses membres à la disposition des paysans réfractaires.

a) *Service de renseignements :*

Tous les paysans, membres ou non, peuvent se procurer tous renseignements sur les sujets concernant l'agriculture (un service spécial est organisé à cet effet par le Cercle) : utilisation des différents engrais, culture des semences, mode d'emploi des produits chimiques, utilisation des machines agricoles, etc. Ces renseignements sont donnés gratuitement.

b) « *Journal d'Agriculture Suisse* » :

C'est l'organe officiel du Cercle. Il est envoyé à tous les membres, à titre gratuit. Ceux qui ne le sont pas peuvent s'y abonner. Ce journal, hebdomadaire, contient des articles variés d'ordre technique, scientifique, etc., tous des plus utiles pour l'agriculteur. En outre, cet organe tient le paysan au courant du marché agricole ; on y trouve régulièrement le cours des denrées agricoles, ainsi que le prix des articles nécessaires à la culture.

c) *Excursions organisées par le Cercle :*

Les paysans non-membres peuvent aussi y prendre part. Elles ont une grande valeur didactique, développant les connaissances techniques, professionnelles ou scientifiques du paysan. C'est à cette occasion que les participants se rendent compte des progrès réalisés dans telle ou telle branche de l'agriculture, dans telle ou telle région de Suisse et même de l'étranger.

Ces actions indirectes jointes à l'action même de la coopération en milieu rural, le Cercle les juge suffisantes pour la propagande de sa cause. Il n'envisage pas de faire des démonstrations spectaculaires au sujet de la Fédération et de ses syndicats, estimant que les services qu'il a rendus et continue à rendre sont les preuves les meilleures de son utilité. Les paysans avisés n'en cherchent pas d'autres.

2) Le Cercle s'est fixé encore un autre but : écouler toute la production agricole aux meilleurs prix. La vente des produits liquides (lait, vin) n'entre pas dans ses attributions. Deux associations coopératives s'en occupent : les Laiteries Réunies et Vin Union Genève. Bien naturellement, les paysans sont libres de vendre à n'importe qui, sans être obligés de passer par les syndicats et le Cercle.

Toutefois, pour certains produits agricoles, comme les céréales panifiables, ils doivent les vendre uniquement à la Confédération qui a la charge du ravitaillement du pays en céréales. Il va de soi que le Cercle, grâce à ses services de vente, peut vendre les produits agricoles beaucoup mieux et à des prix plus élevés que le paysan isolé. Mais, de toute façon, pour mieux écouler une production, il faut que la qualité en soit bonne, voire même impeccable. C'est cette condition que le Cercle cherche à généraliser. Nous allons le voir.

3) Les efforts du Cercle ont déjà porté beaucoup de fruits à cet égard et les résultats qu'il a obtenu sont très satisfaisants en ce qui concerne certains produits du sol. C'est notamment le cas pour les céréales. On peut même affirmer qu'ici le but est atteint. La qualité du blé de l'année 1954 fut considérée par les experts de l'Exposition nationale d'agriculture, à Lucerne, comme la première de toute la Suisse. Voilà un grand honneur pour l'agriculture genevoise, la preuve la meilleure du travail du Cercle des Agriculteurs.

A la même exposition, Genève présenta son orge de brasserie. Là encore, elle prit un rang fort honorable. Sur diverses qualités d'orge provenant de toute la Suisse, douze furent considérées comme les meilleures, parmi lesquelles sept genevoises, notamment la première. Cela démontre clairement les grands progrès réalisés à Genève grâce aux efforts du Cercle et des syndicats, grâce aussi à ceux des paysans eux-mêmes.

Il est entendu que pour produire toujours de meilleures qualités, il faut, outre les soins minutieux du paysan, disposer d'instruments agricoles et de matières premières de très bonne qualité. Le Cercle est très bien fourni à cet égard. Il fait l'impossible pour livrer aux paysans les meilleures semences sélectionnées et triées. A cette fin, le Cercle collabore étroitement avec le « Groupe de Genève de l'Association suisse des Sélectionneurs » qui a aussi pour but d'améliorer la céréale par sélection généalogique.

Actuellement, le Cercle est en train de construire la station de triage qui doit être la meilleure et la plus moderne en son genre de toute la Suisse.

Cette station de triage assurera au cultivateur des semences de toute première qualité. Un laboratoire pour études scientifiques en matière de semences y sera aménagé ; il sera dirigé par le professeur Chodat, de l'Université de Genève, qui continuera ses recherches en collaboration avec les paysans genevois.

Ainsi, la théorie et la pratique se rejoignent pour venir à l'aide de l'agriculture. C'est pour promouvoir la qualité des cultures que le Cercle organise des concours de toute sorte. Chaque année, à l'assemblée générale des délégués, une partie du programme est consacrée à la distribution de primes aux lauréats. Cette méthode conduit à de bons résultats.

En procédant ainsi, le Cercle espère obtenir chaque année des qualités meilleures. Quand la qualité est bonne, non seulement son prix est plus élevé et par là plus rémunérateur, mais aussi son écoulement est beaucoup plus facile, autre avantage pour le producteur.

CHAPITRE VII

JOURNAL D'AGRICULTURE SUISSE ORGANE OFFICIEL DU CERCLE

Nous nous souvenons sans doute que l'agriculteur genevois s'intéressait depuis longtemps aux fluctuations de cours des produits agricoles. La naissance du Cercle — nous l'avons aussi appris — est dû, pour une bonne part, à ce désir des paysans d'être au courant des prix, de leur baisse et de leur hausse, notamment des prix des denrées alimentaires, surtout après la démolition de la Grenette, halle aux grains, qui réunissait vendeurs et acheteurs.

Depuis les premiers jours de son existence, le Cercle étudiait la question d'une publication régulière, grâce à laquelle ses membres pourraient être tenus au courant de ces fluctuations des prix et, en outre, placer leurs annonces gratuitement pour toutes leurs affaires agricoles.

A plusieurs reprises, une commission spéciale fut chargée, de la part du Cercle, d'étudier la question de la création d'un journal spécial mais, chaque fois, le résultat de ces études fut négatif ; les frais d'une telle entreprise dépassaient les possibilités financières du Cercle. On fut alors amené à se contenter du journal dénommé *Cultivateur de la Suisse Romande*, et dont le rédacteur était M. Yung. Ce journal fut créé par celui-ci en 1851 sous son premier titre : *Le Cultivateur genevois* ¹. Ce fut à la suite d'une décision prise par la Classe d'Agriculture de la Société des Arts de fonder un journal hebdomadaire, à la portée des petits agriculteurs, que le comité de la dite société prit un arrangement avec M. Yung qui s'engagea à faire paraître ce journal. Pendant six ans, une subvention annuelle

¹ Ed. Jacky, *L'agriculture dans le canton de Genève*, Genève, 1938, p. 44.

de Fr. 800.— fut accordée au journal de la Classe². Il était publié sous le patronage de celle-ci. En quelques années, il prit un essor considérable, le nombre d'articles publiés ainsi que son tirage ayant augmentés. Il changea de nom en 1864 et devint *Le Cultivateur de la Suisse Romande*.

A partir de cette date, le journal est placé sous les auspices de la Casse et de la Société d'agriculture de la Suisse Romande³.

Cet hebdomadaire contenait toutes les convocations, les comptes-rendus, les offres et les demandes de matières agricoles et surtout les prix des denrées qui lui étaient communiqués par le Cercle ou son comité, ainsi que par d'autres institutions agricoles.

A la mort de Yung en 1873, la rédaction de ce journal fut confiée à deux membres de la Classe d'agriculture : Westerweiller et Rigot, qui deviennent en même temps secrétaire et trésorier du Cercle, respectivement⁴.

En 1879, *Le Cultivateur* change de propriétaire et de titre. En effet, c'est Borel, président du Cercle des Agriculteurs, qui l'achète pour le prix de Fr. 1700.—. Le titre du journal change et devient le *Journal d'Agriculture Suisse*, titre qu'il a conservé jusqu'à aujourd'hui⁵.

Désormais, le journal recueille non seulement des renseignements auprès des membres du Cercle, mais aussi et surtout auprès du comité du Cercle, source principale des indications relatives aux mercuriales. Il reflète toute la vie agricole du canton et collecte les renseignements concernant les affaires agricoles, les diffusant aux paysans. Toutes les actions et tous les travaux du Cercle, ainsi que ses annonces, sont reproduits et publiés dans ce journal qui devint l'organe officiel du Cercle.

A la mort de Charles Borel, en 1915, le *Journal d'Agriculture Suisse* passe aux mains d'Henri Dumuid ; celui-ci avait collaboré étroitement avec Borel pour la fondation de ce journal, en 1879. Dumuid prit possession du journal en 1915, alors qu'il avait assuré auparavant pendant nombre d'années, les fonctions de secrétaire agricole, de secrétaire du Cercle des Agriculteurs et de président du Cercle⁶.

² Ibid., p. 45.

³ Ed. Jacky, *op. cit.*, p. 45.

⁴ Ibid., p. 45.

⁵ Ibid., p. 45.

⁶ Renseignements donnés par Louis Dumuid, administrateur du « Journal d'Agriculture Suisse ».

Le *Journal d'Agriculture Suisse* fut repris par Louis Dumuid en 1919, à la mort de son père. De 1919 à 1924, le journal est dirigé par lui et c'est à cette date qu'il lui a été racheté par deux des principales associations agricoles de Genève, à savoir les Laiteries Réunies et le Cercle des Agriculteurs de Genève qui en sont restés, depuis, propriétaires. Ces associations l'ont mis à la disposition de la Chambre Genevoise d'Agriculture qui représente presque toutes les associations agricoles du canton de Genève. Le *Journal d'Agriculture Suisse* est ainsi devenu l'organe officiel de la dite Chambre, ainsi que celui des associations affiliées ⁷.

Par une convention passée entre le Cercle et les Laiteries Réunies, la direction technique et rédactionnelle du journal a été confiée aux Laiteries Réunies. Un comité de gestion du journal est nommé par celles-ci, où John Rochaix assumait les fonctions de président, la tâche de rédaction et la direction ayant été confiées à Henri Tanner, secrétaire de l'Union Laitière S.A., l'administration et la gérance à Louis Dumuid, ex-propriétaire du journal ⁸.

Les deux associations propriétaires se chargent du paiement des abonnements de leurs sociétaires qui constitue, chaque année, pour chacune de ces associations, une somme rondelette. En effet, les recettes (prix des annonces et abonnements) ne couvrant pas les dépenses (coût d'impression, frais d'administration, location, frais généraux, etc.), la somme payée annuellement par ces deux associations représente pour elles une charge assez lourde.

Le local du *Journal d'Agriculture Suisse* est actuellement à Chantepoulet, n° 4, où se trouvent également les locaux de la Chambre genevoise d'Agriculture et le Secrétariat agricole.

Le journal compte beaucoup d'abonnés, même au delà des limites du canton, surtout dans les régions françaises voisines de Genève et dans le canton de Vaud. Avant la première guerre mondiale, il comptait beaucoup d'abonnés dans les régions françaises de la zone mais, après la guerre, les frontières étant fermées, le nombre de ceux-ci diminua progressivement. Rappelons que ce journal est très lu à Berne, dans les bureaux officiels, pour ce qui est de l'agriculture. Au point de vue politique, ce journal est neutre ⁹. Les rapports des assemblées générales des sociétés agricoles, leurs communications, les annonces, le prix des produits, ainsi que

⁷ Renseignements donnés par Louis Dumuid.

⁸ Renseignements donnés par M. A. Addor.

⁹ Renseignements donnés par M. A. Addor.

les renseignements utiles à l'agriculture, bref, d'une façon générale, tout ce qui peut être, d'une manière ou d'une autre, intéressant pour le travail des paysans, figurent dans cet hebdomadaire.

Le *Journal d'Agriculture Suisse* a rendu, depuis sa fondation des services appréciables aux agriculteurs genevois. Il a été et restera le meilleur mode de renseignements sur tous les sujets touchant à l'agriculture, un défenseur de la cause de celle-ci et un organe méritoire de la Chambre Genevoise d'Agriculture et des associations agricoles qui en font partie.

TROISIEME PARTIE

AUTRES ASSOCIATIONS
COOPÉRATIVES AGRICOLES
DE GENÈVE

CHAPITRE PREMIER

LAITERIES REUNIES

Fédération des producteurs de lait de Genève et environs

A. Historique : début et développement

La création des groupements de producteurs de lait en vue de l'utilisation et de la vente de leur produit date de fort longtemps. Le lait étant un aliment riche en matières nutritives indispensables à la vie humaine, attira toujours l'attention de l'homme. La consommation du lait et des produits laitiers, très forte, assure à la production un débouché certain. Mais le lait présente d'autres caractères encore : c'est d'abord un aliment périssable ; on ne saurait le conserver dans son état naturel sans qu'il ne s'altère bientôt. Si aujourd'hui, grâce aux perfectionnements techniques, on arrive à le garder quelques jours dans un frigidaire, c'était impossible autrefois. Ainsi, la vente du lait pour la consommation présentait certains risques. Le producteur qui ne pouvait le vendre entièrement, pour ne rien perdre, le vendait à vil prix. La concurrence jouait alors un grand rôle. Le consommateur, connaissant le point faible du producteur et l'inquiétude que lui donne le non-écoulement de son produit, exige un prix toujours inférieur, le producteur de lait étant pour ainsi dire à sa merci. Mais le consommateur, à son tour, n'était pas tout à fait tranquille ni maître de la situation. Le producteur de lait ajoutait parfois de l'eau à son lait, en guise de représaille. D'un côté comme de l'autre, on ne faisait pas de bonnes affaires. Le producteur, en difficultés, voyait quelquefois son prix de vente ne pas couvrir son prix de revient ; quant au consommateur, il ne recevait pas toujours du lait de bonne qualité.

Y avait-il, pour remédier à cet état de choses, une solution susceptible de donner satisfaction aux deux parties ? Que le pro-

ducteur soit assuré de l'écoulement de tout son lait, et cela à un prix rémunérateur, et que le consommateur se trouve en possession d'un lait sain, frais, contenant intégralement les matières nutritives, et ceci à un prix raisonnable ? Oui ! Par la fondation d'une association coopérative, aujourd'hui en pleine activité et prospérité, qui rend, au point de vue économique et social, les plus grands services au peuple du canton et à ceux du voisinage. Cette association coopérative porte le nom de Laiteries Réunies. C'est une fédération des producteurs de lait de Genève et environs qui se sont groupés en Sociétés de Laiteries, constituées dans chaque commune ou village ou même dans chaque ferme isolée ; ces sociétés sont aussi des associations coopératives membres de cette Fédération qui sont les Laiteries Réunies. Dans les autres cantons suisses, il existe des associations analogues.

Mais la meilleure solution n'est pas toujours la première qui se présente. C'est en général après des essais, des expériences qu'on se rend compte des inconvénients et imperfections des méthodes employées et arrive à une solution rationnelle répondant mieux aux exigences des intéressés.

Chaque partie essaie d'abord de défendre ses propres intérêts, sans se soucier de ceux de l'autre partie. On se groupe, et on se coalise jusqu'au moment où les difficultés obligent l'une et l'autre à trouver une solution nouvelle. La coopération peut convenir : elle offre, en effet, une solution raisonnable.

C'est ce qui se produisit pour le lait. Du côté des producteurs, des associations prenaient des mesures pour défendre leurs intérêts professionnels. Les consommateurs, de leur côté, présentaient des réclamations au gouvernement au sujet des fraudes constatées. Le résultat en était la promulgation des lois pour la protection des consommateurs, la création même de laiteries par ceux-ci pour protester contre la hausse du prix du lait. C'est ainsi que la S.C.S.C. créa un service de laiteries pour ses membres et clients. La concorde ne fut réalisée que par la fondation d'une coopérative réunissant producteurs et consommateurs de lait : les Laiteries Réunies.

Les Laiteries Réunies, exemple de coopération intégrale, prennent en considération les intérêts des uns et des autres. C'est le lieu où leurs intérêts se confondent. Les producteurs se voient liés aux consommateurs : le rêve des coopératistes s'est réalisé.

Cette coordination complète ne fut toutefois atteinte que par étapes.

On suivit d'abord les tentatives des producteurs concernant leur défense. La concurrence interne ravalait les prix. « A part les paysans qui habitaient près de la ville et vendaient leur lait frais aux citadins, les villageois tiraient un médiocre parti de leur bétail. Ils fabriquaient, chacun pour soi, selon des procédés rudimentaires et désuets, du beurre et du fromage de mauvaise qualité, en gaspillant la matière première et en perdant beaucoup de temps. » ¹

Le premier essai en vue de remédier à cet état de choses aboutit à la création des laiteries collectives dites *fruitières* : « l'application inconsciente d'un principe coopératif, à un moment où, à vrai dire, la coopération authentique n'était pas sortie des limbes » ²

A l'aube du XIX^e siècle, une série de ces laiteries collectives se fondaient dans les villages genevois. Il s'agissait d'associations rurales pour la fabrication de produits laitiers. Les propriétaires de vaches ou producteurs de lait se groupèrent en *fruitières*, apportant tous les jours, matin et soir, à une laiterie commune, le lait de leurs bêtes. On enregistrait la quantité de celui-ci. On allait pouvoir fabriquer ainsi des produits laitiers. La société engageait un homme qualifié pour la fabrication de beurre et de fromage.

« Chaque jour, le produit de la fabrication du lait apporté par tous les associés est dévolu à celui d'entre eux qui y a le plus de droit par la somme de ses livraisons antérieures » ³. Ainsi, on réunit dans les *fruitières* une quantité considérable de lait qu'on transformera, d'après les procédés perfectionnés des grandes installations suisses, procédé inapplicables, parce que trop onéreux, à de petites quantités.

On obtenait ainsi un fromage de très bonne qualité qui se conservait longtemps et se vendait facilement dans les régions lointaines. Le producteur évitait de la sorte la perte résultant du non-écoulement de son lait.

L'organisation intérieure de ces *fruitières* était simple, voire rudimentaire. Il en était de même du système de comptabilité.

On se montrait très sévère au sujet des fraudes commises par les membres. Les *fruitières* avaient adopté des règlements assurant la bonne marche de la société.

¹ Babel, « La caisse hypothécaire et le développement économique du canton de Genève », p. 57.

² Ibid., p. 67.

³ Jacky, *op. cit.*, p. 206.

« Les intérêts de la société sont gérés par une commission de 4 membres et un président élu par les associés ». Les associés s'engagent à observer les dispositions du règlement, notamment les points principaux suivants : « apport du lait matin et soir, à l'heure indiquée par le fruitier, dans des récipients soigneusement lavés. Interdiction d'apporter du lait d'une vache fraîche vèlée moins de 12 jours après la naissance du veau, du lait mélangé de lait de chèvre et de brebis ou de lait produit par d'autres vaches que les siennes. Obligation d'apporter le lait pur, sans addition d'eau, ni soustraction de crème et de ne garder que le lait nécessaire pour le ménage, avec interdiction de fabriquer du fromage ou du beurre. » ⁴

D'autres dispositions du règlement prévoyaient des contrôles, des épreuve laitières, organisées par la société, ainsi que la revue des vaches des sociétaires, tous les 6 mois par la commission de la société ; finalement, les sanctions prévues pour les sociétaires ayant commis des fraudes. La peine pouvait aller jusqu'à l'expulsion du sociétaire coupable, « en confisquant, au profit de la société, tout le lait qu'elle pourrait lui devoir et tous les produits laitiers. Les prononcés de la Commission étaient sans appel. Il n'y avait donc aucune possibilité de recours aux tribunaux » ⁵.

Dans plusieurs communes genevoises, notamment Chancy, Cartigny, Genthod, Bernex, Vandœuvres, Laconnex, des *fruitières* furent constituées entre 1800 et 1810. Dans les années suivantes, le nombre de ces sociétés augmenta dans le canton, tandis que les sociétés déjà existantes prospéraient et se développaient.

En 1841, une société anonyme réunit trois laiteries des communes de Choulex, Vernier et Versoix ⁶. En 1844, le nombre des *fruitières* s'élevait à 46, réparties entre 37 communes ⁷. Plusieurs communes n'en avaient point ; certaines, au contraire, en possédaient plusieurs.

La vente du lait en ville restait un problème. La Classe d'Agriculture déploya beaucoup d'efforts, mais en vain, pour organiser rationnellement celle-ci, en créant des Laiteries. Les producteurs habitant près de la ville y apportaient leur lait, passant plusieurs heures pour écoulement de leurs produits ; ceux qui en étaient éloignés n'y avaient presque pas accès, vu la médiocrité des moyens de transport. D'autre part, on transportait le lait par chars ou à dos d'âne ; on voyait des paysans le porter sur la tête ou le dos.

⁴ Jacky, *op. cit.*, p. 206.

⁵ *Ibid.*, p. 206.

⁶ *Ibid.*, p. 209.

⁷ Babel, *La caisse hypothécaire...* p. 68.

C'est ainsi que les femmes le faisaient au village. Le nombre des producteurs qui, chaque jour, allaient à la ville dépassait 460 en 1825⁸ ; sur ce nombre, 240 seulement avaient des brouettes ou des chars. Peu à peu, le transport du lait à pied diminua, le nombre des brouettes augmentant. En 1845, les laitiers venant à Genève avec brouettes attelées étaient au nombre de 430 environ⁹. La Classe s'occupait sérieusement de la question de la vente à Genève qui, sous sa forme, ne donnait, à l'époque, satisfaction ni au producteur, ni au consommateur. A plusieurs reprises, elle créa des commissions chargées de trouver une solution. Plusieurs projets furent présentés, mais de grandes difficultés en empêchaient la réalisation.

En 1831, on créa une laiterie à la rue de la Cité ; elle se chargeait de prendre le lait chaque jour chez l'agriculteur, cela dans un vase fermé dont le propriétaire et le directeur avaient seuls la clef.

Bien que cet établissement présentât des avantages appréciables en ce qui concerne la commodité du travail, la pureté du laitage, le gain de temps, il ne répondait cependant pas aux exigences de tous les consommateurs et presque la moitié du lait qui y était apporté devait être transformé en beurre et en fromage, une petite quantité seulement restant disponible pour la consommation.

Le nombre de ces laiteries augmenta cependant avec les années. En 1851, une commission de la Classe d'Agriculture visita une dizaine de ces établissements¹⁰. Le rapport de cette commission ne fut pas très favorable aux laiteries. Le lait acheté par celles-ci au producteur était bien vendu tel quel en majeure partie, mais le marchand vendait souvent le lait écrémé mélangé avec le lait entier, ou bien, il l'additionnait d'eau pour en augmenter la quantité. Dans les deux cas, le consommateur était lésé.

D'autre part, il existait un écart considérable entre le prix de vente du lait cédé par l'agriculteur à la laiterie et le prix auquel celle-ci le vendait au consommateur ! Autrement dit, sans tenir compte des fraudes éventuelles de la laiterie, celle-ci réalisait un grand bénéfice. Le prix exigé du consommateur était de 16 cts. le pot, tandis que le producteur n'en obtenait que 10 ½ cts. en moyenne. Différence énorme pour de grandes quantités.

Les producteurs de lait, se rendant compte de la situation créée par ces laiteries intermédiaires, à leur préjudice comme à celui

⁸ Jacky, *op. cit.*, p. 216.

⁹ *Ibid.*, p. 217.

¹⁰ *Ibid.*, pp. 217 et 218.

des consommateurs, pensèrent à organiser directement la vente du lait en ville sans passer par un intermédiaire.

« La tendance à former des sociétés de laiteries pour faire vendre directement en ville le produit des étables se généralise de plus en plus » ¹¹.

L'honneur d'une telle institution revient aux producteurs de Vandœuvres qui créèrent, en 1857, la première laiterie de ce genre à Genève. La fruitière de cette commune, après avoir fabriqué pendant une quarantaine d'années du beurre et du fromage, vendu une partie de son lait à des marchands établis à Genève, se décida à créer un magasin de vente en ville dès le 1^{er} janvier de l'année précitée ¹². Ils assurèrent ainsi au consommateur un lait non mélangé, à un prix raisonnable, en même temps rémunérateur pour l'agriculteur. La manière honnête dont s'effectuait la vente dans cet établissement fit son rapide développement et la quantité de lait vendu augmenta régulièrement. Au commencement, il s'agissait de quelque 500 pots de lait, mais cette quantité fut déjà portée à 800 après quelques mois seulement. Le prix de vente était de 25 cts ¹³ le pot fédéral (1 litre 1/2). Mais, les premiers mois, le producteur ne reçut pas la totalité du prix, quelques centimes étant prélevés sur chaque litre pour couvrir les frais d'installation et les dépenses de la laiterie. Au fur et à mesure qu'ils s'amortirent, le prix payé à l'agriculteur tendait à s'approcher du prix de vente au consommateur. Toutefois, le prix payé au producteur ne fut jamais inférieur à 20 cts le pot ; ainsi, le prélèvement ne dépassa jamais 5 cts. Les membres de cette laiterie, lors de la création, étaient au nombre de 32 ; ils possédaient 135 vaches ¹⁴. La première année de son exercice, cette laiterie avait vendu à Genève quelque 265.000 litres de lait ¹⁴ (a). Le nombre des adhérents augmenta avec les années ; à la fin de la première année d'activité déjà, 5 autres propriétaires de vaches demandaient à adhérer, ce qui fut accepté pour le commencement de janvier 1858. Ainsi, grâce à la fruitière de Vandœuvres, le commerce du lait à Genève était devenu honnête. Le lait ainsi fourni se vendait facilement.

¹¹ Jacky, *op. cit.*, p. 219.

¹² *Ibid.*, p. 219.

¹³ *Ibid.*, p. 218.

¹⁴ *Ibid.*, p. 218.

^{14a} *Ibid.*, p. 218.

En 1858, le nombre des vaches inscrites s'élevait à 228 et une quantité de 460.000 litres et davantage s'écoulait à Genève¹⁵. De plus, les producteurs de lait se sentaient portés à créer des laiteries pour vendre directement leurs produits en ville.

Mais voici que la question du prix de vente du lait attire l'attention des groupements intéressés, entre autres du Cercle des Agriculteurs. Les démarches de cette association auprès de l'autorité cantonale aboutirent à la loi du 1^{er} juin 1877, relative à la vente du lait dans le canton de Genève. Toutefois, cette mesure ne renferme que des dispositions concernant la qualité du lait, et non pas son prix.

D'après les constatations faites pendant ces années, les grandes associations de laiteries formées à Genève achetaient le lait en gros de 16 à 17 cts le pot, le revendant au détail 25 cts environ¹⁶.

Une laiterie modèle fut créée en 1879 à Lancy, destinée à fournir soit à Genève, soit sur place, le lait frais de première qualité devant servir surtout à l'alimentation des enfants. Le lait traité par de nouveaux instruments répondait beaucoup mieux aux exigences de l'hygiène et présentait une homogénéité supérieure.

L'idée de la création d'une laiterie centrale pouvant s'occuper de la vente pour la consommation de tous les habitants de Genève (en lait et produits laitiers) progressait peu à peu. L'existence de diverses laiteries, le genre de commerce différent de chacune d'elles, les prix divers pratiqués par chacune et la qualité différente de leurs produits, tout cela présentait naturellement des inconvénients. Pourquoi ne pas créer une entreprise englobant toutes les laiteries existantes et pouvant ravitailler en lait le canton et surtout la ville ?

L'initiative d'une telle création vint de la Classe d'Agriculture. En 1890, la Laiterie Centrale était créée. Une dizaine de sociétés de laiteries conclurent un marché avec elle. Elle disposait d'un local bâti spécialement pour la réception et la livraison du lait. On mit sur pied une organisation nouvelle pour la production, le transport et la vente. La Laiterie fournissait gratuitement des réfrigérants aux sociétés membres. Des boîtes à lait d'un modèle uniforme, scellées au départ, étaient imposées pour le transport. L'apport journalier, la première année était de 3000 litres environ¹⁷.

¹⁵ Ibid., p. 219.

¹⁶ Ibid., p. 220.

¹⁷ Jacky, *op. cit.*, p. 222.

Le lait arrivait matin et soir au local de la Laiterie Centrale, rue de la Servette, et, de là, était livré aux magasins des divers quartiers de la ville. Au cours des années, d'autres sociétés de laiteries des villages genevois adhèrent à l'organisation. En 1894, la Laiterie Centrale recevait plus de 6000 litres, par jour¹⁸. Que de progrès réalisés en quelques années !

Au début du XX^e siècle, les producteurs discutent la question d'une hausse du prix du lait. En effet, toutes les matières nécessaires à la production laitière avaient enchéri (matières fourragères, prix des vaches, salaire des bergers, etc.) et les producteurs avaient peine à couvrir leurs frais, le prix de vente n'ayant pas augmenté proportionnellement. Parfois, l'agriculteur faisait des pertes. Une hausse des prix paraissait donc nécessaire. En 1907, le Secrétariat agricole, sur demande des producteurs de lait, s'occupa de la question. On décida d'une augmentation de quelques centimes à la vente. Mais la réaction des consommateurs ne se fit pas attendre. La Société Coopérative Suisse de Consommation, pour protester contre la hausse et défendre le consommateur, organisa, dès le 1^{er} janvier 1908¹⁹, un service de vente du lait et des produits laitiers à ses adhérents et clients, service alimenté par plusieurs sociétés laitières villageoises. Cette action de la S.C.S.C. fut décisive. Elle ramena le prix du lait au niveau précédent. La S.C.S.C. fit comprendre au secrétariat agricole que son intention n'était pas d'abaisser le prix du lait, mais bien d'empêcher les profits considérables des intermédiaires. La campagne n'était pas organisée contre le producteur, mais contre les intermédiaires entre le producteur et le consommateur qu'elle avait pour but de supprimer. Le Secrétariat agricole comprit ce raisonnement : il déploya les plus grands efforts pour réunir les producteurs isolés dans l'une ou l'autre de ces grandes associations : Laiterie Centrale et Laiterie Agricole²⁰. Les résultats furent concluants et le nombre des adhérents à ces associations sans intermédiaires augmenta rapidement. L'une et l'autre pratiquèrent pendant des années un commerce loyal dans le canton.

Toutefois, depuis la création de la Laiterie Agricole, on pensait instituer une grande laiterie comprenant les Laiteries *Centrale et Agricole*, ainsi que d'autres sociétés laitières existant en dehors de celles-ci. Pendant les années 1908 et 1909, plusieurs tentatives

¹⁸ Ibid., p. 222.

¹⁹ Ibid., p. 223.

²⁰ Ibid., p. 223.

furent esquissées, notamment par le Secrétariat agricole et spécialement son chef, H. Dumuid, pour réunir les deux associations.

En 1910, la fusion était réalisée : les deux associations laitières donnaient naissance aux *Laiteries Genevoises Réunies*. A la fin de l'année 1911, 39 sociétés de laiteries y avaient adhéré ²¹.

En 1911, les *Laiteries Genevoises Réunies* avaient vendu plus de 10 millions de litres de lait, environ 100.000 kg. de beurre et à peu près 130.000 de fromage ²². A cette date, le nombre des membres s'élevait à 8500, possédant au total quelque 4000 vaches et élèves ²³.

En 1913, les *Laiteries Genevoises Réunies* transférèrent leurs installations dans les nouvelles constructions des Noirettes.

Pendant la première guerre mondiale, les *Laiteries Genevoises Réunies* sont chargées du ravitaillement du canton de Genève en lait et produits laitiers. La production cantonale étant insuffisante à couvrir la consommation, les L.G.R. firent appel aux sociétés laitières des communes vaudoises voisines de Genève afin qu'elles apportassent leur lait à Genève, complétant ainsi la production cantonale. Ces sociétés adhèrent aux *Laiteries Genevoises*. Plus tard, les producteurs de la zone franche qui voulaient aussi vendre leur lait à Genève en firent autant.

En 1923, la raison sociale de l'association est simplifiée : *Laiteries Réunies* (L. R.) : « *Fédération des producteurs de lait de Genève et environs* ».

En 1929, on remplace les installations par d'autres, plus perfectionnées ²⁴ comprenant des machines centrifuges et de pasteurisation, des beurrières, des machines de moulage et d'emballage des plaques de beurre, etc., répondant parfaitement aux exigences de l'hygiène. De plus, un laboratoire de bactériologie moderne est créé dans le même bâtiment ; on le destine aux analyses relatives à la qualité du lait, à dépister éventuellement le lait impropre à la consommation en raison de maladies des vaches.

Aujourd'hui, les L. R. forment une coopérative puissante. Elles ravitaillent les habitants du canton en lait et produits laitiers de qualité parfaite et dans les meilleures conditions d'hygiène. Elles rendent ainsi de grands services à la population genevoise. Grâce au travail qu'elles effectuent, non seulement le consommateur est à

²¹ Ibid., p. 223.

²² Ibid., p. 223.

²³ Ibid., p. 223.

²⁴ Ibid., p. 224.

l'abri de toute fraude et se voit ravitaillé en bon lait à un prix modique, mais le producteur, lui aussi, est assuré de l'écoulement de toute sa marchandise, également à un prix rémunérateur qui lui permet de continuer son activité. Les intermédiaires ayant disparu, il en résulte pour l'un et l'autre un prix plus avantageux.

D'autre part, grâce aux installations des L. R., tout le lait est utilisé ; on n'en perd rien. Ce qui n'est pas livré à la consommation directe sera sans tarder transformé en produits laitiers. Le lait écrémé nourrira les porcs élevés dans les porcheries des L. R., à Perly pour la charcuterie. Les produits laitiers sont conservés dans les installations frigorifiques modèles, en attendant d'être envoyés aux magasins de vente.

Ainsi, grâce à cette grande coopérative de producteurs, on réalise, en matière de lait, de grandes économies, tout à l'avantage des producteurs.

Les réalisations des L. R. au point de vue théorique ne sont pas moindres que les réalisations pratiques.

Les L. R. sont une association coopérative qui souscrit entièrement aux objectifs qu'impliquent ces deux termes. Elles englobent le cycle économique allant du producteur au consommateur. Elles ont réalisé l'idéal coopératif consistant à unir l'un à l'autre, mettant un terme aux luttes qui les opposaient autrefois.

On assiste à l'apogée d'une réalisation coopérative. Grâce aux L. R., non seulement les deux classes économiques travaillent la main dans la main, mais, du point de vue social, les paysans producteurs de lait ont vu se renforcer les liens qui les unissent et la coopération les a aidés à surmonter toutes les difficultés qui les tourmentaient lorsqu'ils étaient isolés et faibles. Le lait d'un petit paysan vaut maintenant celui d'un grand paysan. Le prix est le même pour tous deux. Voilà le principe de la coopérative. Le niveau de vie des producteurs de lait s'est fortement amélioré, grâce à la Fédération.

Les *Laiteries Réunies* ont pour membres les sociétés coopératives de laiterie groupant, par village ou région, les producteurs de lait. Toutefois, les fermiers isolés peuvent adhérer aussi à la Fédération s'ils n'ont pas la possibilité de s'affilier à une société locale de laiterie ou de fromagerie et qu'ils sont fixés dans le rayon d'action de la Fédération²⁵, rayon s'étendant à tout le canton de Genève, à la

²⁵ Art. 5 (b) des statuts de la Fédération.

région vaudoise de la Côte jusqu'à Saint-Prex, englobant même quelques sociétés savoyardes et gessiennes au voisinage des frontières du canton. La Fédération comprend donc deux catégories de membres : des sociétaires fédérés et des sociétaires individuels.

Les *Laiteries Réunies* représentent une coopérative du 2^{me} degré, puisqu'elles sont une Fédération de coopératives locales de laiterie. Cette Fédération est, à son tour, membre de la Chambre Genevoise d'Agriculture et fait partie, avec 17 autres fédérations de même types, de l'*Union Centrale des Producteurs Suisses de Lait* qui a son siège à Berne²⁶. Toutes ces fédérations reconnaissent le régime coopératif.

La Fédération ne poursuit pas de but lucratif. Le producteur reçoit un prix dit de répartition qui est pratiquement le prix de réalisation, diminué des frais de vente et d'exploitation. La différence entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur constitue la marge servant à couvrir les frais de ramassage des laits, des traitements à la Centrale, les frais d'administration et d'exploitation des L. R., les impôts, la participation aux œuvres sociales, la marge des revendeurs grossistes et détaillants. Il n'y a donc pas violation du principe de la suppression d'un but lucratif, Principe Coopératif.

Ne voyons pas dans les L. R. une société qui achète du lait pour le revendre ensuite. Elles forment une coopérative des paysans qui en sont sociétaires. Cette association coopérative se charge d'écouler au mieux toute la production laitière des producteurs associés. Les L. R. sont donc une institution paysanne que les producteurs de lait ont mise au service du pays. Pendant la guerre, elles furent élevées par les autorités fédérales au rang d'une institution d'utilité publique à qui étaient confiées des tâches considérables, officielles. Chargées du ravitaillement du canton en lait et en produits laitiers, elles donnèrent entière satisfaction à la Confédération et au canton. Les autorités y ont trouvé une organisation paysanne parfaitement au point et bien équipée, l'instrument indispensable au ravitaillement de Genève. Les L. R. ont pu s'acquitter de cette tâche difficile et délicate de façon admirable.

Elles ont aussi réglé la question de l'écoulement du lait en créant l'*Union Laitière S. A.*, avec le concours de la Société Coopérative Suisse de Consommation. Nous en reparlerons à la fin de ce chapitre.

²⁶ Renseignements donnés par A. Nicod, secrétaire général des L. R.

Le nombre des membres, qui était de 850 à la fondation des L. R., en 1911, atteignit 1564 en 1954.

Le tableau ci-après donne l'effectif des membres et sociétés adhérentes à la Fédération et leur répartition, depuis 1940, entre les régions de Genève, Vaud et Zone :

	Genève			Vaud			Zone			Total		
	Sociétés	Membres individuels	Total des membres	Sociétés	Membres individuels	Total des membres	Sociétés	Membres individuels	Total des membres	Sociétés	Membres individuels	Sociétaires y compris les individuels
1940	60	35	871	45	12	956	12	1	247	117	48	2074
1941	60	35	869	45	12	961	12	1	249	117	48	2079
1942	61	36	862	45	12	930	12	1	238	118	49	2030
1943	61	39	850	45	12	920	12	1	234	118	52	2004
1944	61	39	829	45	12	894	12	1	223	118	52	1946
1945	61	38	799	45	12	897	12	1	231	118	51	1927
1946	61	38	791	45	12	862	12	1	202	118	51	1855
1947	60	41	769	46	12	847	12	1	217	118	54	1833
1948	60	39	702	46	11	812	12	1	214	118	51	1728
1949	60	41	738	46	10	817	12	1	212	118	52	1762
1950	60	40	734	46	10	813	12	1	211	118	51	1758
1951	59	39	712	46	9	796	12	1	203	117	49	1711
1952	59	40	693	46	9	802	11	1	184	116	50	1679
1953	59	40	671	46	8	775	11	1	180	116	49	1626
1954	59	39	674	46	8	755	10	1	135	115	48	1564

Cette statistique établit clairement un recrutement des L. R. dans le Canton de Vaud, supérieur à Genève ou en Zone, et bien que le nombre des sociétés affiliées à la Fédération soit plus élevé à Genève que dans le pays de Vaud. D'autre part, les sociétaires individuels y sont aussi 3 à 4 fois plus nombreux. En Zone, on ne compte qu'un seul sociétaire individuel depuis 1940. Cependant, si le nombre des sociétés et sociétaires individuels demeure presque inchangé, d'une région à l'autre, au cours de ces 15 ans, en revanche, le nombre total des membres a baissé. Le déchet s'élève à 25 % environ pour Genève et Vaud, à plus de 40 % pour la Zone.

B. *Clauses essentielles des statuts de la Fédération*

On devient membre de la Fédération en présentant une déclaration écrite à l'administration et en en fournissant la justification,

²⁷ Statistique tirée des rapports annuels des Laiteries Réunies. Les rapports des années antérieures à 1940 ne sont pas disponibles.

³¹ Ibid.

notamment l'indication de la production journalière moyenne de lait au cours des deux dernières années. L'administration examine les demandes d'adhésion. Si elle refuse, le candidat peut recourir à l'assemblée des délégués, dernière instance. De plus, l'administration détermine, à l'admission, si la production du nouveau sociétaire se classe parmi les laits de consommation ou de fabrication (art. 6 des statuts).

Chaque membre est tenu d'accepter les statuts de la Fédération. Il doit en outre lui livrer, dans les conditions fixées par elle, toute sa production de lait ou de produits laitiers, ceci à l'exception du lait nécessaire à la vente locale²⁸. Ainsi, chaque société laitière villageoise n'envoie à la Centrale de la Fédération (les camions des L. R. passent deux fois par jour) que le lait non consommé dans la localité. Les sociétaires livrent à la Fédération leur seule production ; ils s'interdisent, sauf autorisation, expresse ou non, d'acheter une production tierce pour en faire apport ou de s'associer, dans cette intention, avec des producteurs non sociétaires²⁹.

De plus, les sociétés fédérées ne peuvent recevoir de nouveaux membres qu'avec l'autorisation expresse de la Fédération, c'est-à-dire de son administration.

En ce qui concerne la vente locale du lait, l'article 7, lettre c des statuts prévoit que « chaque sociétaires conserve le droit d'exploiter pour son compte la vente du lait au détail dans son rayon d'activité ; il lui est cependant interdit de vendre le lait ou des produits laitiers à des personnes en faisant le commerce ».

Le sociétaire qui, par intermittence, signale une production inférieure à sa vente locale, est tenu de s'approvisionner pour le complément auprès de la Fédération ; ce lait est considéré comme lait de secours.

Chaque nouveau sociétaire doit souscrire au moins une part sociale de 100 francs, nominale par 20 kg. (sans tenir compte des fractions) de sa production journalière moyenne de lait pendant les deux années qui précéderent son entrée dans la Fédération ; il libère ses parts en versant à la Fédération la valeur nominale³⁰. Le droit aux parts est représenté par une inscription au registre des sociétaires³¹. La Fédération délivre à chaque sociétaire un certificat

²⁸ Art. 7 (b) des statuts de la Fédération.

²⁹ Ibid.

³⁰ Art. 8 des statuts.

³¹ Ibid.

d'inscription nominatif, non transmissible, constatant la qualité de sociétaire, ainsi que le nombre des parts dont il est propriétaire ³².

Le sociétaire qui démissionne perd tous ses droits à l'actif social de la Fédération ; ses parts sociales et de jouissance sont annulées et les sommes payées restent acquises à la Fédération ³³. La démission doit être annoncée par écrit, six mois au moins avant la fin de l'exercice.

Toutefois, en ces matières, les statuts prévoient une clause spéciale pour les sociétaires résidant dans la zone franche. C'est ainsi que l'article 9 (e) déclare : « Les sociétaires résidant dans les zones franches françaises peuvent se retirer de la Fédération et obtenir le remboursement intégral de la valeur de leurs parts sociales établies conformément aux dispositions de l'article 864, al. 1, C. O., dans les trois cas suivants ³⁴ :

1. « Si la Confédération Suisse établit un droit d'entrée sur le lait et que la Fédération refuse de le prendre à sa charge ;
2. « Si le Gouvernement français établit un droit de sortie sur le lait ou en interdit l'exportation et que la Fédération refuse de prendre ce droit à sa charge ou d'organiser l'utilisation du lait en zone et de payer ce dernier au même prix qu'aux sociétaires suisses ;
3. « Si les dispositions prises par l'un ou l'autre pays (contingentement, taxes fiscales ou autres, etc.) ne permettent plus à la Fédération d'importer tout ou partie du lait. » ³⁵

« Dans ces trois cas, la Fédération se réserve le droit, sans y être tenue, d'expérimenter la situation qui lui est faite ; elle peut mettre un terme à son expérience par simple avis écrit donné trois mois à l'avance.

« L'administration conserve le droit d'examiner les cas de sortie de sociétaires, pour force majeure ; elle tranche dans chaque cas, sans cependant qu'un remboursement éventuel puisse dépasser la moitié de la valeur des parts sociales du sociétaire établies conformément aux dispositions de l'article 864, al 1, du C. O.

« Dans tous les cas où il est reconnu au sociétaire sortant un

³² Ibid.

³³ Art. 9 (a) des statuts.

³⁴ Art. 864, al. 1, du C. O. : « Les statuts décident si les associés sortants ou leurs héritiers possèdent des droits sur la fortune sociale et quels sont ces droits ; ils déterminent l'étendue de ces droits, qui se calculent sur l'actif net constaté par le bilan à la date de la sortie, réserves non comprises ».

³⁵ Art. 9 (e) des statuts de la Fédération.

droit à un remboursement sur ses parts sociales, la Fédération a un délai d'un an, dès la sortie, pour en effectuer le paiement sans intérêt. » ³⁶

* * *

ORGANES DE LA FEDERATION

Les organes de la Fédération sont :

- a) l'Assemblée des Délégués,
- b) l'Administration,
- c) le Contrôle.

a) *Assemblée des Délégués.* — C'est l'organe suprême de la Fédération. Elle se compose de deux délégués de chacune des sociétés membres et de l'ensemble des sociétaires individuels, lesquels peuvent se faire représenter par leur fermier ou un autre sociétaire muni d'un pouvoir écrit.

L'assemblée des délégués se réunit, chaque année, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice. Une assemblée extraordinaires peut être convoquée en tout temps, si cela s'avère nécessaire. C'est l'administration ou, au besoin, le Contrôle, qui convoque l'assemblée générale des délégués. La convocation est adressée dix jours avant la date de réunion de l'assemblée. Elle mentionne les objets portés à l'ordre du jour ; pour les assemblées ordinaires des délégués, elle porte, en annexe, le bilan et le compte de profits et pertes et, dans le cas d'une modification des statuts, la teneur essentielle des modifications proposées.

Les attributions de l'assemblée des délégués se trouvent mentionnées dans l'article 15 des statuts de la Fédération.

L'assemblée des délégués peut délibérer valablement quel que soit le nombre des sociétaires représentés. Elle prend ses décisions à la majorité absolue des voix émises ; en cas de partage des voix, celle du président devient prépondérante.

Fusion ou dissolution de la Fédération exigent une majorité des deux tiers des voix émises ; de même pour une modification des statuts ³⁷. Ces décisions ne peuvent être prises lors de l'assemblée des délégués où elles sont proposées, mais seulement au cours d'une assemblée ultérieure ³⁸.

³⁶ Ibid.

³⁷ Art. 17 des statuts de la Fédération.

³⁸ Ibid.

b) *Administration*. — Elle est composée de sept à douze membres pris parmi les producteurs fédérés (membres des sociétés fédérées et sociétaires individuels), nommés par l'assemblée des délégués pour trois ans et rééligibles. Les élections sont organisées de façon que chaque année un tiers de l'administration soit soumis à réélection ³⁹.

L'administration désigne, pour son organisation, un président, un vice-président et un secrétaire ; ils constituent son bureau. Elle se réunit aussi souvent que les affaires de la Fédération l'exigent, sur convocation de son président ⁴⁰. Les délibérations de l'administration ne sont valables que si la majorité absolue de ses membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ; en cas d'égalité des voix, celle du président devient prépondérante ⁴¹. L'administration pourvoit à son fonctionnement et à la gestion des affaires de la Fédération ; elle dispose à cet effet des pouvoirs les plus étendus et décide valablement sur tous objets non expressément réservés à l'assemblée des délégués.

La fonction administrative n'est pas gratuite. « Les membres de l'administration ont droit à un jeton de présence de Fr. 25.— par séance de l'administration, à des commissions spéciales ou autres vacations analogues. Ils ont droit, en outre, au remboursement de leurs frais de déplacement et leurs débours. Le secrétaire ou son remplaçant reçoit enfin Fr. 20.— par procès-verbal » ⁴².

c) *Contrôle*. — Cet organe est nommé par l'assemblée des délégués, et pour trois ans. Il se compose de quatre membres, rééligibles, dont trois au moins doivent être pris parmi les membres des sociétés fédérées ou sociétaires individuels ⁴³.

Un expert comptable peut être chargé par l'administration de vérifier la comptabilité.

Chaque année, un rapport écrit sur le bilan est soumis à l'assemblée des délégués par l'organe de Contrôle. Ce rapport est mis à la disposition des sociétaires. L'assemblée des délégués ne peut se prononcer sur les objets du bilan, et les propositions de l'organe de Contrôle, si ce rapport ne lui a pas été soumis ⁴⁴. L'organe de Contrôle est tenu d'assister à l'assemblée ordinaire des délégués.

³⁹ Art. 18.

⁴⁰ Art. 19.

⁴¹ Art. 21.

⁴² Art. 24.

⁴³ Art. 25.

⁴⁴ Art. 26.

DISPOSITIONS FINANCIERES

Comme le prévoit l'article 27 des statuts, le capital social varie ; il est représenté par les parts sociales. Celles-ci, nominatives, ont une valeur nominale de Fr. 100.— chacune. Elles sont indivisibles ; la Fédération ne reconnaît qu'un titulaire pour chaque part. Elles ne peuvent être cédées, ni aliénées. Lorsqu'un sociétaire cesse de faire partie de la Fédération, ses parts sociales sont liquidées selon les dispositions de l'article 9 des statuts⁴⁵. C'est l'administration qui statue sur le transfert des parts sociales entre sociétaires. Les parts sociales donnent droit à un intérêt annuel de 5 % au maximum.

Outre les parts sociales, il existe des parts de jouissance. Elles n'ont aucune valeur nominale, sont indivisibles, incessibles et inaliénables. On les prend en considération pour l'établissement du nombre des voix aux assemblées de délégués ; elles donnent droit, comme les parts sociales, à un intérêt de 5 %, au maximum. Lorsqu'un sociétaire cesse de faire partie de la Fédération, ses parts de jouissance sont toujours annulées, sans remboursement quelconque⁴⁶.

En 1954, le capital social de la Fédération se montait à Fr. 1 129 400.— suisses. Les fonds propres, constitués par le capital social, la Réserve légale, la Réserve pour assurance et la Réserve pour agir, s'élevaient, cette même année, à Fr. 1 594 967.—⁴⁷.

La fortune sociale de la Fédération répond seulement des engagements de celle-ci ; les sociétaires n'encourent aucune responsabilité personnelle ou solidaire à raison des engagements et dettes de la Fédération⁴⁸.

La question du paiement du prix du lait aux sociétaires est réglée par les statuts de la Fédération. D'après l'article 31, l'administration fixe le prix général de répartition mensuelle aux sociétaires pour leurs livraisons de lait franco Genève, ainsi que la répartition éventuelle de fin d'année. Elle fait procéder au paiement mensuel du lait à tous les sociétaires, sur la base de la classification de la production de chacun d'eux dans l'une des catégories prévues à l'article 6 :

- a) Lait de consommation : au prix général de répartition prévu ci-dessus ;

⁴⁵ Art. 9 relatif à la démission de sociétaires.

⁴⁶ Art. 29 des statuts de la Fédération.

⁴⁷ Rapport annuel de 1954 de la Fédération.

⁴⁸ Art. 30.

b) Lait de fabrication : au prix de base fixé par l'Union Centrale des Producteurs Suisses de lait.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Le bilan et le compte de profits et pertes s'établissent à la fin de chaque exercice et sont mis à disposition de l'organe de contrôle au moins quinze jours avant l'ouverture de l'assemblée générale et ordinaire des délégués. Les sociétaires reçoivent une copie de ce bilan et le compte de profits et pertes, en même temps que la convocation à l'assemblée ordinaire des délégués qui les discutera⁴⁹.

En ce qui concerne l'excédent d'exploitation annuel (après paiement du prix du lait aux sociétaires), les statuts des L. R. règlent son utilisation à l'article 33, qui en veut la répartition suivante :

- 1) des provisions et amortissements nécessaires, ces derniers étant calculés aux taux suivants :
 - 5 % sur la valeur des immeubles,
 - 15 % sur la valeur des autres immobilisations matérielles,
 - 20 % sur la valeur des immobilisations immatérielles ;
- 2) une répartition éventuelle de fin d'année aux sociétaires, en complément du prix mensuel servi pour lait livré.
L'excédent net ainsi établi s'utilise comme suit :
 - a) Un vingtième au moins est affecté à la constitution d'un fonds de Réserve légale constitué, alimenté et utilisé conformément aux dispositions de l'article 860 du C. O.⁵⁰,
 - b) Le paiement aux sociétaires d'un intérêt de 5 % au maximum sur les parts sociales et de jouissance,
 - c) Le reliquat pouvant, sur décision de l'Assemblée des Délégués être affecté à d'autres buts, à la constitution de réserves supplémentaires ou être reporté à nouveau.

⁴⁹ Art. 32 des statuts des L. R.

⁵⁰ L'art. 860 du C. O. dit : « Lorsque l'excédent est employé à une autre destination qu'à l'augmentation de la fortune sociale, un vingtième au moins doit être affecté annuellement à la constitution d'une réserve. Cette affectation doit se poursuivre pendant vingt ans au moins et, en outre, s'il existe des titres constatant les parts sociales jusqu'à ce que la réserve atteigne 1/5 du capital social. Les statuts peuvent prescrire une dotation plus large de la réserve. Lorsque les réserves ne dépassent pas la moitié de la fortune sociale restante ou, s'il existe des titres constatant les parts sociales, la moitié du capital social, elles ne peuvent être affectées qu'à couvrir les pertes ou à des mesures tendant à permettre que le but social soit atteint en temps de crise. Les sociétés d'assu-

En cas de dissolution de la Fédération, l'actif net résultant de la liquidation, après extinction de tous les engagements de la Fédération, est employé au remboursement de la valeur nominale des parts sociales, puis à celui des parts de jouissance ; le surplus disponible éventuel se répartit entre sociétaires au prorata de leur apport total de lait depuis le 1^{er} janvier 1923 ou la date de leur entrée dans la Fédération⁵¹ ; demeurant réservées les dispositions de l'article 365 du C. O.

C'est l'assemblée des délégués qui décide la dissolution de la Fédération, à condition que la proposition de dissolution ait été portée à l'ordre du jour et que la décision soit prise à la majorité des deux tiers des voix émises.

L'assemblée des délégués peut, en cas de dissolution de la Fédération, distraire du superflu les sommes qu'elle voudrait verser à d'autres organisations agricoles ou d'intérêt général⁵².

Enfin, en cas de contestations pouvant s'élever, pendant la durée de la Fédération ou sa liquidation, entre la Fédération et ses organes, entre ces organes entre eux ou entre la Fédération ou ses organes et les sociétaires, un tribunal arbitral, composé de trois arbitres, dont un désigné par chacune des deux parties et le troisième amiablement par elles, jugera souverainement et sans appel le différend. A défaut d'entente entre les deux parties pour la désignation du troisième arbitre, c'est le président de la Cour d'appel de Genève qui le désignera⁵³.

C. *Clauses essentielles des statuts-type des Sociétés de Laiterie* (membres des L. R.)

Les sociétés de laiterie, membres de la « Fédération des Producteurs de lait de Genève en environs » sont des sociétés coopératives. Elles ont pour objet la sauvegarde des intérêts professionnels de leurs membres et la mise en valeur de leur production de lait par l'affiliation aux L. R. Ces sociétés de laiterie ne poursuivent pas un but lucratif⁵⁴. Pour être admis membre d'une société de laiterie, le candidat doit présenter une demande écrite au président de celle-ci,

rances concessionnaires constituent leurs fonds de réserve conformément au plan d'exploitation approuvé par le Conseil fédéral.

⁵¹ Art. 34 des statuts de la Fédération.

⁵² Art. 34.

⁵³ Art. 35.

⁵⁴ Art. 1 et 2 des statuts-type des Sociétés de Laiteries.

et son adhésion doit être approuvée par les L. R. Tout nouveau sociétaire paie un droit d'entrée de Fr. 5.— par hectare (à l'exclusion des vignes, forêts et cultures maraîchères), versé à fonds perdu, versement qui ne crée aucun droit de participation à la fortune de la société.

Trois catégories de membres se voient exonérés du paiement de ce droit :

- 1) Les sociétaires provenant d'une autre section des L. F.,
- 2) le ou les héritiers d'un sociétaire,
- 3) l'acquéreur de la propriété d'un sociétaire⁵⁵.

Les engagements de la société sont garantis par ses biens. Les sociétaires n'encourent aucune responsabilité personnelle, ni solidaire à raison des engagements et des dettes de la société⁵⁶.

Les sociétaires sont tenus de fournir à la société, d'une façon régulière, tout le lait de leurs vaches, à l'exception de celui nécessaire à leur consommation, à celle de leur personnel et, s'ils sont fermiers, à celle des sociétaires dont ils louent les terrains, pour autant qu'il s'agit d'une exploitation comprenant des bâtiments et si cette obligation figure dans le bail.

Les sociétaires peuvent en outre disposer du lait nécessaire à l'engraissement et à l'élevage du jeune bétail⁵⁷.

Les sociétaires s'engagent à livrer le lait de leurs vaches conformément aux règlements de la société, aux prescriptions établies par les L. R. et aux dispositions légales.

L'inspecteur des étables a libre accès en tout temps dans les exploitations des producteurs⁵⁸.

Tout sociétaire peut se retirer de la société pour la fin de l'exercice annuel, en prévenant le comité par écrit, au moins six mois à l'avance. Tout sociétaire-fermier quittant le rayon de la société est considéré comme démissionnaire⁵⁹.

Les organes de la société de laiterie sont :

l'Assemblée Générale,

le Comité,

et les Commissaires vérificateurs⁶⁰.

⁵⁵ Art. 6 et 7.

⁵⁶ Art. 9.

⁵⁷ Art. 11.

⁵⁸ Art. 13.

⁵⁹ Art. 14.

⁶⁰ Art. 17.

L'assemblée générale est toujours l'organe suprême de la société. Chaque membre a droit à une voix. Il peut être représenté par un autre agriculteur, muni d'une procuration. L'assemblée générale se réunit une fois l'an et, dans la règle générale, après l'assemblée générale des L. R.

Les assemblées générales sont convoquées par les soins du comité, les assemblées générales extraordinaires l'étant chaque fois que le comité le juge nécessaire. Les convocations sont adressées par écrit à chaque sociétaire, au moins cinq jours à l'avance, en indiquant l'ordre du jour de l'assemblée générale.

L'assemblée générale nomme les membres du comité, des vérificateurs des comptes, les délégués à l'assemblée générale des L. R. ; elle discute et approuve, s'il y a lieu, la gestion et les propositions du comité, se prononce enfin sur toutes les propositions individuelles⁶¹.

La société de laiterie est administrée par un comité composé de trois à sept membres, nommés par l'assemblée générale pour une durée de trois ans. Ils sont rééligibles. Le comité nomme, parmi ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire et un caissier, lequel peut éventuellement être pris en dehors des membres du comité.

Le comité gère et administre les affaires de la société ; il ne peut contracter d'emprunt ou aliéner les biens de la société sans autorisation de l'assemblée générale.

Les fonctions de membre du comité sont gratuites, sauf décision contraire de l'assemblée générale⁶².

Deux commissaires vérificateurs, pris en dehors du comité, sont nommés chaque année par l'assemblée générale ; ils sont chargés de lui présenter un rapport sur la tenue des livres, le bilan et les comptes de la société.

L'un des deux commissaires vérificateurs peut être pris en dehors de la société⁶³.

Sur le produit du lait et autres recettes de la société, on prélève :

- 1) les frais généraux,
- 2) les frais de transport,
- 3) le service des intérêts et amortissements.

⁶¹ Art. 18 à 24.

⁶² Art. 30.

⁶³ Art. 31.

Le solde est réparti mensuellement au prorata des apports de lait de chaque sociétaire. En fin d'exercice, s'il y a lieu, une répartition supplémentaire s'effectue, sur les mêmes bases. C'est l'assemblée générale qui fixe le mode de liquidation de la société.

L'actif net, après extinction du passif, est réparti entre les sociétaires au prorata du nombre de litres de lait livrés à la société pendant les dix années qui ont précédé la liquidation. Pour les sociétaires admis postérieurement, il est tenu compte de l'apport depuis cette date des personnes de qui ils tiennent leur propriété ⁶⁴.

Les contestations qui peuvent s'élever entre la société et ses membres sont jugées souverainement par trois arbitres nommés : l'un par la société, l'autre par le sociétaire, et le troisième par les deux premiers, sinon d'office par le tribunal compétent. Les différends entre la société et une autre société affiliée à la Fédération sont arbitrés souverainement par le Comité de direction des L. R. ⁶⁵.

Telles sont les clauses essentielles des statuts-type des sociétés de laiterie faisant partie des L. R.

Celles-ci laissent à leurs membres fédérés (sociétés de laiterie villageoises) autant d'autonomie que possible. Chaque société villageoise a la possibilité de garder autant de lait qu'elle l'estime nécessaire pour la consommation locale, et de ne livrer que le surplus aux L. R. Les bénéfices sur la vente du lait dans la localité reviennent à la société de laiterie locale. Par contre, les sociétés villageoises sont liées à la Fédération par la livraison de lait qu'elles font aux L. R., ainsi que par les marchandises et produits laitiers qu'elles reçoivent de celles-ci.

D. *Prix du lait à la production et à la consommation*

« Le prix est un monde », dit Jean-Adrien Lavanchy, dans son ouvrage intitulé « Le prix de revient du lait » ⁶⁶. Il dépend de plusieurs facteurs que nous pouvons diviser en deux catégories : facteurs humains et facteurs naturels. Le prix est constitué par les variations de plusieurs facteurs de ces deux grandes catégories.

Sans vouloir entrer dans les détails de ces variations, ou dans ce « monde », ce qui dépasserait largement le cadre de notre travail, nous pensons utile de dire quelques mots sur le prix du lait.

⁶⁴ Art. 34.

⁶⁵ Art. 35.

⁶⁶ Pour renseignements plus détaillés sur le prix de revient du lait, voir : J. A. Lavanchy, « Le prix de revient du lait ». Thèse, Genève, 1952.

Le lait, comme le pain et certains autres articles d'alimentation, forme la base de la consommation du peuple. Il représente l'un des articles qui déterminent l'indice du coût de la vie. Ses variations peuvent provoquer des protestations de la part des diverses classes économiques. La question de la fixation du prix du lait est donc une question d'ordre politico-économique et, pour sa détermination, il faudrait prendre en considération les intérêts de ces différentes classes. C'est le gouvernement fédéral (département de l'Economie Publique) qui fixe le prix du lait à la production et à la consommation ; il le fait le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année, et cela sur la base du rapport de la division de l'Agriculture du dit département, rapport élaboré sur les renseignements pris auprès des représentants des producteurs, des commerçants et des consommateurs du lait.

Le prix de base à la production, ainsi fixé par le département de l'Economie Publique, est le même pour toute la Suisse. Il ne varie pas beaucoup d'un semestre à l'autre ; par contre, on constate des variations assez importantes d'une année à l'autre.

Le tableau ci-dessous exprime les variations du prix de base, ainsi que celles du prix moyen payé aux sociétaires de la Fédération, de 1940 à 1954, franco Genève, par kilo.

Prix de base (Ct.)			Prix moyen payé au producteur (Ct.)			Prix de base (Ct.)			Prix moyen payé au producteur (Ct.)		
1940	22	24,16	1941	24	27,08	1942	26	28,74			
1943	27	29,94	1944	28	30,66	1945	30	35,50			
1946	34	36,70	1947	38	40,80	1948	38	40,70			
1949	38	40,70	1950	38	40,70	1951	38	40,70			
1952	38	40,70	1953	39	41,24	1954	39	41,15			

67

La question de la fixation du prix de base fait l'objet de longues discussions, chaque année, entre les représentants des associations laitières suisses, d'une part, et le gouvernement fédéral, d'autre part. Les rapports annuels des Laiteries Réunies établissent que les revendications des producteurs du lait concernant la majoration du prix de base, furent souvent repoussées, ou qu'elles subirent de fortes modifications avant d'être acceptées. Cependant, ces

67 Statistique tirée des rapports annuels de la Fédération.

majorations de prix de base, tout en ne donnant pas entière satisfaction aux producteurs, provoquaient aussi chez les consommateurs, et surtout dans les milieux industriels, des grandes protestations. On enregistra même des mouvements, en divers endroits, pour boycotter lait et produits laitiers. La dernière action contre la hausse du prix de base fut celle de 1953, surtout en Suisse alémanique, notamment à Berne, Bâle et Zurich.

A cette date, le gouvernement fédéral avait accordé, après de longs pourparlers avec l'Union Centrale des Producteurs Suisses du lait, une majoration de 1 centime du prix de base, passé ainsi de 38 cts à 39 cts le kilo ⁶⁸. L'application en fut fixée au 1^{er} mai 1953. L'augmentation de ce prix a été accompagnée, aux Laiteries Réunies, de l'introduction du paiement à la qualité qui eut pour effet d'incorporer au prix mensuel payé aux sociétés classées en catégorie I, les trois dixièmes de centimes jusqu'alors payés en fin d'année, lorsque les résultats le permettaient ⁶⁹. Le prix de répartition pour le lait classé en catégorie I s'est donc élevé (franco Genève) à 41,7 cts le kilo à la date précitée. Pour toute l'année 1954, le prix moyen payé pour la production totale des sociétaires se monte à 41,15 cts le kilo, soit 42,47 le litre (chaque litre de lait pèse environ 1032 grammes). Au prix moyen payé aux producteurs s'ajoutent les charges supportées par la Fédération, soit : la redevance à la Caisse de Compensation, à raison d'un demi-centime par litre, les suppléments pour la vente locale dus aux sociétés qui en ont confié l'exploitation aux L. R., la différence de prix entre le paiement du lait au kilo et sa vente au litre. Enfin, n'oublions pas que, depuis le 1^{er} mai 1951, la Fédération verse à la Caisse de Compensation un centime sur le prix payé par le consommateur, en compensation de l'allocation de renchérissement qu'elle accorde aux commerçants détaillants ⁷⁰.

Si l'on prend en considération le prix de vente du lait au consommateur et le prix payé au producteur, respectivement 53 cts et 42,47 en 1954, on constate que le rapport de ces deux prix est de $42,47 : 53 = 81\%$ environ.

Cela est révélateur de l'importance de cette coopérative des producteurs du lait que sont les L. R. D'un article vendu par le détaillant au consommateur, 81 % du prix de vente vont directement enrichir la poche du producteur ; 19 % couvriront le $\frac{1}{2}$ cen-

⁶⁸ Rapport annuel de 1953 de la Fédération.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ibid., 1954.

time de redevance à la Caisse de Compensation, tous les frais de l'exploitation, de l'administration, en un mot les frais généraux des Laiteries Réunies et, enfin, la marge bénéficiaire des détaillants, etc.

E. *Activités des Laiteries Réunies*

L'article 3 des statuts de la Fédération mentionne ainsi le but de l'Association : « La Fédération a pour but la sauvegarde des intérêts des producteurs de lait, ses sociétaires, par le moyen de l'entraide coopérative. A cet effet, elle exerce toute activité relative à la production et à l'industrie laitières, en général, et procède à toute opération commerciale, industrielle, immobilière ou financière pouvant concourir à la réalisation de son but.

« Elle peut, par simple décision de l'administration, participer à d'autres organisations, s'intéresser à d'autres entreprises et créer, en tous lieux, des succursales, agences ou locaux d'exploitation...

« Elle ne poursuit pas de but lucratif. »

La tâche principale de la Fédération consiste à recevoir tout le lait produit par ses sociétaires et à l'écouler le mieux possible, en premier lieu par la distribution, ensuite par la transformation du lait en produits laitiers.

Le prix du lait payé au producteur représente en principe le prix de la vente du lait par les L. R., moins les frais de l'exploitation, les frais généraux de toutes sortes. Le prix du lait se paye mensuellement, et cela en général le huitième jour de chaque mois.

On peut diviser les activités déployées par les L. R. en activités principales et activités accessoires.

1. *Activités principales*

L'activité principale de la Fédération, nous l'avons mentionné, consiste à recevoir le lait de ses sociétaires et à l'écouler de son mieux.

La technique de ramassage du lait par les L. R. mérite des éloges : deux fois par jour, leurs camions ou les wagons à la disposition de la Fédération passent dans les villages ou dans les fermes, prennent le lait qui est conduit à la laiterie du village pour être envoyé aux L. R. Déjà dans les laiteries villageoises, le lait est refroidi par des moyens simples (circulation d'eau froide autour des « boilles », boîtes à lait, qui le contiennent). La température du lait est abaissée de quelques degrés ; celui-ci est mis dans des boîtes à

lait de 30 à 40 litres de contenance, qu'en envoie par camion des L. R. ou par chemin de fer à la Centrale Laitière. La production journalière de chaque producteur s'inscrit dans le registre de la société locale. Les « boilles » remplies sont scellées ; on indique son poids et le nom de la société livrant le lait. A son arrivée à la Centrale Laitière, le lait est pesé. En même temps, on prélève un échantillon de chaque boîte pour l'examiner dans les laboratoires des L. R. Ces échantillons porteront le nom de la société dont le lait provient.

Le lait est ensuite pompé et déversé dans un bac d'une contenance de 3000 litres. Il y est constamment remué pour que la matière grasse se mélange bien avec le lait. De là, le lait est dirigé sur des filtres, puis sur des réfrigérants à eau glacée qui l'amènent à une température de 3°. Le refroidissement du lait s'impose pour deux raisons :

- 1) le lait se conserve mieux et plus longtemps ;
- 2) la crème ne monte pas dans le lait froid, comme c'est le cas pour le lait chaud.

Le lait destiné à la consommation directe ne subit donc que quelques refroidissements, sans qu'on en enlève la crème ou qu'on le soumette à d'autres opérations.

Tandis que les boîtes à lait vidées passent dans les machines à laver, le lait est traité en vue de sa consommation, celui destiné à la ville ne devant et ne pouvant pas être livré au consommateur tel qu'il sort de l'étable.

Les boîtes à lait, remplies de lait froid, sont alors expédiées en ville. Environ 90 % du lait consommé par la population est le lait froid ainsi préparé et 10 % seulement est pasteurisé.

Le lait destiné à être pasteurisé passe dans un local approprié. Alors que les bouteilles rendues par le consommateur sont lavées dans une machine spéciale, le lait est pasteurisé et conduit dans la remplisseuse rotative. Les bouteilles lavées sont acheminées sur une bande mobile sous la remplisseuse ; elles y seront bientôt prêtes pour la livraison. Toutes ces opérations sont synchronisées et l'hygiène la plus rigoureuse ne trouve rien à redire.

Le lait destiné à la pasteurisation est traité par la chaleur (80° centigrades pendant 20 secondes), puis immédiatement réfrigéré à basse température. La pasteurisation n'est donc pas une cuisson, ni une stérilisation. Son but vise à prolonger la durée de conservation du lait. Le lait garde toute ses qualités, entre autre ses vitamines.

Pour la fabrication de la crème et du beurre, le lait passe dans un local où se trouvent les installations de centrifugation et de pasteurisation. Seul le lait non consommé est écrémé dans les centrifugeurs. Le lait écrémé sera dirigé vers le réservoir ; il est destiné à la consommation des porcs. La crème passe dans les machines de pasteurisation. Elle est ensuite réfrigérée, puis envoyée à la beurrerie. On en destine une partie à la fabrication du beurre, une autre à la consommation ; une dernière enfin servira à la fabrication d'ice-cream.

La crème est la matière grasse du lait. Sur les 1032 grammes que pèse un litre de lait, on compte 38 à 42 grammes de crème suivant la saison et la qualité de la vache.

On met la partie de la crème pasteurisée destinée à la fabrication du beurre dans des bacs de 3000 litres ; elle y est « mûrie » à l'aide de ferments lactiques pendant 18 à 24 heures, ceci à une température de 15 degrés. On la verse ensuite dans des barattes d'une contenance de 3000, 1000 et 800 litres.

Le malaxage s'effectue dans la baratte même. Le beurre est ensuite placé dans un frigorifique pour passer de là dans les machines de moulage et d'emballage automatique. On obtient, en moyenne, 4,2 kg. de beurre par le traitement de 100 litres de crème. La beurrerie de la Centrale est équipée pour la fabrication du beurre selon la méthode danoise. La mouleuse fournit 40 plaques de 100 et 200 grammes à la minute. Le beurre fabriqué selon cette méthode porte la marque *Floralp*.

Le beurre fabriqué dans la Centrale Laitière ne suffit pas à la consommation du canton. Les L. R. sont en relation avec la *Butyra*, organe officiel chargé de régler l'écoulement et l'importation du beurre en Suisse, et qui groupe les représentants des producteurs, du commerce et même des consommateurs. La *Butyra* possède le monopole de l'importation sous contrôle de l'autorité fédérale.

La Suisse exporte du fromage et importe du beurre. Le fromage suisse jouit d'une réputation mondiale. Une politique avisée veut que la Suisse exporte du fromage, qui possède un marché assuré et se vend à un bon prix, et importe le beurre, qui lui revient meilleur marché que le beurre indigène. Voici les principaux pays fournisseurs de beurre à la Suisse : le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, l'Australie, l'Argentine et la Nouvelle-Zélande. La majeure partie du beurre consommé en Suisse est importée. Le beurre fabriqué dans le pays n'en représente qu'un complément.

En ce qui concerne le fromage, les L. R. en fabriquent deux sortes, dans leurs locaux et à la campagne ; ce sont :

1) Les fromages à pâte dure qui sont préparés avec un caillé chauffé de 31 à 36 degrés ; ils doivent subir un traitement prolongé dans des caves de maturation et d'affinage. Les fromages de Gruyère, d'Emmenthal, du Jura, sont de cette catégorie. Leur teneur en eau ne dépasse jamais 40 %. Les fromages de pâte dure ne proviennent pas de la Centrale des L. R., mais des fromageries d'origine. Les L. R. possèdent des caves spécialement aménagées, destinées à l'affinage du Gruyère, de l'Emmenthal et du Jura d'origine ;

2) Les fromages à pâte molle se livrent avec ou sans croûte, préparés avec un caillé non ou peu chauffé. Leur teneur en eau est d'environ 50 %. Les *tommés* diverses, *reblochon*, brie, camembert, limbourg, petit suisse, beaumont, etc., appartiennent à cette catégorie. Ces fromages peuvent être fabriqués dans la Centrale Laitière.

Pour le commerce et le ravitaillement du fromage, les L. R. traitent avec l'*Union Suisse du Commerce de Fromage*, actuellement chargée du contrôle, de l'approvisionnement et du ravitaillement en fromage du pays tout entier, ainsi que du monopole d'exportation du fromage.

Dans la Centrale Laitière, on trouve encore un local où se trouvent des machines nécessaires à la fabrication d'« ice-cream » de divers arômes. On les garde en frigorifique jusqu'à livraison au consommateur. La marchandise en réserve dans le « frigo » est conservée à une température de 28 degrés au-dessous de zéro.

Outre leurs installations employées au traitement du lait et à la fabrication de produits laitiers, les L. R. disposent aussi d'un laboratoire dont le rôle est de vérifier que, dans la Centrale Laitière, dans les Sociétés de laiterie locales et chez le producteur, tout ce qui a trait à la production, à la conservation, au traitement du lait et des produits laitiers soit réalisé conformément aux dispositions légales et officielles réglementant ce genre d'activité. Le laboratoire des L. R. collabore étroitement avec le service cantonal d'Hygiène et l'office vétérinaire cantonal, prêts à intervenir dans tous les cas où l'action directe des autorités sanitaires apparaît nécessaire.

Dans les laboratoires des L. R. il y a trois sections distinctes correspondant à trois sortes de travaux :

1) Le laboratoire, où sont analysés les échantillons de lait prélevés au moment de leur arrivée à la Centrale. Ces analyses portent sur les points suivants : qualité, propreté, conservation, teneur en matière grasse ;

2) Dans le second laboratoire on procède à des investigations chimiques plus poussées. On effectuera l'analyse du lait et des produits laitiers en déterminant la composition de la matière sèche et les rapports entre les composants ;

3) Enfin, dans un troisième laboratoire, on fait des recherches bactériologiques pour connaître l'état sanitaire du troupeau. On y surveille aussi la qualité des cultures microbiennes et des ferments utilisés dans la fabrication : maturation des crèmes, pasteurisation, etc.

Un organe, désigné par le Comité de Direction des L. R. sous le nom d'« inspectorat des laits et des étables », se rattache au laboratoire ; il est chargé de surveiller les troupeaux et les méthodes de production de lait ; de contrôler aussi le matériel utilisé dans les locaux de coulage. Il prescrit toutes mesures relatives à l'entretien des étables, à l'alimentation des vaches, à l'ensilage des fourrages, etc.

Le laboratoire organise enfin des concours entre producteurs de lait, en vue de développer la qualité du lait.

La Centrale Laitière fabrique également deux sortes de poudres de lait :

1) poudre de lait entier, destinée à la fabrication de chocolats, de confiserie, etc. ;

2) poudre de lait maigre, destinée à l'alimentation du bétail ⁷¹.

Les statistiques suivantes renseignent sur les activités de la Fédération. On y trouve le nombre de vaches à lait et les élèves appartenant aux sociétaires (depuis 1940) :

Année	Vaches				Elèves			
	Genève	Vaud	Zone	Total	Genève	Vaud	Zone	Total
1940	6131	6144	1548	13 823	2591	3935	621	7147
1941	5862	5778	1423	13 063	2513	3776	761	7050
1942	5086	5347	1114	11 547	2753	3516	747	7016
1943	5330	5574	1039	11 943	2829	3859	819	7507
1944	5029	5365	954	11 347	2677	3693	783	7153
1945	4733	5447	831	11 011	2711	3665	676	7052
1946	5009	5781	912	11 702	2597	3414	596	6607
1947	5101	6032	979	12 112	2477	3264	598	6339
1948	5259	6204	986	12 449	2492	3285	633	6410
1949	5575	6548	1082	13 205	2580	3395	602	6577
1950	5600	6784	1152	13 536	2898	3677	706	7281
1951	5590	6886	1179	13 655	3147	3938	692	7777
1952	5428	6919	1126	13 473	3483	4374	670	8527
1953	5501	6807	1123	13 431	3313	4191	647	8151
1954	5345	6870	1016	13 231	3328	3836	674	7838

72

⁷¹ Renseignements au sujet des travaux de la Centrale donnés par A. Nicod.

⁷² Statistique tirée des rapports annuels des Laiteries Réunies.

Le nombre des vaches et élèves appartenant aux sociétaires des L. R. est plus élevé dans le canton de Vaud que dans celui de Genève ou de la région zonienne.

La production laitière de la Fédération, de 10 millions de kilos en 1911, a augmenté, au cours des années pour arriver à 31.418.933 en 1954. Cet accroissement subit des à-coups. Chiffrée à 32 millions de kilos en 1939, la production tomba, durant la seconde guerre mondiale au minimum de 17 millions en 1945. A partir de là, elle reprit sa course ascendante.

Voici les quantités de lait (en kilos) livrées à la Centrale depuis 1939 et comment elles se répartissent entre les trois secteurs régionaux de la Fédération (ventes locales non comprises) :

	Genève	Vaud	Zone	Total
1939	13 489 781	14 309 489	4 080 390	31 879 660
1940	12 504 433	13 065 345	3 115 717	28 685 515
1941	11 582 751	11 440 703	2 729 516	25 752 970
1942	9 326 320	9 780 201	1 795 983	20 902 504
1943	8 290 504	8 667 960	1 164 181	18 122 645
1944	8 737 490	8 626 055	814 886	18 178 431
1945	7 768 843	8 286 353	867 039	16 922 235
1946	8 162 058	9 114 980	1 103 153	18 380 191
1947	9 012 545	9 701 784	1 358 797	20 073 126
1948	10 158 274	11 452 226	1 561 475	23 171 975
1949	10 955 860	12 892 169	2 191 045	26 039 074
1950	11 193 687	13 645 455	2 570 375	27 409 517
1951	11 071 101	14 331 503	2 398 329	27 800 933
1952	11 270 606	15 132 860	1 563 616	27 967 082
1953	12 013 070	15 655 455	1 473 816	29 142 341
1954	12 743 681	16 564 320	2 110 931	31 418 932

73

Ainsi, la majeure partie de la production provient de la section vaudoise de la Fédération. Comparée à celle d'avant la guerre de 1939, la production genevoise de 1954 reste de 6,39 % inférieure, alors que celle de la partie vaudoise accuse une augmentation de 14,9 %. Enfin, malgré l'augmentation générale de la production laitière, celle des zones n'a représenté, en 1954, que 67,57 % de celle de 1939.

Par rapport à 1939, les livraisons du lait à la Centrale se traduisent en pour cent de la manière suivante ⁷⁴ :

⁷³ Statistique tirée des rapports annuels de la Fédération.

⁷⁴ Rapport de 1954 des L. R.

	Genève	Vaud	Zone	Total	Ecart
1939	100	100	100	100	0
1940	92,7	91,3	76,4	89,8	10,2
1941	85,8	79,9	66,9	80,8	19,2
1942	69,1	68,3	44	65,6	34,4
1943	61,4	60,5	28,5	56,8	43,2
1944	64,7	60,3	19,9	57	43
1945	57,6	57,9	21,2	53,1	46,9
1946	60,5	63,7	27	57,6	42,4
1947	66,8	67,8	33,3	62,9	37,1
1948	75,3	80	38,3	72,7	27,3
1949	81,2	90,1	53,7	81,6	18,4
1950	82,9	95,3	63	85,9	14,1
1951	82,1	100,1	58,8	87,2	12,8
1952	83,5	105,7	38,3	87,7	12,3
1953	89	115,6	36,1	91,4	8,6
1954	94,4	115,7	51,4	98,5	1,5

L'augmentation de la production laitière, ces dernières années, est d'autant plus remarquable qu'on a dû abattre de nombreuses vaches. La lutte engagée contre le tuberculose en est cause.

L'augmentation de la production chez les sociétaires des L. R. a permis à la Fédération de faire beaucoup moins appel à du lait de secours. Chaque année, en effet, la Fédération s'adresse à diverses fédérations de laiteries, notamment à celles du Jura de Fribourg, de Lausanne et de Winterthour.

Le tableau suivant indique la moyenne journalière des livraisons de lait à la Centrale ⁷⁵.

	Moyenne journalière (Total)	Moyenne journalière (part des sociétaires)
1939	112 143	87 341
1940	102 906	77 348
1941	95 956	70 556
1942	91 760	57 267
1943	90 283	49 651
1944	86 019	49 668
1945	87 332	46 362
1946	90 963	50 336
1947	92 596	54 994
1948	99 015	63 311
1949	100 859	71 340
1950	98 826	75 094
1951	100 243	76 166
1952	103 998	76 412
1953	98 509	79 842
1954	101 975	86 079

⁷⁵ Statistique tirée des rapports annuels de la Fédération.

La moyenne journalière des livraisons des sociétaires en 1954 est — on le voit — la plus forte qu'on ait enregistrée depuis 1939, et à l'exception de cette année.

Le tableau suivant donne la quantité de lait produit par les membres des Laiteries Réunies, ainsi que celle du lait de renfort acheté aux autres fédérations, et enfin le total du lait livré à la Centrale des L. R. (en litres) ⁷⁶ :

	Livré par les sociétaires	Acheté aux autres fédérations	Inventaire au 1 ^{er} janvier	Total ⁷⁶
1940	27 431 809	9 663 994	69 998	36 565 801
1941	24 954 428	8 983 689	91 222	34 029 339
1942	20 254 363	12 199 671	35 809	32 489 843
1943	17 560 699	14 283 132	46 045	31 889 876
1944	17 614 756	12 824 659	42 113	30 481 528
1945	16 397 515	14 425 485	88 677	30 911 677
1946	17 810 260	14 315 112	110 679	32 236 051
1947	19 450 703	13 254 066	80 952	32 785 721
1948	22 453 463	12 580 631	67 173	35 101 267
1949	25 231 659	10 340 769	75 539	35 647 967
1950	26 559 608	8 296 908	65 546	34 922 062
1951	26 938 890	8 421 569	77 488	35 437 947
1952	27 099 883	9 693 706	84 170	36 877 759
1953	28 238 700	6 514 213	65 286	34 818 199
1954	30 444 699	5 525 304	66 741	36 036 744

Ainsi, les livraisons des sociétaires diminuent continuellement depuis 1940. Le minimum se situe en 1945. Simultanément, la quantité de lait achetée aux autres fédérations augmente, pour atteindre, également en 1945, son maximum. Depuis cette date, le mouvement a changé de direction : le maximum de production indigène et le minimum de l'achat se placent en 1954.

La proportion du lait acheté, par rapport au lait produit par la Fédération, dans les 4 années de 1940 — 1945 — 1950 et 1954 est la suivante :

	Production de la fédération	Lait acheté		Production de la fédération	Lait acheté
1940	100	33	1945	100	88
1950	100	33	1954	100	18

Le lait ainsi livré à la Centrale est vendu en grande partie tel quel. Une faible quantité seulement est destinée à la fabrication du yoghourt, de la crème, du beurre, de la poudre de lait, du fromage à pâte molle et de la crème glacée (ice-cream).

⁷⁶ Statistique tirée des rapports annuels des L. R.

La Fédération possède, à ce propos, un marché, une demande assurée dans les magasins des L. R. et autres laiteries, ainsi que dans ceux de l'U. L. Beurre et poudre de lait sont fabriqués « de trop plein », c'est-à-dire quand la production du lait excède la consommation. En hiver, quand la production du lait est faible, et la consommation, par contre, plus forte, on arrête ou diminue la fabrication de ces deux marchandises.

Voici les quantités de lait (en litres) destinées à la fabrication de yoghourt et autres produits laitiers, depuis 1940. (Nous entendons par « lait travaillé à la Centrale » la quantité de lait prise pour fabriquer tous les produits laitiers.) Une faible quantité du lait est aussi vendue pour la fabrication aux autres sociétés, notamment la Société Gervais S. A., ainsi qu'aux laitiers acheteurs aux L. R.

	Lait pour yoghourt	Lait travaillé à la Centrale
1940	82 052	11 006 769
1941	87 594	4 752 905
1942	111 608	2 575 554
1943	71 623	1 825 311
1944	69 699	2 317 164
1945	122 578	2 491 066
1946	130 982	2 307 474
1947	168 554	3 079 053
1948	157 541	3 037 878
1949	170 545	3 373 287
1950	320 879	4 040 520
1951	345 814	4 636 021
1952	401 660	5 492 841
1953	439 166	4 346 806
1954	487 193	6 911 111

77

2. Activités accessoires

A part les activités principales qui concernent le ramassage et l'écoulement du lait et des produits laitiers, les L. R. se sont vu confié d'autres activités, activités accessoires puisqu'elles n'entrent pas dans le domaine de l'industrie laitière proprement dite. Il s'agit du service des œufs et de la charcuterie.

1) Service des œufs :

Jusqu'en 1943, les œufs du pays furent récoltés dans le rayon des L. R. par la *Société Romande de ramassage des œufs*. Les L. F. constituaient la centrale de Genève de cette Société. Au cours de 1943, par suite d'une réorganisation générale, la S. R. O., est devenue *S. E. G. Romande*, l'une des trois sections de la *Schweizerische Eier-*

verwertung Genossenschaft, Coopérative suisse pour la mise en valeur des œufs.

Les Laiteries Réunies sont devenues aussi Centrale locale de Genève de la *S. E. G. Romande* ⁷⁸. Fonctionnant comme Centrale de ramassage officiel, en raison du rationnement, les L. R. ont dû créer en 1942 des groupements de producteurs dans toutes les communes. Ainsi les Centres de ramassage furent créés dès cette date.

La *S. E. G. Suisse* a été administrée et régie pendant la guerre et jusqu'à la fin du rationnement des œufs, le 1er mars 1946, selon les prescriptions de l'Office de guerre. Elle reprit dès lors sa personnalité juridique et, avec ses anciennes fonctions et attributions, sa liberté d'action ⁷⁹. De ce fait, le nombre des centres locaux de ramassage du rayon des L. R. qui avait passé de 38 en 1941 à 126 pendant la durée de l'obligation de livrer, est retombé à 67 en 1946.

Outre les œufs du pays, des œufs étrangers sont importés par les soins d'un organe fédéral s'appelant *O.V.A.*, qui les répartit, selon des contingents variant au gré des importations et des saisons ⁸⁰.

Voici les pays fournisseurs d'œufs à la Suisse : Suède, Danemark, Pays-Bas, U.S.A., France, Argentine et Pays Balkaniques. Dans la Centrale Laitière existe un service de vérification des œufs. Ceux-ci sont « mirés », c'est-à-dire vérifiés un à un pour l'élimination des œufs gâtés ou qui présentent des défauts ou des altérations. Après quoi, on les loge dans des frigos annexés à ce service, frigos pouvant contenir quantité importante d'œufs en réserve.

Le tableau ci-dessous précise la quantité d'œufs récoltés par la Centrale locale de Genève, le prix, par pièce, payé aux producteurs, ainsi que le nombre des sociétaires et centres de ramassage dans le rayon des L. R.

	Quantité d'œufs récoltés	Prix payé par pièce au producteur (Ct.)	Nombre de sociétaires	Centres de ramassage
1940	939 000	15	612	—
1941	708 000	21,56	623	—
1942	626 000	28,98	—	121
1943	593 700	32	—	124
1944	755 400	32	—	124
1945	799 900	32	—	126
1946	796 441	32	—	67

⁷⁸ Rapport annuel 1943 de la Fédération.

⁷⁹ Rapport de 1946.

⁸⁰ Renseignements donnés par M. A. Nicod.

⁸¹ Statistique tirée des rapports annuels de 1940 à 1946 de la Fédération. Dans les autres rapports, les chiffres correspondants ne figurent pas, et les L. R. ne pouvaient pas nous les communiquer ; nous avons dû nous limiter à la statistique de ces quelques années.

Depuis la fin de 1942 jusqu'à la fin de 1946, étant donné que la marge entre le prix payé au producteur (32 ct.) et le prix facturé au consommateur (35) ne permettait pas de couvrir les frais de transport, de manutention, ni la marge des négociants, la Caisse de Compensation du Service Fédéral du Contrôle des Prix bonifiait aux Centrales 4 ct. par œuf ⁸².

2) Service de charcuterie :

Pour utiliser le lait écrémé qui est en quantité considérable et reste sans usage, chaque jour, à la Centrale, les L. R. eurent cette idée ingénieuse de fonder un service d'élevage et d'engraissement de porcs destinés à la charcuterie. On pourrait ainsi utiliser les résidus du lait et des produits laitiers autrement perdus, étant impropres à la consommation de l'homme.

Les Laiteries ont, dans cette intention, ouvert, en 1927, une porcherie dans la commune de Perly. Le domaine peut contenir plus de 800 porcs.

Les porcs engraisés ainsi sont abattus dans l'abattoir aménagé dans la porcherie, et la charcuterie est livrée aux magasins de l'Union Laitière, ainsi que dans ceux de la Société Coopérative Suisse de Consommation. La majeure partie des porcs utilisés pour la fabrication de charcuterie proviennent des porcheries des L. R. de Perly. Le reste est acheté aux paysans.

Le tableau ci-dessous ⁸³ indique le nombre de bêtes gardées à la porcherie de Perly, de 1942 à nos jours :

	Nombre des porcs		Nombre des porcs		Nombre des porcs		Nombre des porcs
1942	387	1943	387	1944	468	1945	384
1946	594	1947	635	1948	713	1949	725
1950	711	1951	709	1952	761	1953	753
1954	737	1955	751				

Ainsi, pendant ces dernières années, l'effectif est resté presque inchangé.

Par la fondation de ce service bien organisé, les Laiteries Réunies ont réalisé une grande économie, tout en mettant des produits excellents à la disposition du consommateur.

⁸² Rapports annuels 1942-1946 de la Fédération.

⁸³ Statistiques 1942-1948 tirées des rapports annuels de la Fédération. Depuis cette date, l'effectif de la porcherie ne figurant pas dans les rapports annuels, c'est A. Nicod qui a bien voulu nous communiquer les chiffres jusqu'en 1955.

F. Union Laitière S. A.

Nous estimons nécessaire d'en dire quelques mots, car l'Union Laitière S. A. a le mérite d'avoir, depuis plus d'une vingtaine d'années, mis fin à une opposition d'intérêts du producteur et du consommateur de lait et de produits laitiers.

La création de l'U. L. fut le résultat d'une concurrence acharnée entre deux grandes associations coopératives, l'une de production, l'autre de consommation. Il s'agissait des Laiteries Réunies d'une part et de la Société Coopérative Suisse de Consommation, de l'autre. Fondée en 1933, l'U. L. avait pour mission « de mettre fin à cette concurrence vive que se livraient ces deux entreprises d'économie collective et de sauvegarder les intérêts légitimes des producteurs, d'une part, et des consommateurs, d'autre part »⁸⁴.

En effet, la S. C. S. C., outre ses autres services (épicerie, alimentation générale, tissus, chaussures, boulangerie) avait organisé depuis le 1^{er} janvier 1908 un service de vente de lait à ses adhérents et cela pour s'opposer à la hausse du prix du lait que revendiquaient les producteurs⁸⁵.

Pour riposter, les L. R. commencèrent à vendre, outre le lait et les produits laitiers dans leur 64 magasins, des produits d'épicerie et d'alimentation générale⁸⁶. Ainsi, les deux coopératives tendaient pour leur compte, à s'étendre du consommateur au producteur et du producteur au consommateur. Cette concurrence n'était pas seulement néfaste pour les deux parties en cause, mais elle risquait d'avoir une répercussion regrettable sur la coopération et sa bonne marche à Genève.

De l'un et l'autre côté, de bons esprits, réalisant les mauvais effets de cette rivalité, firent de grands efforts pour trouver un terrain d'entente. Il y fallut des années !

Pourtant, en 1923 déjà, soit exactement 10 ans avant la fondation de l'Union Laitière, on avait cherché à réaliser cette union. En effet, dans une assemblée de producteurs de lait qui eut lieu le 1^{er} février de cette année, à Nyon, et dans laquelle les diverses sociétés de dis-

⁸⁴ A. Nicod, *La Communauté des Vendeurs de l'Union Laitière S.A., à Genève*, article destiné à la revue *Coopération*, n° novembre, Paris 1953, p. 10.

⁸⁵ Ed. Jacky, *op. cit.*, p. 223.

⁸⁶ Dr G. Fauquet, *Origine et structure de l'Union Laitière de Genève*, rapport présenté en 1934, reproduit dans *Les Annales de l'Economie Collective*, nos 507-509, Genève, sept., nov. 1955, p. 353.

tribution de lait à Genève étaient représentées, le délégué de la S. C. S. C., en même temps son directeur, déclara qu'il renoncerait volontiers à l'achat direct du lait aux sociétés, si les Laiteries Réunies s'engageaient, de leur côté, à ravitailler sa société à des conditions normales. Cette déclaration fut accueillie avec joie par le représentant des L. R. Dans les jours qui suivirent, les commissions des deux organisations coopératives se mirent au travail. L'élaboration du projet d'entente s'avéra laborieux. Enfin, une convention fut signée, le 26 février, par les dirigeants des deux coopératives, pour une durée de 10 ans. Aux termes de cette convention, les Laiteries Réunies ⁸⁷ assuraient à la Société Coopérative Suisse de Consommation son plein ravitaillement en lait.

La concurrence en matière de l'achat sur territoire suisse était ainsi éliminée. Par contre, en matière de la vente, elles subsistait toujours. Les conditions de vente et prix en ressentaient les effets. Chacune des deux parties modifiait le prix du lait et des produits laitiers selon l'état du marché. Bref, l'anarchie y régnait, et le producteur, ni le consommateur n'en profitaient, vu les frais que cette situation entraînait pour eux.

Il fallait régler cette question. Divers projets et plans furent élaborés à l'établissement desquels s'intéressèrent plusieurs personnalités et, en février 1925 déjà, le secrétariat romand de l'Union Centrale présentait aux deux associations intéressées un mémoire dans lequel il exposait les avantages tant économiques que sociaux, que l'exploitation commune d'une centrale laitière à Genève pouvait offrir. Y figurait également un projet d'organisation d'une société pour l'exploitation en commun de la Centrale Laitière que les L. R. venaient de construire. Ce projet ne fut pas accepté, mais on ne se découragea pas pour cela. Pendant huit ans, plusieurs projets furent remis en chantier, remaniés, abandonnés et repris. On aboutit finalement à la création de l'Union Laitière, grâce à la collaboration de feu Georges Fauquet, alors chef de la division de la Coopération au B. I. T., à celle de Louis Maire, actuellement directeur des L. R., alors sous-directeur, et de feu William Grandjean, ancien directeur de la Société Coopérative Suisse de Consommation.

L'Union Laitière représentait donc la réunion des services de distribution de la S. C. S. C. et des L. R.

⁸⁷ Les L. R. avaient été créées, la même année 1923, par la fusion des Laiteries Genevoises Réunies avec les laiteries de certaines communes du canton de Vaud, ce groupement étant dénommé Fédération Vaudoise-Genevoise.

Ainsi, suivant une expression de Edgard Milhaud, « la guerre du lait » prenait fin ; depuis, « la paix du lait » ne devait plus être troublée⁸⁸.

En 1933, les deux associations coopératives fondatrices de cette nouvelle organisation étaient :

- 1) « La Société Coopérative Suisse de Consommation, fondée en 1868 et qui groupait alors 20.000 membres. Cette société, outre ses services d'alimentation générale, de tissus et chaussures, de boulangerie et de combustible, exploitait également un service de laiterie. Ce service était alimenté par certaines sociétés de laiterie dans divers villages, non fédérées ou dissidentes des L. R. Elle avait organisé également un service de distribution du lait et des produits laitiers comprenant 48 tournées (vendeurs de lait à domicile) et 12 magasins de vente du lait et de quelques articles d'épicerie, indépendamment des 47 magasins d'alimentation générale⁸⁹. »
- 2) Les Laiteries Réunies qui groupaient 111 sociétés de laiterie villageoises, d'un effectif de 2150 membres, possédant 12.600 vaches laitières. La production était mise à la disposition des consommateurs par le canal de la Centrale Laitière des L. R. et de leurs services commerciaux de gros et de détail.

Ces services commerciaux comprenaient 39 tournées de distribution de lait à domicile, 64 magasins de vente au détail du lait et de tous produits laitiers ou de charcuterie préparés par la Centrale. En général, dans ces magasins se vendaient également divers produits d'épicerie⁹⁰. »

L'Union Laitière est une société anonyme chargée par ses deux fondateurs, selon accord intervenu entre eux, d'assurer la gestion commune des commerces de détail exercés par les services de porteurs de lait à domicile et certains magasins de vente.

Le préambule de l'accord est rédigé comme suit :

« La S. C. S. C. et les L. R.
considérant

- a) qu'il est dans l'intérêt des collectivités qu'elles représentent et de la population en général de maintenir entre elles des liens d'étroite collaboration et d'affirmer pratiquement leur caractère coopératif commun ;

⁸⁸ Edgard Milhaud, préface à l'ouvrage de Louis Maire, ci-dessous.

⁸⁹ Louis Maire, *La Communauté des vendeurs de l'Union Laitière S. A.*, de Genève, Genève 1937, pp. 9 et 10.

⁹⁰ Id., mêmes pages.

- b) que, dans le même intérêt, les deux sociétés doivent s'efforcer de rassembler, traiter et distribuer les produits de la campagne dans les meilleures conditions depuis l'exploitation pay-sanne jusqu'au consommateur ;

Convienient :

- a) de réaliser la « gestion commune » de leur commerce de détail actuellement exercé par leurs services de garçons livreurs et dans certains magasins de vente ;
- b) de confier la gérance de cette « gestion commune » à l'Union Laitière S. A. (U. L.), les conditions de ce mandat, ainsi que les règles spéciales et l'étendue de la gestion commune étant fixées dans le contrat de gérance conclu avec l'U.L.⁹¹. »

Par la création de l'U. L., le but est atteint. La concurrence à l'achat et à la vente entre les deux grandes associations coopératives se voit éliminée. Les L. R. sont devenues les fournisseurs exclusifs de l'U. L. pour le lait et les produits laitiers, les œufs, la charcuterie. La Société Coopérative Suisse de Consommation est devenue le fournisseur exclusif de l'U. L. pour toutes les autres denrées et les articles d'épicerie.

Du point de vue économique, la création de l'U. L. procure des avantages considérables. En voici les principaux :

- 1) réduction considérable des frais généraux de transport à la cantrale commune,
- 2) réduction des frais généraux d'exploitation,
- 3) réduction du matériel de distribution,
- 4) réduction considérable des frais de la distribution résultant de l'élimination totale des parcours en double des mêmes rues par les mêmes véhicules des deux organisations,
- 5) réduction du nombre des magasins de vente parmi lesquels s'en trouvaient qui n'étaient ouverts que dans le seul but de la concurrence.

Du point de vue social, la création de l'U. L. présentait également des avantages considérables, entre autres les suivants :

- 1) service plus rationnel pour les consommateurs, assurés de la qualité du lait distribué par une seule organisation commune de producteurs et de consommateurs ;
- 2) service de vente et de ravitaillement plus régulier ;

⁹¹ Louis Mairc, *op. cit.*, p. 11.

3) amélioration considérable des rapports entre le producteur et le consommateur en général ;

4) paix entre ces deux parties en conflit perpétuel.

L'Union Laitière est un pont entre elles, reposant sur les deux piliers de la communauté, celui du producteur et celui du consommateur. Avec ce système, le producteur est associé au consommateur et la concurrence remplacée par l'association.

Dans le domaine laitier, Genève est ainsi parvenue à la paix sociale. C'est l'apogée d'une réalisation de politique économique.

L'U. L. est la première organisation de son genre en Suisse. Cette création fait honneur à ses artisans et au canton de Genève particulièrement.

A l'origine, l'U. L. gérât pour le compte de ses deux mandants les deux services commerciaux que voici :

1) Celui des magasins comptant 76 dépôts (en 1955, ce nombre s'élève à 94) ;

2) Celui des vendeurs, qui comportait 76 tournées de livraison à domicile (89 en 1955) ⁹².

L'Union Laitière est une S. A. Elle ne pouvait être une société coopérative, sinon elle eut dû être une sorte de Fédération coopérative, dont les sections auraient eu même but et même genre d'activités, ce qui était impossible. (Les L. R. et la S. C. S. C. ont des buts et des activités tout à fait différents.) D'ailleurs, même en admettant qu'ils fussent identiques, il aurait fallu, pour former une fédération d'un degré supérieur, au moins trois associations, selon l'article 921 du C. O. Enfin, elle ne pouvait pas être une société coopérative, puisque l'article 831 du C. O. dit qu'il faut au moins sept personnes pour en créer une.

Les actions de l'U. L. S. A. appartiennent pour la moitié aux L. R. et pour l'autre à la S. C. S. C. Son capital fixe s'élève à Fr. 100 000.—. Le dividende est fixé d'avance à 5 %.

L'U. L. étant exclusivement une société gérante ne fait entrer dans ses comptes propres que :

1) en dépenses, les intérêts sur avance consentis par ses com-mettants ;

⁹² A. Nicod. *La Communauté des Vendeurs de l'Union Laitière de Genève*, article paru dans *Les Annales de l'Economie Collective*, nos 507-509. Genève, sept.-nov. 1955, pp. 359-360.

- 2) en recettes, une commission dont le taux a été fixé par le contrat de gérance en pourcentage des excédents nets de la « gestion commune » et à un taux qui doit permettre à la Société gérante de couvrir ses frais propres⁹³.

Les prix de vente au détail que l'U. L. est tenue de pratiquer pour le compte de la « gestion commune » sont fixés par les deux coopératives fondatrices, pour les produits que chacune d'elles fournit. Les produits sont livrés à la « gestion commune » aux prix auxquels ils doivent être mis en vente, diminués des marges qui représentent le bénéfice brut de détaillant.

Tous les frais normaux du détaillant (loyers et autres frais de magasins, salaires de personnel, etc.) sont à la charge de la « gestion commune ». Celle-ci doit normalement réaliser l'excédent net du commerce de détail, excédent réparti aux commettants sur la base de la valeur des apports des deux sociétés.

Le Conseil d'administration de l'Union Laitière S. A. se compose de six membres, dont trois de chacune des deux sociétés.

Selon un accord entre les L. R. et la S. C. S. C., on a confié la direction de l'Union Laitière aux L. R.

L'Union Laitière a donc eu pour effet de ramener à la Fédération des producteurs de lait le soin de ravitailler consommateurs et détaillants en lait et en produits laitiers. Tout ce qui était autrefois confus a été remis en ordre, non pas par des mesures législatives prises par les autorités, mais simplement par un acte volontaire des deux organisations intéressées à mettre fin à des luttes coûteuses et stériles.

* * *

Nous avons assisté à la fondation, puis au développement d'une coopérative rurale genevoise : la « Fédération des producteurs de lait du canton de Genève et environs ». Nous avons applaudi à ses succès. Nous sommes convaincus qu'elle poursuivra ses efforts en apportant un concours toujours plus appréciable à l'industrie laitière, tout en donnant satisfaction totale à la population urbaine et rurale de la région.

⁹³ Dr G. Fauquet, *Origine et structure de l'Union Laitière de Genève...*, p. 354.

CHAPITRE II

FEDERATION GENEVOISE DES SYNDICATS D'ELEVAGE BOVIN DE LA RACE SUISSE TACHETEE ROUGE

A. Historique : début et développement

Le bétail bovin est assurément de tous les animaux domestiques le plus profitable à l'homme, tant par son travail (labour) que par ses qualités nutritives : sa viande et son lait. Est-il nécessaire d'insister sur la place que ces aliments occupent parmi les produits destinés à l'homme. Importance qui justifie bien l'intérêt que ce dernier porte depuis toujours à son bétail, les efforts qu'il déploie en vue d'améliorer la race.

A Genève, les tentatives faites pour améliorer l'espèce bovine datent de longtemps. Non seulement les propriétaires de bétail s'intéressaient à la question, mais d'autres personnes aussi, des groupements également, se rendaient compte de sa signification pour l'alimentation et la santé des citoyens.

La Classe d'Agriculture de la Société des Arts, la première association agricole à Genève, s'en occupa dès sa création. Le Cercle des Agriculteurs, de son côté, en fit autant, prenant une part active dans l'encouragement à donner à l'élevage et à l'amélioration de l'espèce bovine dans le canton ; il réorganisa, en particulier, les concours annuels, tâche qui fut reprise, en 1901, par l'Etat de Genève, et confiée plus tard par ce dernier à la Fédération des Syndicats d'élevage bovin. Ces deux associations agricoles peuvent se vanter d'avoir contribué le plus à la solution du problème, du moins avant la création de la Fédération des Syndicats d'élevage bovin.

Le choix de la race bovine préoccupait depuis fort longtemps aussi les propriétaires et les associations agricoles. Au cours des

années, on a beaucoup changé d'opinion quant à la race bovine convenant le mieux aux conditions naturelles du canton.

Jusqu'au commencement du XIX^e siècle, le bétail bovin de Genève « appartenait en grande partie aux races tachetées rouge et blanche, noire et blanche, au métis issu de ces races et aux croisements entre ces races et d'autres, entre autres la race brune »¹. Le développement de ces animaux était retardé en raison des conditions précaires de leur entretien, de sorte que leur taille et leur poids étaient fort inférieurs à ce qu'on est convenu d'appeler aujourd'hui une petite taille ou un poids minimum.

En 1822, sous l'auspice de la Classe d'Agriculture, une commission examina quelle pourrait être la race bovine « idéale ». Son choix se porta sur la race de Schwytz². La Commission se rendit dans ce canton pour y acheter une trentaine de pièces de bétail appartenant à cette race. La Classe ne se contenta pas d'introduire des bêtes de choix dans le canton, elle voulut contribuer à l'amélioration de la race par l'allocation de primes annuelles à attribuer au plus beau sujet élevé dans le « pays »³. Depuis 1823, les concours de bétail eurent lieu presque toutes les années ; les conditions en étant établies par un programme de treize articles. Ainsi, pendant la période 1820-1850, la race de Schwytz fut considérée comme la plus indiquée pour l'élevage à Genève⁴.

A partir de 1851, et jusqu'en 1873, on importe du « sang améliorateur » qu'on réserve aussi bien aux reproducteurs de la race tachetée (rouge ou noire) qu'aux sujets appartenant à la race de Schwytz. Depuis 1874, la Schwytz perd de l'importance ; on l'abandonne complètement en 1894. Par contre, on commença pendant cette période par importer davantage de reproducteurs des races bernoises (du Simmenthal, du Gessenay), ainsi que des deux variétés fribourgeoises, puis de la race Durham. Enfin, de 1895 jusqu'à aujourd'hui, seuls les sujets de la race tachetée rouge et blanche, élevés dans le canton, profitent de la subvention de l'Etat⁵.

Il y a naturellement d'autres races bovines dans le pays de Genève, notamment la race brune. La Fédération genevoise des Syndicats d'élevage bovin de la race brune est membre de la Cham-

¹ Jacky, *op. cit.*, p. 104.

² Id., p. 104.

³ Id., p. 106.

⁴ Id., p. 97.

⁵ Id., pp. 97 et 98.

bre Genevoise d'Agriculture. Mais cette Fédération n'est pas au bénéfice des subventions fédérale et cantonale.

Les activités concernant l'élevage et l'amélioration de l'espèce bovine se partageaient ainsi entre diverses associations et groupements. Il n'y avait pas d'association se consacrant uniquement à cette question. La Classe d'Agriculture de la Société des Arts organisait bien, depuis 1820, des concours en vue d'encourager la production des meilleurs sujets. Le Cercle des Agriculteurs, également, tout en agissant de même, dès sa fondation, s'occupait de l'alpage du bétail, des questions laitières, etc. Le département de l'Intérieur et de l'Agriculture s'intéressait de son côté à cette activité, surveillant d'abord, ensuite organisant seul les concours de bétail. Tout cela établissant une dispersion d'efforts pour un sujet que eût pu être confié à une seule organisation.

On éprouvait depuis longtemps le désir de créer des Syndicats d'élevages dans les diverses communes de Genève. Cette réalisation était non seulement nécessaire au point de vue de la défense des intérêts des membres, mais aussi pour assurer la surveillance des taureaux de choix dont la présence était nécessaire à l'amélioration de la race élevée dans le canton. Déjà l'assemblée générale du Cercle des Agriculteurs, dans sa séance du 28 novembre 1903, en avait discuté⁶. Mais, on ne sait pourquoi la question fut oubliée pour n'être reprise que dix ans plus tard. En 1912, le jury, lors d'un concours de bétail, avait relevé la nécessité absolue de fonder des Syndicats d'élevage⁷.

Cet avis était partagé par la majorité des éleveurs bovins. Devant leur demande, le département de l'Intérieur et de l'Agriculture se mit à la tête du mouvement et élaborait les statuts et règlements des Syndicats d'élevage. Au printemps de 1913, sur son initiative, seize syndicats sont constitués⁸. A partir de cette date, sur l'ordre de l'Etat, seuls les Syndicats d'élevage peuvent participer aux concours et parmi les propriétaires de bétail, seuls les membres d'un Syndicat peuvent être admis à ces concours. Les Syndicats d'élevage bovin ainsi constitués étaient des associations coopératives. Ils décidèrent de créer, la même année, une fédération pouvant les englober tous, leur assurant la cohésion indispensable. Ainsi, grâce à l'initiative de John Rochaix et encouragée par l'Etat, une assem-

⁶ Id., p. 173.

⁷ Id., p. 180.

⁸ Id., p. 181.

blée constitutive se réunit, instituant la *Fédération des Syndicats d'élevage bovin du canton de Genève*. Cette association de forme coopérative prend en charge toutes les affaires concernant l'élevage bovin, ainsi que la défense des intérêts des éleveurs du canton. Toutes tâches et activités concernant l'élevage et l'amélioration de l'espèce bovine, jusqu'alors confiées à d'autres sociétés d'agriculture, le sont maintenant à la Fédération. Et c'est la Fédération qui organise les concours de bétail, sous la direction du département de l'Intérieur et de l'Agriculture, qui s'occupe de l'élevage du bétail, du contrôle du lait, et de sa production, de la défense des intérêts professionnels de ses membres, de l'estivage du jeune bétail ; qui sert d'intermédiaire dans les relations des syndicats avec les autorités et la Fédération Suisse.

La première assemblée générale eut lieu le 11 février 1914. Deux nouveaux syndicats se formèrent au cours de l'année, portant ainsi leur nombre à dix-huit. A cette date, les syndicats d'élevage ou, pour dire mieux, la Fédération, comptait plus de 500 membres, plus de 2000 têtes de bétail inscrites⁹.

Certains de ces Syndicats furent liquidés au cours des années suivantes (changement de domicile des propriétaires, manque de sujets, etc.) pour donner plus tard naissance à d'autres. Ainsi, en 1945, on enregistra la création et l'admission, au sein de la Fédération, du Syndicat d'Avully¹⁰. Celui de Collex-Bossy est admis en 1947 dans la Fédération¹¹. En 1950, deux nouveaux Syndicats, de Sézenove et de Laconnex, adhèrent à leur tour¹². Le Syndicat de Chancy, créé en 1951, est admis la même année¹³. Enfin, selon le dernier rapport annuel (1955), qui vient d'être présenté à l'assemblée générale de la Fédération, un nouveau Syndicat s'inscrit à la fin de l'année 1955 : celui de Peney-Aire-la-Ville. La Fédération compte maintenant 21 Syndicats dans le canton, comprenant 290 membres (plus de 9000 têtes de bétail). Ils se répartissent de la façon suivante entre les trois régions du canton : rive droite : 10 ; entre Arve et Lac : 5 ; entre Arve et Rhône : 6 ; au total 21.

On ne compte pas un Syndicat par commune. Plusieurs Syndicats groupent chacun plusieurs communes. La Fédération est membre de la Chambre Genevoise d'Agriculture et de la Fédération

⁹ Jacky, *op. cit.*, p. 183.

¹⁰ Rapport annuel de la Fédération, 1945.

¹¹ Rapport de 1947.

¹² Rapport de 1950.

¹³ Rapport de 1951.

Suisse des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge, dont le siège se trouve à Berne. Le *Journal d'Agriculture Suisse* lui sert d'organe officiel. La Fédération est régie par ses statuts et les dispositions du Titre 29 du Code des Obligations concernant les sociétés coopératives ; son nom officiel est « Fédération Genevoise des Syndicats d'élevage bovin de la race suisse tachetée rouge ». Les statuts de la Fédération comptent neuf chapitres et vingt-neuf articles ¹⁴.

La Fédération — son nom l'indique — encourage l'élevage bovin de la seule race appelée à bénéficier de la subvention de l'Etat et de la Confédération. Notons en passant que, dans chaque région de la Suisse, on encourage et subventionne une race unique (en Suisse orientale, c'est la race brune).

La Fédération forme une coopérative de deuxième degré. Elle ne poursuit pas de but lucratif. Ses membres sont les syndicats locaux d'élevage bovin. La demande d'adhésion doit être faite par écrit. C'est l'assemblée générale de la Fédération qui accepte les nouveaux membres. De plus, un droit d'entrée de Fr. 10.— est exigé de chaque syndicat devenant membre de la Fédération ¹⁵. En cas de dissolution ou de démission, les syndicats n'ont aucun droit à l'avoir social de la Fédération ¹⁶. Les engagements de la Fédération sont garantis par ses propres biens. Les sociétaires (syndicats fédérés) se voient exonérés de toute responsabilité personnelle vis-à-vis des tiers ¹⁷.

Le fonds social de la Fédération est constitué :

- a) par les finances d'entrée des Syndicats locaux,
- b) éventuellement par une contribution annuelle des syndicats fédérés, fixée par l'assemblée des délégués,
- c) par les subventions de l'Etat,

¹⁴ Les 9 chapitres sont :

1 : Dénomination - Siège - Durée et but de la Société ;

2 : Sociétaires, admissions et sorties ;

3 : Fonds social, moyens financiers ;

4 : Organisation et représentation de la Société ;

5 : Membres d'honneur ;

6 : Organe de publicité ;

7 : Différends ;

8 : Révision des statuts et dissolution de la Société ;

9 : Inscription au registre du commerce.

¹⁵ Art. 9 des statuts de la Fédération.

¹⁶ Art. 7.

¹⁷ Art. 8.

d) par des dons (art. 9 des statuts).

Les organes de la Fédération sont :
l'assemblée des délégués,
le Comité Central (administration),
la Commission de Contrôle.

Pour l'assemblée des délégués, chaque syndicat fédéré de 30 membres et au-dessous a droit à 2 délégués ; de 31 à 60 membres, à 3 délégués, et ainsi de suite, chaque nouvelle trentaine, ou fraction en plus, donnant droit à un délégué¹⁸. La convocation est adressée au moins vingt jours à l'avance et par écrit aux Syndicats. Les décisions sont prises à la majorité des délégués présents. Toutefois, la majorité des deux tiers des voix émises devient nécessaire en ce qui concerne la modification des statuts, la fusion ou la dissolution de la Fédération, ou encore l'exclusion d'un Syndicat. L'assemblée des délégués nomme pour trois ans les membres du Comité Central, à raison d'un délégué par Syndicat fédéré sur présentation par chaque Syndicat¹⁹. Elle nomme, également pour trois ans, le bureau de la Fédération, soit un président, deux vice-présidents et le secrétaire-caissier. Les membres du bureau ne sont pas obligatoirement pris parmi les membres des Syndicats fédérés²⁰.

L'assemblée des délégués nomme aussi pour un an la Commission de Contrôle. Autres attributions de l'assemblée des délégués : l'acceptation et l'exclusion de Syndicats, la discussion et l'approbation des nouvelles propositions, l'examen et l'approbation du budget général, l'acceptation des dons, la nomination des membres d'honneur, les décisions relatives à l'interprétation ou à la révision des statuts, ainsi qu'à la dissolution de la Fédération, etc.

Le Comité Central, composé d'un membre par Syndicat fédéré et du bureau de la Fédération, est chargé de gérer les affaires de la Fédération et d'exécuter les décisions de l'assemblée des délégués et le programme qu'elle a adopté. Il présente chaque année à l'assemblée des délégués le rapport complet et détaillé des activités de la Fédération pendant l'année écoulée. Il procède au choix des experts et des commissions pour l'étude des questions qui sont du ressort de la Fédération. Il désigne dans son sein le ou les délégués du Comité Central de la « Fédération suisse des syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge, à Berne ».

¹⁸ Art. 11 des statuts de la Fédération.

¹⁹ Art. 16.

²⁰ Art. 16.

Les fonctions des membres du Comité Central, à l'exception de celle de secrétaire-caissier, sont gratuites. Les membres du Comité Central sont immédiatement rééligibles ²¹.

La Commission de Contrôle des comptes se compose de trois membres ; elle est nommée par l'assemblée des délégués pour un an. Les membres ne sont pas immédiatement rééligibles.

L'assemblée des délégués peut nommer des membres d'honneur. Ceux-ci ont voix consultative dans les assemblées des délégués et reçoivent, comme les Syndicats fédérés, les communications émanant de la Fédération. Ils ne sont astreints à aucune contribution financière ²².

En cas de dissolution de la Fédération, c'est l'assemblée des délégués qui se prononcera, à la majorité, relativement à l'emploi de l'excédent actif qui pourra être, en tout ou en partie, réparti entre Syndicats fédérés ²³.

Pour trancher les différends pouvant survenir entre Syndicats fédérés, ou plusieurs de ceux-ci, et un organe quelconque de la Fédération, c'est l'assemblée des délégués qui décide valablement.

Les parties ont également faculté de recourir, dans les quinze jours, à un tribunal arbitral de trois membres : les deux parties désignent chacune un arbitre et les deux arbitres choisissent eux-même le troisième. Le prononcé du tribunal arbitral est sans appel, les parties s'interdisant tout recours aux tribunaux.

B. *Activités de la Fédération*

L'article 2 des statuts de la Fédération Genevoise des Syndicats d'élevage bovin mentionne son but et les moyens de l'atteindre comme suit :

« La société a pour but l'encouragement à l'élevage et à l'amélioration du bétail bovin de la race suisse tachetée rouge dans le canton de Genève :

1. en groupant les Syndicats d'élevage locaux et en leur servant d'intermédiaire dans leurs relations avec les autorités fédérales et cantonales, de même qu'avec la Fédération suisse des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge et organisations similaires ;

²¹ Art. 17 et 21 des statuts de la Fédération.

²² Art. 25.

²³ Art. 28.

2. en organisant, sous la direction du département de l'Intérieur et de l'Agriculture, des concours de bétail ;
3. en organisant l'estivage du jeune bétail ;
4. en organisant les contrôles de productivité dans les Syndicats fédérés ;
5. en s'occupant de la réassurance des taureaux. »

I. Groupement des Syndicats d'élevage locaux

En ce qui concerne le premier point de son programme, la Fédération encourage toujours les éleveurs d'une région, lorsque leur nombre devient suffisamment élevé, à fonder leur Syndicat propre. A la création de la Fédération, en 1913, seize Syndicats en faisaient partie ; en 1955, il en existait vingt et un.

Voici la liste des Syndicats membres de la Fédération :

1. Genthod-Bellevue ; 2. Dardagny-Russin ; 3. Avully ; 4. Vandœuvres ; 5. Jussy ; 6. Céligny ; 7. Collex-Bossy ; 8. Versoix ; 9. Saconnex-Pregny ; 10. Satigny ; 11. Bernex ; 12. Puplinge-Presinge ; 13. Meyrin ; 14. Vernier ; 15. Anières ; 16. Chancy ; 17. Laconnex ; 18. Meinier ; 19. Bardonnex ; 20. Sézenove ; 21. Peney-Aire-la-Ville.

C'est la Fédération qui institue les syndicats locaux et leur donne statuts et règlements. Les statuts-types indiquent leurs tâches et les moyens de les accomplir. Pour leurs relations avec les pouvoirs publics, c'est la Fédération qui les représente. D'autre part, les autorités fédérales et cantonales et autres institutions sont en relation avec les éleveurs par la Fédération, elle-même en contact avec le syndicat local. Elle forme ainsi l'intermédiaire entre éleveurs et pouvoirs publics.

Chaque syndicat local d'élevage bovin est régi par ses statuts et subsidiairement par les dispositions du titre 29 du Code Fédéral des Obligations relatif aux Sociétés Coopératives²⁴.

Son but est d'encourager l'élevage et d'améliorer le bétail de race tachetée rouge, but que poursuit aussi la Fédération. Mais, tandis que la Fédération poursuit ce but par les moyens d'ordre général, par des procédés englobant tous les Syndicats locaux, la portée des activités de chaque Syndicat est limitée aux affaires moins importantes dans un domaine restreint. La Fédération se réserve aussi les activités qu'un Syndicat ne pourrait accomplir.

²⁴ Art. premier des statuts-type des syndicats d'élevage bovin.

Pour leur part, les Syndicats se donnent les moyens d'action suivants :

- 1) achat et entretien des reproducteurs qualifiés,
- 2) sélection généalogique des spécimens,
- 3) tenue des registres d'élevage,
- 4) pratique des épreuves de productivité, ainsi que de tout ce qui contribue à l'amélioration de la race et du rendement,
- 5) pratique de l'alpage du jeune bétail et, à cette fin, acquisition de pâturages en montagne ²⁵.

Les membres sont tenus de verser une cotisation annuelle dont le montant est fixé chaque année par l'assemblée générale. Ils doivent également faire inscrire auprès du secrétaire du Syndicat le bétail d'élevage reconnu qualifié par la commission d'experts et présenter aux concours les animaux désignés par elle ²⁶. Ils sont aussi astreints de faire saillir leurs vaches et génisses inscrites au registre d'élevage par le ou les taureaux appartenant au Syndicat. Chaque sociétaire est tenu, en fait, au versement annuel au Syndicat d'une saillie par vache ou par génisse inscrite sur les registres ²⁷. Les membres doivent donner aussitôt connaissance au secrétaire-caissier de toute mutation survenue dans leur effectif bovin (naissance, vente, mort, etc.) ²⁸. Ils sont tenus d'accepter, tout au moins pour la durée d'une période, les fonctions de membre du comité ou celles de membres de la commission d'experts ²⁹. Tout sociétaire qui contrevient aux statuts et règlements du Syndicat ainsi qu'aux autres prescriptions relatives à l'élevage, qui use de moyens frauduleux vis-à-vis du Syndicat, qui néglige gravement son bétail ou donne à son égard de fausses indications, peut être, sur proposition du comité, exclu par l'assemblée générale. Dans les cas graves, il peut recevoir un blâme ou un avertissement et être passible d'une amende allant jusqu'à Fr. 50.—, par décision du comité ³⁰. L'article 10 des statuts renseigne sur les fonds nécessaires au fonctionnement du Syndicat qui proviennent :

- 1) de la cotisation annuelle et du droit d'entrée,
- 2) du prix des saillies du ou des taureaux appartenant au Syndicat,

²⁵ Art. 3.

²⁶ Art. 8 (c).

²⁷ Art. 8 (d).

²⁸ Art. 8 (e).

²⁹ Art. 8 (f).

³⁰ Art. 9.

- 3) des subventions ou des prêts accordés par l'Etat,
- 4) d'une part à prélever sur le montant des primes accordées par la Confédération et le canton pour les animaux classés dans les concours annuels,
- 5) d'emprunts éventuels autorisés par l'Assemblée générale.

Les organes du syndicat sont : l'assemblée générale des sociétaires, le Comité, la Commission d'experts et la Commission de contrôle des comptes, dont les attributions sont pour chacun délimitées par les divers articles du titre troisième des statuts.

La Commission d'experts, composée de trois membres point obligatoirement choisis parmi les sociétaires, est élue pour trois ans par l'assemblée générale. Elle a pour tâche essentielle de procéder, pour le compte du Syndicat, aux achats des reproducteurs, conformément aux décisions de l'assemblée générale ; de désigner les animaux qui doivent être présentés aux concours ; de surveiller le bon entretien et le service normal des taureaux du Syndicat ; de se prononcer sur l'admission des animaux dans les registres du Syndicat, etc.³¹.

Les syndicats d'élevage ont assuré et assurent encore une grande amélioration à l'espèce bovine du canton, en ce sens qu'ils achètent des reproducteurs d'élite pour leurs membres. Avant la création de ces syndicats, l'achat de bons taureaux, à cause de leur prix élevé, était très rare à Genève. Pour l'amélioration de la race bovine du canton, l'acquisition de reproducteurs de qualité était indispensable. Les petits producteurs ou fermiers dominant à Genève, ceux-ci ne pouvaient courir le risque d'acheter un taureau de bonne qualité et par conséquent fort cher et, d'ailleurs, ces petits propriétaires n'avaient pas l'argent nécessaire pour acquérir des reproducteurs d'élite. C'est justement le manque de ces taureaux d'élite qui fut la cause de la médiocrité première de la race bovine à Genève. Le seul remède à cette plaie consistait à grouper et centraliser les efforts et les moyens par l'intermédiaire des Syndicats. C'est ce que comprit le département de l'Intérieur et de l'Agriculture qui, exauçant les vœux des éleveurs, prit la tête du mouvement, en créant d'abord, en 1913, les Syndicats d'élevage bovin dans les différentes communes du canton lesquels, à leur tour, fondèrent, quelques mois après, leur Fédération. La création des Syndicats d'élevage facilita l'acquisition de taureaux d'élite dans le canton. Grâce à leurs efforts,

³¹ Art. 20 des statuts-type des Syndicats d'élevage bovin.

les sujets sont devenus plus forts à tous points de vue, mieux proportionnés et plus productifs en lait et en viande.

II. Organisation des concours

La Fédération, ainsi que le portent ses statuts, organise, sous la direction du département de l'Intérieur et de l'Agriculture, des concours de bétail.

La pratique de tels concours à Genève remonte à une date assez lointaine. La Classe d'Agriculture s'occupait depuis 1823 — nous l'avons vu — de concours de bétail, et toujours dans l'intention d'encourager l'élevage bovin³². En effet, considérant l'augmentation du bétail dans le canton, elle avait ressenti la nécessité de prendre des mesures en vue d'améliorer la race, tant en ce qui concerne les vaches laitières que les bêtes de travail. Aussi, nomma-t-elle une commission chargée de proposer les meilleurs moyens d'atteindre ce but. La commission, après études, proposa d'abord l'introduction de reproducteurs de la race de Schwytz, puis l'organisation de concours et l'attribution des primes aux meilleurs sujets présentés³³.

Le premier concours, organisé par la Classe, eut lieu en mai 1823, dans la commune de Carouge. Chaque année, elle renouvela son effort, toujours en mai, attribuant des primes aux meilleurs taureaux.

Pour augmenter le nombre des taureaux du canton, la Classe prend, en 1839, l'initiative de former les associations d'agriculteurs à entretenir, à frais communs, un reproducteur³⁴.

Ce fut la première tentative, à Genève, d'organiser des groupements d'achat et d'entretien des taureaux. Il y avait là le prélude de la création des Syndicats d'élevage bovin. Sur initiative de la Classe d'Agriculture, les deux communes de Chêne-Bougeries et de Vernier organisèrent en 1839 des sociétés de cette nature. Une troisième se créa en 1840 à Collex³⁵. Ces sociétés étaient mises au bénéfice d'une subvention modeste, de montant variable, offerte par la Classe. La prime accordée aux meilleurs taureaux par la Classe se montant toujours à quelque Fr. 500.—. Jusqu'en 1862, la race de Schwytz étant prépondérante, les sujets lui appartenant étaient encouragés et se présentaient au concours annuel. Mais, à cette date, apparaît la race tachetée : elle sera admise à concourir. En

³² Jacky, *op. cit.*, p. 106.

³³ Id., p. 103.

³⁴ Id., p. 119.

³⁵ Ibid., p. 120.

1865, la Classe décide de n'organiser de concours que tous les deux ans ³⁶. Quelques années plus tard, à la suite de diverses difficultés, la Classe dut renoncer à les organiser. Ces difficultés provenaient de la sécheresse, du manque d'intérêt de plusieurs éleveurs pour les concours, de la concurrence d'autres concours, aux mêmes dates, ailleurs en Suisse, compétitions auxquelles les éleveurs genevois prenaient part, de l'apparition de maladies du bétail, etc.

L'organisation des concours abandonnés par la Classe d'Agriculture fut reprise par la jeune institution qu'était le Cercle des Agriculteurs. Celui-ci, nous l'avons relaté ailleurs, s'occupa, dès sa fondation, en 1868, entre autres questions concernant l'agriculture, de celle de l'élevage et de l'amélioration du bétail bovin dans le canton. Les concours ayant été supprimés depuis quelques années, les paysans n'avaient plus l'occasion de se renseigner convenablement sur les reproducteurs. C'est alors qu'ils formulèrent des demandes auprès du Cercle, pour que celui-ci les rétablisse. Le Cercle accepta, il pouvait compter sur l'appui du gouvernement et des autres sociétés d'agriculture du canton. En 1874 eut lieu le premier concours organisé par le Cercle, sur la plaine de Plainpalais. Dès cette date, l'Etat de Genève accorda une subvention annuelle au Cercle à cet effet, dont le montant fut fixé, chaque année, par le Grand Conseil. En 1878, toujours pour améliorer l'espèce bovine à Genève, l'Etat accorda une somme de Fr. 4500.— au Cercle des Agriculteurs, afin qu'il achète de bons reproducteurs des races Schwytz, Simmenthal et Durham. Il l'affecta entièrement à l'achat de reproducteurs des deux premières races ³⁷.

En 1883, pour la première fois, la Confédération accorda un subside aux cantons (à tous), d'un montant de Fr. 40 000.—. Elle entendait, elle aussi, encourager l'élevage bovin en Suisse ³⁸.

Les concours de bétail qui se tenaient à Plainpalais depuis 1874, parfois dans la cour de la caserne, s'organisèrent à nouveau, dès 1884, dans la commune de Carouge. A tous les points de vue, Carouge s'y prêtait mieux que d'autres localités.

Au bout de quelques années, on put constater les premiers résultats de ces concours : l'augmentation numérique de la race tachetée rouge dans le canton, la diminution des autres races, toujours moins représentées aux concours.

³⁶ Id., pp. 145-149.

³⁷ Id., p. 152.

³⁸ Id., p. 158.

Ceux-ci sont ainsi organisés chaque année par le Cercle des Agriculteurs, avec l'aide matérielle et morale des autres institutions d'ordre public et privé. A partir de 1895, seuls les animaux de la variété rouge et blanche sont admis au concours³⁹ et peuvent bénéficier des subsides cantonal et fédéral. Les concours sont désormais organisés par le Cercle des Agriculteurs, mais sous les auspices du département de l'Intérieur et de l'Agriculture. Après une expérience qui dura des années, on était arrivé à la conclusion que les conditions naturelles du canton convenaient le mieux à l'élevage de la race tachetée rouge et que c'était elle qui assurait les meilleurs rendements. Les agriculteurs s'appliquaient de plus en plus à éliminer tous les animaux dont le sang présentait quelque impureté.

Dans ces concours on présentait non seulement des taureaux, mais aussi des vaches et des génisses. Les uns et les autres bénéficiaient aussi des subsides du canton et de la Confédération.

A partir de 1895, les concours, toujours organisés à Carouge, s'y tiennent en général à la fin du mois d'octobre.

Le concours de 1900 est le dernier qu'organisa le Cercle des Agriculteurs, pour compte et sous les auspices de l'autorité cantonale. De 1901 à 1915, le Service de l'Agriculture du département de l'Intérieur et de l'Agriculture ordonne les concours de bétail et en désigne les commissaires⁴⁰. Mais, au lieu qu'il n'y en ait qu'un, le Département décide d'en organiser deux : l'un pour la Rive droite, institué à Meyrin, l'autre pour la Rive gauche, à Carouge comme auparavant. Les résultats obtenus s'avèrent, chaque année, plus satisfaisants : il y a nette amélioration dans la qualité des sujets présentés. En 1905, pour la première fois à Genève, le jury apprécia les animaux à l'aide de la table à 100 points établie par la Fédération Suisse des Syndicats d'élevage, approuvée par l'autorité fédérale⁴¹. Dès 1911, le département de l'Agriculture exigea la présentation d'un certificat d'ascendance, afin de mieux assurer la pureté du sang des bêtes. Dans cette période 1901-1915, plusieurs concours durent être supprimés à cause de l'apparition de la fièvre aphteuse dans le canton.

A partir de 1915, la Fédération des Syndicats d'élevage bovin, constituée en 1913, est chargée d'organiser les concours sous la direction de l'autorité cantonale. Et le Service de l'Agriculture

³⁹ Jacky, *op. cit.*, p. 165.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 170.

⁴¹ *Ibid.*, p. 175.

décide, en même temps, de les organiser sur des bases nouvelles, surtout dans le sens de la décentralisation. Le jury se rend au siège de chaque Syndicat pour procéder au concours. Dès la création des Syndicats d'élevage bovin à Genève, eux seuls reçoivent l'autorisation cantonale de présenter leurs bêtes.

Il y a donc désormais, chaque année, dix-huit concours de bétail, tenus au siège des dix-huit Syndicats d'élevage existant alors à Genève. Les concours ont lieu le 15 octobre, chaque année.

Avec les années, on put constater la plus grande homogénéité de l'espèce bovine genevoise. La race suisse tachetée rouge, introduite dans le canton dès avant 1850, prend chaque fois plus d'importance. L'élevage de la race brune diminue simultanément. L'amélioration dans le sens de l'uniformité dans la conformation et le manteau s'accroît dans la deuxième moitié du XIX^e siècle⁴². Les essais d'amélioration du bétail en employant des reproducteurs étrangers (Durham) ne donnant pas satisfaction, sont abandonnés et remplacés par la sélection. Les éleveurs genevois introduisent de plus en plus des reproducteurs qualifiés des races bernoises et fribourgeoises. La race tachetée rouge domine incontestablement depuis le commencement du siècle, à Genève⁴³.

Jusqu'en 1927, l'ensemble du bétail bovin participait aux concours, c'est-à-dire taureaux, vaches et génisses. Depuis, ces catégories sont séparées. Désormais, un concours cantonal annuel est organisé pour les taureaux seulement, un autre pour les vaches et les génisses. C'est toujours la Fédération que l'Etat charge de cette double organisation⁴⁴.

Le premier concours cantonal pour taureaux fut organisé au Palais des Expositions en 1935, pour 103 taureaux. D'après le règlement de concours de la Fédération, les taureaux doivent tous être obligatoirement présentés au concours. Les absents ne recevront pas de cahier de Certificat.

Dès lors le concours a lieu chaque année, au mois de septembre, aux sièges de chaque Syndicat d'élevage bovin, les concours de taureaux sont centralisés ; ils se tiennent à la place du Marché, à Carouge.

A cet effet, on fait appel à un jury cantonal, proposé par la Fédération des Syndicats d'élevage et approuvé par l'Etat de Genève,

⁴² Jacky, *op. cit.*, p. 186.

⁴³ *Ibid.*, p. 186.

⁴⁴ Renseignements donnés par Paul Marti, secrétaire de la Fédération.

comprenant huit membres. Un jury supérieur, composé de deux membres, également proposés par la Fédération et approuvés par l'Etat, surveille l'examen effectué par le jury cantonal. Ce jury supérieur, dernière instance, tranche en cas de désaccord entre le jury cantonal et le propriétaire du taureau. Personne ne contestera son avis ; les deux parties ne peuvent que s'incliner devant son jugement ⁴⁵.

Le jury cantonal marque sur une tablelle les points à donner pour bonne conformation ou défauts des taureaux. La somme de ces points montre le degré d'approche des taureaux du type standard ou idéal ou encore son « degré de perfection ». Sont toujours présents les représentants de l'Etat, lequel prend à sa charge les frais d'organisation de ces concours ⁴⁶.

Les taureaux ayant obtenu entre 80 et 84 points (sur 100) s'inscriront en deuxième classe ; ceux qui en ont obtenu 85 et plus, en première. La prime accordée au taureau de première classe est de beaucoup supérieure à celle du taureau de deuxième. En général, la somme des subsides fédéraux et cantonaux pour chaque classe se calcule entre les pointages, donnant la prime de base. Les primes accordées par le canton et la Confédération se divisent en deux catégories pour les deux classes. Exemple : sur une prime cantonale de Fr. 9426.— en 1953, 300.— seulement furent accordés pour les taureaux de deuxième classe, le reste, la presque totalité du montant global de Fr. 9126.— distribué entre les taureaux de première classe. De même, sur Fr. 4250.—, prime fédérale, Fr. 300.— restèrent acquis à la deuxième classe et 3950.— à la première. On voit l'énorme différence existant entre les deux catégories ⁴⁷.

La somme des subventions cantonales et fédérales est portée sur le budget annuel et se discute, entre autres matières budgétaires, au Grand Conseil cantonal et à l'Assemblée fédérale. En général, le montant des primes accordées par la Confédération s'élève à 50 % de celles qu'accorde le canton. Les trois associations genevoises : L. R., Cercle des Agriculteurs et Classe d'Agriculture accordent aux concours de taureaux des primes d'un montant différent.

Jusqu'en 1927, où taureaux, vaches et génisses concourraient ensemble, les subsides fédéraux et cantonaux se partageaient entre les meilleurs d'entre eux. Mais dès que l'on organisa séparément les concours, tous les subsides fédéraux et cantonaux sont destinés

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

aux taureaux, les vaches et génisses n'y ayant aucune part. La raison en est que le nombre des vaches et génisses est toujours bien supérieur à celui des taureaux. Et le montant des primes cantonales et fédérales ne changeant guère d'une année à l'autre, la prime par bête (taureau, vache, génisse) ne représentait qu'une somme assez faible. On a pensé pour ce motif ne partager les subsides qu'entre les taureaux gagnants ⁴⁸.

Les concours de vaches et génisses n'étant pas centralisés, c'est à chaque Syndicat de l'organiser. Ils ont toujours lieu vers la fin d'octobre. On compte actuellement 20 concours pour les 20 Syndicats d'élevage existant à Genève ⁴⁹. Trois jurys travaillent en même temps pendant les concours de vaches et génisses, concours durant trois jours. Ils travaillent en même temps dans les différents Syndicats, examinant les vaches et les génisses. Les membres de ces jurys sont nommés par l'Etat. Le secrétaire de la Fédération des Syndicats d'élevage désigne, chaque année, quelque temps avant la date des concours, la date et l'horaire que chaque Syndicat doit prévoir pour son concours ; il en avertit le jury, dont les membres sont payés par l'Etat ⁵⁰.

Les meilleurs sujets s'inscrivent dans le registre généalogique du Syndicat. Ces vaches seront contrôlées chaque mois par le contrôleur cantonal, et pour le rendement de lait, et pour qualité en matière grasse. Les meilleures d'entre elles recevront la marque L fournie par la Fédération Suisse des Syndicats d'élevage de la race tachetée rouge ⁵¹.

La Fédération établit une liste des membres des jurys. L'Etat (Service d'Agriculture) y fait son choix. C'est d'ailleurs lui qui leur verse une indemnité.

Voici les résultats des concours de taureaux, vaches et génisses de 1941 à 1955 :

⁴⁸ Renseignements donnés par Paul Marti.

⁴⁹ Avec la création du Syndicat de Peney-Aïre-la-Ville, il y aura, à partir de 1955, 21 concours.

⁵⁰ Renseignements donnés par Paul Marti.

⁵¹ Jacky, *op. cit.*, p. 200.

Année jours et mois	Taureaux présentés	Taureaux Classe I	primés Classe II	Taureaux refusés	Primés (en %)
25 sept. 1941	68	50	8	10	85
24 sept. 1942	73	54	16	3	95
23 sept. 1943	83	59	15	9	89
21 sept. 1944	84	53	18	13	84
1945	76	53	18	5	93
19 sept. 1946	97	56	29	12	87
25 sept. 1947	81	51	23	7	91
21 sept. 1948	68	57	10	1	96
22 sept. 1949	94	60	26	8	91
21 sept. 1950	100	60	29	11	89
4 oct. 1951	99	66	18	15	85
25 sept. 1952	116	86	17	13	88
24 sept. 1953	103	65	32	6	94
24 sept. 1954	118	94	18	6	95
22 sept. 1955	121	92	21	8	93

52

A partir de 1940, le calcul de la prime attribuée aux taureaux est réglementé de la façon suivante :

Fr. 60.— de 82 à 84 points (taureaux de syndicat).

Fr. 10.— par point à partir de 85.

De plus, les taureaux de 1^{re} classe appartenant en propre à un syndicat d'élevage sont mis au bénéfice d'une prime double. Ce calcul est légèrement modifié en 1945 : dorénavant, la prime de Fr. 60.— n'est plus attribuée qu'aux sujets ayant obtenu 83 ou 84 points. Le règlement ainsi modifié reste valable jusqu'à nos jours (1955). Toutefois, une nouvelle disposition prise en 1945 va conditionner le paiement de la prime : elle est réduite de 10 % pour les taureaux ayant réagi positivement à l'épreuve de la tuberculine (de 20 % à partir de 1948) ⁵³.

Primes cantonales et fédérales attribuées aux taureaux classés dans les concours annuels ⁵⁴ :

⁵² Statistique tirée des rapports annuels de la Fédération. Les rapports annuels antérieurs à 1941 n'ont pu être obtenus.

⁵³ Bulletins annuels des résultats des concours de bétail, publiés par le département de l'Intérieur et de l'Agriculture du Canton de Genève.

⁵⁴ Ibid., (Résultats des Concours de bétail).

	Première classe			Deuxième classe			Total des primes (Fr.)
	Primes cantonales (Fr.)	Primes fédérales (Fr.)	Total (Fr.)	Primes cantonales (Fr.)	Primes fédérales (Fr.)	Total (Fr.)	
1940	4 075	3405	7 480	180	180	360	7 840
1941	4 810	3540	8 350	30	30	60	8 410
1942	6 440	3280	9 720	270	270	540	10 260
1943	7 630	3400	11 030	150	150	300	11 330
1944	6 390	3380	9 770	210	210	420	10 190
1945	5 011	3249	8 260	197	337	534	8 794
1946	6 259	3255	9 514	205	323	528	10 042
1947	5 544	3408	8 952	150	150	300	9 252
1948	6 556	3540	10 096	30	30	60	10 156
1949	7 110	3310	10 420	265	265	530	10 950
1950	7 491	3531	11 022	204	204	408	11 430
1951	8 918	3510	12 428	240	240	480	12 908
1952	11 490	3930	15 420	300	300	600	16 020
1953	9 126	3950	13 076	300	300	600	13 676
1954	14 420	3890	18 310	360	360	720	19 030
1955	15 930	3950	19 880	300	300	600	20 480

On le constate, les résultats de ces concours furent, en général, très satisfaisants. La proportion des sujets primés reste élevée. Les sujets primés en Classe I sont plus nombreux que ceux classés en second rang. Il y a amélioration progressive chez les taureaux. Déjà en 1947, le jury remarque que l'ensemble des reproducteurs se rapprochent du type recherché : « taureaux épais, larges, avec bonne ossature, se tenant sur des jambes basses et écartées, marchant correctement et de très forte musculature »⁵⁵. Ces dernières années, notamment en 1949, 1951 et 1952, plusieurs taureaux ont obtenu de 94 à 97 points de performance, ce qui représente un haut degré de qualité et une belle allure.

Voici la liste des prix du concours des taureaux :

- 1) Prix des Laiteries Réunies, délivré à l'éleveur du meilleur taurreillon primé en 1^{re} classe, élevé dans le canton de Genève ;
- 2) Prix du Cercle des Agriculteurs, délivré au propriétaire de taureau ayant obtenu le plus haut pointage ;
- 3) Prix de la Classe d'Agriculture de la Société des Arts, délivré au propriétaire du taureau qui a servi le plus longtemps dans le canton ;
- 4) Prix de la Fédération Genevoise des Syndicats d'élevage bovin (race tachetée rouge), délivré au propriétaire du taureau ayant laissé le plus de veaux d'élevage en une année.

⁵⁵ Rapport annuel 1947 de la Fédération.

Le tableau suivant donne les résultats obtenus, de 1941 à 1955, dans les concours de vaches et génisses :

	Vaches et génisses présentées	Primées 1 ^{re} classe	Primées 2 ^{me} classe	Refusées
1941	1923	958	965	—
1942	1714	994	720	—
1943	709	471	238	—
1944	690	482	208	—
1945	685	458	220	—
1946	1934	1288	646	—
1947	848	821	227	—
1948	856	607	235	14
1949	854	531	306	17
1950	991	614	367	10
1951	869	594	266	9
1952	1000	621	361	18
1953	978	662	316	—
1954	1078	670	408	—
1955	1196	902	283	11

56

Le nombre des sujets de I^{re} Classe — on le voit — est toujours beaucoup plus élevé que celui de II^{me} Classe ; et l'on compte fort peu de sujets refusés. Le jury constate, en 1943, que la qualité des vaches et génisses s'améliore progressivement, amélioration qui doit amener les sujets vers le type recherché : « une vache adulte mesurant 142 cm. au garrot et 212 cm. de pourtour de poitrine et pesant 720 kg. lors du 6^{me} mois de gestation avec une productivité moyenne pendant 4 ans de 4 kg. 500 de lait et 4,5 % de graisse ».

III. *Alpage du jeune bétail*

Une des tâches les plus importantes de la Fédération consiste à organiser l'estivage du jeune bétail. La question de l'alpage occupa fort longtemps les propriétaires de bétail. Il est superflu d'insister sur l'importance de l'estivage pour la bonne formation et l'amélioration du bétail à tous points de vue.

Le canton de Genève, du fait de l'absence de montagnes sur son territoire, fut toujours obligé de demander à ses voisins suisses et français de lui louer des montagnes pour l'alpage de son bétail. Cette pratique, malgré le bon accueil des voisins, entraînait de temps à autre des difficultés.

⁵⁶ Rapports annuels 1941-1955 de la Fédération. (Autres rapports non disponibles.)

Les deux premières associations agricoles du canton, la Classe d'Agriculture et le Cercle des Agriculteurs, prirent chacune une part active à la question de l'estivage des vaches et du jeune bétail. La Classe avait créé les sociétés d'estivage qui louaient des pâturages dans les montagnes vaudoises. Le Cercle, à son tour, chercha à plusieurs reprises à résoudre le problème ; il réussit enfin à louer un pâturage dans le Jura vaudois. Le gouvernement genevois ne resta pas insensible devant cet état de faits et encouragea la location des montagnes en accordant un subside spécial. La Classe d'Agriculture donna son appui moral et financier. Mais la tâche de résoudre pratiquement le problème incombait au Cercle des Agriculteurs. Un Syndicat d'alpage fut créé par le Cercle en 1906⁵⁷. C'est lui qui loue des pâturages en montagne, généralement dans le Jura vaudois, en répartissant les frais entre les propriétaires des bêtes estivantes.

Le Syndicat est chargé de grouper les bêtes du canton inscrites pour l'estivage et de les conduire à la montagne. Leur nombre augmenta rapidement, vu les résultats obtenus. L'activité de ce Syndicat fut très heureuse. La création de la Fédération des Syndicats d'élevage bovin mit un terme à son activité, en 1914. Désormais, c'est elle qui s'occupera de toutes les questions relatives à l'amélioration de l'espèce bovine dans le canton.

La méthode de travail de la Fédération fut la même que celle pratiquée par l'ancien *Syndicat d'alpage*. Elle loue des pâturages sur les montagnes suisses et françaises. Cependant, la location des pâturages en Suisse s'avère fort difficile. Les pâturages les plus proches, ceux du canton de Vaud, déjà surpeuplés, sont très demandés. En 1953, la Fédération fit l'acquisition d'un pâturage d'une superficie de 88 ha., dans le Jura vaudois, au prix de Fr. 155.000.—. Situé dans la commune de La Rippe, il peut recevoir en estivage environ 90 bêtes⁵⁸. Un autre pâturage en Suisse est loué dans la commune d'Arzier (Jura vaudois) ; 120 génisses peuvent y estiver. La majorité des bêtes montent à l'alpage en France. Ces pâturages se trouvent, en général, à proximité du canton : au Salève, aux Voirons ou dans le Jura français.

Les Syndicats d'élevage, eux aussi, sont chargés par leurs statuts, de l'alpage du jeune bétail. Aussi, collaborent-ils étroitement avec leur Fédération. Les Syndicats riches font l'acquisition de pâturages

⁵⁷ Ed. Jacky, *op. cit.*, p. 238.

⁵⁸ Rapport annuel 1953 de la Fédération.

en montagne, ou les louent. Dans le cas contraire, c'est la Fédération qui se charge de la location, en répartissant les frais, proportionnellement au nombre de génisses et à leur âge, entre les Syndicats.

Chaque année, les troupeaux vont à la montagne vers la fin du mois de mai ou au début de juin ; ils redescendent vers le commencement d'octobre. Dans les pâturages, la Fédération possède toutes choses nécessaires au bon entretien des bêtes, notamment les places d'abreuvement, l'étable, le chalet pour le berger. On compte un berger par troupeau ; il est l'employé de la Fédération. Les bergers sont assurés contre les accidents et les responsabilités civiles. On les paye de Fr. 1000.— à 2000.— pour les quatre mois d'estivage.

Les génisses sont groupées dans trois catégories, d'après leur âge : de 6 à 12 mois, de 12 à 24 et de 24 à 30, âge auquel on les inscrit comme vaches. Le prix de l'alpage varie pour chacune de ces catégories. Plus les génisses sont âgées, et plus le prix de l'alpage est élevé.

Après le retour des troupeaux, le secrétaire-trésorier de la Fédération calcule les frais d'alpage et les présente au Comité. Il s'agit du prix de location d pâturage, du salaire du berger, des dépenses courantes et des frais généraux. Cette somme est répartie au prorata du nombre des bêtes et de leur âge. Ces données étant connues de la Fédération, le montant que chaque Syndicat doit payer se calcule aisément. On en a déduit préalablement le subside — environ Fr. 5.000.— versé par l'Etat de Genève.

A titre d'illustration voici les frais d'alpage en 1953, incombant à la Fédération :

Location des pâturages . . .	Fr. 35.000.—
Salaire des bergers.	» 8.000.—
Frais généraux	» 3.000.—

Total Fr. 46.000.—⁵⁹

Le subside cantonal accordé, cette année-là, se montait à Fr. 4750.—. Déduction faite du total des dépenses, il en restait alors Fr. 41.250.— à la charge de la Fédération. Cette somme fut répartie selon le nombre de bêtes mises à l'alpage, en considérant leur âge et leur certificat d'ascendance. Pour les génisses n'ayant pas ce dernier, le taux de l'alpage est plus élevé que pour les autres (de Fr. 10.— pour chaque catégorie).

⁵⁹ Renseignements donnés par Paul Marti.

Le prix de l'alpage pour 1953 fut le suivant :

Génisses de 6 à 12 mois : Fr. 60.—.

De 12 à 24 mois : Fr. 65.—.

De 24 à 30 mois : Fr. 70.—⁶⁰.

Ces prix furent majorés de Fr. 10.— en 1954 pour chaque catégorie de jeune bétail (avec ou sans papiers d'ascendance). En 1955, on maintint les prix de 1954⁶¹.

Plusieurs Syndicats d'élevage bovin de Genève possèdent eux-mêmes leur pâturage en montagne, réalisant une économie importante : sur plus de 2000 bêtes alpées en 1953, 641 seulement furent envoyées dans les pâturages de la Fédération⁶². Sur 2482 tête des jeune bétail envoyé à l'alpage en 1954 et 2506 en 1955 par tous les propriétaires du canton, 638 et 670 respectivement furent seules alpées par la Fédération. Ces données nous montrent l'importance de cette activité chez les Syndicats fédérés.

Ces pâturages appartenant aux Syndicats d'élevage bovin sont situés en majeure partie en France et notamment au Salève. Il fut question tout à l'heure de difficultés à ce propos. Ce fut notamment le cas lors de la dernière guerre mondiale. Pendant toute la durée de celle-ci, l'autorité cantonale dut intervenir, chaque année, auprès des Allemands, qui avaient occupé la France, mais aussi auprès des autorités françaises. Il fut souvent difficile d'obtenir leur accord. Quand c'était le cas, la sortie du bétail, la mise en alpage et la rentrée à Genève étaient soumises à une surveillance très stricte, ainsi qu'aux dispositions de guerre. Toutefois, on doit avouer que les inconvénients survenus à ce propos pendant la guerre furent d'ordre plutôt secondaire.

Voici les effectifs du bétail mis à l'alpage par la Fédération entre 1941 et 1955 :

	Alpages suisses	Alpages français	Total
1941	300	—	300
1942	300	1177	1477
1943	228	299	527
1944	—	—	478
1945	218	365	583
1946	548	1540	2088

⁶⁰ Rapport annuel de 1953 de la Fédération.

⁶¹ Rapports 1954 et 1955.

⁶² Rapport 1953.

	Alpages suisses	Alpages français	Total
1947	208	320	528
1948	101	340	441
1949	99	387	486
1950	174	380	554
1951	187	372	559
1952	203	479	682
1953	192	449	641
1954	193	445	638
1955	194	476	670

63

En 1941, par suite du refus des autorités d'occupation en France, d'autoriser la mise en alpage du bétail de Genève sur les montagnes du Jura français et de la Haute-Savoie, la Fédération chercha à placer le jeune bétail dans des pâturages suisses. Mais le nombre du bétail excédant 500, alors qu'il n'y avait place que pour 300, la Fédération décida de ne mettre en alpage que les génisses de plus de 18 mois. Revenons à la statistique : on y voit que la majeure partie du bétail pâture dans les montagnes françaises. Outre les génisses, la Fédération envoie en alpage de temps en temps un très petit nombre d'autres animaux domestiques, moutons, poulains, chèvres, etc.

IV. *Contrôle laitier*

Il s'ajoute aux branches d'activité de la Fédération. Avant la création des Syndicats d'élevage, les propriétaires du bétail du canton ne s'en souciaient guère. Plusieurs cependant procédaient plus ou moins régulièrement à la mesure du lait de leurs vaches, mais la grande majorité ne s'y intéressait pas. Les tentatives de la Classe d'Agriculture invitant, en 1824, les propriétaires de lait à mesurer régulièrement pendant l'année le rendement de leurs bêtes, d'en porter les résultats dans un registre et de communiquer ceux-ci au Comité de la Classe, n'aboutirent à rien ⁶⁴.

C'était la première tentative de contrôle du lait, puisque le Comité de la Classe se réservait la faculté de contrôler les mesures déjà prises par les producteurs du lait.

La question des épreuves laitières ne fut sérieusement examinée à Genève qu'après la création des Syndicats d'élevage. On aboutit à un résultat positif. Le contrôle du lait se fit par un surveillant

⁶³ Statistique tirée des rapports annuels 1941-1955 de la Fédération.

⁶⁴ Ed. Jacky, *op. cit.*, p. 200.

désigné par le Syndicat, chez les propriétaires ayant inscrit leurs vaches dans le registre généalogique du Syndicat ⁶⁵.

Jusqu'au 1^{er} octobre 1946, chaque Syndicat avait son contrôleur laitier. Mais constatant le montant élevé des salaires à payer à tous ces contrôleurs, la Fédération décida de désigner dorénavant un seul contrôleur pour tout le canton. Non seulement on réduisit ainsi les dépenses des Syndicats, mais on évita le manque d'homogénéité résultant de l'emploi de différents contrôleurs ⁶⁶.

Le contrôleur effectue un contrôle mensuel pour chaque bête naturellement. Il passe de village en village et d'un Syndicat à l'autre. Le lait de chaque vache est recueilli matin et soir pour examen (qualité, quantité, matières grasses contenues). Le contrôleur remplit la moitié d'une bouteille de contrôle le matin, l'autre moitié le soir. Un carnet de contrôle de 10 pages suffit à des inscriptions pendant 10 mois. Le contrôleur note le signalement de la bête (nom, âge, propriétaire, syndicat, date du contrôle, etc.) et la quantité de lait que la vache a donné ce jour-là. Copie est envoyée, avec la bouteille échantillon, au laboratoire des L. R., ainsi qu'à Berne, à la Fédération suisse des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge. Une troisième copie est laissée au propriétaire. Le laboratoire des L. R. communique ses constatations à Berne, à la Fédération suisse des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge.

Après le 10^{me} mois, la Fédération possède le résultat de lactation de chaque vache pendant une année et la teneur de son lait en matières grasses. Un mois après le dernier bulletin de lactation, elle envoie un certificat de rendement pour chaque vache à la Fédération genevoise. Ce certificat sera communiqué au propriétaire. La Fédération Suisse déterminera alors si la vache peut obtenir la marque distinctive « L » ou non. C'est elle également qui donnera la moyenne de rendement du canton. La marque distinctive « L » signifie qu'on a à faire à un rendement après vêlage. Pour le premier vêlage, le rendement exigé est moindre que pour le second, et l'on exige encore le troisième pour attribuer la marque.

Le but des épreuves de productivité consiste à connaître les prédispositions héréditaires d'un animal relatives à son rendement laitier et beurrier. Pour les connaître avec le plus de sûreté possible, il faut savoir quelles furent la quantité effective de lait produite en 300 jours de contrôle et la teneur en matière grasse. On tient compte

⁶⁵ Ibid, p. 201.

⁶⁶ Renseignement donné par Paul Marti.

de l'âge de l'animal, des périodes d'alpage, aussi bien que du nombre des vêlages. Ces épreuves sont fort appréciées des Syndicats d'élevage, les animaux de leurs troupeaux se trouvant dans des conditions d'entretien, d'affourage, etc., assez semblables.

Les vaches d'un rendement supérieur sont retenues pour la sélection, à condition que la teneur en matières grasses de leur lait ne soit pas inférieure à 4 %. Ces animaux seront alors gardés pour la reproduction. Les vaches dont la production est inférieure à la moyenne sont destinées à la boucherie, les animaux n'étant pas rentables. On cherche à les éliminer pour les remplacer par d'autres sujets plus productifs. Quant aux vaches ayant une productivité autour de la moyenne, on attendra de connaître leur productivité à l'avenir, se prononçant à cet égard au bout d'un certain laps de temps. On prend naturellement en considération l'âge de la bête.

Le certificat de rendement laitier coûte Fr. 12.— par année. L'éleveur en paye 10. L'analyse du lait pour en connaître la teneur en matière grasse se fait gratuitement par les soins des L. R. Le contrôle laitier coûte environ 40 fr. par vache et par année. La Fédération reçoit une subvention de l'Etat de Genève, des Laiteries Réunies et de la Fédération Suisse des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge. Voici les recettes et dépenses pour contrôle laitier (par vache) en 1955 :

Recettes	Fr.	Dépenses	Fr.
De la Fédération Suisse . . .	10,40	A la Fédération Suisse pour le Certificat de rendement laitier	12.—
De l'éleveur pour le Certificat du rendement laitier	10.—	Au contrôleur	25.—
De l'Etat de Genève	18,50	Fraix généraux et secrétariat, etc	2,17
(subvention)			
Des Laiteries-Réunies	0,37		
(subvention)			
	TOTAL 39,27		TOTAL 39,17

67

De façon générale, recettes et dépenses pour contrôle laitier se compensent chaque année.

Le tableau ci-dessous indique le nombre des vaches contrôlées depuis 1946, année de la nouvelle organisation de contrôle laitier :

67 Renseignements donnés par Paul Marti.

La subvention des Laiteries-Réunies était, au total, de Fr. 500.— jusqu'à la fin de 1955. Depuis cette date, on l'a réduite à Fr. 250.—.

	Vaches contrôlées	Nombre de contrôles
1946	268	—
1947	466	—
1948	375	2063
1949	453	2749
1950	680	3176
1951	617	3713
1952	482	4832
1953	1037	5811
1954	620	6257
1955	707	6931

68.

En ce qui concerne la production laitière, les progrès sont considérables. Nombreuses sont les vaches qui donnent une quantité de lait supérieure à 4000 kg. par année. Beaucoup atteignent même 4500, 5000 kg. En 1953, 40 vaches avaient dépassés une production laitière de 5000 kg.⁶⁹ On arrive parfois à un rendement supérieur. C'est ainsi qu'en 1953, 10 vaches produisirent chacune plus de 6000 kg., l'une arrivant jusqu'à 6856 kg. de lait, avec 278 kg. de matière grasse. Elle fut la championne de cette année-ci. Les progrès se poursuivent. En 1954, la productivité laitière de 11 vaches dépassa 6000 kg. chacune, celle de 60 vaches les 5000 kg.⁷⁰ Enfin, en 1955, 49 % des vaches produisirent plus de 4000 kg. de lait pendant 300 jours de lactation. Une vache appartenant au Syndicat de Jussy, battit tous les records : 9037 kg. de lait et 368 kg. de matière grasse. Elle se place, de ce fait, la première dans le cadre de la Fédération suisse des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge⁷¹.

Etant donné les frais de la production, il s'avère qu'une vache donnant actuellement une quantité inférieure à 3000 kg. n'est pas rentable⁷². On devrait exiger une production laitière moyenne de 4000 à 4500 kg. par année, avec une teneur en matière grasse variant de 4 à 4,5 %. La durée de production doit s'étendre à 6, 7 et 8 ans⁷³.

Chaque Syndicat possède un registre d'élevage et de généalogie. Chaque bête a son papier sur lequel on inscrit son nom, le nom de son propriétaire, le Syndicat dont le propriétaire fait partie, la

⁶⁸ Rapports annuels de la Fédération.

⁶⁹ Rapport annuel de 1953 de la Fédération.

⁷⁰ Rapport annuel de 1954.

⁷¹ Rapport 1955.

⁷² Renseignements donnés par Paul Marti.

⁷³ Ibid.

date de la naissance de l'animal, ses signes particuliers (marque à l'oreille, numéro à la corne). Cette carte est jointe à un certificat fédéral d'ascendance indiquant jusqu'au 4^{me} ascendant de la bête.

Chaque vache a en plus un certificat de productivité annuelle du lait ⁷⁴.

La tenue exacte des registres généalogiques est fort importante. Chaque année on fait l'inspection des registres, en général vers la fin de janvier ou au début de février. Elle s'effectue à Berne, au siège de la Fédération Suisse des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge. D'après les données des registres, les Syndicats sont répartis en I^{re}, II^{me} et III^{me} classe. Le pointage marque un plafond de 50 points ; la I^{re} classe va de 40 à 50 points, la II^{me} de 35 à 39,5, et la III^{me} au-dessous de 35. L'inspection des registres généalogiques des Syndicats d'élevage de Genève a donné les résultats suivants au cours de ces dernières années ⁷⁵ :

	Syndicats présentés			Syndicats non présentés	Total
	Classe I	Classe II	Classe III		
1941	8	7	1	2	18
1942	8	7	1	1	17
1943	8	7	2	—	17
1944	9	7	—	—	16
1945	8	8	—	1	17
1946	10	6	—	1	17
1947	11	6	—	—	17
1948	10	5	—	2	17
1949	13	4	—	—	17
1950	14	3	—	—	17
1951	16	1	—	—	17
1952	13	5	—	2	20
1953	15	4	—	1	20
1954	17	3	—	—	20
1955	18	2	—	—	20

76

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Statistique sur rapports annuels de la Fédération.

⁷⁶ Les Syndicats non présentés sont ceux qui étaient de création récente et qui, par conséquent, n'avaient pas encore de registre, sauf pour les années 1941, 1942 et 1948, où les secrétaires n'ont pas pu présenter leurs registres généalogiques.

Les résultats de l'inspection des registres furent, en général, excellents. Les inspecteurs manifestèrent à plusieurs reprises leur satisfaction. D'ailleurs, le tableau statistique précédent traduit le progrès très net accompli dans ce domaine par les Syndicats d'élevage genevois. A partir de 1944, on ne voit plus de Syndicat classé en III^{me} classe. Les Syndicats classés en II^{me} passent graduellement à la I^{re}. Ainsi, tandis qu'au début les Syndicats figurant dans les deux premières classes étaient en nombre à peu près égal, dès 1946 la balance penche au profit de la I^{re} classe et l'écart entre les deux augmente régulièrement à son avantage : de 1 en 1941 ou même de 0 en 1945, il arrive à 11 en 1950 et à 16 en 1955.

V. Réassurance des taureaux

La Fédération s'y intéresse également.

En vertu de la loi cantonale du 29 juin 1921, le bétail bovin doit être assuré auprès des *caisses locales d'assurances mutuelles* créées par l'Etat. Ces caisses d'assurance du bétail sont des établissements de droit public. L'article 2 de la loi susmentionnée concernant les caisses d'assurances mutuelles dit : « L'assurance est obligatoire ; chaque caisse d'assurance doit comprendre tout le bétail bovin âgé d'au moins six mois, établi de manière durable sur le territoire de sa circonscription ». « L'Etat accorde à ces caisses pour chaque exercice un subside annuel calculé par tête de bétail inscrite sur les registres. » (Art. 1.)

La caisse locale d'assurance mutuelle assure le bétail pour sa valeur de boucherie. Le montant de l'indemnité à payer s'élève à 80 % de la valeur d'estimation.

Depuis 1928, une assurance complémentaire s'ajoute à la première, mais pour les taureaux seulement et avec cette restriction que seuls les taureaux primés peuvent l'être. Le règlement fut modifié en 1932. L'assurance porte le nom d'« *Assurance complémentaire des taureaux primés, contre les accidents et les maladies entraînant la mort ou l'abattage* ». Elle est obligatoire pour tout taureau appartenant aux Syndicats d'élevage bovin à Genève primé en I^{re} classe (c'est-à-dire qui a obtenu au moins 85 points au concours).

En principe, les taureaux d'un particulier primés en I^{re} classe et les taureaux de II^{me} classe des Syndicats ne peuvent bénéficier de cette assurance complémentaire. Toutefois, à la demande des particuliers ou des possesseurs syndiqués, la Fédération peut assurer leurs bêtes en vertu d'un règlement spécial.

L'assurance complémentaire porte sur la différence entre la valeur d'achat (établie par des pièces justificatives) et la valeur assurée auprès d'une caisse locale d'assurance mutuelle du canton ⁷⁷. Par exemple, si la valeur totale (valeur d'achat d'un taureau) est estimée à Fr. 2400.— et que la bête a été assurée auprès de la caisse d'assurance locale pour 1400, dont 80 % représentant Fr. 1120.—, la Fédération assure la bête pour une assurance complémentaire d'une somme de Fr. 1280.—, somme qui représente la différence entre la valeur totale du taureau et les Fr. 1120.— de la somme assurée par l'assurance locale.

Une commission spéciale, désignée par la Fédération, contrôle l'estimation de la valeur d'assurance complémentaire au moment de l'inscription du taureau, en général, aux concours annuels. Cette valeur doit être amortie en 3 ans ; elle sera par conséquent diminuée d'un tiers par année. Mais les règlements prévoient qu'en cas de sinistre, cette diminution sera calculée par mois afin que le propriétaire subisse une perte moins lourde ⁷⁸.

La prime d'assurance complémentaire est fixée pour la 1^{re} année à 3 % jusqu'à Fr. 1000.— ; 4 % jusqu'à 2000.— ; 5 % jusqu'à 3000.— et 6 % jusqu'à 4000.— de la valeur assurée à la Fédération. Pour les 2^{me} et 3^{me} années, la prime est fixée à 3 % de la valeur assurée.

Les fractions de Fr. 100.— sont comptées au chiffre supérieur pour la perception de la prime.

Dans l'exemple cité plus haut, la valeur d'assurance complémentaire pour le dit taureau étant de Fr. 1280.— sera calculée ainsi pour les trois années d'assurance :

	Valeur assurée à la Fédération	Prime annuelle
1 ^{re} année, entre concours 1950 et 1951 . .	Fr. 1300.— 4 %	Fr. 52.—
2 ^{me} année, entre concours 1951 et 1952 . .	Fr. 900.— 3 %	Fr. 27.—
3 ^{me} année, entre concours 1952 et 1953 . .	Fr. 500.— 3 %	Fr. 15.—

On constatera d'abord que la somme de Fr. 1280.— a été portée à 1300.— (la Fédération arrondit la somme). Les deux tiers et le tiers de cette somme étant respectivement 866,66 et 433,33 sont portés à Fr. 900.— et 500.— (toujours chiffres arrondis) pour le calcul de la prime annuelle de l'assurance complémentaire.

⁷⁷ Art. 2 des règlements de l'assurance complémentaire.

⁷⁸ Ibid.

L'inscription des taureaux s'effectue auprès du secrétaire-caissier de la Fédération, et cela par le Syndicat à qui la bête appartient. Elle ne doit pas être retardée de plus de 8 jours après l'admission du taureau à la caisse d'assurance locale.

L'indemnité sera payée pour les taureaux dont la perte a été reconnue régulièrement par la caisse locale d'assurance du canton. Le montant de l'indemnité à payer s'élève à 80 % de la valeur d'assurance complémentaire⁷⁹.

Cette assurance complémentaire étant une opération dangereuse pour la Fédération, l'Etat apporte sa garantie à celle-ci.

Le fonds de l'assurance complémentaire est alimenté par les primes ordinaires de base et par la contribution éventuelle du département de l'Intérieur et de l'Agriculture.

Toutefois, en cas d'insuffisance du fonds, la Fédération présentera une demande à l'assemblée générale pour la perception de primes extraordinaires, calculées à proportion des valeurs d'assurance complémentaires.

* * *

La Fédération Genevoise des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge manifeste aujourd'hui une pleine activité. Ses progrès se sont affirmés au cours des temps. Elle continue à progresser dans la voie du perfectionnement. Les services considérables rendus par la Fédération et ses Syndicats — l'amélioration apportée à l'espèce bovine du canton — méritent la plus grande reconnaissance. La Fédération ne s'en tiendra pas là. Ses projets d'avenir consistent à introduire le contrôle laitier pour toutes les vaches du canton, à perfectionner l'enregistrement généalogique, à éliminer complètement la tuberculose dans l'espèce bovine du canton, à mieux organiser l'estivage pour les génisses, à le faire pour un plus grand nombre de bêtes, à compléter la surveillance et l'entretien de celles-ci, à louer ou à acheter des pâturages meilleurs, en un mot à améliorer l'élevage de la race suisse tachetée rouge, à tous points de vue.

Au sujet de la tuberculose des bêtes bovines, disons que, grâce aux efforts et à l'attention continue de la Fédération, en collaboration étroite avec le département de l'Intérieur et de l'Agriculture, et des L. R., cette maladie redoutable est presque totalement disparue.

⁷⁹ Renseignements donnés par Paul Marti.

Le projet de la Fédération de 1952 envisageait que dans un laps de temps de trois ans la tuberculose bovine serait complètement éliminée du canton de Genève. Le rapport annuel de 1955, année qui marque le terme de cette période, vient d'être présenté à l'assemblée générale de la Fédération. Il fait la déclaration suivante : « Cette année marque la fin de la lutte contre la tuberculose bovine. Non pas que cette maladie soit totalement extirpée de notre troupeau, car il y aura des récives, comme des îlots de résistance. Mais nous pensons que ces îlots seront rapidement réduits à néant ».

Genève sera l'un des premiers cantons suisses à avoir atteint ce résultat !

CHAPITRE III

VIN-UNION GENEVE

« Fédération des Caves Genevoises »

A. Historique : début et développement

La création des caves coopératives en Suisse est de date relativement récente. La Cave de la Souche, située à La Pallanterie, et fondée en 1929, constitue l'une des plus anciennes de Suisse, alors que dans d'autres pays, en France par exemple, la création des caves date de la fin du siècle dernier et du début du siècle actuel.

Comme pour d'autres activités agricoles, le besoin de former une association, de concentrer leurs efforts pour mieux défendre leurs intérêts professionnels et faire face à toutes les difficultés se faisait sentir chez les viticulteurs genevois, surtout après la première guerre mondiale. Parmi les problèmes à résoudre, il y avait notamment la concurrence acharnée des producteurs vinicoles, spécialement des autres cantons de la Suisse romande, celle aussi des viticulteurs étrangers (surtout l'exportateur de vin blanc). La falsification des vins et l'absence de contrôle causaient, en outre, un grand préjudice aux viticulteurs du canton.

Le Cercle des Agriculteurs, dès les premiers jours de son existence, lutta contre la vente des vins fabriqués synthétiquement à Genève et en faveur de ses membres viticulteurs. Il sollicita le Conseil d'Etat, en 1880 déjà, de prendre les mesures légales pour empêcher la vente de vin synthétique, des sanctions notamment contre les fabricants¹. Ses efforts, conjugués avec ceux de la Classe d'Agriculture, aboutirent à la promulgation de la loi de 1883, rendant obligatoire l'étiquetage des tonneaux de vin².

¹ Henri Dumuid : Cercle des Agriculteurs du canton de Genève, première notice, Genève 1896, pp. 66-67.

² Ibid., p. 68.

Mais l'absence d'une application rigoureuse ne pouvait donner satisfaction aux viticulteurs et au Cercle. Celui-ci entreprit alors de nouvelles démarches dans les années 1885 à 1890, pour protester contre la non-application de la loi³. Plusieurs fois, en effet, on avait remarqué que du vin falsifié se vendait dans le canton.

Afin de mieux saisir la situation, sachons que dans la campagne genevoise ne se trouvent que de très rares domaines exclusivement viticoles. Le plus souvent, le cultivateur genevois divise sa propriété en ferme mi-viticole, mi-agricole. Il est un grand nombre d'exploitants qui ne possèdent qu'un demi-hectare de vignes ou moins. Il est évident que ces petits propriétaires de modestes exploitations viticoles ne pourront affronter seuls les sérieuses difficultés, d'abord en ce qui concerne la vinification de leur récolte, et ensuite pour ce qui est de la vente de leur vin.

Si chaque paysan pouvait autrefois écouler facilement ses produits par ses propres moyens, grâce à une économie fermée, à un marché assuré et à des moyens de communication lents et rudimentaires, sans oublier l'absence de concurrence nationale et internationale, cela a changé du tout au tout avec les transformations mécaniques, techniques et commerciales qui bouleversèrent les conditions économiques et sociales des nations.

Le viticulteur genevois, comme tout travailleur de la terre, doit tenir compte des exigences du consommateur, lequel cherche toujours, grâce à l'arrivage de nombreuses variétés de vins de Suisse et de l'étranger, à se procurer la qualité la meilleure, à un prix aussi bon marché que possible.

Et n'omettons pas la hausse des coûts de production viticole et vinicole, car, outre le renchérissement des matières nécessaires à la production le viticulteur genevois rencontrait une autre difficulté : la pénurie et la cherté de la main-d'œuvre qualifiée et spécialisée.

Il devenait impossible de travailler individuellement, par ses propres moyens et pour son propre compte. La rémunération toujours plus faible tendait même à se transformer en déficit. Les viticulteurs genevois devaient naturellement viser à l'association. Elle seule leur permettrait de défendre avec succès leurs intérêts professionnels et économiques et de mettre en valeur le vin produit dans le canton.

A Genève, la première association, en vue de l'écoulement du vin, fut créée en 1894, sur l'initiative d'Ami Corthay et sous les auspices

³ Dumuid, *op. cit.*, pp. 68-69.

de la Classe d'Agriculture, par le Cercle des Agriculteurs. Elle porta le nom d'*Association Vinicole Genevoise* et se donnait pour but la défense des intérêts généraux de la viticulture, ainsi que la vente des vins de ses adhérents par l'intermédiaire d'un courtier. Le Cercle ouvrit un registre où chaque membre de l'Association inscrivait la quantité de vin qu'il aurait à vendre, quantité dont le courtier prenait connaissance.

Quelques années plus tard, en 1900, le Cercle, pour faciliter l'écoulement des vins, créa une société anonyme, l'*Association des Viticulteurs Genevois* ; elle avait pour but principal l'ouverture des débits de vin dans différents quartiers de la ville de Genève⁴. En 1910, cette association groupait plus de deux cent cinquante membres répartis dans tout le canton. Malheureusement l'opération n'apporta pas les résultats escomptés⁵.

L'association, en effet, ne vendait que les vins produits dans le canton. Il faut rechercher dans cette exclusivité la raison principale de la mauvaise marche des magasins de vente ouverts dans la ville. Quand la récolte était maigre, les frais généraux restant les mêmes, on enregistrait de grands déficits. Aussi l'Association fut-elle liquidée en 1917, après dix-huit ans d'activité.

En 1918, un autre groupement lui succéda, qui avait également pour but la sauvegarde des intérêts des viticulteurs et la mise en valeur des produits vinicoles de ses membres⁶.

En 1925, la fusion de ce groupement avec l'*Association Vinicole Genevoise*, créée en 1894, aboutit à une nouvelle association qui porta le nom de *Société des Viticulteurs Genevois*⁷. Elle devint section de la *Fédération romande des Vignerons* et membre de la Chambre Genevoise d'Agriculture. C'était une société simple ayant pour but de grouper les organisations viticoles genevoises et les viticulteurs domiciliés dans le canton. Elle se donnait également pour tâche de faire connaître le vin genevois dans le pays, au-delà des limites du canton. Elle entreprit une propagande active en faveur des vins genevois, faisant, non sans succès, de nombreuses démarches auprès des autorités cantonales et municipales pour que les vins du canton soient offerts de préférence à tous autres, à l'occasion des manifestations et fêtes de tous genres⁸.

⁴ Henri Dumuid, *deuxième notice*, Genève, 1910, p. 19.

⁵ Ch. Oederlin, *loc. cit.*

⁶ David Revaclier, *Le Vin de nos Coteaux*, Genève, 1943, p. 129.

⁷ *Ibid.*, p. 129.

⁸ *Ibid.*, p. 129.

Vu l'augmentation du nombre des adhérents, la société, après plusieurs années d'activité bienfaisante, se transforma en une Fédération. Cette nouvelle Fédération, qui groupe plusieurs sections de viticulteurs du canton, constitue également une association simple dans le sens du titre II, article 60, du Code Civil. Elle poursuit les mêmes buts que l'ancienne *Société des Viticulteurs de Genève*. Elle se compose de sections communales et des caves coopératives du canton, celles-ci considérées comme sections. Cette association a pour objectif de grouper toutes les organisations viticoles et vinicoles existantes ou à créer sur le territoire de Genève, afin de sauvegarder les intérêts du vignoble cantonal. Elle forme une section de la *Fédération romande des Vignerons* et a qualité de membre de la Chambre Genevoise d'Agriculture.

Aujourd'hui, cette Fédération compte, avec la nouvelle Cave coopérative fondée en 1953 à Lully-Bernex, treize sections qui comprennent les trois Caves coopératives.

Tandis que cette Fédération envisage de sauvegarder les intérêts d'ordre général du vignoble genevois : requêtes et plaintes pour protester contre les abus et les falsifications, demandes pour que soient promulguées des mesures légales propres à favoriser ses activités, les Caves coopératives, elles, aspirent à une association plus forte, plus solidaire, qui engagerait la responsabilité de tous ses membres, en sauvegardant l'intérêt le plus vital du viticulteur, la mise en valeur du produit de sa vigne. Cette vente est, en effet, question de vie ou de mort pour le viticulteur. Que le prix de vente de ses produits reste au dessous du prix de revient, comment continuerait-il à travailler ? La nécessité imposait la création des Caves coopératives. Celles-ci seulement allaient permettre aux viticulteurs de résister en commun à la chute des prix, de loger les vins invendus et d'en régulariser ainsi les cours.

Quels sont les avantages qu'une cave coopérative peut offrir à ses membres ? Les associés économisent en premier lieu un temps précieux qui devait être auparavant consacré aux travaux de vinification et de conservation des vins. Ensuite, la cave dispense ses membres d'acheter le matériel et les instruments destinés à la vinification, matériel souvent coûteux chargeant lourdement le budget du viticulteur, surtout quand il est exploitant moyen ou faible. Grâce à un matériel complet, à une installation de machinerie perfectionnée, à l'emploi de méthodes scientifiques, la cave supprime le danger d'une vinification défectueuse. La concentration des travaux dans les caves diminue considérablement les frais de main-d'œuvre et même du matériel nécessaire à la vinifi-

cation. Avec ses locaux pour la conservation des vins, la cave libère le producteur de tout souci quand le vin ne s'écoule pas. Les pertes par déchets lors de la vinification sont bien moindres dans les caves que chez le particulier. En sa qualité d'association, la cave peut obtenir, à de meilleures conditions que le viticulteur isolé, des prêts auprès des caisses de crédit ou des banques.

On n'appréciera jamais assez les services que les caves coopératives rendent aux petits et moyens viticulteurs. Le manque de capital les obligeait jusqu'ici à utiliser des locaux et un matériel insuffisants ; en outre, leur manque de connaissances des méthodes modernes, plus rationnelles, entraînait pour eux des pertes tant en ce qui concernait la qualité du vin que les quantités. Les Caves coopératives sont, en outre, dotées d'un laboratoire, où des spécialistes examinent constamment la qualité des vins, leur degré d'alcool, etc. De plus, elles entrent en relations avec d'autres institutions scientifiques, notamment les instituts de chimie, les laboratoires de chimie agricole, qui leur procurent les meilleurs renseignements pour améliorer la qualité de leurs produits.

Au point de vue hygiénique aussi, la vinification en caves donne beaucoup plus satisfaction que chez le particulier.

Les bâtiments des caves sont construits et outillés de manière à abaisser le coût de la production. On estime le rendement de celles-ci supérieur en général de 10 % à celui obtenu par la vinification chez le cultivateur.

En ce qui concerne la vente des vins, la cave présente aussi des avantages sur le particulier. Les vins produits par ces coopératives se vendent plus facilement que ceux qu'offrent le plus souvent en faibles quantités les petits producteurs. Les caves peuvent attendre le moment opportun pour écouler leurs produits, tandis que le viticulteur se voit parfois obligé, pour subvenir à ses besoins, de vendre ses vins le plus tôt possible, souvent même à vil prix. Enfin, les caves peuvent présenter à la clientèle des lots importants de vin, de qualité plus uniforme.

La première Cave coopérative fut fondée en 1929, à La Pallanterie, près Vézenaz (rive gauche) : c'est la *Cave régionale « La Souche »*. Au moment de sa fondation, elle groupait quarante-quatre membres exploitant 31 hectares de vigne. Le produit de la vinification de la première année s'élevait à 310 000 litres de vin⁹.

⁹ Renseignements donnés par M. Serex, fondé de pouvoir de Vin-Union Genève.

La seconde coopérative de ce genre, la « *Cave du Mandement* », se situe dans la commune de Satigny (rive droite). Fondée en 1933, elle groupait à cette date cinquante-trois sociétaires exploitant 114 hectares. La vinification de cette cave dépassa la première année le chiffre d'un million et demi de litres de vin ¹⁰.

Ces deux associations coopératives travaillèrent, durant plusieurs années, en exploitant chacune une région du canton, sans qu'il y eût relations entre elles. Fort prospères, elles attirèrent en nombre croissant les viticulteurs de leur région. Bien qu'elles défendissent efficacement les intérêts de leurs membres, elles se nuisaient l'une l'autre, cherchant chacune à écouler leurs produits par des procédés propres et à trouver des débouchés pour leurs propres vins. La solution ne pouvait résider que dans la création d'un organisme supérieur, comprenant les deux caves coopératives et travaillant au bénéfice de tous, en traitant sur un pied de parfaite égalité.

Les deux associations coopératives consentirent à créer cet organisme-toit. On était en février 1948. *Vin-Union Genève* était une société simple, conformément aux dispositions du Titre 23 du Code Fédéral des Obligations relatif à ce type de société. Les deux caves ne pouvaient constituer une société coopérative, étant donné que la loi fédérale exige pour la création d'une Fédération la présence d'au moins trois associations. En attendant d'y parvenir, elles fondèrent cette société simple qui avait pour objet la centralisation commerciale des deux caves, facilitant l'écoulement de leurs produits vinicoles aux meilleures conditions ¹¹.

Par cette création, on remplaçait la concurrence par la collaboration, la société se chargeant de l'écoulement de toute la récolte des deux caves ¹². Toutefois, elle ne pouvait prendre tout son essor, n'ayant pas la forme qu'il eût fallu et qui ne pouvait être qu'une fédération de caves coopératives, reconnue officiellement.

En 1953, une troisième association coopérative de même genre fut créée dans la région Lully-Bernex, sans avoir cependant les caves et autres installations indispensables au traitement du vin et à sa conservation. Elle s'inscrivit au Registre du Commerce sous le nom de « *Cave Coopérative de Lully et environs* ».

La création de cette troisième cave coopérative allait rendre possible la fondation d'une fédération de caves genevoises conforme

¹⁰ Ibid.

¹¹ Art. 2 des statuts de *Vin-Union Genève*.

¹² Art. 3.

aux dispositions légales. L'assemblée constitutive se réunit à Genève le 25 juin 1953. Les caves et le gouvernement genevois y avaient envoyé leurs représentants¹³. L'ancienne société *Vin-Union* fut dissoute et la nouvelle *Fédération de Caves Genevoises*, portant le nom de *Vin-Union Genève* (V. U. G.) allait en continuer les traditions et en compléter les efforts. Son siège est à Satigny, dans les locaux des Caves du Mandement. Elle est une association coopérative conformément au Titre 29 du Code Fédéral des Obligations.

La Fédération comprend actuellement les trois caves coopératives existant sur le territoire du canton :

- 1) Cave de la Souche, qui comptait, en 1953, 200 membres exploitant une superficie de vignoble de 140 hectares. Elle a une contenance de 1 500 000 litres de vin ;
- 2) Cave du Mandement : 130 membres en 1953, exploitant une superficie de 350 hectares. Elle peut contenir 4 200 000 litres ;
- 3) Cave de Lully et environs, à Lully-Bernex, qui comptait en 1953, 70 membres exploitant 60 hectares. Elle avait le projet de construire des caves d'une contenance de 850 000 litres, à Lully, mais on a dû abandonner ce projet pour des raisons d'ordre économique¹⁴.

La Cave du Mandement recrute ses membres dans les régions de la rive droite, celle de la Souche dans la région entre Arve et Lac (rive gauche) et celle de Lully également pour la rive gauche, mais dans la région entre Arve et Rhône.

Alors que le régime des petites exploitations domine sur la rive gauche (7/10 hectare par exploitant), la superficie d'exploitation ne dépassant jamais l'hectare, il est bien différent pour la rive droite où la surface moyenne par exploitation est supérieure à 2 ½ hectares. La rive gauche consacre quelque 200 hectares à la viticulture, la rive droite plus de 350.

Tandis que, du point de vue de l'importance de superficie consacrée au vignoble, le canton de Genève occupe la quatrième place en Suisse, venant tout de suite après Vaud, Valais et Tessin, au point de vue de la production vinicole, il se situe au troisième rang, avant le Tessin. Cela provient du fait que la récolte par unité de surface est généralement beaucoup plus importante à Genève que dans les autres cantons. Voici, en effet, en 1952, la production de vin à l'hectare dans quelques cantons :

¹³ Rapport annuel de 1953 de V.U.G.

¹⁴ Renseignements donnés par M. Serex, fondé de pouvoir de V.U.G.

Production du vin en litres par ha.			
Genève	Vaud	Valais	Neuchâtel
11330	5620	6760	4450

15

Si nous considérons les superficies cantonales en rapport avec la production viticole, Genève se trouve au premier rang. La commune de Satigny est la plus grande commune viticole de toute la Suisse ¹⁶.

La construction des caves coopératives découle des règlements cantonaux sur l'amélioration foncière. Selon la loi genevoise du 22 mars 1930, le Conseil d'Etat peut décider en tout temps de limiter, à un nombre fixe pour le canton, les constructions ou aménagements des bâtiments coopératifs ¹⁷.

Selon l'article 89 du règlement d'application de la même loi, concernant les caves coopératives, il est prévu que cinq d'entre elles seulement peuvent être subventionnées dans le canton, soit dans les localités suivantes :

- à La Pallanterie,
- à Lully,
- à La Plaine,
- à Satigny,

plus, éventuellement, une pour le nord de la Rive droite, sans spécification de localité.

Sont subventionnées les dépenses suivantes :

- 1) les constructions,
- 2) l'équipement de la cave (cuves, foudres, fouloirs, appareils de chauffage et de ventilation, transporteurs).

Les projets de construction de ces caves doivent prévoir la possibilité d'installations et d'agrandissements propres à vinifier chacune la totalité des vins produits dans la région, quelle que soit, d'autre part, l'importance de la vinification au moment de la création ¹⁸.

Ainsi donc, les trois caves coopératives existantes ont bénéficié de subventions d'Etat, d'après les règlements cités plus haut. Les deux premières : La Souche et le Mandement ont fait état des ancienne lois autorisant une subvention cantonale de 20 % et une

¹⁵ Rapport annuel de 1953 de V.U.G.

¹⁶ Renseignement donné par M. Serex, fondé de pouvoir de V.U.G.

¹⁷ Art. 88 du règlement d'application de la loi du 22 mars 1930 sur les améliorations foncières.

¹⁸ Art. 90 du même règlement.

subvention fédérale de même pourcentage sur le coût de la construction et des installations de caves. Le solde de 60 % peut être emprunté contre garantie hypothécaire.

La Confédération ayant annulé la subvention accordée aux caves depuis quelques années, la troisième cave en sera privée ; elle ne recevra que la subvention de l'Etat de Genève, qui sera augmentée jusqu'à concurrence de 30 % des frais de construction.

Actuellement, on agrandit les locaux de la Cave du Mandement pour y placer la production vinicole de celle de Lully. En effet, ne disposant pas des capitaux nécessaires à la construction d'une cave avec dépendances, Lully a sollicité l'aide de la Cave du Mandement. Cette cave pourra ainsi produire son vin et le loger dans les locaux ainsi aménagés sans avoir trop à dépenser, les premiers jours de son existence.

B. *Clauses essentielles des statuts de V.U.G. et des Caves Coopératives fédérées*

Vin-Union Genève est une coopérative régie par ses statuts et les dispositions du Titre 29 du C. O. Son siège se trouve à Satigny.

Peuvent devenir membres de V. U. G., sur demande écrite, les organisations vinicoles de producteurs de vins genevois constituées en sociétés coopératives, avec ou sans installations de pressurage et d'encavage et qui imposent à leurs sociétaires l'obligation de livrer toute leur récolte et d'appliquer des principes de culture garantissant une production de qualité ¹⁹.

Ainsi, la Cave coopérative de Lully-Bernex fait partie de la Fédération, bien qu'elle n'ait pas les installations nécessaires à la production du vin, comme c'est le cas pour les deux autres caves.

Les sociétés admises comme membres restent engagées vis-à-vis de la Fédération pendant une période de trois ans, se renouvelant par la suite tacitement pour une nouvelle période de trois ans, et pour autant que la demande de démission n'ait pas été présentée par lettre chargée au président de V.U.G., douze mois avant l'échéance de la période triennale en cours ²⁰.

Les membres démissionnaires ou exclus perdent tout droit à la fortune de V.U.G. ²¹.

¹⁹ Art. 3 des statuts de V.U.G.

²⁰ Art. 4.

²¹ Art. 6.

Les organes de Vin-Union Genève sont :

- 1) l'assemblée des délégués,
- 2) le conseil d'administration, et
- 3) l'organe de Contrôle.

L'assemblée des délégués, autorité supérieure de V.U.G., est formée des présidents et des représentants des sociétés fédérées (caves coopératives), à raison d'un délégué pour 10 hectares de vigne ou fraction de ce nombre. Elle se réunit au moins une fois l'an et, en général, dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice. Les assemblées extraordinaires peuvent être convoquées toutes les fois que l'administration (qui convoque les assemblées des délégués ordinaires ou extraordinaires) le juge nécessaire, cela au moins dix jours avant l'ouverture de l'assemblée. La convocation porte également l'ordre du jour²².

Dans les attributions de l'assemblée des délégués figurent la nomination du président, celle des membres du conseil d'administration et de l'organe de contrôle, l'approbation des rapports annuels et des comptes, l'adoption de tous les règlements, la révision des statuts, l'approbation des nouvelles propositions, l'admission et l'exclusion des nouveaux membres, l'approbation d'achat et de vente d'immeubles, des crédits s'y rapportant et des emprunts obligatoires²³.

Le conseil d'administration, élu par l'assemblée des délégués, est nommé pour 3 ans. Il se compose de 11 membres au moins ; le président du conseil de chacune des trois sociétés coopératives en fait partie en principe. Les autres administrateurs de V.U.G. doivent être aussi administrateurs de l'une des trois sociétés précitées. Ils sont élus à raison de :

- 5 membres, au moins, choisis parmi les administrateurs de la Cave du Mandement,
- 2 membres, au moins, choisis parmi les administrateurs de la Cave de la Souche, et
- 1 membre, au moins, choisi parmi les administrateurs de la Cave de Lully et environs.

Sauf le président, élu par l'assemblée des délégués, les autres fonctionnaires du conseil d'administration sont élus par lui-même.

²² Art. 9 et 10 des statuts de V.U.G.

²³ Art. 13.

Les membres du conseil d'administration sont immédiatement rééligibles. Ils sont rétribués ²⁴.

Le conseil d'administration est chargé de convoquer l'assemblée des délégués, de préparer son ordre du jour, de présenter tous les rapports et propositions, de désigner le directeur et les personnes chargées de la gestion, de conclure les contrats de service, de contracter les emprunts, à l'exception des emprunts obligatoires, de fixer les prix pour la prise en charge des vins et leurs prix de vente, de fixer les traitements et honoraires, d'organiser la propagande pour V.U.G., etc. ²⁵.

L'organe de Contrôle est désigné par l'assemblée des délégués. C'est une société fiduciaire inscrite au registre du Commerce. Il est nommé pour trois ans, les membres étant rééligibles ²⁶.

Les ressources nécessaires à Vin-Union Genève peuvent lui être fournies par des emprunts ²⁷.

Les engagements de Vin-Union Genève se trouvent garantis par la valeur des marchandises qu'elle prend en charge et par sa fortune. Toutefois, ces engagements sont également garantis solidairement, mais subsidiairement, par tous les membres (sociétés affiliées) ²⁸.

La dissolution de la Fédération peut être prononcée dans une assemblée des délégués, à condition que la proposition ait été indiquée dans l'ordre du jour, et que les deux tiers des délégués soient d'accord avec la dissolution. En cas de liquidation, si, après avoir fait face à tous les engagements, un excédent subsiste, c'est l'assemblée des délégués qui décidera de son affectation.

En ce qui concerne les règlements internes des Caves coopératives (membres de la Fédération), il n'y a pas encore de statut-type pour toutes les sociétés coopératives affiliées à Vin-Union Genève. Pour le moment, chacune des trois Caves a ses propres statuts et se voit régie par ses propres règlements. Bien que les statuts des Caves ne diffèrent pas essentiellement les uns des autres, il y a toutefois des clauses différentes dans chacun d'eux.

Nous croyons que la Fédération va bientôt établir un statut-type qui régira les Caves existantes et celles qui peuvent être créées à l'avenir.

²⁴ Art. 15, 16 et 17.

²⁵ Article 19

²⁶ Art. 21.

²⁷ Art. 23.

²⁸ Art. 27.

La rédaction d'un statut-type pour tous les membres (caves coopératives) est nécessaire, d'autant plus qu'après la création de la Fédération (Vin-Union Genève), plusieurs articles correspondant à certaines dispositions d'ordre local doivent nécessairement être changées pour devenir conformes aux statuts de la Fédération. Il en est ainsi de l'article 4 des statuts des Caves : « La mise en valeur en commun de la production des vignes de ses membres », tâche maintenant assignée à V.U.G.

Les trois Caves coopératives ont toutes pour but la sauvegarde des intérêts professionnels et économiques de leur membres. Elles ne poursuivent pas de but lucratif. Les nouveaux sociétaires doivent payer un droit d'entrée par are de vigne annoncée. Ce droit est de 10 fr. par are pour la Cave du Mandement et pour celle de la Souche, de 20 pour la Cave du Lully et environs ²⁹. Pour cette dernière, les sociétaires entrés avant le 31 décembre 1953 sont exonérés du droit d'entrée. Dès cette date, tout nouveau sociétaire est tenu de payer le droit d'entrée ³⁰.

Les autres articles des statuts qui règlent les droits et devoirs des membres, les attributions des organes de l'association, la dissolution, etc., sont les mêmes pour les trois Caves coopératives ; ils ne présentent donc aucune particularité. Inutile d'en dire davantage ici.

C. *Activités de « Vin-Union Genève »*

L'article 2 des statuts de V.U.G. décrit le but de la Fédération comme suit :

Vin-Union Genève a pour but :

- a) de grouper en une fédération les sociétés coopératives constituées par les Caves genevoises ;
- b) de faire le commerce des produits vinicoles à des conditions aussi favorables que possible pour ses membres ;
- c) de protéger par tous les moyens les intérêts à caractères généraux communs de toutes les caves coopératives ;
- d) de contribuer à l'amélioration de la viticulture et de l'œnologie.

²⁹ Art. 6 des statuts des trois Caves coopératives.

³⁰ Art. 6 des statuts de la Cave de Lully.

Vin-Union Genève ne poursuit aucun but lucratif³¹.

Les Caves coopératives — nous l'avons vu — avaient deux missions essentielles à remplir : l'une était la vinification des produits de leurs membres, et l'autre consistait en la vente des vins produits dans leur locaux. Les Caves remplissaient ces deux fonctions dès leur fondation jusqu'en 1948, date à laquelle la société simple « Vin-Union Genève » était fondée par les deux Caves existantes à Genève : celles du Mandement et de la Souche. Dès lors, la mission des Caves concernant la mise en valeur des vins fut confiée à cette nouvelle société, qui pratiquait la vente des vins des deux caves coopératives sur un pied d'égalité, de sorte que toute concurrence entre elles disparut. Après la constitution de la Cave de Lully-Bernex, et à la suite de la création de la « Fédération des Caves Coopératives Genevoises », c'est-à-dire « Vin-Union Genève », la tâche de la vente des produits vinicoles fut confiée à cette nouvelle association qui constitue une coopérative de deuxième degré. Les vins produits dans chaque Cave sont intégralement mis à la disposition de Vin-Union Genève pour la vente.

Mais le travail de la vinification reste à la charge de chaque Cave.

En un mot, on a partagé le travail entre la Fédération et les Caves. A celles-ci est confiée la production du vin, à celle-là l'écoulement.

Vinification dans les Caves Coopératives Genevoises

L'ancien mode de travail de la vinification consistait en procédés très rudimentaires. Il fut pratiqué pendant des siècles. On l'a remplacé par la nouvelle méthode pratiquée dans les caves coopératives, méthode bénéficiant des progrès scientifiques et techniques de tout ordre. Les caves coopératives peuvent traiter rapidement, grâce à leurs installations, une grande quantité de raisin. Toutes les opérations de la vinification se font automatiquement, par des installations mécaniques. Les cuves, où se conserve le vin, sont construites en ciment armé et en verre, remplaçant ainsi les anciens vases de bois.

L'entretien des cuves s'avère moins difficile que celui des vases en bois ; elles ont aussi une capacité beaucoup plus grande que ceux-là. Chaque cuve a une contenance de plusieurs milliers de litres et

³¹ Art. 2 des statuts de V.U.G.

elle est construite de telle façon que le gaz carbonique dégagé par la fermentation du vin s'en échappe, grâce à des tuyaux aménagés à cet effet. Tous ces perfectionnements font que la vinification dans les Caves coopératives s'effectue rapidement et proprement. Le travail de vinification, qui reposait sur le principe de la fermentation spontanée, est aujourd'hui dirigé par l'œnologie, dans les grandes entreprises vinicoles.

Cette science a pour objet l'étude du vin : elle englobe tout ce qui concerne sa préparation rationnelle et sa conservation sans dommage. C'est une science fort jeune, puisqu'elle est née à la suite des recherches savantes de Pasteur³².

Pour atteindre ces divers objectifs, l'œnologie compte beaucoup sur les autres sciences ; elle a recours à leur aide et collaboration.

Aussi, les Caves coopératives de Genève appliquent-elles et pratiquent-elles les principes de l'œnologie dans tous leurs travaux de vinification. L'institut de Botanique Générale leur fournit les levures pour la fermentation des vins. Le laboratoire de Chimie Agricole, à Châtelaine, en collaboration avec le laboratoire de V.U.G., procèdent aux diverses analyses, pour déterminer le degré d'alcool et d'acidité des différentes qualités de raisin destinés à la fabrication du vin. Le travail de sulfatage, qui consiste à employer l'anhydride sulfureux avant le départ du moût pour la fermentation, leur assure une meilleure conservation des vins.

L'adjonction de sucre, quand les raisins sont faibles en glucose, leur permet d'obtenir des vins suffisamment riches en alcool. Enfin, l'emploi des levures sélectionnées garantit une fermentation régulière et complète des moûts et une désacidification naturelle dans les meilleures conditions possibles.

Mais le travail des caves commence avant que le raisin y soit traité ; il est contrôlé par une commission spéciale désignée par l'administration et chargée de visiter le vignoble des sociétaires, la veille de la vendange. On veut se rendre compte de l'état de la vigne, de la maturité du raisin, ainsi que de la quantité approximative de la récolte.

Le laboratoire de Chimie Agricole coopère avec cette commission. Par l'analyse des diverses qualités du raisin, il indique la date opportune pour la vendange.

³² Jean Denis Galland, *Le Compagnon de Cave, Neuchâtel*, 1956, p. 25.

Les renseignements ainsi fournis par la commission spéciale au Conseil d'administration permettent à celui-ci de fixer les dates auxquelles les vendanges doivent commencer ³³.

C'est alors que les récoltes de chaque sociétaire sont apportées dans les tonneaux de la cave, où on les pèsera.

Un réfractomètre indiquera la qualité des raisins de chaque tonneau (alcool, sucre), en prenant quelques gouttes de moût accumulées dans la cuvette fixée sous le tonneau. Sur la base des indications du réfractomètre, on attribue une bonification ou une réduction d'un centime par franc et par degré d'alcool aux moûts de qualité supérieure ou inférieure à la moyenne de la cave ³⁴. De cette façon, le cultivateur de raisin se voit encouragé à produire une meilleure qualité de raisin. Il tâchera de donner plus de soin à sa culture et recherchera des plants de qualité. Après le pesage, les raisins passent au pressoir. Une fois le pressurage terminé, le marc est transporté dans les lieux spécialement aménagés pour la distillation ; on en obtient l'eau-de-vie. Le résidu est utilisé comme engrais. Les moûts ramassés dans les grands réservoirs sont conduits par tuyaux aux cuves pour y reposer et fermenter. Dès lors, le travail des caves consiste à donner les soins nécessaires à une bonne fermentation et conservation des vins dans les cuves, jusqu'à ce que ceux-ci soient prêts à être écoulés.

Les membres de chaque Cave Coopérative sont obligés, d'après les statuts et règlements des Caves, de livrer à leur société la production intégrale de toutes les vignes qu'ils exploitent. Toutefois, ils ont le droit, au moment des vendanges, de retenir le vin nécessaire à leur usage, en déduction de leurs apports ³⁵.

Ecoulement des vins par Vin-Union Genève

La tâche principale de V.U.G. consiste à vendre les vins mis à sa disposition par les Caves Coopératives. Jusqu'en 1955, la reprise des vins dans les caves s'effectuait ainsi. Au mois de décembre, chaque année, le travail de vinification terminé, une commission composée de contrôleurs de V.U.G. et des représentants de chaque cave faisait un inventaire quant à la quantité et la qualité des vins, avec estimation de leur prix.

Ensuite, les stocks des caves étaient repris par la Fédération. Mais, en 1955, on remplaça ce système par un nouveau : V.U.G.

³³ Renseignement fourni par M. Serex.

³⁴ Renseignement donné par M. Serex.

³⁵ Art. 2 et 11 du règlement intérieur des caves.

prend désormais en charge les raisins dès qu'ils sont pesés, assumant tous les frais de pressurage et d'encavage. Ainsi, la reprise s'effectue sur une base plus précise, en kilos ; ce système simplifie grandement toutes opérations ultérieures, notamment les ventes de moût et de raisin. Outre la précision et la simplification réalisées ainsi, V.U.G. assure aux caves une recette fixe quel que soit le volume de leurs récoltes respectives, leur permettant de la sorte le financement de la majeure partie de leurs frais généraux, grâce à une indemnité de location de 1 fr. 75 par hectolitre. Cette charge nouvelle pour V.U.G. est compensée partiellement par la différence du rendement ³⁶.

Le tableau ci-dessous donne les quantités de vin (en litres) produites par les Caves Coopératives et leur reprise par V.U.G., de 1949 à 1955.

	Mandement	La Souche	Lully-Bernex	Total
1948-49	1 781 404	254 170	—	2 035 574
1949-50	1 818 696	635 452	—	2 454 148
1950-51	1 310 020	598 816	—	1 908 836
1951-52	2 960 346	804 156	—	3 764 502
1952-53	3 538 468	1 132 243	—	4 670 711
1953-54	2 295 464	421 204	203 630	2 920 298
1954-55	2 934 821	764 672	314 629	4 014 122

³⁷

L'exercice annuel commence le 1^{er} juillet de chaque année pour finir le 30 juin de l'année suivante.

Nous constatons que la quantité produite par la Cave du Mandement est toujours supérieure à celle de chacune des deux autres Caves et même à celle de leur total.

Les vins produits par les Caves Coopératives de Genève, sont en majeure partie des vins blanc (presque les 4/5^m contre 1/5^m de rouge). La superficie totale des vignobles appartenant aux membres des Caves coopératives est cultivée dans les proportions suivantes, en raisins de diverses qualités :

Qualité de raisin	Chasselas blanc noble européen	Riesling-sylvaner blanc noble européen	Gamay de Beaujolais rouge noble européen	Hybride blanc américain P.D. Blanc	Hybride rouge américain P.D. Rouge	Total
en %	68	1	2	11	18	100

³⁸

³⁶ Rapport de 1955 de V.U.G.

³⁷ Statistique établie d'après les rapports annuels de V.U.G.

³⁸ Renseignements donnés par M. Serex.

Pour se faire une idée concrète de cette proportion, nous reproduisons ci-dessous la quantité de vin obtenu pour chacune de ces diverses qualités de raisin, par Cave Coopérative, durant l'exercice 1953-54 :

Quantité de vin (litres)	Chasselas	Riesling- Sylvaner	Gamay	Hybride am. blanc	Hybride am. rouge	Total
Cave Mandement	1 584 576	62 297	22 556	263 272	362 763	2 295 464
Cave La Souche	338 847	—	—	37 500	44 857	421 204
Cave Lully	164 064	4 468	3 054	4 410	27 634	203 630
Total	2 087 487	66 765	25 610	305 182	435 254	2 920 298 ³⁹

Les hybrides américains sont de qualité inférieure à celle des plants dits européens, mais ils donnent beaucoup de raisin. Néanmoins, cette culture, à cause de sa qualité médiocre, est en régression en Suisse, à Genève en particulier. D'ailleurs, des mesures légales ont été adoptées, à plusieurs reprises, pour limiter la surface de ces plants américains. C'est ainsi que l'arrêté du Conseil d'Etat de Genève du 14 juin 1940, se basant sur l'arrêté du Conseil fédéral du 5 avril 1940, interdit dans le Canton une nouvelle plantation d'hybrides producteurs directs blancs (P.D.) ⁴⁰.

Ces mesures restrictives à l'égard des hybrides américains ont pour but d'assurer la production de vins de qualité. Notons, en passant, que ces hybrides ont été introduits dans le Canton à la fin du siècle dernier, à la suite de l'invasion du phylloxéra et autres insectes ampélophages qui détruisaient le vignoble genevois, portant un coup sévère à la viticulture ⁴¹. Les hybrides américains ont cette particularité qu'ils sont très résistants aux cryptogames et au phylloxéra. Le risque de dégâts provenant de ces parasites est, chez eux, très petit, presque nul. Ils demandent aussi beaucoup moins de soins que les plants indigènes. La culture d'hybrides américain prit un grand essor à Genève et dans toute la Suisse du fait de la sécurité qu'elle présentait. Mais, au fur et à mesure que les moyens de

³⁹ Statistique établie d'après le rapport annuel de 1954 de V.U.G.

⁴⁰ Art. 3 de l'Arrêté du 14 juin 1940 du Conseil d'Etat concernant la réglementation des plantations des vignes en général et des hybrides producteurs directs (P.D.) en particulier.

⁴¹ Jacky, *op. cit.*, p. 38.

lutter contre les parasites de la vigne se sont perfectionnés, grâce aux découvertes scientifiques, celles de la chimie notamment, devenant plus efficaces, la culture des plants américains a perdu de son importance. Ils sont de moins en moins cultivés et les mesures légales, nous l'indiquions, ont apporté des limitations supplémentaires, ces dernières années, à leur culture. Aujourd'hui, on en travaille surtout le produit dans les caves coopératives pour la fabrication du jus de raisin.

En revanche, on encourage la culture des plants indigènes qui appartiennent au groupe des plants nobles européens. Ce sont, à Genève, les Chasselas (blanc), Riesling-Sylvaner (blanc également) et Gamay de Beaujolais (rouge) : ils donnent moins de raisin, mais la qualité en est excellente. La culture du Gamay de Beaujolais se voit spécialement encouragée, parce qu'elle répond à la demande croissante de vin rouge. Actuellement, ce plant n'occupe encore que 2 à 3 % de la surface totale du vignoble genevois ⁴².

En ce qui concerne la vente du vin, les caves disposent en plus de la récolte annuelle, du stock de vin non écoulé. En effet, chaque année, une quantité assez importante reste invendue. Les quantités suivantes ont été livrées par V.U.G., de 1949 à 1955 :

	Quantité (litres)		Quantité (litres)		Quantité (litres)
1948-49	3 900 766	1949-50	3 523 648	1950-51	1 710 858
1951-52	3 031 662	1952-53	2 579 433	1953-54	4 181 590
1954-55	5 431 337				

43

La vente de vin, on le constate, varie considérablement d'une année à l'autre.

Les prix payés par la Fédération aux Caves, au cours de ces dernières années et pour les diverses qualités de vin, s'établissent ainsi (en cts par litre) :

	Chasselas	Riesling- Sylvaner	Gamay	Hybride am. blanc	Hybride am. rouge
1951-52	85	85	100	60	65
1952-53	63	63	100	40	44
1953-54	83	63	100	40	44
1954-55	92	77	100	45	48

44

Ces prix, selon les rapports annuels de la Fédération, n'assurent qu'imparfaitement la rentabilité des exploitations viticoles.

⁴² Renseignements donnés par M. Serex.

⁴³ Statistique établie d'après les rapports annuels de V.U.G.

⁴⁴ Ibid.

Voici le mode du paiement au viticulteur, du prix des Vins, avant la création de la Fédération, quand les Caves se chargeaient de la vente, et même après, lorsque la Société Vin-Union fut fondée (1948). Sur la base du prix estimé, le viticulteur recevait, en automne, le premier acompte de 50 % du prix d'estimation. Ainsi, le cultivateur touchait immédiatement une partie de son argent, ce qui lui permettait de subvenir à ses premiers besoins. Le deuxième versement s'effectuait au printemps, sur un pourcentage décidé par le Comité des Caves et sur la base du prix du vin vendu. Le solde était réglé en juillet, après le bouclement des comptes.

Ce troisième versement pouvait être fort variable, selon le prix de vente obtenu. Tous les frais de production et toutes les dépenses de la Cave, salaire des fonctionnaires et des employés, amortissement des machines et instruments compris, en étaient déduits. Ainsi, le coût de l'exploitation se trouvait supporté par les sociétaires, sur la base de leurs apports annuels.

Les caves ne faisaient donc pas de bénéfice, le prix du vin étant intégralement payé, déduction faite des frais de tous genres, aux viticulteurs membres de la Cave. Comme il n'y avait pas de bénéfice ou de trop-perçu, il ne pouvait pas y avoir de ristourne.

Toutefois, il existe un fond de réserve relativement minime qui est constitué d'abord par la perception du droit d'entrée, ensuite par le prélèvement d'un à deux centimes par litre, pratiqué pendant quelques années, mais abandonné maintenant, puis par le bénéfice réalisé sur la vente des vins non vendus pendant l'année et qui ont pu l'être par la suite, et à un prix plus élevé. Ce fonds de réserve est destiné à couvrir les dépenses inattendues, comme par exemple celles provenant de calamités naturelles.

Vin-Union Genève pratique le même procédé de vente que celui des Caves avant sa fondation. Tous les vins produits en cave sont pris en charge, à l'exception du vin destiné à la consommation des sociétaires, et V.U.G. les écoule sans viser à aucune bénéfice quelconque. La Fédération paie à ses membres, en trois acomptes, le vin dont elle s'est chargée :

le premier acompte trente jours après la vendange,

le deuxième à fin mars,

le troisième calculé suivant le résultat de la comptabilité (compte tenu de la déduction de tous frais), payable après la clôture des comptes, mais au plus tard le 30 août⁴⁵.

⁴⁵ Article 26 des statuts de V.U.G.

Si l'écoulement des vins accuse une perte ou un bénéfice, le résultat est reporté ou sur le troisième versement, ou sur les paiements de l'exercice suivant.

La Fédération ne possède ni fonds de réserve, ni capital social. Les ressources financières nécessaires lui sont fournies par les emprunts, garantis par les marchandises prises en charge.

Vin-Union Genève contrôle également la vente du raisin de table de ses sociétaires. Par l'intermédiaire des Caves coopératives, ordre est donné aux viticulteurs membres, de vendre aux grossistes telle ou telle quantité de raisin demandé par ces derniers.

En 1951, 524 000 kg. de raisin de table furent vendus par l'intermédiaire de la Fédération⁴⁶. En 1952, celle-ci participa à la campagne en faveur du raisin de table, organisée par la Fédération Romande des Vignerons, et arriva à en écouler la belle quantité de 837 000 kg⁴⁷. Enfin, au cours de l'exercice 1954-1955, environ 281 300 kg. de raisin de table furent encore vendus par ses soins⁴⁸.

Aujourd'hui, Vin-Union Genève est en pleine activité. Sa marche normale laisse prévoir qu'elle continuera à progresser, au plus grand bénéfice des vignerons genevois. Dans son rapport annuel de 1950, présenté à l'assemblée générale, le président se déclare heureux de voir que « les vins de nos producteurs se trouvent dans presque tous les établissements publics de notre canton et chez tous les épiciers. Des vins de bonne qualité, bien présentés. En Suisse allemande, nos vins ont pu pénétrer sous leurs propres étiquettes dans les grands magasins d'alimentation ». Cependant, le non-écoulement intégral du vin de Genève devait inquiéter les dirigeants de V. U. G. Dans leurs rapports, ils ne manquent pas, presque chaque année, de se plaindre de cette situation en souhaitant que les autorités fédérales accordent une protection plus efficace encore à la production indigène. « La crise d'écoulement, dit le président à l'assemblée de 1953, tend de plus en plus à devenir un état de chose normal plutôt qu'un état exceptionnel. »

« L'économie vinicole genevoise supporte directement les répercussions de la mise en commerce de vins blancs provenant de différents cantons et offerts à des prix inférieurs, aux prix indicatifs de notre propre production. » A cette concurrence interne vient s'ajouter celle de l'étranger. Les vins d'Italie, de France, d'Espagne

⁴⁶ Rapport annuel de 1952 de V.U.G.

⁴⁷ Ibidem 1952.

⁴⁸ Rapport annuel de 1955.

et d'autres pays encore, arrivent sur le marché genevois et suisse et malgré un droit de douane relativement élevé (39 cts par litre) ⁴⁹ entravent la vente intégrale de la production nationale.

Ce que désirent les viticulteurs, ce n'est pas l'imposition d'un droit de douane encore plus élevé, mais l'interdiction d'importer des vins étrangers aussi longtemps que les vins du pays ne sont pas écoulés. Confirmons-le par les paroles mêmes prononcées par le président de Vin-Union Genève à ce propos : « Aussi longtemps que l'importation de vins étrangers ne sera pas uniquement, et comme elle devrait l'être normalement, complémentaire de la production indigène, nous aurons à faire face aux crises d'écoulement » ⁵⁰.

Vin-Union Genève, par l'intermédiaire des Cavec Coopératives, recommande aux sociétaires d'assurer leurs cultures auprès de la Société Suisse d'assurance contre la grêle. Cette société coopérative a son siège à Zurich et une agence à Genève, confiée au Cercle des Agriculteurs. Chaque année, au moment du renouvellement des polices d'assurance, les Caves avancent, pour le compte de leurs membres, le montant de la prime et, en automne, elles la retiennent sur le premier versement effectué aux sociétaires.

Ayant souvent besoin d'argent au cours de l'année, le viticulteur demande une avance à sa cave, qui la lui accorde, compte tenu des prochaines récoltes, et sans aucun intérêt.

Pour faire mieux connaître le vin genevois aux Confédérés, la Fédération participe, chaque année, à la Foire de Bâle et au Comptoir Suisse de Lausanne. Les divers vins de Genève, présentés dans ces expositions, attirent toujours l'attention.

⁴⁹ Rapport annuel de 1952.

⁵⁰ Rapport annuel de 1952 de V.U.G.

CHAPITRE IV

UNION MARAICHÈRE DE GENEVE

A. Historique : début et développement

Le canton de Genève est le berceau et le centre le plus important de la culture maraîchère en Suisse. (Qui ne se souvient des « plantaporêts » de Plainpalais ?) Depuis un siècle venrion, la production des légumes à Genève excède la consommation indigène.

L'écoulement des produits maraîchers posait depuis longtemps des problèmes assez complexes aux producteurs genevois. Tant que les légumes cultivés dans la campagne genevoise se vendaient facilement sur le marché de la Ville, parce que la production n'en était pas très abondante et qu'il n'y avait pas une importation considérable de légumes étrangers venant concurrencer ceux du pays, le problème de l'écoulement à un prix rentable ne se posait pas. Mais plusieurs facteurs nouveaux sont entrés en jeu ; ils ont totalement changé les conditions, si bien que la vente des légumes exige maintenant une organisation rationnelle. Ces facteurs sont d'ordre différents : d'une part, l'augmentation de la population du canton et surtout celle de la ville, conditionnant l'accroissement de la consommation ; d'autre part, l'importation des légumes étrangers des régions voisines de Genève concurrençant les produits nationaux.

Les légumes sont marchandise périssable. Comme le lait, il faudrait les écouler aussi vite que possible. Cette situation déclenche de fortes oscillations de prix, non seulement d'un jour à l'autre, mais aussi du matin au soir. Les producteurs se voient donc obligés de vendre dans les plus brefs délais, même si le prix de vente ne couvre pas les frais de production, autrement dit le prix de revient.

Il est très difficile de régulariser le marché des produits maraîchers et d'en rationaliser les prix.

Les maraîchers de Genève vendaient leurs légumes aux grossistes. Ceux-ci voulaient naturellement les acheter aux prix les plus bas, pour les revendre ensuite au consommateur avec un bénéfice considérable. Quand la production abondait, du fait de la concurrence, les paysans, pour écouler leur marchandise, acceptaient presque sans discussion le prix proposé par les commerçants ; ils en devenaient la proie. Les fluctuations de prix des légumes sur le marché avaient leur répercussion sur les maraîchers, lesquels supportaient souvent de lourdes pertes.

Pour remédier à cet état de choses, il eût fallu que le paysan pût vendre ses produits à un prix qui lui permît de persévérer. Mais il fallait de toute nécessité réorganiser la culture maraîchère et rationaliser l'écoulement.

La première tentative dans cette direction vint de quelques maraîchers, appuyés par le Cercle des Agriculteurs. C'est ainsi que se créa, en 1930, une association coopérative portant le nom de *Coopérative Agricole et Maraîchère* (C.A.M.) qui avait pour but de régulariser la vente des légumes sur le marché de la ville, en facilitant l'écoulement des produits genevois¹. Le Cercle des Agriculteurs soutint la nouvelle coopérative en mettant à sa disposition une partie des locaux de la Rizerie, ses camions et son personnel.

De nombreuses difficultés surgirent entre le Cercle et la C.A.M., surtout depuis le commencement de 1932. D'un commun accord, cette société prend son entière liberté mais reste débitrice d'une somme importante². Le Cercle des Agriculteurs estimait, avec raison, qu'étant donné l'importance de la culture maraîchère à Genève, il eût été navrant que cette initiative échouât. Cependant, la situation financière s'aggravant dans les années suivantes, 1933 et 1934, la C.A.M. s'éteignit en 1936³.

Pourquoi cette coopérative ne réussit-elle pas à vivre ? Les causes de son échec résidaient dans son fonctionnement, dans la manière défectueuse aussi dont elle travaillait. En effet, la C.A.M. faisait le commerce de détail des légumes, ce qui nécessitait toute une organisation : elle devait notamment ouvrir des magasins de vente dans tous les quartiers de la ville, payer un personnel nombreux, acheter des camions pour ravitailler tous les jours les magasins en légumes, couvrir les frais de camionnage, construire des entrepôts,

¹ Eugène Dérobert, op. cit., p. 67.

² Charles Oederlin, loc. cit.

³ Ibid.

etc. L'organisation était trop complexe, trop onéreuse pour durer longtemps. Cela pour deux raisons principales : d'une part, on avait peine à équilibrer le budget ; de l'autre, la C.A.M. devait faire face à une concurrence acharnée de la part des épiciers qui se ravitaillaient en légumes chez les maraîchers ne faisant pas partie de la C.A.M. et dont les frais généraux étaient inférieurs ⁴.

La C.A.M. ne pouvait surmonter ces deux obstacles. Et c'est ainsi que, même avec les encouragements des autres associations agricoles et notamment du Cercle des Agriculteurs, cette « *Coopérative Agricole et Maraîchère* » dut déposer son bilan, à fin novembre 1936.

Mais, malgré sa disparition, l'idée d'organiser l'écoulement des légumes subsistait chez les maraîchers. Certains d'entre eux firent une nouvelle tentative, qui échoua à son tour. Il s'agissait d'une association coopérative ayant pour but la centralisation, en vue de la vente, de la production maraîchère genevoise. Elle se nommait « *Coopérative de l'association des maraîchers* » ⁵. Elle avait connu, elle aussi, toute sorte de difficultés, d'ordre interne et externe. Parmi ces dernières figurait notamment la concurrence des importateurs, favorisés par une situation monétaire anormale, la concurrence des épiciers se ravitaillant auprès de certains maraîchers genevois. Parmi les causes internes, la plus importante exprimait l'incompréhension des producteurs eux-mêmes, dont plusieurs étaient radicalement opposés à l'idée d'un groupement ; et l'on rencontrait toutes les opinions parmi les autres ⁶.

Bien que deux tentatives, coup sur coup, aient échoué, on n'a pas abandonné pour autant l'idée de créer une nouvelle organisation ; mais on voulut la reprendre sur de nouvelles bases. Un groupe de producteurs et d'importateurs genevois, désireux de régulariser les conditions du marché maraîcher, fonda l'« *Office de Production maraîchère genevoise* ». Le directeur du Cercle des Agriculteurs accepta d'en prendre la présidence. Malheureusement, la fondation de l'O.P.M.G. n'améliora pas la situation de la culture maraîchère à Genève : il n'y eut pas plus de discipline dans les affaires que de cohésion dans les efforts. Cette nouvelle organisation disparut à son tour ⁷.

⁴ Renseignements donnés par L. Chillier, secrétaire de l'Union maraîchère de Genève.

⁵ Dérobert, op. cit., p. 68.

⁶ Ibid., p. 68.

⁷ Oederlin, loc. cit.

Cependant, entre fin 1936 et début 1939, les maraîchers ne renoncèrent pas à l'idée de s'associer. Mais, l'éclatement de la seconde guerre mondiale allait transformer radicalement la situation du marché. On n'avait plus besoin d'une association pour la vente des produits agricoles : ceux-ci se vendaient à bon prix et très facilement. Les producteurs pouvaient même écouler leurs produits quelle qu'en soit la qualité. Pendant la guerre, le commerce en gros des légumes réalisait de grands bénéfices. Les maraîchers aussi se déclaraient satisfaits.

Toutefois après la guerre, nouveau changement de décor. On revint du régime anormal de guerre au régime normal de paix : les restrictions disparurent peu à peu, les portes se rouvrirent et les échanges internationaux s'amplifièrent rapidement. Les maraîchers genevois retrouvèrent leurs anciens problèmes. Il y avait trop de légumes : où trouver de nouveaux débouchés ? Comment assurer l'écoulement des produits en évitant les erreurs des organisations précédentes ?

Plusieurs producteurs genevois, conscients de la situation toujours plus précaire, se remirent au travail. L'élaboration d'un projet d'une nouvelle association prit un certain temps. Une assemblée générale des maraîchers genevois fut convoquée par un comité provisoire, le 19 mars 1949. Les statuts proposés furent adoptés. Puis, l'assemblée générale constitutive du 23 avril suivant établit la Constitution de l'*Union Maraîchère de Genève*. Elle nomma aussi le président, les membres du comité, ainsi que les vérificateurs des comptes⁸.

L'Union reçut d'emblée cent quarante-trois inscriptions, avec neuf cents poses déclarées⁹. Au début de mai de la même année 1949, l'U.M.G. crée un service de renseignements, service à qui est confié une tâche importante que nous examinerons dans les pages qui vont suivre. On choisit un gérant, le 8 juin, chargé de l'expédition des produits maraîchers¹⁰.

En 1949, la *Centrale de ramassage des endives* confia à l'U.M.G. la gérance de la vente de ses produits¹¹. Mais, en 1953, du fait de la diminution du nombre des producteurs d'endives, la dite centrale demanda son rattachement pur et simple à l'U.M.G., ce qui fut fait dans le courant de l'année¹². Le gérant continua à s'occuper de la

⁸ Procès Verbal de l'Assemblée générale constitutive de l'Union Maraîchère de Genève.

⁹ Ibid.

¹⁰ Rapport annuel de 1949 de l'U.M.G.

¹¹ Ibid.

¹² Rapport annuel de 1954.

réception, du placement et des expéditions des endives. La Centrale, en fait, cesse d'exister

L'Union Maraîchère de Genève compte à fin 1955, 141 membres, appartenant à toutes les régions du canton (143 à la fondation, en 1949). Chaque année, on a enregistré plusieurs admissions et démissions. Les démissions ont été pour la plupart motivées pour raison de cessation de l'activité maraîchère. L'Union Maraîchère de Genève est membre de l'Union Maraîchère Romande, elle-même membre de l'Union Maraîchère Suisse.

B. Dispositions essentielles des statuts de l'U.M.G.

L'Union Maraîchère de Genève est une association coopérative régie par ses statuts et conformément aux articles du Titre 29 du Code des Obligations¹³.

Tous les producteurs de légumes cultivant dans le canton de Genève peuvent en faire partie en envoyant une demande écrite qui doit être approuvée par l'administration¹⁴. Plusieurs maraîchers français de la zone — nous l'avons dit — en font également partie. Ils ont mêmes droits et mêmes devoirs que les membres suisses.

Chaque nouveau sociétaire paie un droit d'entrée. En outre, il est perçu une cotisation annuelle par exploitation, à laquelle s'ajoute une taxe par pose genevoise¹⁵. La cotisation est calculée d'après la pose genevoise, de 27 ares. Pour chaque pose on paie une cotisation de Fr. 10.— par année.

Les sociétaires n'encourent aucune responsabilité personnelle ni solidaire, en raison des engagements et des dettes de la société, uniquement garantis par les biens de celle-ci¹⁶. Les statuts prévoient également que les sociétaires sortants ou exclus pour quelque cause que ce soit, ainsi que leurs héritiers, perdent tout droit à la fortune de la société¹⁷.

Les organes de la société sont¹⁸ :

L'assemblée générale,

L'administration,

L'organe de Contrôle,

Le tribunal arbitral.

¹³ Art. 1 des statuts de l'U.M.G.

¹⁴ Art. 3.

¹⁵ Art. 4.

¹⁶ Art. 12.

¹⁷ Art. 11 des statuts.

¹⁸ Art. 13.

L'assemblée générale représente le pouvoir suprême de la société. Elle doit, entre autres attributions :

— fixer le nombre et les limites des sections, ainsi qu'accepter leur règlement établi par l'administration. Actuellement, il existe douze sections maraîchères, créées par l'U.M.G. ;

— décider d'entreprendre de nouvelles branches de l'activité coopérative et ratifier les règlements établis par l'administration.

L'assemblée générale est convoquée une fois par année au moins, et cela dans les deux mois qui suivent un exercice. Elle l'est par les soins de l'administration. De plus, elle peut être convoquée aussi souvent que l'administration ou l'organe de Contrôle le juge nécessaire, ou lorsque la demande en est faite par un dixième au moins des associés ¹⁹. La convocation, par écrit, est envoyée à chaque sociétaire, au moins cinq jours à l'avance. La participation à l'assemblée générale est obligatoire. Les associés qui sont empêchés peuvent se faire représenter par une autre personne munie d'un pouvoir écrit. Toute abstention non motivée est passible d'une amende de Fr. 5.—. Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité absolue des voix, quel que soit le nombre des sociétaires présents ou représentés, sauf, toutefois, les décisions concernant la modification des statuts, qui doivent réunir au moins la majorité des deux tiers des sociétaires présents ou représentés ²⁰.

L'administration se compose de seize à vingt membres, choisis de préférence parmi les présidents de section et nommés par l'assemblée générale ²¹. Actuellement, elle en compte vingt, dont douze présidents de sections et huit autres élus par l'assemblée générale. Nommés pour trois ans, ils sont rééligibles par tiers chaque année. L'administration nomme le bureau, composé de six membres pris en son sein ; on les charge de liquider les affaires courantes et de convoquer les membres de l'administration.

Selon l'article 24 des statuts, l'administration peut déléguer certaines de ses attributions, mais sous sa propre responsabilité, à une ou plusieurs personnes. Elle peut notamment :

- 1) nommer une commission technique,
- 2) créer un service de renseignements,
- 3) créer un secrétariat chargé de la correspondance et de l'élaboration des rapports, etc.

¹⁹ Art. 15.

²⁰ Art. 19.

²¹ Art. 20.

Les compétences de chaque commission ou organe sont strictement délimitées dans un cahier des charges et leurs activités consignées dans un rapport ad hoc.

Divers services (commission technique, service de renseignements, secrétariat) sont créés par l'administration. De plus, un service de comptabilité travaille en étroite collaboration avec le secrétariat ; il est chargé de déterminer les prix et de s'occuper de la comptabilité de l'association.

Les fonctions des membres de l'administration sont gratuites, sauf décision contraire de l'assemblée générale ²².

L'organe de contrôle, nommé par l'assemblée générale, se compose de deux membres, élus pour la durée d'une année et rééligibles. Cet organe est chargé de contrôler les comptes d'exploitation, le bilan et la comptabilité. Les contrôleurs ont le droit de prendre de temps en temps connaissance des livres, des pièces justificatives, ainsi que de l'état de la caisse, et d'exiger des renseignements sur des objets déterminés ²³. Ils font rapport de leurs constatations à l'assemblée générale annuelle.

Enfin, un tribunal arbitral, composé de trois membres, dont un de chaque partie (la société, le sociétaire) et le troisième nommé par les deux parties, est chargé de trancher les différends. Pour le choix de la troisième personne, s'il n'y a pas accord entre les deux parties, c'est le président du Tribunal de première instance de Genève qui le désigne.

Autre organe nommé par l'assemblée générale, les commissions de contrôle et de surveillance. Les membres de ces commissions ont libre accès, en tout temps, dans les exploitations des sociétaires. Ces visites ont pour fin de surveiller la production maraîchère et de contribuer à la production de qualité et, par là, au renom de la production genevoise.

En cas de dissolution de la société, l'actif net, après extinction du passif, sera réparti entre sociétaires sur leurs apports pendant les dix années qui ont précédé la liquidation. Pour les sociétaires admis postérieurement, il est tenu compte de leurs apports depuis la date de leur entrée ²⁴.

²² Art. 27.

²³ Art. 29.

²⁴ Art. 36.

C. Buts et activités de l'U.M.G.

L'article 2 des statuts contient les buts de la société qui sont :

- 1) de sauvegarder les intérêts professionnels et économiques de ses membres ;
- 2) de créer dans chaque région maraîchère du canton une section de l'Union Maraîchère de Genève ;
- 3) de déterminer le rayon de chaque section et d'en fixer le nombre. Les sections sont régies par un règlement établi par la société ;
- 4) de prendre des dispositions pour favoriser l'écoulement et la vente des produits maraîchers ;
- 5) de revendiquer éventuellement une marque d'origine et d'assumer une activité commerciale avec l'assentiment de l'assemblée générale ;
- 6) d'organiser un service de renseignements permanent ;
- 7) de créer un service technique chargé de contrôler la production, la vente, les expéditions et de sauvegarder le bon renom de la production genevoise.

Tandis que la C.A.M. voulait faire le commerce de détail des légumes, et ceci seulement sur le territoire genevois, l'Union Maraîchère de Genève ne s'occupe que du commerce de gros, spécialement de l'expédition des légumes genevois aux autres parties de la Suisse. Son activité principale consiste donc à vendre hors de Genève pour alléger le marché genevois.

L'Union Maraîchère de Genève a divisé le canton en douze sections ; à la tête de chacune d'elles se trouve un responsable désigné par l'Union. Il doit se tenir en contact avec les maraîchers membres de l'Union et leur demander, chaque semaine, la liste et le volume des légumes qu'ils jetteront sur le marché la semaine suivante. L'U.M.G. lui communique le prix de chaque légume qui, à son tour, l'annonce aux producteurs. En cas d'accord avec le prix de l'Union, celui-ci déclarera le volume des divers légumes qu'il croit pouvoir vendre la semaine suivante.

Les maraîchers sont libres de vendre leur marchandise à leur gré. Ils approvisionnent d'abord le marché de Genève. Ce sont les surplus qu'ils abandonnent à l'Union Maraîchère. Mais il n'y a pas obligation pour eux d'agir ainsi.

L'U.M.G. est aussi une organisation commerciale : elle achète à ses membres des légumes qu'elle revend ensuite aux autres cantons suisses. C'est sur information de ses agents en Suisse concernant les prix des légumes et la situation du marché national des produits maraîchers qu'elle fixe le prix d'achat de chaque légume. Si les producteurs sont d'accord avec ce prix, ils vendront à l'U.M.G.

Les agents de l'U.M.G. en Suisse, spécialement en Suisse allemande, entrent en contact régulier avec les grandes maisons de commerce du légume ; ils sont ainsi en mesure de communiquer à l'Union les cours de la bourse des légumes dans les diverses régions du pays. C'est, en effet, la loi de l'offre et de la demande qui détermine le prix des légumes²⁵. Ainsi, sur la base du prix donné par l'U.M.G., chaque gérant collectera les offres de légumes de la section dont il est responsable²⁶.

Le *service de renseignements* de l'U.M.G. procède à la récapitulation des chiffres fournis par les présidents de section. Il transmet le résultat de ses travaux à l'*Office Fédéral des Importations et Exportations*, à l'*Union Maraîchère Suisse*, à la *Légume-Union* à Zoug, à l'*Office Fiduciaire des Légumes*, à Genève. Les renseignements fournis par l'U.M.G., ajoutés à ceux des autres maraîchers de la Suisse, livrent à l'Office Fédéral précité, à Berne, les données nécessaires pour régulariser le marché et, cas échéant, s'opposer aux demandes de licence d'importation présentées par le Commerce. Ces renseignements permettent aussi au gérant de juger de l'importance de la production des membres de l'Union Maraîchère de Genève à même de fournir certains légumes ; ils l'orientent aussi pour l'établissement des prix et quant à la politique à suivre vis-à-vis du marché²⁷.

L'U.M.G. reçoit chaque semaine, par téléphone, les ordres des grandes maisons de commerce de légumes des autres régions suisses. Elle se charge aussi de l'envoi des marchandises. Auparavant, du temps de la C.A.M., celle-ci avait des camions qui allaient chercher les légumes dans les villages. Ce système onéreux fut abandonné au profit d'un autre qui ne coûte presque rien à l'U.M.G. En effet, chaque maraîcher a son camion ou sa camionnette lui permettant de se rendre à la gare de Genève pour la livraison. L'Union Maraîchère a créé un *service technique* chargé de contrôler la production, la

²⁵ Renseignements donnés par Louis Chillier.

²⁶ Ibid.

²⁷ Rapport 1949 de l'U.M.G.

vente et les expéditions. C'est un gérant désigné par l'U.M.G., ayant en main la quantité de légumes à expédier aux différentes destinations, qui donne l'ordre aux maraîchers d'apporter, à l'heure fixée par lui, la quantité de légumes correspondant à la demande des maisons, en gare de Cornavin. Le gérant pèse les légumes sur le quai de la gare avant d'envoyer la marchandise. Quand les livraisons sont nombreuses, le comptable de l'U.M.G. se joint au gérant pour l'aider ²⁸.

Les avantages de ce système de livraison sont importants : d'une part, l'U.M.G. se dispense de posséder des dépôts et des entrepôts pour les légumes, ce qui réduit les frais de l'association ; d'autre part, elle économise les frais de camionnage (voiture, conducteur, essence). Le prix de vente des marchandises est d'autant plus rémunérateur. C'est une des raisons du succès de l'U.M.G. ²⁹.

Une autre partie des légumes produits à Genève constitue ce qu'on nomme légumes de garde destinés à la consommation pendant la saison d'hiver. Une troisième partie, enfin, se vendra (sur contrats de culture) aux fabriques de conserves.

Voici la quantité de légumes expédiés en Suisse, depuis le premier exercice de l'U.M.G. jusqu'en 1955 (dernier rapport) :

	Quantité (tonnes)		Quantité (tonnes)		Quantité (tonnes)		Quantité (tonnes)
1949	300	1950	1080	1951	1590	1952	2120
1953	2020	1954	2500	1955	2900		30

Chacun constatera la marche ascendante de cette activité de l'U.M.G.

Le tableau ci-dessous indique les quantités produites de chaque espèce de légumes de garde (en tonnes) :

	Chou blanc	Chou rouge	Chou frisé	Carotte	Bette- rave	Céleri pommes	Poireau	Rave	Total
1951	80	75	70	290	60	250	400	—	1225
1952	70	100	50	380	140	180	400	—	1320
1953	90	130	70	650	170	400	700	—	2210
1954	60	60	50	400	300	280	600	40	1790
1955	90	60	100	500	200	330	600	20	1900

31

²⁸ Renseignements donnés par Louis Chillier.

²⁹ Ibid.

³⁰ Statistique tirée des rapports annuels de l'U.M.G.

³¹ Statistique établie d'après les rapports annuels de l'U.M.G.

Il y a quelques années, les maraîchers de la zone franche faisaient grande concurrence à ceux du pays. Cette concurrence a cessé du fait que les prix ont considérablement monté en France.

Parmi les membres de l'U.M.G. figurent aussi des maraîchers français de la zone. Ils ont cet avantage de pouvoir vendre sur deux marchés : suisse et français, et de choisir celui où les prix sont le plus avantageux.

En général, les maraîchers sont payés au comptant par l'U.M.G., à la livraison. L'U.M.G., elle, doit compter avec des délais plus longs. Aussi lui faut-il toujours de l'argent liquide pour régler le producteur. Nous l'apprenons dans le rapport de 1952 de l'association : « en raison du développement de l'U.M.G. et du chiffre d'affaire toujours plus élevé qu'elle réalise, elle a besoin d'une liquidité plus importante. En effet, il n'est pas normal de faire attendre le paiement des livraisons aux producteurs ; l'Union Maraîchère devrait pouvoir les régler dans le mois courant. Dans ce but, le Bureau et le comité ont décidé de faire un emprunt sous forme d'obligations au porteur d'un montant de Fr. 500.—, pour une durée de 10 à 15 ans et portant intérêt de 3,5 %. La somme nécessaire est de Fr. 50 000.—. L'Union Maraîchère souhaite que ces obligations soient achetées par les producteurs maraîchers ». Sur ce montant, Fr. 36 000.— furent encaissés par l'émission des obligations au cours de 1952 ³². Le versement de la ristourne convertie en obligations représenta les Fr. 14 000.— du solde ³³. Rappelons que, pour cet exercice, une ristourne de 2 % put être accordée sur les ventes des producteurs à l'Union Maraîchère. Cette ristourne prit généralement la forme d'obligations laissées en mains de l'U.M.G. par les producteurs ³⁴.

Outre son activité visant à l'écoulement du légume genevois, l'U.M.G. passe des contrats de culture de divers légumes avec les fabriques de conserves. Selon les quantités commandées, l'U.M.G. oriente la culture de ses membres ³⁵.

Les quantités suivantes de légumes (en tonnes) ont été délivrées aux fabriques de conserves, ces dernières années :

³² Rapport 1953 de l'U.M.G.

³³ Ibid.

³⁴ Ibid.

³⁵ Renseignements donnés par Louis Chillier.

	Cardon	Fenouil	Céleri- branche	Laitue romaine	Betterave à salade	Total
1951	23	25	20	—	—	68
1952	30	20	40	10	—	100
1953	—	22	75	10	30	137
1954	25	20	30	20	—	95

36

En 1955, il n'y eut pas de livraison aux fabriques. En effet, le rapport 1956, relevant les activités de l'U.M.G. au cours de l'exercice précédent, mentionne que les fabriques préférèrent passer leurs commandes directement aux producteurs plutôt que de traiter avec une organisation. L'U.M.G. étudiera cette question et s'efforcera de la résoudre avantageusement.

L'Union Maraîchère de Genève a droit à un contingent fédéral de semenceaux de pommes de terre importés de l'étranger, semenceaux permettant aux producteurs de renouveler leur production. Ce sont les Pays-Bas qui, à cet égard, représentent pour la Suisse le principal fournisseur. L'Union Maraîchère a le droit d'importer 40 à 50 tonnes de semenceaux, mais à condition qu'elle utilise au moins 25 à 35 tonnes de semenceaux du pays. A-t-elle toujours respecté cette condition ? Enfin, elle accorde à l'acheteur une ristourne de 1 franc les 100 kg.

Les quantités suivantes (en tonnes) de semenceaux furent achetées par l'U.M.G. ces dernières années :

	Semen- ceaux du pays	Semen- ceaux étrangers	Total		Semen- ceaux du pays	Semen- ceaux étrangers	Total
1951	17,6	36	53,6	1952	25,5	37,5	63
1953	7	45	52	1954	20	45	65

37

Outre la Hollande, l'Allemagne fournit aussi des semenceaux à la Suisse.

Afin d'encourager la production maraîchère et de démontrer la qualité et la variété des légumes genevois, l'U.M.G. participe, chaque année, à Genève, aux *Journées Paysannes*, exposition de produits maraîchers, viticoles, etc. Dans un stand réservé, et pendant trois jours d'exposition, les légumes du canton attirent l'atten-

³⁶ Statistique tirée des rapports annuels de l'U.M.G.

³⁷ Ibid.

tion des visiteurs, suscitant leur admiration. Genève est non seulement le centre le plus important de la production maraîchère en Suisse, mais pour certains légumes, elle est le seul canton producteur. C'est sa situation cosmopolite qui a contribué au développement de cette culture. Elle lui permet aussi d'introduire plusieurs sortes de légumes n'existant pas auparavant dans la région³⁸.

A part ces *Journées Paysannes*, l'U.M.G. participe également aux autres expositions maraîchères et agricoles. Elle prend même de temps à autre, une initiative à cet égard. Elle organisa notamment, en septembre 1950, en collaboration avec les *Journées Paysannes*, un concours de vitrines qui remporta un grand succès³⁹. En 1952, également, cette fois-ci en collaboration avec la Chambre Genevoise d'Agriculture, elle dota un concours de culture de nombreux prix. Celui-ci avait pour but d'encourager la production de cultures de choix⁴⁰. Enfin, l'U.M.G. a participé à l'*Exposition Nationale d'Agriculture* qui eut lieu en automne 1954, à Lucerne⁴¹ : elle y remporta un succès éclatant.

L'Union Maraîchère de Genève s'occupe de plusieurs autres activités d'intérêt économique et professionnel. Elle représente, entre autres, ses membres au département des Finances et Contributions en y discutant des questions d'impôt. Elle entreprend également de régler le marché de gros de la Jonction (marché de légumes du canton), conjointement avec les autorités. Elle prend encore contact avec les autorités genevoises en ce qui concerne le sort des gadoues. En effet, celles-ci constituent un bon engrais pour le sol. Le gouvernement en préconise l'incinération ; il y procède même. Or, brûlées, les gadoues perdent naturellement beaucoup de leurs qualités. Pour qu'elles les conservent, agriculteurs et maraîchers voudraient qu'elles fussent broyées, c'est-à-dire hachées. Les représentants des paysans, et notamment l'U.M.G., font présentement les démarches pour obtenir du gouvernement genevois l'autorisation de disposer des gadoues broyées, non incinérées, comme c'est le cas jusqu'ici. Le gouvernement le leur refuse par mesure d'hygiène. Le problème reste donc posé.

L'U.M.G. s'occupe aussi de la formation professionnelle de ses membres, ainsi que de leurs enfants, encourageant les maraîchers et

³⁸ Renseignements donnés par Louis Chillier.

³⁹ Rapport 1951 de l'U.M.G.

⁴⁰ Rapport 1952.

⁴¹ Rapport 1955.

les membres de leur famille à fréquenter l'Ecole de Châtelaine (établissement de l'Etat) en vue de parfaire leurs connaissances scientifiques, techniques et professionnelles. Elle a demandé aux dirigeants de l'Ecole d'introduire des cours de mécanique dans les programmes pour que les élèves puissent connaître le mécanisme et la fonction des tracteurs et autres machines agricoles, les conduire et les réparer en cas de besoin.

Pour l'expédition des légumes aux autres régions de la Suisse, le problème de l'emballage importe. L'U.M.G. procure à ses membres les emballages dont ils ont besoin ; elle leur en facture le prix, qu'elle déduit de la somme à payer à chaque producteur. Cette façon remplace, depuis 1949, avantageusement, l'ancienne qui consistait à faire payer directement les emballages aux membres ⁴².

L'U.M.G. s'occupe également du problème de la main-d'œuvre maraîchère, du salaire, de l'horaire du travail et d'autres conditions professionnelles ⁴³.

Elle participe à des œuvres de bienfaisance. Elle a fait notamment un don de 100 fr. en 1953, à la Croix-Rouge, en faveur des sinistrés de Hollande ⁴⁴. Elle s'est également chargée, en 1955, de fournir les légumes de garde au village Pestalozzi, à Trogen. Primitivement, c'était l'ensemble des sections romandes qui décidait de ces actions traditionnelles. Cependant, devant les difficultés que présentait le groupement des légumes, l'U.M.G. a assumé à elle seule, cette année, la charge de l'opération, livrant environ 4 tonnes de légumes à cette institution de bienfaisance ⁴⁵.

Enfin, l'U.M.G. organise des excursions et des soirées pour ses membres, participe aux congrès et manifestations maraîchères et agricoles, etc. En septembre 1949, elle se fit représenter au *Congrès International des maraîchers*, à Lyon : 27 membres de l'Union y prirent part. Le 19 août 1951, elle organisa une visite de *domaine de la Sarvaz* et l'*Ecole d'Agriculture et d'Horticulture de Chateau-neuf*, en Valais. La même année, elle prit part au cours de formation organisé par Légume-Union et l'Union Maraîchère Suisse et, en février 1953, elle prit une part active au congrès de l'Union Maraîchère Suisse qui se tenait, à cette date, à Genève. Elle organise, depuis quelques années, des soirées ayant pour but de renforcer les

⁴² Rapport 1950.

⁴³ Renseignements donnés par Louis Chillier.

⁴⁴ Rapport 1953 de l'U.M.G.

⁴⁵ Rapport 1956.

liens de bonne entente et de collaboration entre membres de l'U.M.G.⁴⁶.

L'U.M.G. réalise souvent des bénéfices sur lesquels elle ristourne à ses membres, au prorata de leurs tractations avec elle, une somme dont le montant est déterminé par l'assemblée générale annuelle de l'Union. Ce montant varie en général entre 1 et 2 %. Il dépend naturellement des résultats de l'exercice écoulé.

Les frais généraux, ceux de l'exploitation, les amortissements éventuels, etc., sont couverts par les recettes des droits d'entrée, de la cotisation et des bénéfices éventuels de la Société. Un fonds de réserve fut constitué, nous l'avons dit, pour garantir les engagements de l'U.M.G., ainsi que pour lui permettre de payer aux producteurs le prix de leurs livraisons, avant même qu'elle reçoive paiement des maisons de commerce avec lesquelles elle est en rapport.

L'Union Maraîchère de Genève, en pleine activité, se trouve dans une situation florissante. Grâce à cette institution, les maraîchers genevois ont trouvé une solution aux difficultés de non-écoulement de leurs produits. Les légumes de Genève vont dans toutes les régions de la Suisse, ravitaillant spécialement les cantons de Suisse allemande. Ils contribuent donc bien au renom et à la réputation du canton.

Grâce à l'U.M.G., non seulement les maraîchers de Genève sont assurés de l'écoulement de leurs produits et gagnent un prix rémunérateur pour leur travail, ce qui contribue au relèvement de leur niveau de vie, mais, sur le plan fédéral aussi, avec l'extension des cultures maraîchères à Genève et l'écoulement de ces produits dans les autres cantons suisses, les besoins d'importation de légumes étrangers diminuent. Le pays devient donc moins dépendant de l'étranger pour ces biens de grande consommation.

La tâche de l'U.M.G., à l'avenir, réside non seulement dans la continuation de ses activités, mais vise encore à poursuivre l'amélioration de la culture maraîchère. L'organisation des concours maraîchers, aussi, contribue à développer la qualité des légumes. Jusqu'à maintenant, l'U.M.G. n'a pas organisé de concours. C'est le Cercle des Agriculteurs qui, ces dernières années, s'en est chargé, attribuant des primes aux lauréats maraîchers.

⁴⁶ Rapports annuels de l'U.M.G.

CHAPITRE V

SYNDICAT CHEVALIN GENEVOIS

A. Historique : début et développement

Le canton de Genève n'est pas et n'a jamais été un territoire bien convenable à l'élevage du cheval, du fait de l'absence de pâturages, et surtout de pâturages de montagne. Mais, malgré cette difficulté, on s'y est occupé de tout temps de la remonte en chevaux. On allait souvent acheter juments et poulains dans d'autres cantons ou dans les régions françaises voisines de Genève, où on finissait de les élever¹. Mais, dans les limites du canton, il était très rare de trouver une poulinière. Le canton ne reproduisait pour ainsi dire pas l'animal.

Les concours fédéraux de pouliches, organisés par le département fédéral de l'Agriculture, attiraient l'attention des rares éleveurs genevois, les encourageant dans leur activité. Les premiers concours fédéraux eurent lieu en 1895². Le lieu du concours le plus proche de Genève était Nyon. Dès le début, les éleveurs genevois y assistèrent présentant des pouliches, dont plusieurs furent primées.

Ces concours donnèrent à réfléchir. Les éleveurs genevois se rendirent vite compte que, pour mieux réussir, il leur fallait une organisation spéciale qui, après étude pût procurer les reproducteurs de race du type voulu, assurer l'estivage et l'hivernage des poulains, organiser elle-même des concours bénéficiant des primes cantonales et fédérales, bref prendre toutes mesures propres à l'amélioration de l'élevage.

¹ Jacky, op. cit., p. 279.

² Ibid., p. 300.

Créer une association devant répondre aux desiderata des éleveurs genevois allait fatalement engager le Cercle des Agriculteurs, alors pivot de toutes les activités agricoles du canton. L'assemblée constitutive de cette association fut convoquée par lui, le 22 mai 1912. Y assistaient 25 éleveurs du canton, les représentants du Cercle et John Rochaix, chef du service de l'Agriculture du département de l'Intérieur et de l'Agriculture de Genève. Le Syndicat Chevalin Genevois n'était pas plutôt créé qu'on désignait déjà les membres du Comité, à la présidence duquel fut appelé L. Dugerdil³.

Au mois de juin de la même année, le syndicat envoya ses statuts aux autorités fédérales pour approbation. Berne chargea alors le Syndicat d'organiser chaque année un concours fédéral des chevaux⁴.

La Classe d'Agriculture de la Société des Arts, en saluant la fondation du Syndicat, lui accorda la modeste contribution annuelle de 25 fr. Le Cercle des Agriculteurs en avait fait de même pour compléter les primes⁵.

L'élevage du cheval reprend dans le canton et le nombre des propriétaires, de 25 à la fondation du Syndicat, s'éleva déjà à 54 (possédant 35 juments) au concours de 1913.

La même année, le Syndicat demanda, par l'intermédiaire de l'autorité cantonale, le stationnement dans le canton d'un étalon du dépôt fédéral. Il reçut l'étalon Burgmeister. En 1915, le Gouvernement de Genève accordait au Syndicat une prime annuelle de 765 fr., somme qui fut portée à 1045 en 1916. De plus, la Section d'Agriculture de l'Institut National y ajoutait un subside de 25 fr. Le Syndicat, en 1918, constata avec joie que la Commune de Carouge offrait également une contribution et que la subvention cantonale se montait à 1360 francs⁶.

Le Comité du Syndicat se renouvela en 1918 et G. Wuarin fut désigné comme secrétaire. On apporta une petite modification aux statuts, concernant la cotisation des membres. En effet, l'assemblée générale du Syndicat avait décidé, à la majorité des voix, d'augmenter celle-là de 2 à 3 fr. à partir de 1919. A la fin de 1919 le nombre des membres s'élevait à 142.

En 1921, le département fédéral de l'Economie Publique proposa au Syndicat l'achat de quelques étalons fédéraux pour aug-

³ Jacky, *op. cit.*, p. 301.

⁴ *Ibid.*, p. 301.

⁵ *Ibid.*, p. 302 à 307.

⁶ *Ibid.*, mêmes pp.

menter le nombre des poulains, alors en diminution. La proposition, étudiée en assemblée générale ne rallia pas les suffrages, vu le capital limité du Syndicat⁷. En 1922, le canton allouait un subside de 400 fr. au Syndicat pour qu'il pût prendre part au marché-concours de cette année à Lausanne. Les poulains présentés par le Syndicat furent tous primés, certains d'entre eux classés parmi les meilleurs sujets.

Le Comité du Syndicat décida en 1929 de proposer à l'assemblée générale, l'achat de juments des Franches-Montagnes. Cet achat était recommandé par le jury du concours de cette année. Le département de l'Intérieur et de l'Agriculture partageait cet avis, ainsi que les membres du Syndicat, persuadés qu'ils étaient qu'on trouverait le type convenant le mieux au canton⁸.

L'assemblée générale du Syndicat, en 1931, s'occupe de la question. A l'entendre, il convient d'introduire les juments jurassiennes pour arriver à une plus grande uniformité dans le lot des poulinières. Le Comité du Syndicat est chargé d'adresser un appel à tous les sociétaires, les invitant à s'inscrire pour l'achat des juments. Le gouvernement de Genève alloue une avance de 500 fr. au Syndicat, sans intérêts pendant 3 ans, pour chaque sujet acheté. Le Syndicat, de son côté, verse une somme de 6000 fr. à cette fin. L'achat est ainsi décidé, et l'on obtient 16 juments et pouliches pour le prix de 32 000 fr. environ⁹. Un contrat spécial est conclu entre le Syndicat et les bénéficiaires de ces achats. Les juments furent toutes achetées dans les Franches-Montagnes. La même année, une disposition fédérale excluait dorénavant toutes les juments étrangères des concours. Pour chaque pouliche, on allait exiger un papier attestant la lignée généalogique, surtout celle de la mère, sinon elle ne pouvait être primée¹⁰. On voulait par cette mesure protéger la race suisse.

En 1932, à l'occasion du 20^{me} anniversaire de la fondation du Syndicat, le président constata avec joie que les activités déployées par celui-là jusqu'à ce jour, s'étaient avérées des plus utiles et qu'ainsi on était arrivé à améliorer l'espèce chevaline genevoise. Il faut en effet constater, notamment grâce aux croisements avec la race des Franches-Montagnes, que les sujets présentés aux concours étaient bien supérieur à ceux des premières années. Parmi les 66 syndicats chevalins existant en Suisse, en 1934, celui de Genève

⁷ Jacky, p. 307.

⁸ Ibid., p. 312-314.

⁹ Jacky, op. cit., p. 317.

¹⁰ Ibid.

s'était classé 20^{me} ¹¹, résultat très satisfaisant quand on mesure le temps parcouru et se remémore les conditions naturelles du canton.

Afin d'encourager l'achat de bonnes pouliches, le Syndicat décida, en 1935, d'accorder des subventions de 50 à 100 fr. par tête de sujet aux candidats sociétaires ¹².

En 1946, par l'entremise de la Fédération des Syndicats Chevalins suisses, le Syndicat genevois procède à l'achat de 7 poulains. C'est au cours de la même année que le Syndicat se rend acquéreur de la montagne de Plan-Vanel, dans le Jura Français (nous y revenons), pour l'estivage des sujets de ses membres. L'inauguration officielle eut lieu le 10 juillet 1947 ¹³.

Dans son rapport à l'assemblée générale de 1952, le président releva que l'élevage des poulains diminuait d'une façon inquiétante à Genève, parallèlement aussi le nombre de ceux qui sont mis à l'estivage à Plan-Vanel. A l'assemblée générale de 1954, le président remarqua que « l'élevage chevalin à Genève a subi des transformations importantes pour se stabiliser uniquement dans l'élevage du Cheval du Jura, mais d'un modèle plus lourd. Nous constatons que, malgré des efforts persévérants, nous n'avons pas avancé dans notre élevage comme nous l'aurions voulu. Il faudrait donc continuer nos efforts pour renforcer notre cheval, et surveiller mieux nos étalons et notre élevage ». Au cours de 1955, après un long échange de correspondance et de nombreuses démarches auprès de la Division de l'Agriculture, section de l'Elevage, le Syndicat put obtenir l'autorisation d'importer 20 juments bretonnes avec un étalon. On n'entendait pas opérer un croisement avec la race de Jura, élevée à Genève ; on voulait simplement tenter un nouvel essai de race pure ; 12 juments et un étalon de cette race furent ainsi amenés à Genève ¹⁴.

* * *

Le Syndicat chevalin de Genève est le seul syndicat de ce genre dans le canton. Il fait partie de la Chambre Genevoise d'Agriculture. Le nombre de ses membres s'élevait à 220 en 1954 ¹⁵. Son champ d'activité tend à se rétrécir à cause des progrès de la mécanisation agricole. Les services que rendait le cheval autrefois ont diminué avec l'apparition de la technique.

¹¹ Ibid., p. 315.

¹² Ibid., p. 318.

¹³ Rapport annuel de 1947 du Syndicat.

¹⁴ Rapport 1956.

¹⁵ Renseignements donnés par M. Turian, secrétaire du Syndicat.

Le cheval intéresse donc moins l'homme aujourd'hui que par le passé. Pour cette raison, son prix tend à baisser. Et voici pourquoi le syndicat, actuellement en état stationnaire, est appelé un jour à disparaître.

Le Syndicat chevalin de Genève est une coopérative inscrite au registre du Commerce. Il est régi par ses statuts et subsidiairement par les dispositions du Titre 29 du C.O. relatif aux sociétés coopératives. Il est membre de la Chambre Genevois d'Agriculture et fait partie également de la Fédération Suisse des Syndicats d'élevage chevalin.

Ce Syndicat ne poursuit pas un but économique. Il ne réalise pas de bénéfice et ne paie donc pas de ristourne. Chaque propriétaire ou amateur de cheval, domicilié dans le canton, peut devenir membre du Syndicat à condition qu'il adresse une demande d'adhésion écrite au Comité du Syndicat, qu'il en accepte les statuts et règle un droit d'entrée de 10 à 20 fr.¹⁶. La cotisation annuelle se monte à 3 fr. par membre. Le montant de la cotisation peut varier selon l'avis de la majorité des membres à l'assemblée générale du Syndicat¹⁷. Les fonctions de l'administration sont gratuites et obligatoires. Chaque membre doit, d'après les statuts (art. 8 f) accepter, au moins pour la durée d'un exercice, la fonction de membre de l'administration. De plus, chacun se voit obligé de présenter régulièrement, à la commission désignée à cet effet et aux concours, ses juments et poulains, en signalant les sujets qualifiés (Art. 8 c).

Les membres sont tenus de ne faire couvrir leurs juments que par l'étalon désigné par le Syndicat, sauf autorisation spécialement donnée par le Comité (Art. 8 d). Ils doivent également donner connaissance au secrétaire, dans les 8 jours, de toute mutation survenue dans leur effectif chevalin (naissance, vente, mort, etc.) (Art. 8 e).

Les fonds nécessaires au fonctionnement du Syndicat proviennent :

- 1) de la cotisation annuelle et du droit d'entrée,
- 2) du prix des saillies du ou des étalons appartenant au syndicat,
- 3) des subventions ou des prêts accordés par l'Etat,
- 4) d'une part éventuelle à prélever sur le montant des primes accordées par la Confédération et le Canton pour les animaux classés dans les concours annuels,

¹⁶ Art. 4 et 8 des statuts.

¹⁷ Art. 15.

- 5) d'emprunts éventuels autorisés par l'assemblée générale, et
- 6) du bénéfice de l'assurance des poulains¹⁸.

Les organes du Syndicat sont l'assemblée générale, organe suprême du Syndicat, l'administration et la commission de contrôle des comptes. Les obligations et les attributions de chacun de ces organes sont statuées et mentionnées dans le Titre III des statuts du Syndicat. En ce qui concerne les recettes de la société, l'article 21 des statuts prévoit que « toutes les recettes encaissées par le Syndicat, telles que cotisations annuelles des associés, subsides fédéraux et cantonaux, ne peuvent servir qu'à couvrir des dépenses faites dans l'intérêt du syndicat tout entier. Par contre, le montant des primes individuelles, décernées en faveur des sujets inscrits au registre, doit être remis intégralement aux propriétaires des animaux primés, à moins toutefois que l'assemblée générale n'ait décidé, conformément à l'article 15 f, d'opérer une déduction au profit de la caisse du syndicat ; cette déduction ne pourra pas dépasser 20 % du montant de la prime ».

En cas de dissolution, d'après l'article 24 des statuts, le solde de la liquidation sera remis au département de l'Agriculture du canton de Genève, qui le réservera jusqu'au moment où un nouveau syndicat prouvera par son activité que tout ou partie de cette somme lui est utile. Seul, le département de l'Agriculture aura le droit de juger de l'opportunité dans l'attribution de cette dernière.

B. *Activités du Syndicat Chevalin*

Le but et les activités que le Syndicat chevalin de Genève est appelé à poursuivre et à déployer sont mentionnés à l'article 2 de ses statuts :

« Le syndicat a pour but de favoriser, par tous les moyens dont il disposera, et ceci dans l'intérêt de ses membres, la production du cheval à deux fins, dites aussi cheval d'artillerie ou cheval postier »¹⁹.

« Les principaux moyens d'action sont les suivants :

- a) emploi d'étalons du Dépôt fédéral,
- b) sélection de juments aptes à produire le type désiré,
- c) achat de juments ou pouliches pour la remise aux associés,

¹⁸ Art. 10.

¹⁹ Art. 2.

- d) apposition de la marque du Syndicat aux juments poulinières qualifiées et à leurs produits,
- e) tenue d'un registre généalogique,
- f) établissement, location ou achat de paddocks et de pâturages pour les juments suitées et les poulains » ²⁰.

Les membres du Syndicat — nous le disions — sont tenus, d'après les statuts, de ne faire couvrir leurs juments que par l'étalon désigné par le Syndicat, sauf autorisation spécialement donnée par le Comité ²¹. Cette pratique a débuté à la création même du Syndicat. On se souvient qu'en 1913 déjà, à la suite de la requête du Syndicat, un étalon du Dépôt fédéral fut stationné à Genève. Depuis lors, chaque année, un ou plusieurs étalon fédéraux, selon les besoins, étaient mis à la disposition du Syndicat.

Le but de cette pratique est d'apporter les plus grandes améliorations possibles à l'espèce chevaline de Genève. Chaque année, un grand nombre de juments étaient couvertes par ces étalons. Un prix de 35 fr. est demandé par saillie.

Voici le nombre des juments saillies par les étalons fédéraux pendant ces dernières années :

Juments saillies		Juments saillies		Juments saillies		Juments saillies	
1943	314	1944	380	1945	391	1946	221
1947	160	1948	140	1949	135	1950	133
1951	147	1952	161	1953	135	1954	101
1955	100						

22

Le nombre des saillies a accusé une forte régression au cours des dernières années. Il faut y voir un signe de la baisse d'activité du Syndicat ou plutôt la diminution continuelle de l'élevage dans le canton.

C. *Estivage et hivernage*

Pour atteindre son but, l'activité du Syndicat chevalin ne se limite pas seulement à l'achat de bonnes poulaches et juments des autres régions et au placement des étalons fédéraux dans le canton de Genève ; elle a aussi recours à d'autres moyens : l'estivage et

²⁰ Art. 3.

²¹ Art. 8d.

²² Statistique établie d'après les rapports annuels du Syndicat.

l'hivernage des chevaux. Dès sa création, le Syndicat s'est occupé de cette question, de la plus haute importance, en ce qui concerne l'amélioration de la race chevaline. Malheureusement dans le canton même — nous l'avons dit — il n'y a pas de pâturage de montagne. Le syndicat est donc obligé de s'adresser aux autres cantons suisses, surtout au canton limitrophe de Vaud, quelquefois même aux régions françaises voisines de Genève. En 1913, le Syndicat louait un pâturage dans le Jura français et une prairie à Loëx, de 12 hectares de superficie, aménagée en pâturage et une trentaine de poulains y purent estiver²³. Le Syndicat bénéficiait des subsides fédéral et cantonal encourageant l'estivage des poulains, subsides qui datent de 1885 et dont le montant avait augmenté au cours des années pour atteindre en 1913 son maximum : 50 fr. par tête de poulain²⁴. Celui-ci devait être accompagné du certificat fédéral d'ascendance. Le montant du subside dépendait de plusieurs conditions, parmi lesquelles les qualités du pâturage (qualité de l'herbage, état des écuries, soins donnés aux bêtes, etc.).

Les poulains, d'après le règlement du Syndicat adopté en 1914, devaient être inscrits auprès de l'assurance mutuelle instituée pour la maladie, les accidents et la mortalité. Le Syndicat assurait les bêtes contre l'incendie et la foudre, auprès d'une compagnie d'assurance privée.

La période d'estivage était divisée ainsi : d'avril à juin, les poulains broutaient l'herbe de Loëx, en plaine ; puis, ils allaient à la montagne (Jura français) pour y estiver jusqu'au commencement de septembre ; ils revenaient alors à Loëx jusqu'au début de novembre. Ce double estivage, en plaine et en montagne permettait au Syndicat de sortir ses bêtes pendant quelque 6 mois par année. Mais, déjà avec la première guerre mondiale, le Syndicat se vit obligé de renoncer aux pâturages du Jura français. En 1914, déjà, il avait rencontré des difficultés pour rapatrier en Suisse les animaux paisant sur les montagnes françaises. Le Syndicat se décida alors d'agrandir et d'aménager le parc de Loëx pour pouvoir y estiver les poulains pendant toute la saison d'été (de mi-mai à mi-octobre)²⁵.

Le prix d'estivage est proportionnel à l'âge des poulains. Il varie, d'autre part, si la bête appartient à un sociétaire ou non. En 1914, il s'éleva à 40 fr. pour les sociétaires et à 60 pour les autres éleveurs.

²³ Jacky, *op. cit.* p. 321.

²⁴ *Ibid.*, p. 322.

²⁵ Jacky, *op. cit.*, p. 324.

En 1916, le prix d'estivage pour un poulain de 2 ans se montait à 67 fr. et pour un poulain de 3 ans à 72 fr. Le prix d'estivage pour poulains n'ayant pas de certificat fédéral est majoré en général de quelques francs ²⁶.

Après la guerre, à l'ouverture des frontières, les poulains du Syndicat purent de nouveau séjourner sur les montagnes du Jura français. L'ancien bail fut renouvelé, avec augmentation de prix, pour une durée de 7 ans.

En 1920, l'apparition de la fièvre aphteuse dans les régions du pied du Jura, eut pour résultat de mettre les poulains en quarantaine. De la montagne où ils étaient, ils regagnèrent les prés de Loëx. Un bail de 10 ans est alors conclu avec la France pour le pacage des poulains du Syndicat dans le Jura. Le hangar de Loëx, reconstruit, est agrandi pour permettre à un nombre plus élevé de poulains d'y loger la nuit ²⁷.

En juillet 1924, du 8 au 10, un premier congrès international de l'alpage se réunit à Gex ²⁸. Les représentants du Syndicat chevalin genevois, invités, mentionnèrent les conditions dans lesquelles l'alpage des poulains s'effectuait, particulièrement dans la région du Jura.

En 1927, le Syndicat reçut de nouveaux dons : une subvention de 196 fr. accordée par la Fédération des Syndicats d'élevage bovin, et une autre du Canton de Vaud, de 10 fr. par tête de bétail appartenant aux ressortissants de ce canton ²⁹.

En juillet 1931, le Conseil fédéral arrête une disposition selon laquelle le taux maximum de subside de la Confédération pour l'élevage des poulains âgés de 2 et 3 ans se trouve relevé à 60 fr. par tête. Il était de 40 à 50 fr. précédemment. Mais les sujets doivent être munis d'un certificat fédéral d'ascendance ³⁰. La proportion des poulains dans ces deux classes d'âge étant très forte dans le Syndicat genevois, la somme des subsides augmenta sensiblement. En cette même année, on renouvelle le bail du pâturage de Loëx pour une durée de 10 ans, c'est-à-dire jusqu'à fin 1941. L'état des herbages dans ce pâturage et les autres conditions de pacage permettaient ce renouvellement.

A la suite de l'arrêté fédéral de juillet 1931, qui prévoyait aussi l'allocation d'un subside en faveur de l'hivernage des poulains, le

²⁶ Ibid., p. 324.

²⁷ Jacky, op. cit., p. 325.

²⁸ Ibid., p. 326.

²⁹ Ibid., p. 327.

³⁰ Ibid., p. 328.

Syndicat s'occupa de cette dernière question. A cette fin, il consulta notamment le Syndicat chevalin de Nyon, arrivant à cette conclusion que le prix de l'hivernage en commun reviendrait plus cher que l'hivernage à la ferme : la question fut abandonnée momentanément. Quelques années plus tard, sans que le Syndicat s'en soit occupé, on trouva une solution grâce à l'initiative de quelques éleveurs genevois. En effet, pour l'hiver 1933-34, Louis Dugerdil créa, dans ses écuries de Choully, une station d'hivernage pour 6 poulains. Otto Schwab en fit de même à Peney, pour 9 poulains. Ils bénéficièrent de subsides cantonaux et fédéraux : 340 et 118 fr. pour la première station et 416 et 148 fr. pour la seconde. Durant la saison d'hiver 1935-36, une troisième station fut créée chez Jules Turian, à Satigny, comprenant 7 poulains ; un subside fédéral de 351 fr. lui fut accordé ³¹.

D'après l'arrêté fédéral concernant l'hivernage des poulains, le taux de subside peut s'élever à 50 fr. par tête de poulain âgé de 6 mois à un an et de 60 pour les poulains âgés de 1 à 2 $\frac{1}{2}$ ans. Ils doivent posséder un certificat fédéral d'ascendance. La durée d'hivernage est de 5 mois consécutifs, en général du 1^{er} novembre au 1^{er} avril. L'arrêté fédéral prévoit également des dispositions sur l'aménagement des écuries, les soins à donner aux bêtes, leur nourriture, les sorties journalières, aussi souvent que possible, dans un parc ou pâturage attenant, tous détails nécessaires pour que le subside soit accordé ³².

Mais, en 1936, par suite de réductions budgétaires imposées par la situation financière de la Confédération, le Conseil fédéral se vit obligé de réduire le taux des subsides accordés aux poulains, aussi bien pour l'estivage que pour l'hivernage. La subvention pour l'estivage des poulains était ramenée à 55 fr. par sujet âgé de 1 à 3 ans, à la condition que la mère ait été auparavant primée ³³. L'arrêté fédéral abaissait la subvention pour l'hivernage à 50 fr. au maximum, par poulain âgé de 6 mois à 2 ans. Les poulains plus âgés ne devaient plus être mis au bénéfice de subsides. Comme pour l'estivage, le subside n'était alloué qu'aux sujets issus d'une mère primée ³⁴.

³¹ Jacky, *op. cit.*, p. 330 et 331.

³² *Ibid.*, p. 331.

³³ *Ibid.*, p. 331.

³⁴ *Ibid.*, p. 331.

Le Canton de Genève avait accordé pour l'hivernage des poulains une subvention qui s'élevait d'abord à 16 fr. 50 par sujet, subvention réduite à 15 fr. 50 dès 1936³⁵.

Pour l'estivage de ses sujets, le Syndicat a fait, en août 1946, — on l'a dit — l'achat de la montagne Plan-Vanel, près de Bellegarde. Le prix se montait à 70 000 fr. suisses, et, comme le Syndicat ne disposait pas d'une telle somme, il fut procédé à l'émission d'obligations pour un montant de 60 000 fr. Le solde fut couvert par les avoirs du Syndicat, ainsi que par une subvention exceptionnelle de 3000 fr. de l'Etat de Genève. Les obligations, de 100 fr., portaient un intérêt de 3 % ; elles étaient remboursables, à partir de 1948, par tirage au sort de 20 obligations chaque année, le jour de l'assemblée générale³⁶. En 1954, le Syndicat construisit dans le pâturage une nouvelle citerne d'une contenance de 35 000 litres ; on avait constaté que celle qui existait ne suffisait pas. La construction coûta 3000 fr.³⁷. Au cours de l'année 1955, l'écurie de Plan-Vanel fut l'objet de certaines améliorations ; elles coûtèrent environ 1500 fr. au Syndicat.

La superficie de ce pâturage est de 103 hectares. L'herbe de cette montagne peut suffire à la consommation de 150 sujets approximativement³⁸. Et comme le Jura n'a pas beaucoup d'eau, le Syndicat a construit deux citernes d'une contenance de 120 000 litres. De plus, on édifia un bâtiment pour le gardien, celui-ci désigné chaque année par le Syndicat. A part l'herbe de la montagne pour la nourriture des bêtes, on dispose de foin et d'avoine. Le gardien, pendant que les bêtes pâturent, ramasse le foin de l'autre côté de la montagne ; il le met en réserve lorsque l'herbe manquera. Le gardien est payé 1200 fr. pour la saison de l'estivage(du 20 mai au 20 septembre). Il est logé par le Syndicat, mais non pas nourri³⁹.

Pour l'estivage, le Syndicat demande actuellement (1955) 100 fr. par poulain de moins de 2 ans et 120 fr. par poulain de 2 ans. Pour les génisses, le prix varie entre 50 et 80 fr.⁴⁰.

Autrefois, les bêtes étaient conduites, de Genève au pâturage, sur tout le parcours. Mais maintenant on les amène en camion jusqu'au pied de la montagne.

³⁵ Ibid., p. 331.

³⁶ Rapport annuel 1947 du Syndicat Chevalin.

³⁷ Rapport de 1955.

³⁸ Rapport annuel de 1947.

³⁹ Renseignements donnés par Jules Turian.

⁴⁰ Rapport annuel de 1956.

En ce qui concerne l'hivernage des bêtes, son importance a diminué à cause de la baisse du prix du cheval, conséquence de la mécanisation de l'agriculture. Mais, il n'a tout de même pas disparu ; il reste subventionné par la Confédération.

Actuellement, le subside cantonal d'estivage est de 15 à 20 fr. ; il s'accompagne d'un subside fédéral de 40 à 48 fr. En général, le subside cantonal se monte au tiers environ du subside fédéral⁴¹. Pour l'hivernage le taux du subside fédéral et cantonal demeure inchangé. Les deux subsides sont destinés et accordés seulement à des sujets inscrits dans le registre généalogique du Syndicat.

Les quelques relevés ci-dessous donnent une idée de l'état d'estivage et d'hivernage des sujets au cours de ces dernières années.

	Estivage			Hivernage
	Poulains	Génisses *	Total	Poulains
1946	164	—	164	33
1947	125	—	125	20
1948	53	—	53	28
1949	39	—	39	37
1950	44	26	70	6
1951	33	42	75	6
1952	37	47	84	12
1953	46	51	97	12
1954	41	58	99	—
1955	77	55	132	—

42

Les rapports annuels de 1955 et 1956 signalent qu'il n'y avait pas de station d'hivernage pour les deux années 1954 et 1955.

Pour les accidents qui peuvent survenir aux bêtes pendant leur estivage, le Syndicat a sa propre assurance ; il assure donc lui-même les bêtes contre les accidents pendant l'estivage.

Chaque année, au printemps, quand commence l'estivage, donc au moment du passage des bêtes à la frontière franco-suisse, le Comité désigné par le Syndicat évalue, par expertise, la valeur de chaque bête. Une prime d'assurance de 1 ½ % sur la valeur de la bête sera demandée au propriétaire. En cas d'accident ou de mort

⁴¹ Renseignements donnés par Jules Turian, secrétaire du Syndicat.

⁴² Statistique établie d'après les rapports annuels du Syndicat.

* A partir de 1950, les subsides fédéraux et cantonaux pour l'estivage ne sont accordés qu'à condition qu'un nombre de génisses accompagnent les poulains à l'estivage. Ceci pour la bonne raison que certaines variétés de l'herbe que les poulains n'aiment pas manger, soient consommées par les génisses. Ces renseignements nous a été donné par M. Turian, secrétaire du Syndicat.

de celle-ci, 80 % du dommage ou de la valeur du sujet seront payés au propriétaire ⁴³.

D. *Organisation des concours*

Le Syndicat fut chargé — nous l'avons noté — par les autorités fédérales, dès 1913 (une année après sa création), d'organiser les concours fédéraux de chevaux. La commune de Carouge fut choisie à cet effet. Elle avait eu, depuis longtemps, la préférence des organisateurs de concours de bétail bovin, étant donné les conditions du lieu.

Au concours de septembre 1913, des 35 juments inscrites, 23 furent primées. Mais le jury constata qu'il n'y avait pas d'homogénéité de type, ni de race. Au concours de novembre 1914, on primera 27 juments sur 35 qui se présentent ⁴⁴.

Le nombre des éleveurs augmente sensiblement à la suite de la décision du Département militaire concernant l'exemption du service de mobilisation des juments destinées à la reproduction. Ainsi s'explique que le nombre des juments et pouliches, au concours de 1915, ait augmenté à 57 et 20, respectivement ⁴⁵.

Les concours font l'objet d'une grande compétition ; les éleveurs s'y intéressent chaque année davantage. Grâce à ces concours, non seulement les meilleurs sujets sont primés, mais les éleveurs reçoivent à cette occasion un enseignement professionnel pratique pour l'amélioration de la race chevaline ; ils peuvent s'informer mutuellement, apprendre quels sont les meilleurs traitements pour le bétail, obtenir des conseils du jury, etc.

Grâce à l'introduction des étalons fédéraux, on constatera une amélioration du type et une homogénéité plus grande des chevaux issus de ces étalons. Mais il faudrait évidemment attendre plusieurs années avant d'obtenir l'homogénéité parfaite. La question de l'alimentation des bêtes jouant un grand rôle, le jury y voue toute son attention, recommandant aux éleveurs de prendre le plus grand soin de la nourriture et surtout de sa bonne qualité.

Le jury devient, chaque année, plus exigeant, excluant des concours les sujets de moindre qualité.

⁴³ Renseignements donnés par Jules Turian.

⁴⁴ Jacky, op. cit., p. 303.

⁴⁵ Ibid., p. 304.

L'apparition de la fièvre aphteuse entraîna la suppression du concours de 1920, mais les autorités fédérales accordèrent, malgré tout, leur prime. Elles le firent sur la base des primes accordées en 1919 à toutes les juments mettant bas au cours de l'année 1920. Les concours reprirent en 1921 : on y constata une plus grande homogénéité. Le type des Franches-Montagnes est le plus apprécié. Outre le subside fédéral et cantonal, plusieurs dons et prix furent accordés par les particuliers et les institutions ⁴⁶.

Depuis, les concours sont organisés régulièrement chaque année, au commencement de l'automne (vers la fin septembre en général), toujours à Carouge. Seuls les sujets ayant le certificat d'ascendance peuvent bénéficier des primes fédérale et cantonale. Les membres sont obligés de présenter leurs juments et poulains aux concours annuels.

Le secrétaire du Syndicat tient un registre généalogique. Chaque bête a ses papiers indiquant ses ascendants et descendants, les pointages obtenus à chaque concours, etc.

A chaque naissance, le propriétaire de la bête avertit sans retard l'inspecteur cantonal ou, si pour une cause quelconque il ne peut l'atteindre, le poste de gendarmerie le plus proche. Alors, l'inspecteur cantonal ou la gendarmerie rédige un certificat de naissance, dans lequel toutes les particularités du nouveau-né seront indiquées. Ensuite, le certificat sera envoyé au haras fédéral. Celui-ci établit un certificat d'origine sur la base des indications du certificat de naissance et l'envoie au Syndicat chevalin qui le garde dans son registre généalogique.

Dans les concours annuels, outre le propriétaire des sujets, les membres du comité du Syndicat, ainsi que le directeur du haras fédéral sont présents.

Les primes fédérales, de Fr. 12.— à 50.—, sont attribuées aux sujets femelles, selon les pointages, l'origine et le nombre de poulains qu'elles ont mis bas. Les mâles ne touchent pas de prime. Le tableau suivant montre le nombre des sujets primés aux concours annuels et le montant des primes accordées (1939-1955) ⁴⁷.

⁴⁶ Jacky, *op. cit.*, p. 308.

⁴⁷ Statistique établie d'après les Bulletins annuels des concours de bétail, publiés par le département de l'Intérieur et de l'Agriculture.

Juments			Pouliches			
sujets primés	primes (Fr.)	sujets primés	primes (Fr.)	Total des sujets primés	Total des primes (Fr.)	
1939	45	528	45	429	90	957
1940	71	684	69	606	140	1290
1941	81	794	85	742	166	1536
1942	102	1008	112	994	214	2002
1943	156	1530	89	784	245	2314
1944	147	1466	175	1530	322	2996
1945	150	1490	184	1580	334	3070
1946	127	1298	123	1136	250	2434
1947	127	1292	84	712	211	2004
1948	107	1168	77	694	184	1862
1949	110	1224	65	598	175	1822
1950	89	984	87	828	176	1812
1951	111	1222	62	578	173	1800
1952	113	1282	68	618	181	1900
1953	83	940	65	522	148	1462
1954	83	944	59	508	142	1452
1955	81	918	51	482	132	1400

Ainsi, depuis 1945, le nombre total des sujets primés ne cesse de diminuer, presque régulièrement chaque année. Au cours de la guerre, il avait augmenté considérablement, mais avec la fin des hostilités, la diminution reprend, parallèlement à celle de l'élevage chevalin.

Voici les montants des subventions fédérale et cantonale accordées au Syndicat Chevalin Genevois, pendant ces dernières années :

Subvention (Fr.)		Subvention (Fr.)		Subvention (Fr.)	
1944	10 795	1945	14 192	1946	—
1947	—	1948	7 074	1949	—
1950	9 920	1951	7 054	1952	6 640
1953	6 272	1954	5 949	1955	4 698

48

Ces chiffres représentent les subventions pour l'estivage et l'hivernage, ainsi que les primes de concours annuels. La diminution générale des subventions témoigne également de la réduction d'activité du Syndicat.

Le Syndicat Chevalin Genevois, dès son début, s'est fixé une tâche difficile : il voulait obtenir un type de cheval plus ou moins

⁴⁸ Statistique établie d'après les données des rapports annuels. Les chiffres correspondant aux 3 années 1946, 1947 et 1949 n'y figuraient pas

uniforme dans le canton, alors que non seulement les juments des éleveurs genevois appartenaient à des races diverses et étaient de types différents, mais aussi les étalons fédéraux dont on disposait étaient le produit de croisement de divers types, ne constituant par conséquent point une race distincte.

Malgré cela, l'introduction des étalons fédéraux, représentant les meilleurs chevaux en Suisse, l'achat de juments et pouliches de choix provenant d'autres régions, l'application d'une méthode plus rationnelle d'alimentation, l'estivage et l'hivernage des poulains et pouliches, etc., conduisirent à une amélioration considérable des types de chevaux élevés dans le canton. Bien que le résultat obtenu, selon l'avis du président lors de l'assemblée générale de février 1954, ne soit pas aussi satisfaisant qu'on l'escomptait, mais en considérant qu'avec les types de juments si disparates au commencement, les efforts tentés par le syndicat ont abouti à une homogénéité assez remarquable, un tel résultat peut bien être considéré comme une victoire.

CHAPITRE VI

MOULINS AGRICOLES GENEVOIS

A. *Historiques : début et développement*

« Sur l'initiative du Cercle des Agriculteurs, de la Classe d'Agriculture et de l'Institut National (section d'Agriculture) il a été constitué, sous la raison sociale « *Moulins Agricoles Genevois* » une société coopérative, conformément aux présents statuts et aux dispositions du Titre 29 du Code Fédéral des Obligations. Cette société a son siège à La Plaine, Dardagny, Genève ; elle est fondée pour une durée illimitée. » (Art. 1 des statuts des Moulins.)

Le 15 novembre 1911, l'assemblée constitutive des Moulins se réunit et la société est fondée¹.

Quelques mois plus tard, les membres souscrivent environ Fr. 14 500.— de parts sociales. Pendant plusieurs mois, les séances de l'assemblée générale et du comité visent à résoudre le problème des moulins à acquérir. En effet, les avis divergent fortement : certains proposent la location de quelques moulins existant déjà sur le territoire genevois ; d'autres envisagent la construction d'un moulin aux Acacias. Il y avait enfin différences de vues au sujet de la construction d'un moulin central ou de quelques moulins régionaux².

Sur proposition du comité, et approbation de l'assemblée générale du 6 juillet 1912, on décida l'achat d'un moulin à La Plaine. Le prix, y compris machines et autres instruments, s'élevait à

¹ Résumé des procès-verbaux des assemblées générales et du Comité des Moulins Agricoles, mis aimablement à notre disposition par M. Bochet, secrétaire des Moulins.

² Ibid.

Fr. 48 000.—. Cette somme fut couverte par les Fr. 15 000.—, des souscriptions, une hypothèque sur les moulins et leurs installations de Fr. 20 000.—, et un emprunt de Fr. 14 000.—. Dès la fin du mois d'août de la même année, le moulin était prêt à fonctionner.

A la suite de la création de l'« *Union Suisse des Moulins agricoles* » en 1913, les M.A.G. (Moulins agricoles genevois) sont admis à adhérer à cette Union³.

En décembre 1916, la *Boulangerie Coopérative de La Plaine* demande son admission aux Moulins. L'assemblée générale du 23 décembre 1916 l'accepte, et la Boulangerie devient ainsi membre de cette coopérative, en payant un droit d'entrée de Fr. 5.—⁴.

L'assemblée générale des Moulins décide, en 1925, de perfectionner son équipement. Elle ratifiera la proposition d'achat d'un hangar du prix de Fr. 6000.—, d'un camion d'une valeur de Fr. 6500.—, et d'un moulin électrique. La Société crée, en 1926, un groupement d'achat de matières fourragères, avec la participation du Cercle des Agriculteurs et des Laiteries Réunies. Elle devient membre de la Chambre Genevoise d'Agriculture, en mai 1928⁵.

En 1928, les Moulins concluent une convention avec le Cercle des Agriculteurs, selon laquelle l'orge du Cercle sera moulu par les Moulins Agricoles. Pour cela, ceux-ci achètent des meules verticales. Mais l'entente ne durera pas entre les deux associations. Aussi la convention fut-elle rompue. Les Moulins, en 1930, cessèrent toutes relations avec le Cercle⁶.

Les Moulins doivent procéder plusieurs fois au renouvellement de leurs installations. Les machines s'usent, il faut en acheter de plus perfectionnées. Le comité étudie alors le projet de la modernisation complète des moulins et, dans son rapport, présenté à l'assemblée générale du 16 décembre 1933, il estime le coût total de la transformation à Fr. 93 000.—. L'assemblée approuve en principe, mais n'ayant pas l'argent disponible pour couvrir les frais en une fois, elle décide de procéder par étapes ; d'abord la modernisation de la machinerie, ensuite l'agrandissement des silos. Pour se couvrir, elle lance un appel à la souscription de nouvelles parts. Celui-ci n'ayant pas donné de résultat, elle s'adresse alors aux Moulins de Versoix, mais en vain ! Le gouvernement genevois ayant refusé de leur accorder un emprunt, les Moulins se trouvent en

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

grandes difficultés. Ils décident alors de procéder à la transformation selon leurs moyens financiers. Après quelques années, l'argent nécessaire à la poursuite des travaux manquant, les Moulins demandèrent un emprunt à la Caisse Hypothécaire de Genève, dont le montant, de Fr. 100 000.—, leur est accordé⁷.

On essaie plusieurs fois, de part et d'autre, dans les années qui précèdent la seconde guerre mondiale, de « renouer » avec le Cercle des Agriculteurs, mais les négociations n'aboutissent pas. En 1943, le Cercle propose de reprendre l'exploitation des Moulins. Une assemblée extraordinaire est convoquée le 26 juin 1944⁸. Constatant que la situation des Moulins, après la rénovation des installations, est assez florissante et qu'on a l'espoir de faire plus de bénéfices qu'en vendant le moulin au Cercle, l'assemblée rejette, à la majorité des voix, la proposition d'achat du moulin.

Malheureusement, les bénéfices du moulin diminuent considérablement pendant la guerre mondiale. L'activité de la société est entravée par les Ordonnances fédérales qui la limitent beaucoup. Aussi, durant les années 1950, 1951, 1952, reprend-t-on les pourparlers avec le Cercle, mais sans plus de succès qu'auparavant. En 1952, la société achète, pour perfectionner ses installations, une mélangeuse et un moulin à marteaux, d'un prix total de Fr. 11 500.—⁹.

En 1953, l'assemblée générale de la société approuve le projet de construire des silos attenants au moulin. Ne disposant pas des fonds nécessaires, le comité se résoud à les emprunter. L'année suivante, les Caisses de Crédit mutuel (Raiffeisen), de Saint-Gall, se déclarent prêtes à fournir la somme réclamée mais avec la garantie de l'Etat de Genève. Le département de l'Intérieur et de l'Agriculture refuse la garantie demandée. Le comité décide alors d'émettre de nouvelles parts, dont le résultat ne sera pas brillant, puisqu'on ne reçut que Fr. 2500.— en souscriptions. Le projet des silos reste en suspens : il l'est encore aujourd'hui.

En dépit de la raison sociale, « Moulins Agricoles », il n'en existe qu'un. L'intention des fondateurs — nous l'avons vu — était d'en créer plusieurs dans les diverses régions du canton et même en ville.

Le Moulin agricole de La Plaine comptait en 1954 plus de cinq cents membres, répartis dans toutes les parties du canton. Il se voit

⁷ Résumé des rapports annuels et des procès-verbaux des Moulins.

⁸ Ibid.

⁹ Rapport annuel de 1952 des Moulins.

dans l'obligation de leur accorder des crédits à longs termes, étant donné que les paysans n'ont pas toujours beaucoup d'argent liquide. Le capital de la coopérative, non fixé puisqu'il change avec les émissions et les retraits de parts sociales, se montait à environ Fr. 44 075.— en 1954¹⁰. On évalue à quelque Fr. 100 000.— le prix des machines et l'immeuble du moulin. Le meunier chargé du travail est payé à proportion de celui-ci. Autrefois, il touchait un salaire fixe et un pourcentage sur la quantité de blé moulu. Mais aujourd'hui, on lui donne 30 % des bénéfices bruts. De plus, il possède une part de 10 % sur les bénéfices nets, s'il y en a. Il est logé, éclairé, mais non chauffé, ni nourri¹¹. Le Moulin de La Plaine marche normalement, après avoir connu des années difficiles, déficitaires.

La société n'a pas comme membres les seuls agriculteurs du canton. Elle peut admettre toute personne morale s'intéressant au but qu'elle poursuit. C'est ainsi que plusieurs boulangeries agricoles, notamment celles de La Plaine, de Bernex et de Laconnex, en faisaient partie. Selon les statuts, chaque membre, lors de son adhésion, doit souscrire au moins une part sociale de Fr. 25.—. Toutefois, le nombre de parts d'un sociétaire ne peut dépasser cent¹².

En se retirant de la société, chaque associé a droit à 50 % de la valeur de ses parts sociales : celui qui est exclu par l'assemblée générale, 25 % seulement. L'héritier d'un associé décédé qui ne veut pas acquérir la qualité de membre peut toucher 75 % de la valeur des parts du défunt. L'associé quittant le canton a mêmes droits¹³.

Les organes de la société sont : l'assemblée générale, l'administration et l'office de contrôle. Les attributions de chacun d'eux sont indiqués dans le Chapitre 3 des statuts des Moulins.

L'assemblée générale est le pouvoir suprême. Elle statue sur toutes les questions importantes et intervient dans la nomination des autres organes.

L'administration se compose de sept à neuf membres, élus pour trois ans et rééligibles. Elle se renouvelle par tiers chaque année.

L'organe de contrôle est composé de trois membres et d'un suppléant, nommé pour trois ans par l'assemblée générale : il se renouvelle par tiers chaque année¹⁴.

¹⁰ Renseignement donné par Albert Chapuis, caissier-comptable des Moulins.

¹¹ Ibid.

¹² Art. 2 des statuts des Moulins Agricoles Genevois.

¹³ Art. 10.

¹⁴ Art. 18.

En ce qui concerne le capital de la société — nous l'avons vu — il n'est pas limité.

Les ressources nécessaires à la société pour atteindre son but sont fournies par :

- 1) Le produit des taxes de mouture, dont la fixation s'effectue de manière à favoriser équitablement les associés par rapport aux personnes qui ne font pas partie de la société,
- 2) Les bénéfices sur l'achat et la vente des marchandises,
- 3) Les emprunts,
- 4) L'émission de parts sociales nominatives de Fr. 25.—¹⁵.

Après avoir fait face aux dépenses de toutes sortes, l'excédent restant sera affecté comme suit :

- 1) $\frac{1}{20}$, au moins, au fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint $\frac{1}{5}$ du capital social au minimum ;
- 2) Le solde disponible est à la disposition de l'assemblée générale pour servir :
 - a) à des amortissements supplémentaires, si l'assemblée générale le juge nécessaire ;
 - b) à la création d'un fonds de réserve spécial à la disposition de l'assemblée générale ;
 - c) au paiement d'un intérêt aux parts sociales ;
 - d) à la répartition entre les associés, au prorata des sommes qu'ils auront versés au Moulin, pour mouture, achat, etc.¹⁶

Les sociétaires ne sont pas responsables en aucun cas des engagements de la société. Tous les engagements sont garantis exclusivement par la fortune de celle-ci¹⁷.

En cas de dissolution de la société, l'actif de celle-ci est employé, après extinction de toutes dettes, au remboursement des parts sociales, à leur valeur nominale. L'affectation d'un excédent éventuel est du ressort de l'assemblée générale. Elle peut le répartir

¹⁵ Art. 19 des statuts.

¹⁶ Art. 20.

¹⁷ Art. 23.

entre les associés au prorata des parts sociales ou l'affecter à des buts coopératifs d'utilité publique¹⁸.

Les Moulins Agricoles sont membres de la Chambre Genevoise d'Agriculture, ainsi que de l'Union suisse des Moulins Agricoles.

B) *Activités des Moulins Agricoles*

L'article 2 des statuts des Moulins Agricoles mentionne le but de l'association comme suit :

« La société a pour but de permettre à ses associés de tirer le parti le plus avantageux possible des céréales produites par eux en les transformant en farines panifiables et en denrées fourragères de la meilleure qualité et en les remettant pour leur usage.

La société cherche à atteindre ce but en exploitant un ou plusieurs moulins, ainsi que les autres entreprises que l'assemblée générale jugera nécessaire de lui adjoindre, notamment l'achat et la vente de tout produits servant à l'agriculture. »

Tout d'abord, le Moulin était un moulin à façon, c'est-à-dire qu'il travaillait seulement pour les sociétaires, et non pour des tiers. Puis, il devint un moulin de commerce. Actuellement, il moud, d'une part, les céréales de ses membres ; de l'autre, il achète des céréales pour les revendre ensuite. Il vend également des mélanges de céréales fourragères, moulues et non moulues, pour la volaille.

Le Moulin agricole de La Plaine est dépôt de blé de la Confédération. Elle lui paie le loyer du dépôt, mais le Moulin doit en loger gratuitement la valeur de deux wagons, la Confédération ne payant de loyer que pour l'excédent de ce minimum.

Les producteurs, membres du Moulin, en apportant leur blé au moulin lui transmettent l'ordre d'envoyer la farine à la boulangerie qu'ils désignent. Selon un accord entre la boulangerie et les propriétaires de la farine, ceux-ci reçoivent du pain.

Le Moulin dispose d'un contingent mensuel de blé de la part de la Confédération. Chaque mois, en effet, la Confédération indique la quantité de blé que le Moulin peut prélever sur son dépôt chez lui. Celui-ci avait averti Berne de la quantité qu'il désirait et dont il devait payer le prix avant d'en prendre possession.

¹⁸ Art. 30.

C'est également la Confédération qui fixe la proportion du mélange de blé indigène et étranger ; celle-ci varie très peu d'une année à l'autre.

Tous les producteurs de blé sont obligés de vendre à la Confédération le surplus de leur consommation domestique et les Moulins ne peuvent acheter du blé qu'à la Confédération, seul acquéreur de cette céréale.

Les bénéfices éventuels de la société ne sont pas affectés au paiement de la ristourne, mais aux objets figurant à l'article 20 précité des statuts. Les parts sociales touchent un intérêt de 5 %.

Le tableau ci-dessous renseigne sur l'achat et la vente des céréales par les Moulins de 1940 à nos jours (1955) :

	Quantité achetée (Kg.)	Quantité vendue (Kg.)	Total de la vente (Fr.)
1940	416 940	408 979	112 807,80
1941	89 436	166 672	65 591,65
1942	136 972	142 594	64 299,30
1943	199 619	201 310	97 063,70
1944	180 858	176 586	86 748,25
1945	151 386	167 130	84 145,70
1946	212 053	195 123	88 807,45
1947	244 042	295 218	140 211,10
1948	433 007	387 271	198 182,80
1949	387 801	388 267	201 894,—
1950	385 656	400 865	189 018,—
1951	391 406	393 495	199 840,—
1952	412 696	488 292	218 783,—
1953	450 359	471 618	251 565,—
1954	529 020	523 233	271 197,63
1955	457 701	510 363	264 918,30

19

Aussi les opérations prennent de l'ampleur, bien que la progression soit quelque peu irrégulière. Le chiffre d'affaire réalisé par la vente des céréales en 1955 est supérieur de 1,4 à celui de 1950 et de plus de trois fois à celui de 1945.

Une partie de la vente est effectuée aux trois Boulangeries agricoles de Bernex, de La Plaine et de Laconnex, membres des Moulins.

Le tableau suivant indique la quantité vendue de céréales panifiables et leurs prix, depuis 1940²⁰ :

¹⁹ Statistique établie d'après les rapports annuels des Moulins Agricoles (rapports antérieurs à 1940 non disponibles).

²⁰ Statistique établie d'après les rapports annuels des Moulins.

	Boulangerie de Bernex		Boulangerie de La Plaine		Boulangerie de Laconnex		Total de la vente aux bou- langeries Kg.
	Quantité Kg.	Prix Fr.	Quantité Kg.	Prix Fr.	Quantité Kg.	Prix Fr.	
1940	53 207	—	57 170	—	—	—	115 377
1941	46 650	—	31 375	—	—	—	78 023
1942	36 850	—	33 150	—	450	—	70 450
1943	50 720	—	38 865	—	2 774	—	92 359
1944	51 790	—	31 853	—	2 444	—	86 087
1945	43 740	—	40 296	—	1 904	—	85 940
1946	39 485	—	32 652	—	1 750	—	73 887
1947	37 328	—	29 386	—	1 350	—	68 064
1948	44 288	24 151	39 075	23 332	6 220	2812	89 583
1949	34055	20 330	29 495	18 320	10 715	5112	74 265
1950	11 075	6 014	27 432	16 036	10 330	4523	48 837
1951	7 100	4 244	22 150	15 460	11 185	5988	40 435
1952	7 250	3 985	27 508	17 913	11 637	6381	46 395
1953	4 593	2 675	17 321	12 029	9 195	5041	31 014
1954	8 289	4 764	19 395	9 365	8 033	4166	35 717
1955	2 643	1 451	36 564	22 320	5 364	2697	44 571

D'une façon générale, la vente aux Boulangeries diminue. De 115 377 kg. en 1940, elle tombe à 85 940 kg., puis à 48 837 respectivement en 1945 et 1950. Elle arrive à l'étiage de 44 571 kg. en 1955. La baisse était de 26 % en 1945, de 68 % en 1950 et de 72 % en 1955. Cette régression affecte les trois Boulangeries. Cependant, la Boulangerie de Laconnex se signale par une augmentation jusqu'en 1952, et depuis lors par une diminution.

L'activité proprement dite des Moulins (moulure, triage, etc., des céréales panifiables et des céréales fourragères) apparaît dans le tableau que voici (quantités en kg.) ²¹ :

	Moutures d'échange	Triage	Blés de pro- ducteurs	Pour Laiteries Réunies	Pour les Moulins	Total
1940	136 748	98 146	157 554	180 770	415 780	988 988
1941	138 191	39 359	174 009	177 293	143 022	671 874
1942	167 485	36 357	164 730	64 559	142 414	575 545
1943	214 304	25 592	148 387	10 000	198 865	597 148
1944	203 428	16 928	82 443	—	192 519	495 318
1945	306 530	14 220	84 500	—	179 820	585 070
1946	303 290	25 164	73 170	—	194 893	596 517
1947	356 995	50 336	70 656	—	274 855	752 842
1948	345 366	23 426	53 475	—	388 250	810 517

²¹ Statistique établie d'après les rapports annuels des Moulins Agricoles.

	Moutures d'échange	Triage	Blés de pro- ducteurs	Pour Laiteries Réunies	Pour les Moulins	Total
1949	390 508	92 470	28 635	—	380 745	892 358
1950	427 961	74 336	—	—	375 930	878 227
1951	384 425	337 173	—	—	381 020	1 102 618
1952	413 716	570 760	—	—	429 930	1 414 362
1953	493 397	85 544	—	—	459 700	1 038 641
1954	479 464	401 678	—	—	522 600	1 454 005*
1955	523 046	596 195	—	—	485 550	1 604 791

L'augmentation générale du mouvement de marchandises, au Moulin, au cours des années, traduit une marche ascendante de son activité proprement dite. L'arrêt du travail concernant les blés des producteurs et les céréales fourragères pour les Laiteries Réunies, en 1944 et en 1950, respectivement, n'a pas affecté la situation de la société, ou d'une façon si minime qu'elle est pratiquement négligeable. Les trois autres branches de cette activité sont en progrès, le total des marchandises envoyées au moulin en 1955 est environ huit fois plus élevé que celui de 1950, et 2,7 fois plus que celui de 1945. Cependant l'augmentation de cette activité des Moulins est en quelque sorte contrebalancée par la diminution de l'autre, concernant la vente de céréales aux Boulangeries. Ce qui fait que les bilans annuels présentent parfois des déficits ²².

Aujourd'hui, la situation de la société est saine. « Elle a sa place dans la vie agricole genevoise et remplit son but : c'est-à-dire de rendre service aux agriculteurs de notre région. C'est pour cela d'ailleurs qu'elle avait été créée » ²³.

* Dans ce total de 1954, est comprise une quantité de 50 263 kg. de mélange fourrager fin travaillés aux Moulins que nous n'avons pas indiqués sur le tableau. Ce mélange était destiné à la nourriture des volailles

²² Renseignement donné par M. Bochet.

²³ Rapport 1955 des Moulins Agricoles.

CHAPITRE VII

SYNDICAT D'ELEVAGE DU PETIT BETAIL DU CANTON DE GENEVE

A. *Historique : début et développement*

Le syndicat d'élevage du petit bétail s'est constitué, le 3 mars 1917, à Genève. Selon ses statuts, il s'agit d'une société coopérative. Elle a pour but d'améliorer, par une sélection attentive et la tenue de registres d'élevage, les différentes races caprines, ovines et porcines ; d'en obtenir, par une alimentation et des soins rationnels, par l'alpage, etc., le meilleur rendement possible ¹.

Le syndicat n'a pu prendre un développement considérable pour deux raisons essentielles : d'abord, il n'encourage l'élevage que d'une race seulement pour chaque espèce de petit bétail, la race qui, d'après lui, convient le mieux à l'élevage dans le canton, vu ses conditions naturelles ; ensuite, plusieurs éleveurs, pour des motifs différents, ne font pas partie du syndicat.

Les races que le syndicat encourage, et dont les bêtes sont inscrites dans les registres de l'Association, sont les suivantes :

1° la race suisse *Grand Porc Blanc*, améliorée par les sujets anglais *Yorkshire* ;

2° la race améliorée de moutons *Blancs des Alpes*, issue de la race de l'Ile-de-France ; ces moutons à hautes pattes s'adaptent par-

¹ Art. 1 des statuts du syndicat d'élevage du petit bétail de Genève.

faitement à la montagne ; leur viande et leur laine sont de bonne qualité. Une autre race anglaise, *Southdown*, assez large, mais petite, et qui se prête mieux à la plaine, est cependant, malgré le principe précité, élevée par le syndicat ;

3° la race de chèvres *Gessenay*, blanches, sans cornes, provient du pays de même nom dans l'Oberland Bernois ; ce sont de bonnes laitières.

B. Activités du syndicat

1) Organisation des concours

Afin d'encourager l'élevage des races qu'il préconise, le syndicat organise, chaque année, en automne, sous les auspices de l'autorité cantonale, un concours ; des primes de la Confédération et du canton étant attribuées aux meilleurs sujets, pour chaque espèce. Cidessous le montant de la prime de base, en francs, attribuée à chaque catégorie de petit bétail :

	Espèce Porcine				Espèce Ovine		Espèce Caprine	
	Verrats		Truies		Béliers	Brebis	Bouc	Chèvre
	1re cl.	2me cl.	1re cl.	2me cl.	1re cl.	1re cl.	1re cl.	1re cl.
Prime cantonale	20	10	8	—	15	8	40	8
Prime fédérale	20	10	—	—	15	—	—	—

Pour l'estimation des sujets, les experts utilisent des cartes de pointage. A chaque qualité de la bête, ils attribuent des points dont le total indiquera à quelle catégorie celle-ci appartient et si elle peut être au bénéfice de primes ou non. Les concours ne se déroulent pas dans un lieu fixe, où tous les participants se rendraient, mais bien chez l'éleveur lui-même. Après avoir vu toutes les bêtes inscrites, les experts communiquent le résultat de leur appréciation désignant les gagnants. Cette méthode a été choisie par le syndicat pour éviter les difficultés du rassemblement de toutes les bêtes de diverses espèces dans un même local.

Voici les résultats des concours de petit bétail, de 1939 à 1955 :

Espèce Porcine

	Verrats		Truies		Total sujets primés	Total primes (Fr.)
	sujets primés	primes (Fr.)	sujets primés	primes (Fr.)		
1939	13	480	18	75	31	555
1940	13	520	17	—	30	520
1941	11	420	4	—	15	420
1942	12	480	4	—	16	480
1943	21	840	13	—	34	840
1944	15	600	17	—	32	600
1945	27	1080	18	—	45	1080
1946	25	1000	13	104	38	1104
1947	24	960	25	200	49	1160
1948	16	640	40	320	56	960
1949	22	780	73	512	95	1292
1950	11	440	84	672	95	1112
1951	25	850	117	616	142	1466
1952	26	920	144	852	170	1772
1953	18	700	77	568	95	1268
1954	29	1060	84	664	113	1724
1955	22	860	79	600	101	1460

2

Ainsi, le nombre des sujets primés a augmenté au cours des années. L'augmentation est beaucoup plus rapide pour les truies (18 en 1939, 79 en 1955) que pour les verrats (22 en 1954, alors qu'en 1939 ils n'étaient que 13).

² Statistique établie d'après les bulletins annuels concernant les concours de bétail, publiés par le département de l'Intérieur et de l'Agriculture du Canton de Genève.

Espèces Ovines et Caprines

	Espèce Ovine				Espèce Caprine				
	Béliers		Brebis		Total des sujets primés	Total primes	sujets primés		
	sujets primés	primes Fr.	sujets primés	primes Fr.			Boucs	Chèvres	primes Fr.
1939	1	30	5	25	6	55	—	—	—
1940	3	90	6	—	9	90	—	—	—
1941	2	60	1	—	3	60	—	—	—
1942	4	120	8	—	12	120	—	—	—
1943	3	90	9	—	12	90	—	—	—
1944	2	60	6	—	8	60	—	—	—
1945	6	180	24	—	30	180	1	—	40
1946	9	270	14	112	23	382	1	1	48
1947	5	150	13	104	18	254	—	—	—
1948	11	330	29	232	40	562	1	—	40
1949	9	195	37	160	46	355	—	—	—
1950	15	450	102	816	117	1266	—	—	—
1951	20	405	190	1108	210	1513	—	—	—
1952	15	350	169	712	184	1062	4	2	178
1953	7	180	26	168	33	348	—	2	8
1954	11	320	130	1040	141	1360	—	4	24
1955	15	360	166	984	181	1344	—	11	88

3

Pour l'espèce ovine également, l'augmentation des effectifs s'avère beaucoup plus grande pour les femelles que pour les mâles. L'espèce caprine — on peut le constater — n'a jamais pris une importance quelconque, bien que ces quatre dernières années, quelques sujets de cette espèce aient été présentés aux concours et furent primés.

³ Statistique établie comme précédemment.

Récapitulation des résultats des Concours

	Espèce Porcine		Espèce Ovine		Espèce Caprine		Total	
	sujets primés	primes (Fr.)	sujets primés	primes (Fr.)	sujets primés	primes (Fr.)	sujets primés	primes (Fr.)
1939	31	555	6	55	—	—	37	610
1940	30	520	9	90	—	—	39	610
1941	15	420	3	60	—	—	18	480
1942	16	480	12	120	—	—	28	600
1943	34	840	12	90	—	—	46	930
1944	32	600	8	60	—	—	40	660
1945	45	1080	30	180	1	40	76	1300
1946	38	1104	23	382	2	48	63	1534
1947	49	1160	18	254	—	—	67	1414
1948	56	960	40	562	1	40	97	1562
1949	95	1292	46	355	—	—	141	1647
1950	95	1112	117	1266	—	—	212	2378
1951	142	1466	210	1513	—	—	352	2979
1952	170	1772	184	1062	6	178	360	3012
1953	95	1268	33	348	2	8	130	1624
1954	113	1724	141	1360	4	24	258	2048
1955	101	1460	181	1344	11	88	293	2892

4

⁴ Statistique établie comme précédemment.

L'augmentation générale du nombre des sujets primés aux concours, au cours de ces dernières années, est un signe de santé pour l'élevage, ceci grâce à l'activité agricole déployée par le syndicat d'élevage du petit bétail.

Les résultats des concours sont en général très satisfaisants. Même pendant la guerre, malgré les difficultés d'affouragement, les animaux présentés étaient de bonne qualité et en bon état d'entretien⁵.

Dès 1946, les femelles primées en première classe toucheront de nouveau de la caisse de l'Etat de Genève la somme de Fr. 8.—⁶, prime qui avait été supprimée depuis 1940. Les experts se déclarent régulièrement satisfaits de la qualité des sujets présentés. Les porcs, selon les derniers rapports annuels, sont d'un type remarquablement homogène. On en peut dire autant des animaux présentés aux concours de 1953, 1954 et 1955, et spécialement des porcins⁷. Au concours de 1955, une truie obtint 97 points, ce qui constitue un résultat excellent.

Le syndicat participe également, de temps à autre, aux expositions nationales et aux marchés-concours qui s'organisent, pour la plupart, à Lucerne. C'est le comité qui décide de l'opportunité de cette participation. C'est également lui qui fait choix des animaux qui seront exposés. Les propriétaires des animaux choisis ne peuvent s'y refuser. L'amende, en pareil cas, se monte à Fr. 5.—, d'après le règlement du syndicat (art. 11).

L'Etat de Genève encourage la participation du canton à ces marchés-concours et expositions ; il accorde à cet effet des subventions par l'intermédiaire du syndicat. En 1947 notamment, il fit don de Fr. 250.— aux exposants genevois inscrits aux cinq marchés-concours de petit bétail qui eurent lieu à Fribourg, Zurich, Langenthal, Bulle et Lausanne⁸. Les sujets présentés par Genève y furent toujours hautement appréciés.

Sur les primes fédérales et cantonales, le syndicat prélève 10 % pour les frais d'administration et autres frais généraux.

Seules les bêtes de race encouragées par le syndicat peuvent participer aux concours ; il faut qu'elles soient inscrites dans les registres généalogiques du syndicat et qu'elles se soient reproduites.

⁵ Rapport 1943 du Syndicat d'élevage du petit bétail.

⁶ Rapport 1947.

⁷ Rapports annuels de 1953, 1954, 1955.

⁸ Rapport 1947.

Les bêtes ne le pouvant pas sont destinées à la boucherie. Grâce à cette sélection, le syndicat améliore progressivement la race de chaque espèce d'animaux.

D'autre part, le syndicat essaie, de temps à autre, d'introduire dans le canton des mâles destinés à améliorer la race du petit bétail. Mais il n'obtint pas toujours l'autorisation de Berne. Ainsi, en 1952, quand il fut question d'introduire des moutons de race *Oxford*, il vit rejetée sa proposition par le département de l'Economie Publique⁹. Il en fut de même en 1953, pour des béliers *Ile-de-France* et pour des porcins, de *Grand York Blanc*¹⁰. Pourtant, plusieurs bouchers de Genève approuvaient la demande. En 1954, mêmes propositions et même refus. Ce ne fut qu'en 1955, que le gouvernement fédéral autorisa, enfin, l'importation de béliers de la race *Ile-de-France* (cinq sujets, dont deux pour le canton du Valais)¹¹.

2) Tenue des registres

Le syndicat possède des registres généalogiques pour ses bêtes. Toutes les bêtes adultes du syndicat doivent y être inscrites. Les ascendants y sont mentionnés jusqu'à la quatrième génération.

Chaque animal issu d'une bête primée doit être tatoué à l'oreille pour contrôle. Ne sont inscrits que les sujets pures races reconnus par l'assemblée générale¹². L'inspection de 1947 signala l'excellence de la tenue des registres généalogiques¹³.

3) Alpage

Le syndicat n'organise pas l'alpage pour ses membres, car les frais de location des terrains sont lourds pour lui. Chaque membre doit donc organiser lui-même l'alpage de ses bêtes¹⁴.

4) Alimentation et soins rationnels

Le rôle du syndicat dans ce domaine se réduit à peu de chose. En effet, pour ce qui est du régime alimentaire et des soins à

⁹ Rapport 1952 du syndicat.

¹⁰ Rapport 1953.

¹¹ Rapport 1955.

¹² Art. 13 des statuts du Syndicat d'élevage du petit bétail.

¹³ Rapport 1947 du syndicat.

¹⁴ Renseignements donnés par M. Boissonnas, secrétaire du Syndicat.

donner aux bêtes, chaque éleveur est libre. Cependant, pendant la guerre, et à la suite de la rareté et de la cherté des fourrages, le syndicat organisa, dès 1941, un service de ramassage des déchets alimentaires. Une partie des membres du syndicat était régulièrement inscrite pour ce service. La fin des hostilités conduisit à la suppression du service. Tous les efforts du syndicat pour en prolonger la durée au-delà de 1946 échouèrent devant la volonté de l'Etat ¹⁵.

Le syndicat n'a pas de service de renseignements à qui les éleveurs puissent s'adresser, également pour parfaire leurs connaissances au sujet de l'élevage. On s'adresse à ceux qui sont le mieux informés. Mais le syndicat a cependant deux moyens de se rendre utile à ses membres : premièrement en organisant, lors de l'assemblée générale, chaque année, une conférence ou plutôt une causerie concernant l'élevage du petit bétail. Secondement, tous les deux ans, le syndicat (son comité) désigne quatre à cinq membres pour participer, pendant un jour et demi, à un cours d'élevage de petit bétail que le canton de Vaud organise à la *Colonie d'Orbe*. Ce cours se nomme Cours d'appréciation du petit bétail ¹⁶.

Le syndicat d'élevage du petit bétail est le seul syndicat en son genre à Genève.

L'effectif du bétail appartenant aux éleveurs membres du syndicat est en général peu différent de celui qu'on présente aux concours annuels. Souvent il y a égalité, ce qui revient à dire que tous les sujets ont été admis à ceux-ci.

L'effectif de ses membres, de 14 à la fondation du syndicat, augmenta pour atteindre 68 en 1943, puis 78 en 1945. Depuis il n'a pas cessé de diminuer : 65 en 1948, 59 en 1950, 56 en 1952, 54 en 1953, 47 en 1954, enfin 45 en 1955 ¹⁷. Ce manque d'intérêt des éleveurs pour le syndicat compromet naturellement la bonne marche de ce dernier. Il n'a jamais recruté un grand nombre d'adhérents et si, pendant la guerre, il y eut des adhésions nouvelles, ce fut pour la bonne raison que seuls les membres du syndicat avaient droit aux déchets alimentaires ¹⁸.

Les membres paient un droit d'entrée de Fr. 5.—. La cotisation annuelle s'élève actuellement à Fr. 5.—, elle peut varier selon décisions de l'assemblée générale.

¹⁵ Rapports 1942 à 1947.

¹⁶ Renseignements donnés par Pierre Boissonnas.

¹⁷ Rapports annuels du syndicat d'élevage du petit bétail.

¹⁸ Renseignement donné par M. Boissonnas.

Le syndicat peut, selon les besoins et suivant décision de ses membres, se subdiviser en syndicats spéciaux ne s'occupant que de l'élève d'une des races mentionnées dans l'article premier des statuts. A ce moment-là, le syndicat prendrait le titre de « Fédération des Syndicats d'élevage du petit bétail du canton de Genève » et modifierait ses statuts en conséquence¹⁹.

Les engagements du syndicat sont garantis par ses biens, et les sociétaires exonérés de toute responsabilité individuelle²⁰. Le capital du syndicat est constitué par la taxe d'admission ou droit d'entrée, la cotisation annuelle, les pourcentages obtenus sur les primes, les dons volontaires. Actuellement, le syndicat possède un fonds d'environ Fr. 5000.—²¹. Il n'exerce pas d'activité lucrative et ne paie aucune ristourne.

Les organes du syndicat sont : L'assemblée générale, le comité et le contrôle. Le comité se compose de sept membres, élus pour deux ans et rééligibles. Le contrôle réunit deux membres et un suppléant. Les membres du comité, ainsi que les contrôleurs, sont payés. C'est le comité qui désigne les animaux qui concourront aux concours ou se présenteront aux expositions nationales, cela au nom du syndicat.

Le Syndicat d'élevage du petit bétail est membre de la Chambre Genevoise d'Agriculture. Il fait partie également de la *Fédération romande des Syndicats d'élevage du petit bétail*, de même que de la *Fédération des Sociétés d'Agriculture de la Suisse romande*. Il est enfin membre de l'*Union Suisse des paysans*.

¹⁹ Art. 3 des statuts du syndicat.

²⁰ Art. 3 des statuts du syndicat d'élevage du petit bétail.

²¹ Renseignements donnés par M. Boissonnas.

CONCLUSION

Nous croyons avoir rendu compte du rôle important joué par les coopératives agricoles, rôle qu'elles tiennent encore, dans l'accroissement de prospérité de l'agriculture genevoise.

Certainement elles ont largement contribué à l'amélioration des conditions économiques, sociales et morales de la population paysanne. Leur action a freiné l'exode rural, problème qui inquiète toujours les autorités fédérales et cantonales. La stabilité sociale du pays y a gagné. Selon la parole d'Adolphe Ferrière ¹: « Attaché moralement à la terre, le paysan est et doit être un élément de stabilité sociale. » Elles ont ainsi favorablement répondu à ce qu'on pouvait attendre d'elles, en réalisant pour leur part le vœu émis par le peuple suisse et la Confédération, de maintenir dans le pays une paysannerie forte et saine.

A Genève, partout où le mouvement coopératif a été introduit dans l'agriculture, et cela dans presque toutes les branches d'activités paysannes, il a, en général, donné des résultats très satisfaisants. Nous avons constaté combien fut profitable, pour la campagne genevoise, la coopération en ce qui concerne l'achat de machines et de tout matériel nécessaire à l'agriculture ou la vente des produits agricoles et le crédit.

D'autre part, la contribution de la coopération genevoise pour ce qui est de la qualité des produits agricoles et des animaux domestiques — nous avons pu le constater au cours de ce travail — ne doit pas être sous-estimée. En matière de législation agricole, les

¹ Adolphe Ferrière : *La structure économique de demain : l'ordre coopératif par le plan de travail*. Genève, 1936, p. 24.

coopératives rurales de Genève furent souvent consultées par le gouvernement cantonal, non seulement pour prendre connaissance des besoins de la population paysanne, mais aussi pour s'entourer d'avis de caractère technique.

Nos sociétés agissent sur le plan des relations intercoopératives, répondant à un vœu d'Albert Thomas : « Il serait désirable que des rapports directs et organiques s'établissent entre les coopératives de consommation et les coopératives agricoles en vue d'unir, dans les cadres locaux et nationaux, les consommateurs-producteurs des villes et des campagnes et, sur le plan international, les pays industriels et les pays agricoles, sur la base du respect mutuel de leur condition de travail et de vie » ².

Or, Genève a donné un bel exemple de ces relations intercoopératives par la création de l'Union Laitière S.A., enfant de deux associations coopératives, l'une agricole (L.R.) et l'autre urbaine (S.C.S.C.). Cet exemple, nous le croyons, pourrait être suivi par d'autres coopératives rurales du canton qui, d'une façon ou de l'autre, entretiendraient alors des relations avec les coopératives de consommation. « La divergence d'intérêts de l'agriculture et des consommateurs, que nous ne saurions nier, doit être surmontée. L'agriculture ne considère pas le consommateur comme un adversaire, mais comme un ami et elle ne désire pas autre chose que l'élargissement de sa collaboration avec lui et avec ses organisations. J'espère que cela réussira et qu'à l'avenir cette collaboration entre les coopératives de consommateurs et les coopératives agricoles sera encore plus solidement construite. Le fossé entre la ville et la campagne ne doit en aucun cas être approfondi, mais au contraire comblé. » ³. La paix entre le producteur et le consommateur s'en trouverait maintenue et fortifiée. Sur le plan économique ainsi, Genève pourrait devenir l'exemple remarquable de la conciliation des intérêts opposés, face aux autres cantons suisses et même aux nations du monde.

L'élaboration de ce travail nous donna l'occasion de prendre contact avec les dirigeants de toutes les associations coopératives agricoles genevoises. Ils nous autorisèrent à visiter leurs installations et leurs exploitations. Que de fois eûmes-nous le plaisir de parler tête-à-tête avec des paysans genevois, les questionnant sur la marche

² Albert Thomas : *Les relations entre les différentes formes de la coopération*. Paris, Presse Universitaire, p. 17.

³ Dr E. Jaggi, *Agriculture et Consommateurs*, exposé à la 66^{me} Assemblée des délégués de l'Union Suisse des Coopératives de Consommation à Lucerne ; dans *Le Coopérateur Suisse* N° 29, Bâle, juillet 1955, p. 398.

de leurs activités ! Chaque fois, nous pûmes constater qu'ils parlaient avec fierté de leurs coopératives. « C'est notre syndicat agricole, disaient-ils, qui décida, c'est notre Caisse de Crédit Mutuel, c'est notre Coopérative », etc. Et pourquoi ne seraient-ils pas fiers d'une si belle œuvre, celle de toutes ces coopératives agricoles, leur création !

Qui ne s'étonnerait de voir autant d'associations coopératives agricoles dans l'un des plus petits cantons de la Suisse, canton, en outre, essentiellement urbain ? A quoi attribuer la naissance de toutes ces associations rurales, si ce n'est à l'esprit de solidarité et d'initiative du paysan genevois ? Soucieux de leurs intérêts, les cultivateurs ont, à chaque occasion, manifesté cet esprit de solidarité en créant une coopérative qui devait répondre à l'un de leurs besoins communs.

Cependant, ne croyons pas que, chez ces coopératives agricoles, tout allât comme on l'eût souhaité. Controverses et malentendus y furent fréquents. En effet, le degré de solidarité et de compréhension essentielles au succès et à la réussite des coopératives agricoles varie d'un membre à l'autre. Le manque de ces vertus est d'autant préjudiciable à la bonne marche des coopératives rurales, que les paysans ne voient trop souvent dans celles-ci que leur aspect économique, leur rôle moral et éducatif passant à l'arrière-plan. Plusieurs des coopératives rurales de Genève, sinon toutes, ont connu des moments critiques, des périodes où l'égoïsme l'emportait. Les Moulins agricoles, les Boulangeries coopératives en ont beaucoup souffert ⁴.

L'incompréhension fut sinon la seule cause, du moins l'une des causes majeure dans la liquidation de certaines associations coopératives agricoles ⁵, entre autres de la Coopérative Agricole et Maraîchère et de l'Etable Collective de Satigny ⁶.

Mais ces défaites sont heureusement des exceptions. En comparaison du grand succès que le mouvement coopératif remporta dans le milieu agricole genevois, elles s'avèrent de peu d'importance. C'est ce qu'exprime si bien Antony Babel : « Les paysans genevois ont admis que leur salut devait être avant tout leur œuvre, qu'ils ne doivent pas tout attendre de l'Etat ou d'un redressement spontané de notre économie. Avec intelligence, avec un esprit d'initiative tou-

⁴ E. Dérobert, op. cit., p. 68.

⁵ Ibid., p. 68.

⁶ Jacky, op. cit., pp. 225-232.

jours en éveil, ils ont multiplié les formes d'association, de mutualités, de coopératives, les adaptant avec souplesse à la grande diversité de leurs besoins. Qui pourrait nier les résultats de tant d'efforts? Pour un ou deux échecs, combien de réussites! »⁷. Toutes ces réussites, toutes ces réalisations sont indéniablement les fruits de l'activité intense qui règne « dans cette région frontrière, au climat privilégié sans doute, mais à la terre si difficile à travailler »⁸, et, « en présence des difficultés créées par la rareté et la cherté de la main-d'œuvre, la concurrence des zones et par tant d'autres facteurs inconnus dans la plupart des autres cantons »⁹. L'ardeur au travail manifestée par les forces individuelles, groupées en associations, mutualités et coopératives, est le propre d'une intelligence spéciale. C'est également le secret de tant de réussites. Et comme le dit Edouard Jacky, « c'est à force de travail intelligent et de persévérance que les paysans genevois sont arrivés à élever honorablement leurs familles et à faire face à leurs affaires »¹⁰. Tout naturellement, les diverses mesures prises par les autorités fédérales et cantonales visant à la protection et à l'amélioration de l'agriculture, au maintien d'une paysannerie forte et saine, ont largement favorisé le développement et la bonne marche des associations coopératives rurales de Genève.

* * *

A la fin de notre étude, qu'il nous soit permis de communiquer aux coopératives agricoles de Genève quelques réflexions qui se sont présentées à notre esprit en élaborant ce travail.

Nous avons d'abord noté l'absence d'un lien entre les diverses coopératives agricoles, sur le plan cantonal. Bien que nous reconnaissons que la diversité de leurs activités constitue un obstacle à cet égard, cela n'empêche, à notre avis, qu'on devrait pouvoir créer une organisation cantonale réunissant toutes les coopératives agricoles de Genève. Cette organisation, dans notre esprit, aurait comme tâche de résoudre notamment les problèmes communs à toutes les coopératives agricoles du canton, de créer des liens de solidarité et de compréhension mutuelles entre elles, d'aider moralement et effectivement à la création d'associations nécessaires là où elles n'existent pas, de résoudre les difficultés et malentendus qui peuvent éventuellement surgir entre coopératives rurales, en un mot, de s'occuper

⁷ A. Babel, *La Caisse hypothécaire...*, p. 259.

⁸ Ed. Jacky, *op. cit.*, p. 235.

⁹ *Ibid.*, p. 235.

¹⁰ *Ibid.*, p. 235.

de toute question relative au développement de la coopération dans le milieu rural de Genève. Cette organisation n'aurait pas de but économique ; elle serait régie par les dispositions de l'article 60 du Code Civil Suisse.

Un autre problème se pose : celui du nombre des coopératives agricoles à Genève. Sans doute, l'activité de certaines d'entre elles ne peut être confiée à d'autres, mais il en est plusieurs pourtant qui pourraient renoncer avantageusement à leurs efforts en faveur de coopératives agricoles ayant fait leurs preuves, capable, de ce fait, de les remplacer.

L'envie d'organisation est devenu une telle habitude chez le paysan genevois qu'ils fondent une coopérative dès qu'ils en ressentent la nécessité, sans bien réfléchir s'il n'en existe pas une autre, déjà expérimentée, susceptible de déployer l'activité désirée.

N'est-ce pas le cas notamment de l'Union Maraîchère de Genève, dont le but principal est la vente et l'écoulement des produits maraîchers de Genève ¹¹. Cette tâche ne pourrait-elle pas être reprise par le Cercle des Agriculteurs, qui a pour objectif, entre autres, la mise en valeur en commun des produits agricoles (liquides exceptés) ¹² ? Nous pensons aussi au cas de « La Centrale de ramassage des endives de Genève », coopérative dissoute, qui visait à l'écoulement des endives dans le canton ¹³. Bien que ses activités aient été absorbées par l'Union Maraîchère de Genève, elles pourraient fort bien l'être par le Cercle des Agriculteurs, pour les raisons invoquées plus haut. Un autre cas encore : celui de la « Société de battage et labourage mécanique de Satigny », coopérative qui a pour objet de mettre à la disposition de ses membres, dans les conditions les plus avantageuses possibles, un matériel spécialisé ¹⁴. Cette société agricole fait une inutile concurrence au Cercle des Agriculteurs, lequel, selon la lettre a) de l'article 2 de ses statuts, se propose d'atteindre son but plus particulièrement « par l'achat et la vente des articles nécessaires à l'exploitation agricole ».

Bien que l'organisation professionnelle en agriculture exerce une action heureuse en faveur du relèvement de la condition paysanne et de l'amélioration de la production agricole, la trop grande

¹¹ Art. 2 des statuts de l'Union Maraîchère de Genève.

¹² Art. 2 des statuts du Cercle des Agriculteurs de Genève et environs.

¹³ Art. 2 des statuts de la Centrale de ramassage des endives de Genève.

¹⁴ Art. 3 des statuts de la Société de Battage et de Labourage mécanique de Satigny.

dispersion des forces qui résulte de l'organisation d'un nombre de plus en plus élevé d'associations, dont plusieurs n'apparaissent pas indispensables, affaiblit le mouvement coopératif.

D'autre part, le Cercle des Agriculteurs, encourageant la culture maraîchère, a institué un concours de culture maraîchère en distribuant, chaque année, lors de son assemblée générale ordinaire, plusieurs prix aux lauréats de culture maraîchère. Initiative certes très heureuse, mais qui, à notre avis, incomberait plutôt à l'Union Maraîchère de Genève, si celle-ci devait continuer à exister.

Voici une autre remarque au sujet de l'enseignement et de l'éducation coopératifs des paysans genevois. « Bien que la coopération ait un but avant tout utilitaire et pratique, cela ne veut pas dire qu'elle n'ait pas un caractère d'utilité publique, ni que le côté moral en soit exclu, bien au contraire »¹⁵.

En effet, « ce serait avoir de l'action coopérative une vue incomplète et fausse que de l'envisager uniquement sous son aspect économique, en négligeant tout à fait son aspect éducatif, moral et social »¹⁶. Pour la création d'une association coopérative ou l'adhésion à une telle association, il faut des connaissances et un certain niveau intellectuel et moral. Nous entendons par là non seulement l'action éducative, germe même de la coopération, mais aussi celle que les organisations coopératives pourraient et devraient donner à leurs adhérents.

En ce qui concerne le premier point, il est clair que les associations coopératives agricoles contribuent directement ou indirectement à l'éducation économique des paysans et au développement de leurs qualités personnelles. L'action coopérative enseigne la mutualité, la solidarité et la collaboration effective de chacun pour le bien-être de tous.

« Le mouvement coopératif, par son mécanisme même, n'est pas un simple instrument économique : il est éducatif dans son essence »¹⁷. Quant au second point, les organisations coopératives agricoles doivent contribuer efficacement à l'éducation de leurs membres par leur organe périodique, par des causeries radiophoniques, des cours et conférences, des films documentaires, etc. Quelle est, en ce domaine, la contribution des associations coopératives agricoles de Genève ? Eh bien, il faut reconnaître que cet aspect pour-

¹⁵ Jean Renaud, *La Coopération à Genève et en Suisse*. Genève, 1918, p. 4.

¹⁶ B.I.T., *L'action coopérative en milieu rural*. Genève 1939, p. 32.

¹⁷ Jean Orizet, *op. cit.*, p. 21.

tant fort important de la coopération n'a pas été jusqu'à présent pris en considération comme il le devrait. Sans nier la valeur de la contribution de certaines coopératives agricoles de Genève et surtout du Cercle des Agriculteurs et des Laiteries Réunies, appréciant même hautement leur action, nous affirmons que ce n'est pas suffisant. Dans ce domaine, un gros travail reste à faire.

Le « Journal d'Agriculture Suisse » est le seul hebdomadaire agricole de Genève. Les causeries radiophoniques, organisées par les coopératives genevoises, sont rares, les conférences sur des sujets agricoles se bornent, la plupart du temps, aux exposés présentés lors d'assemblées générales et encore, seulement pour certaines coopératives, non pour toutes. Il n'existe pas de films documentaires montrant les nouveaux procédés d'activité rurale. Les autres modes d'enseignement agricole sont rares ou inexistantes. Il est peu de concours et d'expositions rurales. D'autre part, l'enseignement coopératif proprement dit n'a pas non plus été pris suffisamment en considération par les associations responsables.

Nous croyons qu'il est urgent de songer sérieusement à cette œuvre éducative. Les associations coopératives agricoles sont à même d'entreprendre cette action. Cette dernière, à notre avis, doit être entreprise sur un front plus étendu et cela sur deux plans bien distincts. Prévoir d'abord un enseignement agricole général, pratique et théorique. Il s'agit de porter à la connaissance de tous les paysans, spécialement des membres des coopératives rurales, toutes les réalisations nouvelles, tous les progrès de la technique agricole. Ensuite, il y aura lieu de s'occuper de l'enseignement coopératif proprement dit, en faisant connaître au paysan genevois l'action heureuse de la coopération sur sa condition économique et sociale et son incidence sur la prospérité du canton et du pays tout entier. Ces enseignements pourraient être diffusés par les moyens sus-indiqués. Ils constitueraient ainsi une sorte de propagande en faveur de la coopération pour ceux qui hésitent à adhérer et un rappel utile aux anciens membres dont on raviverait ainsi la ferveur.

Notre organisme intercoopératif agricole serait précisément le centre de ce double enseignement agricole et coopératif. Il contribuerait aussi à l'éducation sociale du paysan.

Pour toutes ces diverses formes de l'instruction, constituant ensemble le problème intellectuel de la vie rurale, cet organisme pourrait apporter le meilleur concours aux ruraux du canton.

Si les quelques réflexions énoncées dans cette thèse et les propositions, peut-être, que nous avons eu l'audace d'y formuler, étaient

prises en considération, nous croyons que le mouvement coopératif pourrait progresser davantage, et mieux remplir sa mission dans la campagne genevoise.

* * *

Puisse le récit du développement de ces institutions agricoles de Genève, et des avatars qu'elles ont connus, contribuer, pour une part, si minime soit-elle, à une meilleure compréhension de la valeur de l'effort humain, et à une juste appréciation des sacrifices, du dévouement et de la persévérance à consentir pour une belle et noble cause : LA COOPERATION. ' 1

Bibliographie

A. Ouvrages généraux

- BABEL, Antony, *La Caisse hypothécaire et le développement économique du Canton de Genève*. Genève, 1947.
- BRUGGER, H., *Les Associations agricoles et sylvicoles de la Suisse*. Brougg, 1944.
- Département de l'Intérieur et de l'Agriculture, *Les améliorations foncières et l'agriculture dans le Canton de Genève*. Genève, 1945.
- DEROBERT, Eugène, *Paysan choisis !* Genève, 1943.
- DURTSCHI, E., *La nouvelle loi sur l'agriculture*. Brougg, 1949.
- GALLAND, Jean-Denis, *Le compagnon de cave*. Neuchâtel, 1956.
- HOWALD, Oscar, *L'agriculture suisse et la politique paysanne d'après guerre*. Brougg, 1943.
- HOWALD, Oscar, *La situation de l'agriculture suisse à la fin de la deuxième guerre mondiale*, Brougg, 1945.
- JACKY, Ed., *L'agriculture dans le canton de Genève*. Genève, 1938.
- LALIVE D'EPINAY, René, *L'agriculture suisse et la guerre*. Genève, 1942.
- LAUR, E., *Le paysan suisse, sa patrie et son œuvre*. Brougg, 1939.
- LAUR, E., *Economie rurale de la petite et moyenne culture*. Lausanne, 1948.
- LAVANCHY, J.-Adrien, *Le prix du revient du lait*. Thèse, Genève, 1952.
- MAIRE, Louis, *La communauté des vendeurs de l'Union Laitière S. A. de Genève*. Genève, 1937.
- MAIRE, Louis, *Au delà du salariat*. Lausanne, 1945.
- PIROU, G., *Cours d'économie politique*. Paris, 1946.
- REVACLIER, David, *Le vin de nos coteaux*. Genève, 1943.

B. *Ouvrages concernant les coopératives agricoles
et la coopération en général*

- ANKEN, Isaac, *Vingt années d'assurance mutuelle et obligatoire du bétail bovin à Genève*. Genève, 1929.
- B.I.T., *L'amélioration du standard alimentaire et l'action coopérative*. Genève, 1937.
- B.I.T., *L'initiation à la pratique de la coopération*. Genève, 1952.
- B.I.T., *L'action coopérative en milieu rural*. Genève, 1939.
- BROCARD, Lucien, *La coopération et le mouvement coopératif*. Nancy, 1927.
- COLL-ESCLUSE, *Coopérative agricoles*. Thèse, Montpellier, 1912.
- COUTANT, Lucien, *L'évolution du droit coopératif de son origine à 1950*. Reims, 1950.
- CRAMOIS, André, *Coopératives agricoles*. Paris, 1951.
- DAMI, Aldo, *Coopération et démocratie*. Bâle, 1954.
- DUMUID, Henri, *Cercle des Agriculteurs du canton de Genève*. Première notice, Genève, 1896 ; seconde notice, Genève, 1910.
- FAUCHERE, H., *Le mouvement coopératif en Suisse*. Bâle, 1937.
- FAUQUET, Georges, *Regards sur le mouvement coopératif*. Bâle, 1949.
- FAUQUET, Georges, *Le secteur coopératif*. Paris, 1942.
- FERRIERE, Adolphe, *La structure économique de demain, l'ordre coopératif*. Genève, 1936.
- GIDE, Charles, *Les associations coopératives agricoles*. Paris, 1926.
- GIDE, Charles, *Des institutions en vue de la transformation ou de l'abolition du salariat*. Paris, 1920.
- LARIBE, Augé, *Syndicats et coopératives agricoles*. Paris, 1926.
- ORIZET, Jean, *Le mouvement coopératif et le bien-être des travailleurs*. Genève, 1951.
- OZUMERZIFON, A.-H., *Les Coopératives rurales de crédit en Suisse*. Thèse, Genève, 1943.
- RENAUD, Jean, *La coopération à Genève et en Suisse*. Genève, 1939.
- THOMAS, A., *Les relations entre les différentes formes de la coopération*. Presse Universitaire, Paris, 1925.

C. REVUES, PERIODIQUES, BULLETINS

- BABEL, A., *Un arbitrage international, la question des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex* ; « Bulletin périodique de la Société belge d'études et d'expansion », Liège, mars 1934.

- BABEL, A., *La législation fédérale suisse sur le ravitaillement du pays en blé* ; « Annuaire de Législation Etrangère », Paris, 1939.
- DEROBERT, Eugène, *L'avenir de l'agriculture suisse* ; « Revue économique et sociale », N° 3, Lausanne, juillet 1945.
- DUPRAT, G. L., *Coopérative et Syndicalisme* ; « Revue Internationale de Sociologie », Paris, novembre-décembre 1931.
- FAUQUET, Georges, *Principaux types de relations coopératives entre producteurs et consommateurs de produits agricoles* ; « Les Annales de l'Economie Collective », Genève, janvier-mars 1927.
- FAUQUET, Georges, *Origine et structure de l'Union Laitière de Genève* ; « Les Annales de l'Economie Collective », septembre-novembre 1955.
- FAUQUEX, F., *L'intervention de l'Etat dans l'économie agricole et viticole* ; « L'information au service du travail social », N° 2, Lausanne, février 1953.
- JAGGI, E., *Agriculture et consommateurs* ; « Le Coopérateur Suisse », N° 29, Bâle, juillet 1955.
- NICOD, A., *La Communauté des vendeurs de l'Union Laitière S. A., à Genève* ; « Coopération », Paris, novembre 1953.
- B. I. T., *Informations Coopératives*, N° 5-6, Genève 1953.
- B. I. T., *Relations intercoopératives* ; Commission consultative de la Coopération, session d'octobre 1949, Genève.
- Département de l'Intérieur et de l'Agriculture ; *Bulletins annuels de Concours de bétail*.
- Bureau fédéral de statistique ; *Annuaire statistique de la Suisse*.
- Journal d'Agriculture Suisse*.
- Coopération*, hebdomadaire.

D. STATUTS

- Statuts du Cercle des Agriculteurs 1868.
- Statuts du Cercle des Agriculteurs, 1891.
- Statuts du Cercle des Agriculteurs, 1895.
- Statuts de la « Fédération des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge, 1929.
- Statuts du Cercle des Agriculteurs, 1932.
- Statuts de la Cave Coopérative « La Souche », 1941.
- Statuts de l'Union des Syndicats Agricoles Romands, Lausanne, 1941.
- Statuts de la Cave Coopérative du Mandement, 1942.
- Statuts de la Société de battage et de labourage mécanique, à Satigny, 1942.

- Statuts des Moulings Agricoles Genevois, 1943.
Statuts du Cercle des Agriculteurs, 1947.
Statuts du Syndicat d'élevage de petit bétail du canton de Genève, 1947.
Statuts du Syndicat Chevalin Genevois, 1948.
Statuts de la Fédération Genevoise des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge, 1948.
Statuts de la Centrale de ramassage des endives de Genève, 1948.
Statuts des Laiteries Réunies, 1948.
Statuts de l'Union Suisse des Paysans, Brougg, 1949.
Statuts de l'Union Maraîchère de Genève, 1949.
Statuts de la Société suisse d'Assurance contre la grêle, Zurich, 1949.
Statuts du Groupe de Genève de l'Association Suisse des Sélectionneurs, 1952.
Statuts de la Cave Coopérative de Lully et environs, 1953.
Statuts de Vin-Union Genève, 1953.
Statuts de la Chambre Genevoise d'Agriculture, 1953.
Statuts de la Fédération des Viticulteurs de Genève.
Statuts-type des Syndicats Agricoles.
Statuts-type des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge.
Statuts-type des Sociétés de Laiteries.
Statuts-type des entreprises d'améliorations foncières.
Statuts-type des Caisses de Crédit Mutuel Système Raiffeisen.

E. RAPPORTS

- Rapport annuel de 1950 de l'Union Suisse des Caisses de Crédit Mutuel (Système Raiffeisen), 48^e exercice.
Rapport annuel 1951 de l'Union suisse des Caisses de Crédit mutuel (Système Raiffeisen), 49^e exercice.
Rapport annuel du Comité directeur de l'Union Suisse des Paysans, 55^e exercice.
Rapport de laboratoire sur le 42^e exercice, publié par les L. R., Genève, 1953.
Rapport de l'exercice 1951-1952 de la Chambre genevoise d'Agriculture, 30^e exercice.
Rapport de l'exercice 1952-1953 de la Chambre genevoise d'Agriculture, 31^e exercice.
Rapports annuels du Cercle des Agriculteurs.
Rapports annuels des Laiteries Réunies.
Rapports annuels de la Fédération Genevoise des Syndicats d'élevage bovin de la race tachetée rouge.

Rapports annuels des Moulins Agricoles Genevois.
Rapports annuels de l'Union Maraîchère de Genève.
Rapports annuels de Vin-Union Genève.
Rapports annuels du Syndicat Chevalin Genevois.
Rapports annuels du Syndicat d'élevage du petit bétail du canton de Genève.

F. TEXTES OFFICIELS

Constitution Fédérale, art. 23 *bis* et 29.
Code Fédéral des Obligations.
Code Civil Suisse.
Règlement genevois du 10 novembre 1893 et du 6 février 1894, sur l'indemnité à payer pour le bétail bovin tué ou abattu, dont la viande est déclarée impropre à la consommation.
Loi cantonale du 29 juin 1921, relative aux Caisses d'assurance mutuelle contre la perte du bétail de l'espèce bovine.
Arrêté du 14 juin 1940, du Conseil d'Etat, concernant la réglementation des plantations des vignes en général et des hybrides producteurs directs (P. D.) en particulier.
Loi cantonale du 20 mars 1948, sur l'amélioration foncière.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	5
------------------------	---

INTRODUCTION

Chapitre premier : Causes de l'apparition de la coopération dans les milieux ruraux	7
1) Transformations techniques	11
2) Transformations économiques	12
3) Transformations commerciales	14
Premières coopératives en agriculture	18
Chapitre II : Caractères et principes des coopératives agri- coles	20
Chapitre III : Rôle des Coopératives agricoles	25
1) Fonction économique	25
2) Action sociale et éducative	27

PREMIERE PARTIE

ASSOCIATIONS COOPERATIVES AGRICOLES DE GENEVE

Chapitre premier : Situation géographique et agricole du canton de Genève	33
Chapitre II : Vue d'ensemble des Coopératives agricoles de Genève	38
Chapitre III : Mesures officielles en faveur de l'agriculture .	44

DEUXIEME PARTIE

CERCLE DES AGRICULTEURS

(Fédération des Syndicats agricoles du canton de Genève)

Section I

Historique et activités du Cercle depuis sa naissance jusqu'en 1895	57
Chapitre premier : Historique : Fondation, début et développement de 1868 à 1895	57
Chapitre II : Activités du Cercle	66
1. Commerce	67
A. Ventes	67
B. Achats en commun	68
C. Prix du sel pour le bétail	69
2. Assurance	69
3. Amélioration de l'agriculture	72
A. Instruction et enseignement professionnel	72
B. Culture	73
C. Bétail	74
D. Expositions et Concours	75
4. Législation : Mesures officielles	76
A. Mesures contre les vins fabriqués	76
B. Mesures protégeant les vignes contre les maladies	77
C. Mesures contre les maladies du bétail	78
D. Mesures contre les fraudes et falsifications du lait	78
E. Mesures de protection en faveur de la culture indigène	79

Section II

Deuxième Période (1895-1913)	81
Chapitre premier : Historique et développement	81
Chapitre II : Activités du Cercle pendant la deuxième période de son histoire	84
1. Créations du Cercle	84
A. Création du <i>Secrétariat Central Agricole</i>	84
B. Création de l' <i>Association des Viticulteurs Genevois</i>	88
C. Création du <i>Syndicat Genevois d'Alpage</i>	88
D. Création des <i>dépôts</i>	89

E. Création du <i>Syndicat Chevalin Genevois</i>	90
F. Création des <i>Moulins Agricoles Genevois</i>	91
2. Amélioration de l'Agriculture	91
A. Enseignement agricole	91
B. Expositions et Concours	92
C. Concours de bétail	93
3. Activités diverses	94
A. Achat en commun	94
B. Assurance des employés de ferme contre les accidents	95
C. Fabrication d'engrais	96
D. Question du lait	97
E. Achat de l'immeuble de la Laiterie Centrale	98

Section III

Troisième période : de 1913 à nos jours	99
Chapitre I : Historique	99
Chapitre II : Organes administratifs du Cercle	107
a) Assemblée des délégués	107
b) Administration	110
c) Direction	112
d) Organe de Contrôle	112
Chapitre III : Activités du Cercle	112
A. Activités principales du Cercle	113
a) Achat et vente des articles nécessaires à l'exploitation agricole	114
1. Vente des engrais	119
2. Vente des semences et semenceaux	120
3. Vente des produits insecticides et anticryptogamiques	120
4. Vente des matières fourragères	120
5. Vente des matériels	121
6. Vente des machines agricoles	121
b) Vente des produits agricoles	122
c) Développement des connaissances professionnelles et de l'esprit coopératif des membres du Cercle	126
B. Activités accessoires du Cercle	127
1. Gérance de la <i>Centrale Cantonale des blés indigènes</i>	127
2. Agence générale de la <i>Société Suisse d'Assurance contre la grêle</i>	130

3. Gérance du <i>Groupe de Genève de l'Association suisse des sélectionneurs</i>	134
4. Service de sacherie	135
Chapitre IV : Ressources financières du Cercle	137
A) Fortune initiale	137
B) Cotisation des membres	138
C) Subventions, legs, dons, etc.	139
D) Bénéfices	140
E) Commissions et rétributions	140
Chapitre V : Syndicats agricoles locaux ; but et activités . .	145
Chapitre VI : Plans d'avenir du Cercle des Agriculteurs . .	152
Chapitre VII : <i>Journal d'Agriculture Suisse</i> : Organ officiel du Cercle	156

TROISIEME PARTIE

AUTRES ASSOCIATIONS COOPERATIVES AGRICOLES DE GENEVE

Chapitre I : Laiteries Réunies : Fédération des producteurs de lait de Genève et environs	163
A. Historique : début et développement	163
B. Clauses essentielles des statuts de la Fédération . . .	174
C. Clauses essentielles des statuts type des Sociétés de Laiteries (membres des L.R.)	181
D. Prix du lait à la production et à la consommation . .	184
E. Activités des Laiteries Réunies	187
1. Activités principales	187
2. Activités accessoires	195
1° Service des œufs	195
2° Service de la charcuterie	197
F. Union Laitière S.A.	198
Chapitre II : Fédération Genevoise des Syndicats d'élevage bovin de la race suisse tachetée rouge	204
A. Historique : début et développement	204
B. Activités de la Fédération	210
I. Groupement des Syndicats d'élevage locaux . . .	211
II. Organisation des concours	214
III. Alpage du jeune bétail	222

IV. Contrôle laitier	226
V. Réassurance des taureaux	231
Chapitre III : Vin-Union Genève, Fédération des Caves Coopératives	235
A. Historique : début et développement	235
B. Clauses essentielles des statuts de V.U.G. et des Caves coopératives fédérées	243
C. Activités de Vin-Union Genève	246
1. Vinification dans les caves coopératives	247
2. Ecoulement des vins	249
Chapitre IV : Union Maraîchère de Genève	256
A. Historique : début et développement	256
B. Dispositions essentielles des statuts de l'U.M.G.	260
C. Activités de l'Union Maraîchère de Genève	263
Chapitre V : Syndicat Chevalin Genevois	271
A. Historique : début et développement	271
B. Activités du Syndicat Chevalin Genevois	276
C. Estivage et hivernage	277
D. Organisation des concours	283
Chapitre VI : Moulins Agricoles Genevois	287
A. Historique : début et développements	287
B. Activité des Moulins Agricoles Genevois	292
Chapitre VII : Syndicat d'élevage du petit bétail du Canton de Genève	296
A. Historique : début et développement	296
B. Activités du Syndicat	297
1. Organisation des Concours	297
2. Tenue des registres	302
3. Alpage	302
4. Alimentation et soins rationnels	302
CONCLUSIONS	305
Bibliographie	313

ERRATA

Page 39 : Lire 10^{me} ligne en place de trente-deux ; *vingt-et-un*.

Page 52 : 1er alinéa ; lire ces mesures *visent en*.

Page 84 : Lire ; sous-titre 1 : en place création du cercle, *créations du cercle*.

Sous lettre A : création au singulier.

Pages 113 : Avant-dernière ligne lire au lieu de deux *autres* chapitres, deux *sous* chapitre.

Page 119 : Tableau ; lire la quantité d'engrais s'entend *en tonnes*.

Page 124 : Tableau ; lire la quantité en kilogrammes.

Page 128 : Le sous-titre lettre B, aurait dû être mis en majuscules.

Page 141 : Tableau ; lire les sommes affectées en francs.

Page 142 : Tableau ; lire les montants des primes en francs.

Page 193 : Tableau ; lire livraison à la Centrale en kilogrammes.

Page 314 : Lire au lieu de LARIBE, Auge, AUGE-LARIBE, Michel.

